

Les Cahiers du RMES

Volume III, numéro 1, été 2006



De l'effondrement des Etats au State Building : Penser la sécurité internationale depuis 1989

Par Jean -Loup Samaan

Bienvenue en ville. Le passé, le présent et le futur des opérations aérourbaines

Par Joseph Henrotin

Evolution, révolution ou radicalisation : les postures doctrinales de la Stratégie de sécurité nationale et de la revue quadriennale de défense

Par Tanguy Struye de Swielande et Alain de Neve

Les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité (Partie II)

Par Christophe Wasinski

Washington et la sécurité maritime

Par Tanguy Struye de Swielande

La culture stratégique : évaluation d'un concept et de ses ramifications en relations internationales

Par Christophe Wasinski

Introduction au Dialogue Méditerranéen de l'OTAN : Quel symbole de coopération pour quelle politique ?

Par Benoît Berck

Nanotechnologies: quels enjeux industriels, militaires et géostratégiques?

Par Alain De Neve

Le Réseau Multidisciplinaire d'Études Stratégiques

(RMES – site Internet : <http://www.rmes.be>)

est une association de fait dont l'objet réside dans l'examen théorique et analytique des relations internationales et stratégiques, des équilibres géopolitiques et des questions militaires.

Le RMES représente un lieu d'intersection des synergies en matière de recherche stratégique. La composition du réseau reflète la volonté d'associer des analystes issus d'horizons professionnels et de formations variés dans un cadre de travail pluraliste, flexible et modulaire.

Notre projet

Le projet que poursuit, à travers ses membres, le réseau repose sur l'étude théorique des relations internationales, l'analyse des enjeux internationaux et géopolitiques contemporains, l'examen des questions stratégiques et militaires et l'étude des organisations internationales de sécurité et de défense.

A travers ses activités, le RMES entend informer l'opinion publique et sensibiliser celle-ci aux enjeux stratégiques majeurs de ce nouveau millénaire. Il espère également apporter indirectement une aide à la décision politique.

Directeur de la rédaction et rédacteur en chef des Cahiers du RMES : Tanguy Struye de Swielande

Rédacteur en chef adjoint des Cahiers du RMES : Alain De Neve

Ont collaboré à ce numéro : Benoît Berck, Alain De Neve, Joseph Henrotin, Jean -Loup Samaan, Tanguy Struye de Swielande et Christophe Wasinski

Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Site Internet : <http://www.rmes.be/lescahiersdurmes>

Table des matières

DE L'EFFONDREMENT DES ÉTATS AU <i>STATE BUILDING</i> : PENSER LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE DEPUIS 1989	7
--	---

Par Jean-Loup Samaan

Since the end of the Cold War, analysts and decision makers have been looking for a new way to comprehend geopolitics. Gradually it appeared that the threat might not come anymore from power but from weakness. Therefore "failed states" ' literature increased with the aim to shape a new paradigm that could explain perceptions on international security since 1989.

BIENVENUE EN VILLE. LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET LE FUTUR DES OPÉRATIONS AERURBAINES	27
---	----

Par Joseph Henrotin

The development and the techno-doctrinal evolution of Military Operations in Urban Terrain is offering new challenges to airpower. In this article, the author tries to isolate generations of "aerurban operations", to extract some lessons from past and current engagements and to delineate the aerurban spectrum of missions, its principles and pitfalls.

EVOLUTION, REVOLUTION OU RADICALISATION : LES POSTURES DOCTRINALES DE LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE ET DE LA REVUE QUADRIENNALE DE DEFENSE	63
---	----

Par Tanguy Struye de Swielande et Alain De Neve

The transformation in the US Army gives new directions to the US strategy. But do we observe an evolution or a revolution? What are the geostrategical consequences? What does it mean for Europe? These are some questions the article tries to answer.

APERÇU D'UN ATELIER DE RECHERCHES : LES ETUDES SOCIALES CONSTRUCTIVISTES, CRITIQUES ET POSTMODERNES DE SECURITE (PARTIE II)	80
---	----

Par Christophe Wasinski

The aim of the present text is to delineate the provisional state of a dynamic field of study, the one of the constructivist researches in security composed of three subfields: social constructivism, critical and postmodern security studies. The contribution of these approaches on the following topics is described: (1) the definition of the concept of security ; (2) the production of strategic knowledge ; (3) the creation of strategic cultures ; (4) communal conflicts ; (5) « terrorism » ; (6) alliances and security communities ; (7) the question of weapons ; (8) the construction of insecurity.

WASHINGTON ET LA SECURITE MARITIME	105
--	-----

Par Tanguy Struye de Swielande

The appearance of acts of piracy and terrorism on different seas, has put the maritime security on the agenda of priorities to deal with. The article explains what the threats are and what measures the United States has taken since a few years.

LA CULTURE STRATEGIQUE : EVALUATION D'UN CONCEPT ET DE SES RAMIFICATIONS EN RELATIONS INTERNATIONALES	117
--	-----

Par Christophe Wasinski

For decades, the use of the concept « culture » has been frequent in the strategic and the security studies in International Relations. It is now usual to hear about « war culture », « security culture », « military culture » (and even sometimes about « peace culture »). This article's aim is twofold. Firstly, it seeks to provide a genealogical assessment of the use of the concept of « culture » in the fields of study of strategy and security. Secondly, it is intended to list some questions that could be fruitfully investigated through the cultural lens.

INTRODUCTION AU DIALOGUE MÉDITERRANÉEN DE L'OTAN : QUEL SYMBOLE DE COOPÉRATION POUR QUELLE POLITIQUE ?	143
---	-----

Par Benoît Berck

This is a short introduction to Mediterranean Dialogue of NATO. It's a focus on its symbolic dimensions. We try to summarize the key elements to its understanding. We finally ask ourselves about which global strategy belongs to the Mediterranean dialogue and how could be the future European role in this area.

NANOTECHNOLOGIES : QUELS ENJEUX INDUSTRIELS, MILITAIRES ET GEOSTRATEGIQUES?.....	156
---	-----

Par Alain De Neve

Nanotechnology is expected to affect many fields. As far as the military is concerned, nanodevices could well result in materials that are lighter, stronger and smarter. In the next 5 to 15 years, we could assist to the development of capabilities such as battle suit systems architectures delivering the individual soldier with unexpected firepower, precision and protection. Nanotechnology – even if it may not turn out to be a disruptive force – will certainly be a critical enabler permitting the military to act decisively against adversaries that have not developed such advanced technological systems. But nanotechnology could also affect the precarious military balance at a global scale. This will require a new equilibrium and new definitions of the term of future security architectures.

De l'effondrement des Etats au *State Building* : Penser la sécurité internationale depuis 1989

Jean-Loup SAMAAAN

Doctorant en science politique, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, chercheur à l'Institut Français d'Analyse Stratégique.



INTRODUCTION

Le monde post-bipolaire a amené les divers analystes et experts gouvernementaux à élaborer de nouvelles grilles de lectures, paradigmes permettant d'appréhender les modalités d'équilibre du système international. Rester au stade du constat d'un chaos apparent du nouvel espace mondial, d'une anarchie ambiante s'avérerait problématique. En effet, la métaphore du désordre tend à décrédibiliser celui qui parle et explique : l'homme politique, l'expert, le journaliste¹. Dès lors le succès en librairie des thèses euphoriques de Francis Fukuyama sur la fin de l'Histoire ou plus pessimistes de Samuel Huntington, quant à une exacerbation des différends communautaires, montraient combien la rupture géopolitique avait provoqué une restructuration du champ des études stratégiques². Il fallait en quelque sorte trouver un nouveau modèle intellectuel qui ferait référence, une sorte de nouvelle « lettre de M. X »³. La guerre froide constituait un système clairement identifiable autour de deux pôles qui structuraient les schémas cognitifs des acteurs des relations internationales. De façon schématique, toute turbulence périphérique se trouvait absorbée par la logique des deux blocs.

¹ Didier Bigo, « Nouveaux regards sur les conflits ? » in : Marie-Claude Smouts (Ed.), *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp.309-347, p.323.

² Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier des hommes*, trad., Paris, Flammarion, 1992. Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, trad., Paris, Odile Jacob, 1997.

³ Tous les courants de pensée américains de l'après-seconde guerre mondiale se trouvèrent réunis dans un article publié en juillet 1947 dans *Foreign Affairs*. Signé X et écrit par George Kennan, alors à la tête du Policy Planning Staff du département d'Etat, « Les sources du comportement soviétique » constitua une référence intellectuelle en matière d'études soviétologiques.

Il en fut ainsi des rébellions en Amérique latine comme du conflit israélo-arabe, chaque protagoniste devant s'adapter à une perception macropolitique qui déformait les revendications initiales (contentieux territorial, soulèvement populaire contre des régimes dictatoriaux). Longtemps aspirés par la logique de la bipolarité, les conflits infra-étatiques semblent aujourd'hui occuper le devant de la scène littéraire des relations internationales. De telle façon qu'on en vient à affirmer, tel un lieu commun, que les menaces à la sécurité internationale viendraient moins de la puissance de certains Etats que de leur faiblesse¹. Dès lors, on a pu voir proliférer les travaux tant théoriques qu'empiriques sur les « *failed States* », « *shadow States* » et autres appellations désirant mettre en lumière l'enrayement de la mécanique étatique dans des zones telles que l'Afrique centrale, le Timor-Oriental ou encore le Kosovo. Tant du point de vue politique qu'académique, ces conflits, dits locaux, indirects, n'intéressaient guère et restaient dans l'ombre des grands thèmes de la guerre froide : l'*Arms Control*, la division de l'Europe. Il est pourtant inutile de souligner ici que ces affrontements périphériques existaient déjà, pour la plupart et auraient représenté, au cours de la période de la guerre froide, près de 40 millions de morts. Qu'importe, la faillite de ces Etats devient progressivement le nouveau thème récurrent des prestigieuses revues (*Foreign Affairs*, *The Washington Quaterly*, *International Security*), des importants pôles d'expertise géopolitique (Rand Corporation, Chatham House, International Institute for Strategic Studies) ou encore des ONG les plus en vue (Amnesty International, Human Rights Watch, International Crisis Group).

Cet article n'entend pas proposer une théorie de l'effondrement des Etats ou à l'inverse des stratégies de préservation des hommes qui sont à leur tête². Il entend plus modestement présenter les dynamiques intellectuelles et institutionnelles nécessaires à la compréhension d'un référentiel nouveau dans les politiques étrangères des grandes puissances³. Il s'agit ainsi de montrer comment cette thèse, désormais consacrée, des « Etats en faillite » a amené les praticiens de la géopolitique à développer une nouvelle ingénierie politique, celle du *State building*. Cette réflexion sur la consécration d'une théorie de la sécurité internationale – le

¹ Dossier « *State Building* et sécurité internationale », *Critique Internationale*, 28, juillet-septembre 2005.

² Pour une critique générale de la thèse de l'effondrement des Etats, voir entre autres : Jean-François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997. William Reno, *Warlord Politics and African States*, Londres, Lynne Rienner, 1998. Béatrice Hibou (Ed.), *La Privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.

³ On s'appuiera ici sur la définition du référentiel de Pierre Muller : « *Le référentiel est constitué d'un ensemble de prescriptions qui donnent du sens à un programme politique en définissant des critères de choix et des modes de désignation des objectifs. Il s'agit à la fois d'un processus cognitif permettant de comprendre le réel en limitant sa complexité et d'un processus prescriptif permettant d'agir sur le réel. De ce fait, le processus de construction d'un référentiel correspond à un double mécanisme : une opération de décodage du réel afin d'en diminuer l'opacité et une opération de recodage du réel pour définir un programme d'action publique* » in : Pierre Muller, *Les politiques publiques*, 5^e éd., Paris, PUF, QSJ, 2003, p.63.

danger des Etats faibles- ne peut se concevoir qu'en dessinant au préalable les articulations logiques qui amènent au changement des pratiques des acteurs considérés. Autrement dit, cela revient à poser la question délicate de l'évolution de l'action publique, des conditions de sa mutation. « *Toute politique publique recouvre une théorie du changement social* » écrivent Yves Mény et Jean-Claude Thoenig¹. En nous appuyant sur les travaux récents de l'analyse des politiques publiques, on pourra ici mieux percevoir la modification du référentiel global des politiques à l'égard de la sécurité internationale et ce en raison de l'introduction d'un sous-référentiel sur les Etats en faillite. On considèrera enfin qu'il y a changement de politique de sécurité et de défense lorsqu'on pourra constater les trois changements suivants :

- un changement des objectifs des politiques, et plus généralement, des cadres normatifs qui orientent l'action publique ;
- un changement des instruments qui permettent de concrétiser et de mettre en mouvement l'action publique dans le domaine concerné ;
- un changement des cadres institutionnels qui structurent l'action publique dans ce même domaine².

Cet article entend démontrer que le référentiel sur les Etats en faillite provoque ce triple changement. Par conséquent, cet article présentera tout d'abord en quoi l'effondrement des Etats a été reformulé dans le cadre diplomatique et stratégique, à la faveur de deux courants intellectuels antagonistes – humanitaires et réalistes. Enfin, notre second segment s'intéressera de près à l'institutionnalisation de cette problématique, tant sur le marché intellectuel que dans les organes politiques et militaires.

POURQUOI L'EFFONDREMENT IMPORTE

L'effondrement se définit communément par l'incapacité de dirigeants d'un Etat, généralement minés par la corruption et le patrimonialisme, à assurer un minimum de régulation politique, à fonder un pacte social et à conquérir une légitimité minimale. Dès lors, qu'est ce qui va faire que les grandes puissances, en première ligne les Etats-Unis, vont se mobiliser pour rétablir l'ordre dans ces contrées politiques lointaines ? Qui plus est, si la faillite des structures étatiques en Afrique ou en Asie centrale n'est pas récente, comment expliquer l'écho suscité aujourd'hui par la thèse présente ? L'anarchie incarnée par les conflits périphériques qui ne sont plus absorbées par l'espace de signification du système bipolaire ne peut plus être considérée comme marginale. Le cadre géostratégique binaire s'étant effacé, ces événements deviennent porteurs d'un sens nouveau. La logique des blocs favorisait la préservation de la sécurité de chaque pôle,

¹ Yves Mény, Jean-Claude Thoenig, *Politiques publiques*, Paris, PUF, 1989, p.140.

² Cette théorie du changement est le fait de Pierre Muller. Voir Pierre Muller, « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique : Structures, acteurs et cadres cognitifs », *Revue française de science politique*, (1), février2005, pp. 155-189.

l'après-guerre froide sera, quant à elle, interprétée de diverses manières, provoquant l'émergence de nouvelles approches de la sécurité internationale, qui sans évincer les conceptions classiques, viennent les concurrencer, ou du moins obligent les dirigeants à s'en accommoder. La « sécurité humaine » et la « sécurité globale » en sont les meilleures illustrations, abondamment employées pour décrire les enjeux des conflits contemporains et la nécessité tant du *peacekeeping* que du *peacemaking*. Ces nouveaux concepts gravitent autour de la thèse de l'Etat en faillite et viennent soutenir les éléments en faveur d'une mobilisation politique¹. Les tenants d'une vision réaliste ne restent pas pour autant à l'écart de ce débat intellectuel et, comme nous le verrons, viendront reformuler leurs paradigmes classiques en y incorporant le phénomène des *Failed States*. Ainsi d'un côté, sera mise en avant l'idée d'une appartenance à une même communauté internationale. De l'autre, on soulignera le caractère perturbateur de ces Etats sur l'équilibre des forces tel qu'il est conçu par les réalistes, plus particulièrement lorsque l'on démontre que leur effondrement favorise la structuration de mouvements terroristes.

Responsabilité et solidarité : le renouveau de la fiction communautaire

La décennie 90 commence avec de fortes ambitions diplomatiques. Le 23 juin 1992, *l'Agenda pour la Paix* élaboré par le secrétaire général des Nations Unies suscite un écho dans l'ensemble des personnels diplomatiques. L'accent y est porté sur la mise en place de diplomaties préventives, de médiations pour la préservation de la paix sous l'égide de l'ONU. Cet *Agenda pour la paix* fut pensé et conçu par Boutros Boutros-Ghali comme la nouvelle référence diplomatique devant guider les relations internationales de l'après-guerre froide. En introduction, l'ancien secrétaire général de l'ONU y exprime sa conviction : « *Au cours des derniers mois, une conviction a grandi, parmi les nations petites et grandes, qu'une opportunité avait été reconquise pour atteindre les grands objectifs de la Charte des Nations Unies capables de maintenir la paix et la sécurité internationales, de garantir la justice et les droits de l'homme et de promouvoir, selon les mots de la Charte, le progrès social et de meilleurs standards de vie dans un cadre plus libre. Cette opportunité ne doit pas être gâchée.* »² Or, les événements qui vont suivre sur la scène internationale mettront à rude épreuve cette téléologie nouvelle d'un monde pacifié : dislocation yougoslave, effondrement de la Somalie, génocide rwandais. Les réactions, à retardement ou mal préparées, des grandes puissances occidentales, au premier rang desquelles

¹ Pour une lecture synthétique de ces approches, voir Charles-Philippe David, Jean-Jacques Roche, *Théories de la sécurité*, Paris, Montchrestien, 2002.

² Boutros Boutros-Ghali, *An Agenda for Peace*, New York, Nations Unies (Département d'information publique), 1992, pp.1-2. Texte original: " *In these past months a conviction has grown, among nations large and small, that an opportunity has been regained to achieve the great objectives of the Charter – a United Nations capable of maintaining international peace and security, of securing justice and human rights and of promoting, in the words of the Charter, "social progress and better standards of life in larger freedom". This opportunity must not be squandered.*"

les Etats-Unis, amènent de nombreux diplomates et experts à réfléchir sur les questions de prévention de la paix, de reconstruction post-conflit mais surtout à concevoir l'ingérence comme un impératif nouveau fondé sur une éthique des relations internationales.

L'ONU, ayant retrouvé une certaine crédibilité, en vient à remettre au goût du jour les thèses humanitaires et ce par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le Développement, (PNUD). Ce dernier commence par rédiger en 1994 un rapport où il préconise de substituer la sécurité humaine à la sécurité nucléaire¹. S'en suit la Commission Ramphal en 1995 qui établit le lien entre sécurité globale et démocratisation puis l'avènement des biens publics mondiaux en 1999, encore une fois avec un rapport du PNUD intitulé *Les biens publics à l'échelle mondiale : la coopération internationale au XXI^{ème} siècle*. Cette dernière étude identifie quatre biens publics mondiaux : l'environnement, la santé, la connaissance et l'information, la paix et la sécurité. Ces derniers éléments nécessitent selon les rapporteurs l'effort de multiples acteurs pour établir un terrain favorable à sa pérennisation, un environnement constitué par les règles de droit.

Au même moment, dans son essai *Un Monde sans souveraineté*, le politologue français Bertrand Badie entend substituer au primat de la souveraineté westphalienne celui de la responsabilité et parle ainsi de l'émergence de « communautés de responsabilité » : *« L'espace mondial suscite ainsi sectoriellement des communautés de responsabilité dont l'essor dépend de plusieurs facteurs : la prise de conscience par les individus qu'ils appartiennent à une même espèce humaine, dépositaire de biens communs que les Etats doivent gérer globalement, au-delà des égoïsmes nationaux ; la propension des Etats à prendre en charge ces fonctions et à trouver des avantages à cette gestion non partitive ; l'existence d'acteurs transnationaux capables de se mobiliser dans chacun des domaines concernés, de constituer au moins un embryon de société civile mondiale, de faire pression sur les Etats pour les ancrer dans une véritable cogestion transnationale. On retrouve ici, à côté des ONG, les réseaux associatifs, les médias, les intellectuels, les organisations religieuses, les diasporas, les migrants et tout acteur qui construit une action par référence implicite ou explicite à un bien commun. »*²

Dans cet argumentaire, l'idée de « communautés de responsabilité » relève plus du vœu philosophique que de la réalité sociologique. Ce n'est donc pas sans raison que Gareth Evans et Mohamed Sahnoun, coprésidents de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats, intitulent leur article paru dans *Foreign Affairs* à l'hiver 2002, « The Responsibility to Protect »³. A l'instar de Bertrand Badie, Evans et Sahnoun y définissent la

¹ PNUD, "Redefining Security : The Human Dimension", *Current History*, 94, mai 1995, pp.229-236.

² Bertrand Badie, *Un Monde sans souveraineté*, Paris, Fayard, 1999, pp.196-197.

³ Gareth Evans, Mohamed Sahnoun, « The Responsibility to Protect », *Foreign Affairs*, 81 (6), novembre-décembre 2002. La Commission était un organisme indépendant destiné à appuyer les Nations Unies. Elle avait pour objectif de « concilier la responsabilité qu'a la communauté internationale de réagir aux violations massives des normes humanitaires et la nécessité de respecter les droits souverains des États représente une tâche hors du commun ».

souveraineté post-bipolaire comme une responsabilité, celle « *qu'il n'y ait pas de nouveau Rwanda dans ce nouveau siècle* »¹. La nouvelle responsabilité des Etats y est présentée comme « *un concept parapluie, embrassant non seulement la « responsabilité de réagir* » mais aussi la « *responsabilité de prévenir* » et la « *responsabilité de reconstruire* »². L'entité communauté internationale serait en quelque sorte devenue un acteur à part entière de la scène internationale. Ainsi cette « communauté internationale » serait celle qui invite au cours d'un affrontement armé les belligérants à déposer les armes. Le terme de « communauté internationale » aujourd'hui passé dans le langage courant, suppose un lien entre les acteurs qui forment l'ensemble du système international, un socle commun. On peut dès lors l'envisager, dans une perspective normative, comme horizon kantien. En somme, la « communauté internationale » aspirerait, pour reprendre l'expression de Béatrice Pouligny, à devenir une « *communauté d'humanité* »³. La thèse d'Emmanuel Kant, maintes fois citée, avait déjà fait l'objet d'une mise en perspective moderne, notamment avec les travaux du chercheur américain, Michael Doyle, dans les années 80⁴. L'idée selon laquelle la démocratisation, l'universalisation de ce modèle politique serait la clé de la nouvelle géopolitique prit une ampleur majeure suite à sa vulgarisation par Francis Fukuyama. Ce dernier a ainsi habilement remis au goût du jour la conviction selon laquelle les démocraties ne se font pas la guerre. Plus il y a de démocraties, moins grands sont les risques de conflits armés, car les démocraties ont la propension de vouloir régler leurs différends par la négociation et le compromis. L'opinion publique agit également comme frein aux tendances bellicistes, car elle impose la transparence dans les rapports entre démocraties.

Cet idéalisme allié à la foi en une communauté internationale explique le développement de nouvelles pratiques des relations internationales. Il s'appuie principalement sur les organes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. Ces dernières ont ainsi mis en avant l'idée d'*early warning*, alerte précoce destinée à avertir la « communauté internationale » face à un conflit émergent⁵. Dans un ouvrage collectif de l'International Peace Research Institute, Kumar Rupesinghe avance une hypothèse sur l'avènement de cette notion : « *Une faiblesse*

¹ Gareth Evans, Mohamed Sahnoun, *op. cit.*, p.100.

² Gareth Evans, Mohamed Sahnoun, *op. cit.*, p.101.

³ Béatrice Pouligny, « La communauté internationale face aux crimes de masse: les limites d'une "communauté" d'humanité », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 8 (1), 2001, pp.93-108.

⁴ Voir Michael W. Doyle, "Kant Liberal Legacies and Foreign Affairs", *Philosophy and Public Affairs*, 1983; "Liberalism and World Politics", *American Political Science Review*, 80 (4), décembre 1986, pp. 1151-1169.

⁵ Voir notamment le chapitre d'ouvrage: Edwin Bakker, « Early Warning by NGOs in Conflict Areas » in: Bas Arts, Math Noortmann, Bob Reinalda, (Eds.) *Non-State Actors in International Relations*, Burlington, Ashgate, 2001

*majeure du système international a été son incapacité à prévenir ou intervenir dans de nombreuses guerres internes qui ont secoué la paix et la sécurité à travers le monde. Les guerres civiles –que ce soit dans la Corne de l’Afrique ou en Mozambique, Angola, Sri Lanka ou Cambodge –rarement attirèrent l’attention de Conseil de sécurité de l’ONU. Maintenant, prévenir de telles guerres civiles et développer une capacité de prévoyance et de prévention est devenu d’une importance urgente. La recherche sur la formation des conflits et leur maturation a révélé de nombreuses lacunes dans le champ. Un problème significatif a été l’incapacité du système international à mettre en place des alertes précoces comme base pour toute action préventive.»*¹ Prévenir la faillite des Etats correspond donc dans cette hypothèse à une volonté de préservation de la sécurité d’une communauté globale transcendant les frontières physiques. Le caractère fondamentalement idéaliste – la foi en une solidarité transnationale – ne peut néanmoins convenir exclusivement comme variable explicative du changement de cadre normatif.

La reformulation stratégique de la Raison d’Etat

Si les idéalistes voient dans l’effondrement des Etats une menace pour la sécurité humaine, les réalistes, eux, s’inquiètent des effets de cette chute sur l’équilibre international et, dans le cas des Etats-Unis, des perturbations engendrées pour la sécurité territoriale. L’altruisme que pourrait suggérer la précédente hypothèse ne peut être considérée comme à l’origine de la mise sur l’agenda de la question des Etats en faillite. En effet, toute une rhétorique alternative – mais reconnaissant néanmoins le « problème » politique - s’est développée parallèlement à la précédente pour soutenir que l’effondrement de ces pays – la Somalie, la Bosnie, Haiti, le Kosovo – avait un impact sur les politiques des puissances occidentales, que celles-ci se devaient de considérer sérieusement ces événements en apparence lointains mais pouvant en réalité nuire à notre propre sécurité. Si Jacques Chirac affirmait, il y a quelques mois, qu’il était nécessaire d’endiguer « *la menace que les Etats en faillite faisaient porter sur l’équilibre des puissances* », Kofi Annan soutenait de son côté qu’« *ignorer les Etats en faillite crée des problèmes qui parfois nous reviennent en pleine face* »². Exemple intéressant, l’intervention de l’OTAN au Kosovo a suscité en Europe un réel débat sur l’impact systémique du voisinage direct ou indirect d’unités politiques instables. Ainsi, le 20 janvier 2000, à Vienne, Bodo Hombach, coordinateur spécial du Pacte de stabilité pour l’Europe du Sud-Est, lançait un avertissement devant le Conseil permanent de l’OSCE : « *Nous devons tous comprendre que ce qui est en jeu [au Kosovo] ce n’est*

¹Kumar Rupesinghe, “Introduction” in: Kumar Rupesinghe, Michiko Kuroda, *Early Warning and Conflict Resolution*, New York, St Martin’s Press, 1992, p. XV. Texte original: « *A major weakness of the international system has been its inability to prevent or intervene in many of the internal wars that have plagued peace and security throughout the world. Civil wars – whether in the Horn of Africa, or in Mozambique, Angola, Sri Lanka, or Cambodia- rarely came to the attention of the UN Security Council. Now, preventing such civil wars, and developing a capability for warning and prevention, has become of urgent importance. Research on conflict formation and their maturation has revealed the many lacunae in the field. A significant problem has been the inability of the international system to give early warnings as a basis for preventive action.*”

² Citations extraites du dossier « The Failed States Index » in : *Foreign Policy*, juillet-août 2005, pp.56-65.

pas seulement l'autorité des 31 chefs d'Etat et de gouvernement [de l'OSCE] mais aussi la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne ainsi que l'avenir de millions de personnes en Europe du Sud-Est. »¹ La faillite étatique s'accompagnerait d'une capillarisation de la violence, d'un phénomène de contagion régionale qui s'effectuerait aux dépens des Etats, incapables de contrôler leurs frontières. L'Afrique de l'Ouest est souvent montrée du doigt pour illustrer ces guerres anarchiques et contagieuses, menées par des hordes de desperados vendant indifféremment leurs « services » dans les divers pays (Guinée, Libéria, Sierra Léone, Côte d'Ivoire). Ces acteurs non-étatiques, porteurs d'une violence privatisée, seraient les mercenaires modernes, conséquence parmi d'autre de la déliquescence avancée de régimes incapables d'assurer une autorité minimale². Cet effet domino de la faillite n'a néanmoins convaincu les experts américains que dès lors qu'il rentrait en cohérence avec un autre grand problème du nouvel agenda sécuritaire : le terrorisme. Dans le même sens, Pierre Conesa, ancien directeur du centre d'analyse, de prospective et d'évaluation du Ministère français de la défense, expliquait que « *les organisations étatiques ne maîtrisant plus la totalité de l'espace, la carte du globe est dorénavant parsemée de « zones grises », territoires livrés à l'action d'acteurs qui n'ont pas toujours comme objectifs la prise de la capitale ou la reconquête du pouvoir, mais qui peuvent engendrer des risques d'insécurité internationale majeurs, comme le montre le cas des zones tribales du Nord-Pakistan où se réfugièrent l'essentiel des forces d'Al-Qaïda ou des talibans* »³. Robert Rothberg, directeur de recherches à la Kennedy School d'Harvard, a également souligné la récente concordance entre la problématique des Etats déliquescents et la guerre contre le terrorisme. « *Comprendre les dynamiques de la faillite stato-nationale est centrale dans la guerre contre le terrorisme* » écrit-il dans la revue du Center for Strategic and International Studies (CSIS), *The Washington Quaterly*⁴. Le même Rothberg démontre dans un article remarqué de *Foreign Affairs* comment, selon lui, « *ces Etats représentent non seulement un danger pour eux-mêmes et leurs voisins mais aussi pour l'ensemble de la population du globe* »⁵. Pour Rothberg, des Etats en faillite tels que le Soudan, l'Afghanistan, la Colombie deviennent des structures favorables au développement des cartels de la drogue, du marché noir des armes et, encore plus

¹ Cité in : Richard Caplan, Béatrice Pouligny, "Histoire et contradictions du state building", *Critique internationale*, juillet-septembre 2005, 28, pp.123-137, p.125.

² Pour une analyse concise et critique de l'hypothèse de la contagion des Etats en faillite, voir Richard Banégas, « La régionalisation des conflits en Afrique de l'Ouest », *L'Essentiel des Relations Internationales*, 6, été 2005, pp.96-100.

³ Pierre Conesa, "La sécurité internationale sans les Etats", *La revue internationale et stratégique*, 49, printemps 2003, pp.102-109, p.102.

⁴ Robert I. Rothberg, « The New Nature of Nation-State Failure », *The Washington Quaterly*, été 2002, 25 (3), pp.85-96, p.85.

⁵ Robert I. Rothberg, « Failed States in a World of Terror », *Foreign Affairs*, juillet-août 2002, 81(4), pp.127-140, p.127.

grave, des réseaux transnationaux de terroristes. C'est la même idée qui revient dans les nombreux documents officiels de l'administration américaine portant sur la sécurité internationale. L'*US National Strategy* de 2002 l'entendait dans ce sens en affirmant que « *les Etats-Unis sont aujourd'hui moins menacés par des Etats conquérants que par ceux qui s'effondrent* »¹.

L'idée avait déjà acquis sa pertinence au cours de l'administration Clinton mais c'est avec les néoconservateurs de l'équipe Bush qu'elle devient un référentiel de premier plan. L'actuel président américain fut pourtant le premier à critiquer le budget consacré à des opérations de *Nation Building* lors de la campagne électorale de 2000 : « *Je serais très sceptique quant à l'utilisation de nos troupes comme fondateurs de nation. Je crois que le rôle de l'armée est de se battre et de gagner la guerre [...] Je suis convaincu que nous sommes impliqués dans beaucoup trop de zones de conflit* »² Les événements du 11 septembre 2001 ont eu ici pour effet central de dépasser le clivage traditionnel que l'on prête au débat de politique étrangère aux Etats-Unis. Autrement dit, l'attaque de groupes étrangers, ne se revendiquant d'aucun Etat, sur le propre territoire revenait à effacer l'antagonisme classique entre l'Amérique isolationniste et l'Amérique messianique³. De nombreux experts gouvernementaux comme non gouvernementaux ont ainsi soutenu que les opérations de *Nation Building* devaient servir à prévenir la formation ou l'existence continue d'Etats où les groupes terroristes pourraient se développer librement. De la même façon, peu de temps après le 11 septembre, une conférence organisée par le Think Tank basé à Washington, Fund for Peace, voyait le débat sur l'Afghanistan s'élargir à l'Afrique comme le montre le rapport final : « *Qui aurait cru que l'Afghanistan aurait été un lieu où le terrorisme pourrait se nourrir et organiser une attaque contre les Etats-Unis ? C'était l'endroit le plus pauvre, le plus désorganisé. L'Etat s'était effondré. Un groupe s'était organisé et proclamé gouvernement. Quelqu'un avec beaucoup d'argent est venu et devenu une importante figure. Qu'est ce qui peut empêcher les terroristes de faire de même en Afrique ? Quand les nations africaines travaillent à rétablir l'ordre, la démocratie et la stabilité, l'engagement américain est autant dans l'intérêt américain qu'africain.* »⁴

Le propos, volontiers alarmiste, n'en reste pas moins une illustration de la nouvelle donne intellectuelle dans les cercles de réflexion à Washington. Même une figure éminente de la science

¹ Citation extraite du dossier « The Failed States Index » in : *Foreign Policy*, juillet-août 2005, pp.56-65.

² Remarque datée du 3 octobre 2000 citée in : John J. Hamre, Gordon R. Sullivan, « Toward Postconflict Reconstruction », *The Washington Quarterly*, automne 2002, 25 (4), pp.85-96, p.90.

³ Ce clivage maintes fois analysé a fait l'objet d'une célèbre démonstration par Henry Kissinger dans son ouvrage *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1994, notamment le chapitre intitulé « La charnière : Theodore Roosevelt ou Woodrow Wilson ».

⁴ Fund for Peace Report, « African Perspectives on Military Intervention : Conference Summary », n°1, décembre 2001, p.12.

politique américaine, Stephen Walt, doyen de la Kennedy School d'Harvard, soutient que « *les attaques du 11 septembre démontrent que les Etats en faillite peuvent être un problème majeur pour la sécurité nationale et que le Nation Building, après tout, n'est pas une si mauvaise idée* »¹. Ainsi, la mise sur agenda de la problématique des Etats en faillite correspond à la concordance entre deux biais normatifs qui s'entendent pour reconnaître la pertinence de la question. La nouvelle rhétorique sécuritaire sur le terrorisme n'est pas sans effet et, à sa manière, Tony Blair illustre assez bien cette conjonction des idées en déclarant que « *dans la guerre contre le terrorisme, les moralistes et les réalistes étaient partenaires, non antagonistes* »². L'effondrement étatique trouve toute sa cohérence politique dans le sens où, comme le terrorisme, il fournit un élément au débat autour de l'avenir des guerres après la bipolarité. Que des défenseurs de la cause humanitaire comme Bernard Kouchner se soient retrouvés à soutenir une opération préventive en Irak en 2003 n'est donc pas sans relation avec la conjonction des deux précédentes postures intellectuelles. Cette rupture cognitive et normative post-bipolaire quant aux conflits dits périphériques entraîne une restructuration des acteurs qui se font les porteurs de cette thèse et par conséquent des mesures préconisées à l'égard des Etats en question. Dès lors, il importe de se pencher à présent sur les réorientations programmatiques tant des organes d'expertise que des instances politiques et militaires.

DE L'EFFONDREMENT AU STATE BUILDING

La prépondérance éditoriale et politique accordée au thème des Etats effondrés va avoir pour conséquence majeure la refonte des pratiques des acteurs de la sphère sécuritaire, en amont des experts et en aval des politiques et des militaires. Etudier cette réorientation des programmes de recherche, des modes opératoires des appareils politico-militaires, ou comme nous le verrons, la création de structures *ad hoc*, permet de mieux percevoir la dynamique à l'œuvre dans ce changement de l'action publique internationale.

Le marché intellectuel des *Failed States*

Au cours de l'été 2005, l'importante revue américaine, *Foreign Policy* publia un dossier consacré aux Etats en faillite pour lequel elle s'était associée au Think Tank mentionné plus haut, Fund for Peace, pour établir un « Failed States Index » (reproduit en annexe)³. Le Fund for Peace a ainsi développé une méthode intitulée CAST (Conflict Assessment System Tool). En se fondant sur la

¹ Stephen M. Walt, « Beyond Ben Laden : Reshaping U.S. Foreign Policy », *International Security*, hiver 2001-2002, pp.56-78, p.62.

² Cité in : Gary T. Dempsey, « Nation Building's Newest Disguise », *Orbis*, été 2002, pp.415-434, p.416.

³ Pour un aperçu synthétique des principaux acteurs de l'expertise nord américaine en matière de relations internationales, voir Justin Vaïsse, "Petit guide des revues et des *thinks tanks* américains : les très riches heures des relations internationales aux Etats-Unis", *La Revue Internationale et Stratégique* n°34, été 1999, pp.53-64.

collecte d'informations à source ouverte de mai à décembre 2004, il a au préalable sélectionné soixante pays jugés « *les plus vulnérables aux conflits violents* ». Dès lors, une série de douze indicateurs sociaux, économiques, politiques ont été établis afin de mesurer la faiblesse des Etats considérés et de les classer¹. A titre d'exemple, l'index place la Côte d'Ivoire à la première place des Etats déliquescents, suivie de la République démocratique du Congo et du Soudan. On compte ainsi sept pays africains sur les dix premiers. Plus précisément, l'Etat ivoirien s'est vu attribué le premier rang à la suite de diverses constatations parmi lesquelles : le développement de réseaux et marchés économiques illicites, un développement en régression, une instabilité politique depuis le coup d'Etat de 1999, une inégalité sociale et économique entre un Nord riche et un Sud pauvre amenant des groupes à se structurer en élites prédatrices, notamment en se réclamant de l'« ivoirité ». Le Fund for Peace a trouvé grâce à son partenariat avec *Foreign Policy* un mode de diffusion de ses travaux particulièrement efficace qui lui permet de gagner en visibilité sur le marché de l'expertise. En effet, créé par le riche financier Randolph Compton en 1957, ce laboratoire d'idées a pendant longtemps consacré ses études au cadre bipolaire et aux menaces afférentes (*arms control*, soviétologie, stratégie européenne). La rupture cognitive précédente l'a donc amené à repenser sa politique de développement et, en l'occurrence, à s'investir sur le nouveau marché intellectuel des *Failed States*. Fund for Peace n'est qu'un exemple parmi d'autres de cette restructuration des Think Tanks. On pourrait évoquer également la diversification de l'offre du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), dont la publication annuelle, *SIPRI Yearbook*, fut pendant longtemps une référence pour les spécialistes de la maîtrise des armements. Ce dernier a dû faire preuve à son tour de pragmatisme en abordant notamment les questions de prévention et résolution des conflits dits périphériques.

Le cas de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), basé à Londres, est similaire. Fondé en 1958, l'IISS ne consacre jusqu'au début des années 90 qu'une faible partie de son budget de recherche à la situation au Moyen Orient, en Afrique ou encore en Asie centrale. Ici aussi, la dissuasion nucléaire, l'échiquier européen monopolisaient l'attention. En France, le constat de la réorientation des programmes de recherche est également intégré, comme pouvait nous l'expliquer Dominique David, chargé des études de sécurité à l'Institut Français de Relations Internationales : « *On peut dire aujourd'hui que tout au long des années 90, nous découvrons la*

¹ *Indicateurs sociaux*: 1. Pression démographique ; 2. Mouvements massifs de réfugiés ou personnes déplacées intérieurement créant des urgences humanitaires ; 3. Legs de groupes vindicatifs ; 4. Fuite de civils chronique et soutenue. *Indicateurs économiques* : 5. Développement économique inégal ; 6. Déclin économique net et/ou sévère. *Indicateurs politiques* : 7. Criminalisation et/ou délégitimisation de l'Etat ; 8. Détérioration progressive des services publics ; 9. Suspension ou application arbitraire de l'Etat de droit et violation étendue des droits de l'homme ; 10. Appareil de sécurité fonctionnant comme un "Etat dans l'Etat" ; 11. Montée en force d'élites prédatrices ; 12. Intervention d'autres Etats ou d'acteurs politiques externes

complexité de ce que l'on appelle les « crises internationales ». Je crois qu'au début de cette décennie, nous prenions ces crises non pas comme des épiphénomènes mais comme des manifestations marginales d'un système global policé. On va se rendre compte tout au long des années qui suivent que dans un tel système, les crises sont fonctionnelles : non seulement elles existent mais elles expriment la dynamique d'un système donc on va se rendre compte que ces crises sont diverses, qu'elles obéissent souvent à des logiques locales et dès lors on va avoir besoin de personnes spécialisées, de nouveaux experts qui puissent analyser cela. »¹ L'organisation qui semble néanmoins avoir le mieux anticipé la spéculation sur ce nouveau marché intellectuel reste l'américaine Rand Corporation. Autrefois pilier incontournable en matière de soviétologie, de théorie des jeux adaptée à la dissuasion, la Rand a lancé ces dernières années un important programme consacré aux interventions dans les Etats en faillite. Prenant une longueur d'avance sur les concurrents, l'organisation a ainsi pour ambition d'extraire des précédents historiques (Panama, Salvador, Somalie, Haiti, Bosnie, Timor oriental, Kosovo et aujourd'hui Afghanistan et Irak) les indicateurs de réussite comme d'échec et de dégager dès lors les « bonnes pratiques » du *State Building*. A la tête de cet important programme (tant en effectif qu'en apports financiers), la Rand a nommé James Dobbins, ancien diplomate, envoyé spécial de l'administration Clinton en Somalie, Haiti, Bosnie et Kosovo puis de l'administration Bush en Afghanistan. Dobbins a dirigé dans ce cadre deux importantes publications consacrées aux opérations de *Nation Building* dont l'ambition, quelque peu ambiguë, est de tirer les leçons des opérations passées, d'établir une sorte de nouvelle science de gouvernement à l'attention des Etats en faillite et, indirectement, assurer aux opérations en cours une assise intellectuelle². Cette ambivalence, au cœur du programme de la Rand mais aussi de ses travaux en général ne doit pas nous faire oublier ce mot de Max Weber qui observait déjà que « toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité »³. Face à ces structures « classiques » qui ont modifié leurs programmes de recherche, des organisations nouvelles ont vu le jour ces dernières années. La particularité de ces nouveaux acteurs de l'expertise : la centralité des conflits régionaux dans les travaux diffusés. Ainsi la maîtrise des armements ou la géostratégie des grandes puissances sont abordés par « le bas », depuis l'ancienne périphérie où se déroulent les affrontements. Des groupes comme Refugees International, International Alert ou l'hégémon International Crisis Group ont ainsi réussi à acquérir une légitimité et une visibilité quant à leurs activités. Fondé en 1985 par l'ancien secrétaire général d'Amnesty

¹ Entretien avec Dominique David, chargé d'études de sécurité et de défense, Institut français de relations internationales, Paris, 03/06/05.

² James Dobbins, John G. McGinn, Keith Crane, Seth G. Jones, Rollie Lal, Andrew Rathmell, Rachel Swanger, et Anga Timilsina, *America's Role in Nation-Building From Germany to Iraq*, Santa Monica, Rand Corp, 2003. James Dobbins, Seth G. Jones, Keith Crane, Andrew Rathmell, Brett Steele, Richard Teltschik, Anga Timilsina, *The UN's Role in Nation-Building: From the Congo to Iraq*, Santa Monica, Rand Corp, 2005.

³ Max Weber, *Economie et société*, Paris, Plon, t.1, 1971 (1^{re} éd. : 1922), p.220.

International, Martin Ennals, International Alert est la première ONG à s'investir dans un secteur traditionnellement dévolu aux Think Tank et centres de recherches universitaires. Elle prend son essor au cours de la décennie suivante mais peine à se développer dans les cercles dirigeants et voit son leadership concurrencé par une nouvelle venue, International Crisis Group (ICG), fondée en 1995. Ayant pour vocation de « prévenir et résoudre des conflits », l'ICG dispose d'un siège à Bruxelles et de représentations à Moscou, Londres, New York et Washington. Il gère onze bureaux de terrain dans le monde et emploie près de 90 personnes. Il est financé en majeure partie par des fonds gouvernementaux occidentaux auxquels s'ajoutent des donations de fondations privées comme la Fondation Ford, l'Open Society Institute, la Carnegie Corporation, Atlantic Philanthropies.

En hiver 2003, alors que le gouvernement du Soudan et le mouvement d'insurrection de John Garang, l'Armée de Libération du Peuple du Soudan (SPLA), affirment être prêts à la coopération et à la résolution du plus ancien conflit africain actuel, circule dans les médias et au sein des ambassades un rapport intitulé *Sudan : towards an incomplete peace*¹. Ce rapport, émanant de l'ICG décrit dans le détail un processus de paix soudanais caduque et entaché par le soutien financier et logistique apporté par les politiques de Khartoum aux milices musulmanes qui massacrent et déplacent les populations au Darfour. Près de six mois après la diffusion de ce rapport, le Conseil de sécurité des Nations Unies vote une résolution qui envisage des sanctions dans le domaine pétrolier et, à titre individuel, contre « certains membres » du gouvernement d'Omar Hassan Ahmed El-Béchir. Pour la seule année 2005, International Crisis Group s'est exprimé, entre autres, sur le statut final du Kosovo, sur la répression en Ouzbékistan, les élections parlementaires non conformes au Zimbabwe en mars, ou encore la sclérose du règne Moubarak en Egypte en septembre. Il est aujourd'hui, de loin, l'acteur non étatique revendiquant le label ONG qui développe le plus la diffusion de ses rapports, briefings et notes de synthèse. Outre ses rapports réguliers, l'ONG produit un bulletin mensuel, *CrisisWatch*, offrant une mise à jour régulière et concise des situations les plus significatives de conflits ou de conflits potentiels dans le monde. Il entend s'adresser aux acteurs du monde politique, des médias et des affaires. La mise en place en 2005 d'un partenariat entre International Crisis Group, International Alert, European Policy Centre et European Peacebuilding Liaison Office, financé par l'Union européenne et nommé *Conflict Prevention Partnership*, démontre le développement actuel de l'expertise en amont sur les « zones grises » du monde actuel. Cette restructuration du marché de l'expertise autour de la problématique des Etats effondrés et des conflits qui s'en suivent permet donc de convenir de l'intérêt politique qui est désormais accordé à ces travaux. Sans débattre de l'influence à accorder ou non aux acteurs précédemment nommés auprès des dirigeants, l'influence étant par définition opaque et non quantifiable, soulignons, si besoin est,

¹ *Sudan towards an incomplete peace*, International Crisis Group, ICG Africa Report n°73, Nairobi/ Bruxelles, 11 décembre 2003. Disponible à www.crisisgroup.org. Date de consultation : 12/11/04.

que la majeure partie de ces cercles de réflexion dépendent de financements publics ou d'industries de défense et doivent donc s'adapter à la demande politique telle qu'ils peuvent la percevoir. Reste néanmoins à nous pencher sur l'adaptation des cercles dirigeants eux-mêmes, adaptation pour le moins délicate.

Un apprentissage itératif des appareils politico-militaires

Analyser l'action publique en terme d'évolution des modes opératoires des institutions qui la mènent conduit régulièrement à modérer l'idée de changement. Ainsi, dans le cadre d'une politique de défense, les appareils politico-militaires obéissent à des contraintes multiples que les dirigeants politiques successifs ont, directement ou indirectement, établi¹. De cette façon, une nouvelle perception du cadre géopolitique n'est pas suivie, sauf dans un monde idéal, par une adaptation des programmes politique de mise en œuvre, de concrétisation de cette même idée². En l'occurrence, il n'y a pas d'institution internationale qui exercerait aujourd'hui un monopole de la gestion, de la prise en charge de la question des Etats en faillite. Les unités politiques dominantes du système international conviennent pourtant toutes de la nécessité d'une rationalisation des pratiques, d'une mise à disposition d'un ensemble d'outils de bonne « gouvernance » en matière de *State building*. La délimitation entre experts non gouvernementaux et cercles dirigeants peut ainsi parfois s'avérer floue. En 2004, le département d'Etat américain, conjointement au Center for Strategic and International Studies, Think Tank basé à Washington, a mis en place un espace informel de discussion sur la question de la reconstruction après conflit dans les Etats effondrés³. Les Etats-Unis, par leur position tant réelle que souhaitée d'hégémon, ont été amenés depuis la fin de la guerre froide à repenser les modalités de leurs interventions extérieures. N'obéissant pas toujours à la même logique politique – eu égard aux contraintes de la politique interne sur l'externe – la puissance américaine a progressivement été de plus en plus impliquée dans la pratique du *State* ou *Nation Building*⁴. L'administration Clinton conduit, en moyenne, une intervention de ce type tous

¹ Voir à ce sujet les nombreux travaux portant sur la *path dependency*, dépendance des cadres institutionnels actuels à l'égard des procédures, règles et normes issus de la coutume accumulée des administrations précédentes, plus particulièrement les recherches menées par Paul Pierson, entre autres : *Politics in time : history, institutions, and social analysis*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

² Pour un état de la recherche académique sur cette problématique, voir : Pascal Vennesson, « Idées, politiques de défense et stratégie : enjeux et niveaux d'analyse », *Revue française de science politique*, 54 (5), 2004, pp.749-760.

³ Cela aboutira à la publication : Robert C. Orr (Ed.), *Winning the Peace: An American Strategy for Post-Conflict Reconstruction*, Washington, CSIS Press, 2004.

⁴ S'il n'y a pas de définition d'autorité sur le Nation Building, la majeure partie des experts et politiques nord américains l'utilisent pour illustrer l'intervention politico-militaire dans un territoire instable afin de rétablir la paix et installer un ordre politico-administratif adéquat.

les deux ans. Georges W. Bush en a lancé pour sa part deux énormes en 18 mois. Dans le cas irakien, la prise en charge institutionnelle de la reconstruction nationale s'est faite *ad hoc* et a été confiée, pour des raisons proprement politiques, au Département de la défense¹. Des 60 opérations de maintien de la paix lancées par les Nations Unies depuis 1945, 46 commencèrent après 1989. 16 sont toujours en cours et le montant des crédits ouverts pour la période du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006 est estimé à environ 5.03 milliards de dollars². L'opération en Namibie (Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition – GANUPT), la plus compliquée et la plus importante depuis celle dans l'ex Congo belge en 1960, marque le début d'une nouvelle approche du maintien de la paix, plus complexe, plus interventionniste. La Somalie et l'ex-Yougoslavie ont marqué une nouvelle étape avec l'autorisation de recourir à la force pour protéger une assistance humanitaire, l'objectif majeur étant, dans les deux cas, la restauration de la paix et l'aide à la construction d'appareils étatiques. Si les ambitions grandissent, les appareils politico-militaires ont-ils vraiment réussi leur adaptation ? La dislocation de la Yougoslavie, le 27 juin 1991, à la suite des sécessions slovène puis croate, suivies bientôt par celles de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine avait entraîné la guerre d'annexion par la Serbie alliée à une politique d'« épuration ethnique ». Les forces de l'ONU qui intervinrent à partir de 1992 n'avaient ni les effectifs suffisants ni la possibilité de faire feu pour pouvoir s'interposer. Nicole Gnesotto, directrice de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, décrit sans ambages la gestion institutionnelle de la crise : « *Désaccord sur les principes et l'interprétation du droit international, dilemme des démocraties face à l'emploi de la force, revanche des réflexes nationaux sur les solidarités collectives, inadaptation des institutions, tout s'est conjugué en Yougoslavie pour condamner la communauté internationale à l'impuissance et à l'ambiguïté. [...] Jamais gestion de crise ne s'est aussi bien prêtée à la critique ou à la simple constatation d'incohérences et de contradictions aussi flagrantes.* »³

Une décennie plus tard, les problèmes restent les mêmes : il n'existe pas au sein des Etats membres de l'ONU de vision commune, d'accord sur des critères d'arbitrage entre les intérêts en présence, de volonté d'agir collectivement et de mettre en place les moyens nécessaires. Le Rapport Brahimi rendu le 21 août 2000 exposait pourtant un plan d'ensemble visant à remédier aux nombreux dysfonctionnements des précédentes opérations. Outre la question du temps du déploiement civilo-militaire, le rapport recommandait la création d'une unité de gestion de l'information et d'analyse stratégique chargée de coordonner l'information et les moyens

¹ Sur la question des conflits entre Département de la défense et Département d'Etat américains, on pourra lire l'analyse journalistique de cette préparation de l'après Saddam par Bob Woodward, *Plan d'attaque*, Paris, Denoël, 2004.

² Source : Nations Unies, <http://www.un.org/french/peace/peace/bnote.htm>.

³ Nicole Gnesotto, *Leçons de la Yougoslavie*, Paris, Cahiers de Chaillot, 14, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union de l'Europe Occidentale, mars 1994, pp.2-3.

d'analyse et de formuler des stratégies à long terme devant prendre en compte les menaces de crise. A ce jour, les recommandations du rapport sont restées des vœux pieux. Néanmoins, l'apprentissage des institutions passerait, semble-t-il, par une réelle formation intellectuelle au *State Building* moderne. « *Science politique, économie, géographie, sociologie, histoire, anthropologie, psychanalyse ont des choses à dire sur la guerre et la paix*, affirme Béatrice Pouligny. [...] *Cela suppose un effort bien plus vigoureux de sélection, préparation, formation continue, suivi du personnel des missions, mais aussi d'évaluation effective des performances et sanction* »¹. Par ailleurs, les scandales entourant les opérations de l'ONU (corruption, abus sexuels) n'apportent guère de crédit à celles-ci². Par ailleurs, l'un des problèmes majeurs de la prise en charge de ces opérations par la structure des Nations unies reste la faiblesse des moyens disponibles. Le budget global consacré aux 16 opérations en cours, 5 milliards de dollars, ne représente qu'à peine l'équivalent d'un mois de présence des forces américaines en Irak. Ce manque de crédibilité se ressent par la mise en concurrence avec d'autres acteurs, l'OTAN dans une perspective strictement militaire dans les conflits en ex-Yougoslavie et les firmes privées dans la reconstruction des secteurs de la sécurité. En 1995, le régime sierra léonais du capitaine Strasser passa un contrat avec la société Executive Outcome d'un montant de 35 millions de dollars pour vingt un mois d'opérations. Aboutissant au processus de négociation avec le mouvement rebelle du RUF, ce contrat s'avéra moins onéreux que les 247 millions de dollars dépensés pour le déploiement durant huit mois d'observateurs de l'ONU, jugé inefficace. Tout le paradoxe du *State Building* moderne est illustré par cette montée en puissance d'entreprises privées chargées de reconstruire les piliers de l'appareil étatique. Une société telle que DynCorp s'est retrouvée depuis 1994 en charge de la formation des services policiers en Bosnie, au Kosovo, au Timor oriental, en Afghanistan, en Iraq et a également obtenu un contrat en 2005 avec le Libéria. Kofi Annan n'affirmait-il pas pourtant, au lendemain du génocide rwandais que « *quand nous avons besoin de soldats aguerris pour séparer les combattants des réfugiés, [il] avait même envisagé la possibilité d'engager une firme privée mais le monde n'est peut-être pas prêt à privatiser la paix* »³. Cette externalisation des politiques de *State Building* ne semble plus répondre exclusivement à une logique économique – le calcul coût/bénéfice est aujourd'hui remis en cause – mais aussi et avant tout à une défausse politique dont l'Irak est le parfait exemple. En se déchargeant auprès de ces entrepreneurs, l'Etat américain peut ainsi alléger ses effectifs militaires dont les chiffres restent source de tension politique évidente. Le fait que les sociétés de sécurité privées représentent, début 2006, 30 000 hommes en Irak, soit le

¹ Béatrice Pouligny, « Les opérations de paix de l'ONU », *Agir*, 22, mai 2005, pp.78-85, p.80.

² Voir notamment le rapport sur les abus sexuels commis par les casques bleus, principalement en Afrique, rédigé par l'ONG Refugees International, *Must Boys Be Boys : Ending Sexual Exploitation & Abuse in UN Peacekeeping Missions*, octobre 2005.

³ Cité in : Pierre Conesa, « De l'utilité d'une ONU impuissante », *Agir*, 22, mai 2005, pp.60-70, p.63.

second contingent après les Etats-Unis, amène à réfléchir sur le redéploiement des Etats, les modes opératoires effectifs de prise en charge des structures des *Failed States*¹.

CONCLUSION

La théorie des *Failed States* a gagné une telle légitimité dans le *Foreign Policy Establishment*² qu'elle apparaît représenter un référentiel pertinent dans la structuration de la politique étrangère américaine. Dans le même temps, on peut remarquer qu'elle a réussi à trouver d'autres canaux de réception au sein de structures tant d'expertise que de décision occidentales. Si les solutions préconisées pour endiguer le phénomène endigué ne bénéficient aujourd'hui que d'une institutionnalisation précaire et souvent improvisée, elles semblent principalement découler d'une résurgence frappante de présupposés occidentalo-centrés sur le développement politique³. Plus précisément, les organes de réflexion américains chargés aujourd'hui de soustraire pour le Pentagone la question des reconstructions afghane et irakienne – principalement la Rand Corporation et le CSIS – ne font que réactiver dans leurs travaux les thèses développementalistes qui prospéraient dans les années 60⁴. Au-delà des accusations citoyennes envers cette forme de néocolonialisme, il reste à savoir si la corrélation entre sécurité internationale et Etats en faillite survivra à la question, à court terme, de la lutte contre les réseaux terroristes transnationaux. En se fondant sur l'hypothèse que les Etats-Unis viennent à capturer Oussama Ben Laden et les acteurs qui gravitent autour de lui, peut-on alors imaginer, quand bien même le dossier du terrorisme ne pourrait sérieusement être clôt, un prolongement de l'effort actuel en faveur du *Nation Building* ?

¹ La littérature sur la privatisation de la sécurité est foisonnante. Dans la perspective d'études stratégiques, on pourra lire Peter W. Singer, « Outsourcing War », *Foreign Affairs*, 84 (2), mars-avril 2005, pp.119-132 ; Sami Makki, « Privatisation de la sécurité et transformation de la guerre », *Politique étrangère*, 4, 2004, pp.849-861. Dans le cadre d'une sociologie des relations internationales, voir la revue *Cultures & Conflits*, et son numéro 52 consacré aux « entreprises para-privées de coercition : de nouveaux mercenaires ? ».

² Expression empruntée par Yves Dezalay et Bryan Garth, *La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, 2002. Elle entend désigner le petit groupe de notables exerçant une grande influence sur la politique étrangère des Etats-Unis.

³ Voir un aperçu synthétique des théories développementalistes dans Bertrand Badie, *Le développement politique*, 5^e éd., Paris, Economica, Paris, 1994.

⁴ Plus précisément les thèses de Lipset ou Dahl sur les corrélations entre développement économique et développement politique : S. M. Lipset « Some social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy », *American Political Science Review*, 1, mars 1959, pp.69-105 ; R. Dahl, C. Lindblom, *Politics, Economics and Welfare*, New York, Harper and Row, 1957.

			Indicators of Instability											
Rank	Total	Country	Demographic Pressures	Refugees and Displaced Persons	Group Grievance	Human Flight	Uneven Development	Economic Decline	Delegitimation of State	Public Services	Human Rights	Security Apparatus	Factionalized Elites	External Intervention
1	108.0	Ivory Coast	8.0	8.0	7.7	8.8	9.0	7.7	9.8	9.5	9.4	9.0	9.1	10.0
2	105.3	Dem. Rep. of the Congo	9.0	9.4	9.0	7.0	9.0	8.0	8.0	9.0	9.1	8.7	9.1	10.0
3	104.1	Sudan	8.6	9.4	7.8	9.1	9.0	8.5	9.2	8.7	8.0	9.8	8.7	7.3
4	103.2	Iraq	8.0	9.4	8.3	6.3	8.7	8.2	8.8	8.9	8.2	8.4	10.0	10.0
5	102.3	Somalia	9.0	8.0	7.4	6.3	9.0	8.3	9.8	10.0	7.8	10.0	8.7	8.0
6	102.1	Sierra Leone	9.0	8.0	7.5	8.9	8.7	10.0	7.5	9.1	8.7	6.3	8.6	9.8
7	100.9	Chad	8.0	9.1	7.1	8.3	9.0	8.0	8.9	9.0	9.1	7.0	9.4	8.0
8	99.7	Yemen	7.8	8.0	6.4	8.2	9.0	8.3	9.8	9.3	6.4	9.0	9.4	7.6
9	99.5	Liberia	9.0	7.8	7.3	8.1	9.0	10.0	7.5	8.2	8.2	6.5	7.9	10.0
10	99.2	Haiti	8.8	8.0	7.7	3.4	9.0	8.1	9.4	9.8	8.7	7.8	8.5	10.0
11	99.0	Afghanistan	9.0	8.0	8.0	7.4	8.8	7.5	8.1	8.1	7.9	8.2	9.0	10.0
12	96.5	Rwanda	9.0	7.8	8.0	8.6	9.0	9.2	9.5	5.0	8.3	5.0	8.9	8.2
13	95.7	North Korea	8.0	6.0	7.2	8.1	9.0	9.6	9.8	9.7	9.0	8.3	8.0	3.0
14	95.0	Colombia	9.0	8.0	6.9	9.2	9.0	7.1	9.8	4.2	8.2	5.4	9.2	9.0
15	94.9	Zimbabwe	9.0	8.0	6.4	7.7	9.0	7.3	7.9	8.5	7.5	9.0	7.9	6.7
16	94.7	Guinea	9.0	6.0	6.1	10.0	9.0	4.5	9.7	7.5	8.1	8.1	9.2	7.5
17	94.3	Bangladesh	8.4	7.0	7.6	6.0	9.0	7.4	9.5	8.2	8.5	8.0	8.7	6.0
17	94.3	Burundi	9.0	7.2	7.1	3.8	8.8	7.3	7.2	9.0	8.3	7.5	8.6	10.0
19	94.2	Dominican Republic	9.0	8.0	7.1	8.5	9.0	6.3	6.8	9.6	9.2	7.0	8.2	4.0
20	93.7	Central African Republic	9.0	5.0	8.8	3.0	7.0	9.0	9.7	8.0	8.2	9.0	10.0	7.0
21	93.5	Bosnia and Herzegovina	7.0	8.0	8.6	5.7	9.0	5.7	8.5	6.0	7.3	9.0	8.7	10.0
21	93.5	Venezuela	8.0	8.0	6.8	7.6	9.0	4.5	9.8	8.2	9.1	7.8	7.2	7.5
23	93.4	Burma	8.9	8.0	6.3	8.0	9.0	6.3	9.2	8.0	9.6	9.0	7.5	3.0
24	93.2	Uzbekistan	6.5	8.0	6.8	6.8	9.0	6.0	9.1	5.0	9.6	9.0	9.4	8.0
25	92.7	Kenya	9.0	8.0	6.7	8.3	8.8	6.3	8.9	7.4	8.5	8.4	8.4	4.0
26	92.0	Bhutan	8.0	8.0	5.5	8.0	9.0	8.0	9.8	5.0	8.0	6.0	10.0	6.7
27	91.7	Uganda	9.0	7.6	6.9	5.7	8.4	6.0	8.0	8.4	8.3	8.0	8.1	7.3
28	91.5	Laos	9.0	6.7	6.3	8.8	9.0	6.5	7.9	2.5	9.4	9.0	9.7	6.7
28	91.5	Syria	9.0	8.0	7.5	6.8	9.0	5.0	9.0	5.0	7.6	9.0	8.2	7.4
30	91.1	Ethiopia	8.7	8.0	6.0	7.3	9.0	8.5	7.9	5.5	6.3	9.0	8.9	6.0
31	91.0	Guatemala	9.0	6.0	7.4	7.5	9.0	7.7	9.5	5.0	8.7	8.1	9.1	4.0
31	91.0	Tanzania	9.0	7.2	7.6	6.7	8.9	4.5	8.2	7.8	8.6	7.9	7.5	7.1
33	90.9	Equatorial Guinea	8.0	6.0	6.3	9.0	9.0	5.1	9.9	8.0	7.8	7.0	9.8	5.0
34	89.4	Pakistan	5.0	5.0	6.9	8.0	9.0	3.3	9.8	7.5	8.1	9.0	9.3	8.5
35	89.0	Nepal	9.0	8.0	5.6	4.0	9.0	7.1	8.9	6.0	9.1	7.6	8.0	6.7
36	88.9	Paraguay	4.0	5.0	6.9	6.3	9.0	7.3	9.9	7.0	8.3	8.0	8.7	6.0
36	88.9	Lebanon	8.0	8.0	7.5	7.1	7.0	4.7	8.7	4.3	7.3	8.1	9.2	9.0
38	88.8	Egypt	9.0	8.0	7.8	5.0	9.0	3.8	9.5	7.3	7.7	8.5	8.2	5.0
38	88.8	Ukraine	9.0	7.0	6.9	8.8	9.0	7.3	8.9	5.5	8.5	2.0	9.1	6.8
40	88.1	Peru	6.0	7.0	6.6	9.0	8.5	5.0	9.6	4.4	7.1	9.0	8.9	7.0
41	87.6	Honduras	9.0	6.0	5.3	9.7	9.0	5.4	9.9	3.0	7.2	8.0	9.1	6.0
42	87.5	Mozambique	9.0	8.0	5.7	9.0	8.8	7.3	8.1	6.7	7.4	3.8	8.2	5.0
43	87.3	Angola	7.9	8.6	6.3	3.8	9.0	4.4	7.9	7.2	8.3	7.0	8.1	8.8
43	87.3	Belarus	9.0	8.0	7.0	2.4	9.0	5.4	8.5	7.0	7.3	6.8	9.4	7.5
45	87.1	Saudi Arabia	7.6	6.3	7.8	8.8	9.0	2.2	9.8	4.3	8.6	9.0	8.3	5.4
46	87.0	Ecuador	9.0	6.0	5.6	6.9	9.0	5.9	9.5	7.5	7.9	8.0	8.6	4.0
46	87.0	Indonesia	8.6	7.0	6.3	8.9	9.0	4.0	9.2	4.0	8.6	7.6	8.8	5.0
48	86.7	Tajikistan	9.0	5.0	6.2	6.7	9.0	5.3	8.6	5.0	9.4	8.0	9.5	5.0
49	86.1	Turkey	9.0	8.0	7.3	5.0	9.0	4.2	9.7	4.8	5.0	8.0	9.1	7.0
50	85.7	Azerbaijan	8.0	6.0	6.0	5.8	9.0	4.1	9.7	5.0	8.5	7.0	9.6	7.0
51	85.6	Bahrain	6.0	5.0	6.7	9.0	9.0	1.7	9.7	4.0	8.4	9.0	8.6	7.5
52	84.9	Vietnam	8.6	8.0	5.6	8.5	8.9	3.4	7.6	4.3	8.4	8.0	6.4	7.2
53	84.6	Cameroon	9.0	7.0	5.1	8.6	9.0	4.2	6.4	7.5	6.6	8.0	8.2	5.0
54	84.3	Nigeria	7.2	3.0	6.5	8.7	8.9	5.3	8.8	6.9	6.7	9.0	8.3	4.5
55	84.1	Eritrea	8.0	8.0	5.4	4.0	9.0	8.3	9.0	7.0	5.7	5.0	9.2	5.0
56	83.9	Philippines	7.0	7.0	6.5	6.2	9.0	4.7	9.3	3.8	8.2	7.0	9.2	4.0
57	83.8	Iran	5.0	8.0	7.3	6.0	9.0	3.3	9.1	4.8	8.8	7.3	9.1	6.1
58	83.7	Cuba	5.0	8.0	6.3	5.4	8.8	5.7	7.8	3.8	9.0	9.0	8.6	6.3
59	83.5	Russia	9.0	6.0	7.5	2.3	9.0	3.3	9.4	6.7	9.0	7.6	9.2	4.0
60	82.4	Gambia	7.0	7.0	5.4	4.0	9.0	6.7	8.1	7.0	7.9	6.0	8.3	6.0

Figure 1 : Index des Etats en faillite (Fund for Peace/Foreign Policy)



Figure 2 : Les opérations de paix de l'ONU au mois de janvier 2006

Bienvenue en ville. Le passé, le présent et le futur des opérations aerurbaines

Joseph HENROTIN

Chargé de recherches au Centre d'Analyse et de Prévision des Risques Internationaux (CAPRI, Aix en Provence), rédacteur en chef adjoint des magazines *Défense & Sécurité Internationale* et *Technologie & Armement* et membre du RMES.



L'évolution des débats stratégiques, ces dernières années, a largement laissé la place à de nouvelles conceptions d'emploi de la puissance aérienne¹ mais aussi à la probabilité, devenue exponentielle, de conduire des opérations en milieu urbain (MOUT – *Military Operations on Urban Terrain*). A la charnière entre ces deux catégories de la réflexion tactique – qui ont engendré une littérature considérable – la possibilité d'utiliser les forces aériennes dans les opérations urbaines semble pourtant peu traitée. Pourtant, l'histoire des engagements aériens laisse à la ville une place importante. Avec des intensités variables, les réflexions de Douhet², Slessor³, Trenchard⁴, Mecozzi, Vauthier, Sherman⁵ ou Mitchell¹, autant de membres éminents du

¹ Sur ces débats, leur pertinence et leur congruence aux réalités opérationnelles, Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

² Douhet, G., *La guerre dans les airs*, Journal Les Ailes, Paris, 1932 ; David, D., s.v. « Douhet, Giulio, 1869-1930 » in de Montbrial, T. et Klein, J., *Dictionnaire de stratégie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000 ; Sciacco, G., « Les contributions fondamentales de Giulio Douhet et de Billy Mitchell à la naissance d'une doctrine d'emploi de l'armée aérienne », *Stratégie*, n°64, 1996/4.

³ Coutau-Bégarie, H., *Traité de stratégie*, Coll. « Bibliothèque stratégique », Economica/ISC, Paris, 1999.

⁴ Meilinger, P.S., « Trenchard and "Morale Bombing": The Evolution of Royal Air Force Doctrine before World War II », *Journal of Military History*, n°60, April 1996.

⁵ Gadal, S., « William C. Sherman et la théorie classique du bombardement stratégique : le « chaînon manquant » », *Stratégie*, n°84, 2001/4 ; Sherman, W.C., *Air Warfare*, Air University Press, Maxwell AFB, 2002.

club relativement fermé des stratégies de l'air, se sont assez rapidement orientées sur l'utilisation des forces aériennes en vue de faire plier le moral des populations. L'école américaine, plus particulièrement, envisageait la destruction des tissus industriels adverses. Il en découlait assez naturellement – en vertu des différentes formes d'urbanisation et d'industrialisation observées – que les bombardements des villes pouvaient être envisagés comme des options viables. Que ce soit durant la guerre d'Espagne ou la Seconde Guerre mondiale, ces conceptions seront partiellement mises en œuvre avec des résultats mitigés. Derrière les immenses destructions dont on souffert les villes britanniques, allemandes ou encore japonaises se cachent des effets paradoxaux.

Les populations allemandes, par exemple, n'ont pas psychologiquement cédé à la pression des raids nocturnes sur les villes, malgré un effritement moral bien compréhensible et ne se sont pas soulevées contre le régime, malgré les pertes qu'elles avaient subies. Elles avaient pourtant été considérables : 305.000 tués, 780.000 blessés, 7.500.000 sans abris, 20% des habitations ayant été détruites. Dans le même temps, les raids américains conduits de jour et à haute altitude, en application de l'*Air War Plans Division, Plan 1* (AWPD-1), sur les industries allemandes ne conduiront pas à la paralysie des ressources industrielles². Selon certaines estimations, l'industrie allemande n'aurait ainsi été complètement mobilisée qu'en 1944, la production passant d'un indice 100 en 1940 à l'indice 285 en 1944³. La même année, 19.000 chars et 39.600 avions sortaient des chaînes de production du Reich. Il y a même pire : J.K. Galbraith, qui a dirigé l'*US Strategic Bombing Survey*, indique que trois nuits de bombardement sur Hambourg ont certes détruit un tiers de la ville et tué 60.000 personnes. Mais les industries situées dans les faubourgs n'ayant été touchées que légèrement, la production a rapidement repris, alimentée par du personnel travaillant auparavant à des activités non-essentiels dans des parties détruites de la ville⁴.

On peut considérer là qu'il s'agit d'une première génération d'opérations aerurbaines. Leur résultat est loin d'être convainquant pour une série de facteurs. Le premier est d'ordre idéal. Les premiers bombardements, sur Londres, durant la Première Guerre mondiale, avaient induit un effet de surprise dans toute la population britannique. Les premiers stratégies de l'air, lorsqu'ils

¹ Hurley, A.F., *Billy Mitchell: Crusader for Air Power*, Indiana University Press, Bloomington, 1975 et Mitchell, B., *Winged Defence: The Development and Possibilities of Modern Air Power*, Kennikat Press, New York, 1925.

² Le plan en lui-même avait été produit en quelques jours. Hansell, H.S., *The Air Plan That Defeated Hitler*, Higgins-McArthur/Longino & Porter, Inc., Atlanta, 1972 et Gaston, J.C., *Planning the American Air War: Four Men and Nine Days in 1941*, National Defense University Press, Washington, D.C., 1982.

³ Facon, P., *Le bombardement stratégique*, Coll. « L'art de la guerre », Editions du Rocher, Paris, 1996.

⁴ Galbraith, J.K., *The Affluent Society*, The New World Library, New York, 1958.

peaufineront leurs approches, en tiendront naturellement compte mais tireront des conclusions par trop hâtive, considérant que cet effet de surprise serait d'autant plus important si les vagues de bombardement étaient massives, tirant parti de l'accroissement de la capacité d'emport des nouvelles générations de bombardiers. Dans les années 1930, la croyance était ainsi largement partagée que la prochaine guerre serait essentiellement aérienne et pourrait même impliquer, à grande échelle, l'utilisation d'armes chimiques contre les populations. Or, ce faisant, les stratèges ont participé de l'émergence d'une résilience des populations, en atténuant les effets de surprise dont elles pouvaient être les victimes. Deuxième facteur, le niveau des technologies disponibles en matière de ciblage pouvait être considéré comme insuffisant. Ce déficit était tel que les bombardements alliés sur les usines de production de carburant synthétique, de mai à avril 1944 ont vu 84,1% des bombes larguées tomber en dehors des enceintes des usines. L'utilisation des viseurs induisait une probabilité d'atteinte de cible plus faible qu'un ciblage visuel classique¹.

Or, dès la guerre du Vietnam, une nouvelle tendance se dessine sous le coup de deux évolutions. D'une part, il ne s'agit plus tant de faire plier le moral des populations que de mener une stratégie de coercition qui, par le biais d'actions essentiellement tactiques, doivent faire plier le gouvernement nord-vietnamien² et, d'autre part, l'apparition d'armements guidés de précision (armes à guidage laser et électro-optique) permet de dépasser les limitations inhérentes aux systèmes de ciblage précédemment utilisés³. La destruction de centrales électriques dans des zones péri-urbaines ou du pont Doumer seront autant d'actions menées avec succès. Certes, la stratégie d'engagement graduel voulue par Washington se montrera inadaptée. Ce n'est que lorsque les deux opérations *Linebacker* – impliquant des bombardement sur le Nord-Vietnam lui-même – seront conduites que des résultats politico-stratégiques seront atteints⁴. Mais on utilise encore la puissance aérienne dans les zones urbaines de façon encore marginale. De même, au Panama en 1989 et durant *Desert Storm*, en 1991, les objectifs urbains ne seront que relativement peu frappés, comparativement au nombre d'autres objectifs⁵. Pourtant, dès 1993,

¹ Hays Parks, W., « « Precision » and « Area » Bombing : Who Did Wich, and When ? », in Gooch, J., *Airpower Theory and Practice*, Frank Cass, London, 1995.

² Sur cette question, voir Struye de Swielande, T., *La politique américaine à l'égard du Vietnam de 1946 à 1973. Faits, prises de décision et stratégie*, Coll. « Les Stratégiques », ISC, Paris, 2004 ; Herring, G. C., *America's Longest War, the United States and Vietnam, 1950-1975*, Third Revised Edition, McGraw-Hill, New York, 1996 ; Chinnery, P., *Air War in Vietnam*, Bison Books Corp, New York, 1987.

³ Blackwelder, D., *The Long Road to Desert Storm and Beyond: The Development of Precision-Guided Bombs*, SAAS, Maxwell AFB, June 1993.

⁴ Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

⁵ Nous reviendrons plus loin sur le cas du Panama. Durant la seconde guerre du Golfe, seuls les F-117 et les missiles *Tomahawk* pouvaient opérer au-dessus de Bagdad, de crainte de dégâts collatéraux mais aussi de

en Somalie, mais aussi dans les Balkans en 1995 ou en Irak en 2003, la puissance aérienne sera de plus en plus systématiquement utilisée dans les MOUT. Corrélativement, le nombre de publications sur la question n'a cessé de croître, essentiellement aux Etats-Unis, tentant de répondre à des questionnements à la fois cruciaux et lancinants. Aussi, le but de cet article est de proposer un état de l'art de la question, tout en tentant d'avancer des pistes de réflexions.

LA VILLE, AIRE DE CONFRONTATION DU 21^{EME} SIECLE.

Si les contributions portant sur l'emploi de la puissance aérienne en zone urbaine sont de plus en plus nombreuses, c'est que les préoccupations sur le combat urbain ne font que grandir¹. Les faits sont là : 50% de la population mondiale réside actuellement dans des villes et à l'horizon 2025, l'ONU en prévoit 70%. De même, la croissance démographique entre 2000 et 2030, se produira en zone urbaine, 1,9 milliards de personnes sur les 2 milliards de cette croissance trouvant refuge dans les villes de pays en voie de développement². Plus largement, les villes s'étendent et connaissent, elles aussi, une croissance. Ainsi, s'il existait 270 villes comptant entre 1 et 10 millions d'habitants en 1990, ces villes seront 516 en 2015³. L'environnement des interventions s'en ressent. Ainsi, depuis 1977, les Etats-Unis sont intervenus 27 fois, dont 10 fois dans des villes et 11 fois dans un milieu mixte urbain/rural⁴. Pratiquement, l'avenir de la stratégie pourrait se jouer dans les proliférations d'armes de destruction massive, les guérillas et les conflits urbains. Mais plus d'interrogations que de conceptions ont émergé de la question du combat urbain et ce, suivant trois grands angles d'approche. Sous un angle politologique, R.D. Kaplan décrivait ainsi l'urbanisation des villes d'Afrique de l'Ouest comme le réceptacle de nombreux types de conflits – avérés ou émergents – dont certains constituaient des menaces à la survie des Etats, inaugurant une *coming anarchy*⁵. Sous un angle stratégique, Sarajevo, Grozny, Jénine ou Mogadiscio, sont autant d'exemple du piège que peuvent représenter les villes, même pour des troupes aguerries. Sous l'angle de la sécurité intérieure, la subversion violente émerge : les Etats-Unis ou la France ont eu affaire à des situations d'émeutes urbaines auxquelles des réponses très différentes ont été apportées.

pertes de pilotes alliés. Arkin, W.M., « Bagdad : The Urban Sanctuary in Desert Storm ? », *Aerospace Power Journal*, Spring 1997.

¹ Voir notamment : Peters, R., « Our Soldiers, Their Cities », *Parameters*, Spring 1996.

² United Nations Population Division, *World Urbanization Prospects: The 1999 Revision*, United Nations, New York, 1999.

³ Thomas, T.S., « Slumlords: Aerospace Power in Urban Fights », *Aerospace Power Journal*, Spring 2002.

⁴ Henrotin, J., « Les villes, enjeux et terrain des conflits modernes. Limites et possibilité de la technologie dans le combat urbain », *Diplomatie Magazine*, n°, mai-juin 2003.

⁵ Kaplan, R.D., « The Coming Anarchy », *The Atlantic Monthly*, February 1994.

La ville, un concentré de significations stratégiques variées

Pour le stratège comme pour le diplomate, la ville est d'abord un agrégat de symboles dont la compréhension – au travers de toutes les déclinaisons du renseignement – est systématiquement vue comme l'élément premier de toute opération en milieu urbain. Symbole culturel, elle est aussi – en fonction de sa taille et de son positionnement – un centre politique, social et économique. Elles sont aussi le lieu où se développent les mouvements politiques et sociaux, d'où sont généralement lancées les campagnes médiatiques et où sont situées les stations radio et TV. La ville représente un pôle d'attraction pour toute la région environnante et concentre les services autant que les infrastructures. Il n'est donc pas étonnant que les villes soient souvent décrites comme des centres de gravité par les militaires. Focalisant et cristallisant les identités, elles rendent les combats comme les négociations politiques plus opiniâtres : Stalingrad, Sarajevo et Grozny en sont exemplaires¹. Ces batailles et ces sièges ont glorifié la notion de résistance et ont souvent participé à la constitution des cultures politiques nationales. Varsovie est ainsi quadrillée de monuments et de stèles rappelant la résistance des habitants de son ghetto alors que Jénine est un point focal de la stratégie israélienne d'éradication des mouvements terroristes palestiniens autant que de la critique de ces mêmes opérations par les médias occidentaux.

A l'échelle d'un théâtre d'opérations, les villes sont souvent des nœuds stratégiques du fait de la présence de gares de triage, de routes ou de ponts. En lançant son offensive dans les Ardennes durant l'hiver 1944, Hitler menait ainsi une « stratégie urbaine ». Visant prioritairement le port d'Anvers par lequel les approvisionnements alliés débarquaient, il allait essayer de s'attaquer aux villes de Liège, Huy et Dinant afin de saisir les ponts sur la Meuse avant que ses forces ne soient bloquées au cours de la bataille de Bastogne. A l'inverse, la stratégie américaine utilisée en 2003 comme celle utilisée durant la guerre froide entend éviter le problème que constitue les villes en les contournant, en en faisant un « centre négatif de gravité » à l'échelle du théâtre d'opérations. Mais les villes sont aussi des centres de gravité *tactiques*. Situées à l'intersection de grands axes de communication mais aussi de cours d'eau, elles sont naturellement la cible d'opérations d'interdiction : autant dans les Balkans que dans le Golfe, l'utilisation des forces aériennes et d'armes guidées visait à couper les possibilités de mouvement et de ravitaillement des forces adverses. Mais surtout, là où la ville se fait piège stratégique et cauchemar tactique, c'est dans sa configuration propre.

La ville : un terrain capricieux

Que l'on parle de MOUT ou de *Fight in Build-Up Areas* (FIBUA), on qualifie ces opérations en fonction du terrain sur lequel elles sont menées et non en fonction du type de combat qui y est

¹ Dufour, J-L., *La ville, la guerre et le soldat*, Odile Jacob, Paris, 2002.

mené. Elle est également caractérisée par sa densité : celle du nombre d'éléments par unité d'espace et du nombre d'activités par unité de temps¹. *De facto*, le terrain, aussi caractéristique que varié, détermine les opérations aux niveaux stratégiques, opérationnels, tactique et des moyens. Parce que les villes sont des centres de gravité et qu'il s'agisse de les contourner ou de les occuper, la géographie devient vite déterminante des actions. Placée dans une cuvette, Sarajevo pouvait être rapidement encerclée par les Serbes de Bosnie. Les montagnes environnantes leurs offraient un large panorama et des positions idéales pour leur artillerie. Combiné à l'action des *snipers* infiltrés dans la ville, ce positionnement permettait une stratégie psychologique de terreur, de sorte que le siège durera un peu moins de quatre ans et coûtera 10 615 vies. A l'inverse, placées au sommet de collines, les villes sont plus difficiles à prendre, alors que les rivières et autres fleuves forment souvent un rempart naturel, qui peut aussi s'avérer être un piège mortel. Leningrad, assiégée par les forces allemandes, était acculée au Lac Ladoga².

Au surplus, chaque ville a sa propre géographie. Depuis les cités occidentales aux larges voies de pénétration jusqu'aux villes du Sud, constituées d'un entrelacs de ruelles et de bâtiments en tous genres, les types de configurations spatiales sont aussi nombreuses que les villes elles-mêmes. Elles détermineront pour une bonne part la stratégie des moyens qui seront employés, par exemple en autorisant ou non l'emploi de blindés ou en rentabilisant diversement les équipements terrestres et aériens de reconnaissance. Les Américains privilégient ainsi l'emploi de chars en appui d'une infanterie légère : c'est une des récurrences de leur doctrine. Toutefois, certaines villes d'Afrique ou d'Asie ne le permettent pas, car leurs rues sont trop étroites ou que leurs ponts ne supportent pas des engins de soixante tonnes. Mais ce n'est pas tout. Le commandement et le contrôle – l'élément central des dispositifs militaires occidentaux – pose problème dans les villes. Les transmissions sont plus difficiles car les bâtiments autant que les émetteurs civils brouillent les communications³. C'est surtout le cas pour les équipements individuels des forces spéciales, qui sont aussi les plus aptes au combat urbain. Dans la foulée, les GPS peuvent avoir une précision inférieure à ce qu'elle peut être en terrain ouvert, de sorte que le contrôle sur les forces amies devient rapidement déficient. Les risques de tirs fratricides sont par conséquent plus grands que dans d'autres formes de combat, de sorte que si les technologies d'identification des combattants sont considérées comme prioritaires, la ville reste pour les technologies de combat un environnement dégradant.

¹ Glenn, R.W., *Heavy Matter: Urban Operations' Density of Challenges*, RAND Corp., Santa Monica, 2000.

² Seul son gel a permis de tracer une route qui permettra de ravitailler sous les bombardements une population affamée.

³ Rosenau, W.G., « Every Room Is a New Battle: The Lessons of Modern Urban Warfare », *Studies in Conflict & Terrorism*, n°20, 1997.

C'est d'autant plus le cas que la ville est naturellement multidimensionnelle dans ses volumes. La majorité des doctrines reconnaissent ainsi qu'à la surface s'adjoignent des espaces souterrains (caves, égouts, métros, parkings souterrains, etc.) que l'adversaire peut exploiter (par exemple, pour cacher des armes ou être utilisés comme voies de communications alternatives) autant que des espaces en hauteur (toits, appartements) utilisables comme poste d'observation ou de tir par des *snipers* ou des nids de mitrailleuses aussi bien pour les forces amies qu'adverses. Vu de l'extérieur, les bâtiments et obstacles en tous genres sont autant de caches plus ou moins bien protégées pour les adversaires potentiels, la pratique montrant que des ratios de 6 à 25 attaquants contre un défenseur sont nécessaires là où on table habituellement sur un rapport de 3 contre 1 dans le combat classique. Conséquemment, pour les Américains, les soldats doivent se disperser plutôt que combattre groupés, comme on le fait habituellement : les *Marines* réduiraient ainsi, en théorie, leur taux de perte de 38% à 12%¹. Vu de l'intérieur, les bâtiments sont propices à l'installation de mines, à un point tel que les doctrines française et israélienne interdisent pratiquement de rentrer par les portes ou les fenêtres, recommandant le percement des murs à l'explosif. Ce qui induit alors un ralentissement du *tempo* objectif des opérations alors que, dans le même temps, combattre dans les villes est stressant pour le combattant, ce que Glenn qualifie de *tempo* psychologique². Ce paradoxe se double, bien souvent, d'une perte de capacité de combattre à distance, pourtant promue par l'évolution des technologies. Non seulement les bâtiments empêchent bien souvent les tirs indirects d'artillerie, limitant de la sorte la puissance de feu disponible, mais la portée des armes individuelles est tout autant limitée.

De ce fait, pour ce général à la retraite soulignant que les Soviétiques ont perdu 100 000 hommes dans la prise de Berlin en 1945, le combat urbain est « *le niveau le plus basique du combat d'attrition* ». Le défenseur a donc un avantage considérable : la mobilité est très réduite en milieu urbain, alors que l'utilisation des forces terrestres est la base du combat urbain. Le plan des rues laisse deviner le mouvement des troupes et canalise les approvisionnements. Durant la première bataille de Grozny, les Tchétchènes laissaient s'enfoncer les chars russes dans les rues pour tirer ensuite simultanément plusieurs roquettes sur les véhicules de tête ou de queue, bloquant ainsi toute retraite de la colonne³. Dans Mogadiscio, les véhicules de secours devant exfiltrer les *Rangers* qui avaient pris d'assaut l'immeuble où devait se trouver le général Aideed ont dû se replier, obligeant les hommes à quitter les lieux par leurs propres moyens.

¹ De Neve, A. et Henrotin, J., « Mythes et réalités du combat urbain », *La Libre Belgique*, 24 mars 2003.

² Glenn, R.W., *Heavy Matter: Urban Operations' Density of Challenges*, op cit.

³ Dans un cas, une colonne russe a littéralement été anéantie : 20 de ses 26 chars et 102 de ses 120 transports de troupes ont été détruit à coup d'armes antichars. Gall, C. and de Waal, T., *Chechnya: Calamity in the Caucasus*, New York University Press, New York, 1998.

Dans les heures qui ont suivi, les Américains perdirent 18 des leurs¹. Le problème peut être d'autant plus complexe que les véhicules à roue, actuellement choisis par les armées, ne peuvent tourner à 180° sur place, comme les chenillés. Ils se trouveraient rapidement bloqués, ne devant leur survie qu'à la qualité de leur blindage, au moment même où apparaissent de nouvelles armes, comme les charges thermobariques².

En plus de ce contexte d'« hyper-létalité latente », les villes noient souvent les adversaires potentiels au milieu des populations civiles, donnant lieu à un combat humainement très cruel et extrêmement vulnérabilisant du point de vue médiatique. C'est surtout le cas lorsque les villes doivent être conquises : les opérations russes en Tchétchénie n'ont pas tant été critiquées par le fait qu'elles étaient menées que par les nombreuses victimes civiles qu'elles ont engendrées. La tentation est en effet grande de contrer la supériorité défensive de l'adversaire par une puissance de feu qui ne s'avère pas systématiquement précise, de sorte qu'elle apparaît vite comme illégitime aux yeux des sociétés civiles. Dans la même optique, le soutien massif de la population américaine à l'intervention en Somalie s'est effondré lorsque des soldats ont été traînés dans les rues. Mais le plus inquiétant est que les éléments adverses sont rarement des armées organisées. Au contraire, ne portant pas d'uniformes, les groupes tchétchènes, certaines factions libanaises ou les partisans d'Aideed se fondaient dans les populations en plus de tirer parti de la protection offerte par les bâtiments. C'est aussi le cas lorsque la guerre urbaine prend la forme d'opérations terroristes, comme en Israël. Dans tous les cas de figure, elle a une dimension psychologiquement vulnérabilisante. Les raids des extrémistes palestiniens induisent ainsi un sentiment constant de crainte dans la population, encourageant en retour des positions politiques radicales ainsi que des options stratégiques discutables, comme l'emmurage des Territoires palestiniens.

Au-delà des catégories utilisées par les géographes, il est possible de produire une conceptualisation stratégique des zones urbaines. Outre les distinctions entre zones urbaines, péri-urbaines et industrielles qu'effectuent souvent les *corpus* doctrinaux au sein de l'OTAN, R. Peters opère une distinction fondée sur les modalités des rapports interpersonnels entre trois catégories de villes³. Les « villes hiérarchiques » sont considérées comme une forme d'organisation traditionnelle, fondées sur des mécanismes de droits et de devoirs liant gouvernants et gouvernés et sont marquées par des chaînes de commandement facilement identifiables. Elles peuvent renvoyer à Sumer et Akad, telles qu'elles avaient été décrites par A.

¹ Bowden, M., *Black Hawk Down: A Story of Modern War*, Grove Atlantic Press, New York, 1999.

² Henrotin, J., « La prolifération des armes thermobariques », *Défense & Sécurité Internationale*, n°11, janvier 2006.

³ Peters, R., « The Human Terrain of Urban Operations », *Parameters*, Spring 2000.

Joxe¹ mais aussi et plus largement aux villes européennes actuelles comme de la Seconde Guerre mondiale, l'auteur indiquant que la structure hiérarchique des rapports sociaux permet de rapidement les contrôler même si leur conquête s'avère difficile. Les « villes multiculturelles » sont marquées par des rapports sociaux fondés sur les croyances et voient une multiplication des conflits ethniques visant leur domination, l'auteur citant Jérusalem et renvoyant à la grille d'analyse de S. Huntington, les considérant comme des lignes urbaines de fracture civilisationnelles. Les opérations de maintien de la paix y seraient très difficiles, les rivalités reprenant souvent le pas sur les systèmes de normes importés par l'intervention. Enfin, les « villes tribales » verraient, au sein même d'une population aux mêmes ascendants civilisationnels se déclarer des conflits sur base d'allégeances de sang, tribales ou quasi-tribales (lorsque se greffent des conflits religieux et/ou politiques) alors que, dans le même temps, elles seraient – plus que les autres – les réceptacles des exodes ruraux, nourrissant les « tribus ». Citant l'exemple de Kigali, il indique également que Karachi ou Sarajevo relèvent de ce schéma. Toutefois, sa vision pêche par certains aspects².

L'expérience du combat urbain

Le combat urbain n'est neuf que conceptuellement. Les châteaux-forts et la poliorcétique sont autant d'expression d'un « proto-combat » urbain. Plus tard – avec l'industrialisation et l'urbanisation –, elle deviendra un type de combat relativement répandu. C'est ainsi que si la décision n'a pas été emportée dans les villes, la plupart des révolutions et des guerres d'indépendances connaîtront des phases urbaines. A ce moment, le combat urbain n'est pas encore pris en compte dans les états-majors ou dans la littérature stratégique. En effet, pour Clausewitz, les armées ne se battent entre elles que si elles le veulent et la ville ne se prête pas au combat classique. Sun Tzu ne le recommande pas. La ville est essentiellement zone d'opérations pour les forces de police et peut être modelée pour ce faire (les boulevards haussmaniens de Paris). Le véritable changement intervient durant dès 1940, dégageant deux grandes modalités de combat urbain, utilisées concomitamment mais en proportion variable :

- Le combat d'infiltration vise à une conquête du territoire urbain visé ou d'une portion de celui-ci. Il existe assez peu de cas de sa forme la plus pure, sauf peut-être lorsque l'enjeu était considéré comme primordial. C'était le cas à Stalingrad : progressant de pièce en pièce, de maison en maison et de quartier en quartier, les combattants doivent faire face à une véritable et humainement très coûteuse guérilla. A une échelle de violence moindre, les actions palestiniennes, israéliennes ou le combat des factions libanaises en sont tout autant exemplaires. De même, l'intervention soviétique à Prague en relève au

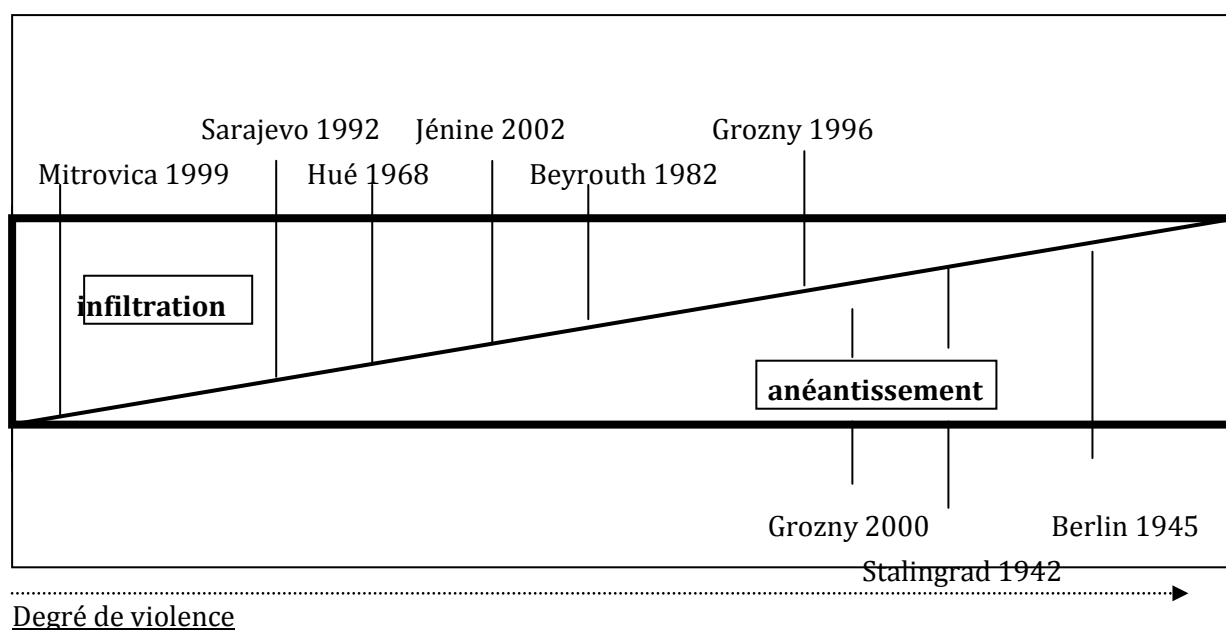
¹ Joxe, A., *Voyage aux sources de la guerre*, PUF, Paris, 1991.

² A commencer par le fait que des « glissements » peuvent s'opérer entre les catégories proposées. Ce pourrait être le cas de Bagdad ou de Sarajevo, reflets d'Etats aux équilibres de population complexes, qui entraient dans la catégorie des villes hiérarchiques dès lors que les dirigeants politiques imposaient une norme politique donnée qui disparaîtra avec eux.

même titre que les opérations de stabilisation, de maintien et de rétablissement de la paix.

- L'utilisation intensive de feux d'artillerie et de bombardements aériens, qui vise l'anéantissement. Ce fut le cas à Berlin en 1945, lorsque les Soviétiques avaient réuni la plus grosse concentration d'artillerie de l'histoire. En 2000, pour la bataille de Grozny, les Russes ont combiné l'infiltration de *snipers* et de groupes de reconnaissance à des feux d'artillerie, d'armes à effet de souffle et de bombardements aériens sur des zones précises de la ville après avoir créé des couloirs d'évacuation des civils. Toutefois, autant le contrôle effectif des villes ne peut se passer d'une occupation du territoire, autant l'appui d'artillerie reste une nécessité. Ainsi, au cours de l'opération « Paix en Galilée », *Tsahal* a utilisé des obusiers pour « nettoyer » des positions de mitrailleuses de l'OLP installées dans des immeubles à appartement. Idéales-typiques, ces deux tendances, une fois combinées, permettent de comparer différentes opérations menées jusqu'ici :

Formes comparées d'opérations urbaines



Ces visions restent toutefois idéales-typiques et ne peuvent être extraites de leurs contextes. Durant la guerre froide, les grandes armées mécanisées de l'OTAN comme du Pacte de Varsovie en reviennent à une vision oubliant la ville : défaire les armées adverses se fera avec une grande puissance de feu – classique et nucléaire – mais dans les plaines. Pour Moscou comme pour Washington, les forces devront éviter les villes, quitte à les encercler et à les dépasser – une vision qui restera partiellement prégnante dans la planification des opérations US en Irak, en 2003. C'est qu'à Hué, en 1968, les Etats-Unis ont du faire face à de violents affrontements,

perdant plus d'une centaine de soldats, une expérience qui tendra à les conforter dans leur recherche d'un combat en dehors des villes¹. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1970 qu'Allemands et Américains prennent en compte la possibilité de combattre en milieu urbain : face à la menace, surévaluée, du Pacte de Varsovie, l'heure est à des approches plus défensives. La ville est alors conçue comme un obstacle naturel que les technologies de minage et de combat antichar doivent permettre d'exploiter afin de ralentir, voire d'enliser la progression des forces soviétiques.

Mais, après la guerre froide, ces approches apparaissent comme insuffisantes. La multiplication des opérations de maintien de la paix et de police dans les villes tendent ainsi à prendre le relais des opérations de combat. Visant le contrôle des zones et « la maîtrise de la violence » suivant l'acception française (plutôt que la « domination » recherchée par les forces US)², elle ne vise, contrairement aux deux premières approches, aucune victoire mais plutôt le succès. Surtout, apparaît ainsi un spectre des opérations urbaines que l'on peut représenter de la sorte :

¹ Nolan, K.W., *Battle for Hue: Tet, 1968*, Presidio Press, Novato, 1996.

² Sur cette question, Francart, L., *Maîtriser la violence, une option stratégique*, Coll. « Bibliothèque Stratégique », Economica/ISC, Paris, 1999 et Henrotin, J., « Vers un rapprochement doctrinal ? » in Dumoulin, A., *France-OTAN : vers un rapprochement doctrinal ? Au-delà du 40^{ème} anniversaire de la crise franco-atlantique*, Coll. « Réseau Multidisciplinaire d'Etudes Stratégiques », Bruylant, Bruxelles, 2006.

Le spectre des interventions en combat urbain

Type	Buts	Importance stratégique	Risques militaires	Exemples Récents
Opérations humanitaires	Interdiction de conditions préalables à la violence ; stabilisation post-conflits	Faible à forte	Faibles à moyen	Haïti, Bosnie, Somalie, RDC
Opérations de police	Dissuader la violence ; stabilisation post-conflits	Faible	Faibles	Haïti, Bosnie, Somalie (au début)
Raids				
Evacuation d'ambassades, NEO ¹ , TRAP ²	Insertion, exécution, extraction	Moyenne	Moyens -	Liberia, Albanie, Sierra Leone
Prise de ports /d'aéroports		Moyenne à élevée	Moyens	Panama, Bagdad
Prise de leaders adverses		Moyenne à élevée	Faibles à élevés	Panama, Bosnie, Somalie (sur le tard)
Combat urbain soutenu	Défaire les forces adverses	Faible à élevée	Très hauts	Grozny, Falloujah

Source : Press, Dary G., *Urban Warfare: Options, Problems and Future*, MIT Conference, Hanscom AFB, May 1998, complété par l'auteur.

Mais, comparativement aux deux premières approches, un troisième terme apparaît également lorsque les forces blindées sont utilisées, d'abord par Israël dans les Territoires palestiniens et ensuite par les Etats-Unis en Irak. Capitalisant et tirant les leçons de l'expérience russe en Tchétchénie³, ils utilisent des chars en ville, alourdissant par ailleurs de surblindages leurs

¹ *Non-combattant Evacuation*, évacuation de ressortissants.

² *Tactical Recovery of Aircraft and/or Personnel*.

³ Thomas, T.L., « The Battle of Grozny: Deadly Classroom for Urban Combat », *Parameters*, Summer 1999.

véhicules de transport, là où la sagesse stratégique préconisait d'abord d'utiliser des troupes légères, tirant leur protection de la mobilité. L'expérience de *Tsahal* au Liban apparaît là comme décisive et influencera considérablement le Pentagone. Il s'agit alors de progresser suivant différents axes de pénétration, sous forme d'autant de raids, en privilégiant la prise de positions considérées comme des points décisifs (places, larges avenues, etc.), radicalisant la stratégie d'infiltration. Ce qui s'apparente alors à une cinématique de territorialisation d'une stratégie de contrôle permet ainsi de conduire une suite d'opérations de frappes à l'encontre d'adversaires préalablement isolés par la supériorité informationnelle. Reste que cette approche, qui semble solide, n'est pas exempte de graves déficits.

Le premier tient au statut d'une la stratégie de contrôle implémentée par le biais de raids, qui apparaît à la fois comme lacunaire et transitoire. Si des forces travaillant de la sorte seront rapidement en mesure de se retirer, maximisant leur protection, elles laisseront le champ libre à un réinvestissement de la zone par l'adversaire. C'est ainsi qu'une première bataille de Falloujah ne permettra pas aux Etats-Unis d'éliminer les groupes d'insurgés qui s'y étaient installés. Quelques mois après, il faudra mener une seconde opération, au terme d'une préparation psychologique invitant les civils à quitter la ville, au risque de laisser également s'échapper des insurgés : aux yeux des opinions publiques, toute autre option aurait été inacceptable. Le deuxième est qu'une stratégie de raids n'exempte nullement, pour être convertie en domination, l'investissement d'un certain nombre de bâtiments, avec les risques que cela comporte – elle est donc loin de constituer un *ultima* du combat urbain. Le troisième déficit de cette approche est qu'elle nécessite, idéalement, un très haut degré de connaissance de la zone de bataille, qu'Israël avait dans les Territoires palestiniens – au prix du tissage d'un réseau informationnel complexe ayant pris plusieurs dizaines d'années – mais que les Etats-Unis n'ont pas nécessairement en Irak.

COMBAT URBAIN, DOCTRINE ET TECHNOLOGIE

A cet égard, la *Revolution in Military Affairs* (RMA) est perçue comme devant permettre de lever un brouillard de la guerre¹ que l'environnement urbain contribue à épaissir, la mise en œuvre de réseaux C4ISR devant permettre de s'assurer les conditions préalables à la victoire. La ville tend ainsi à devenir le champ d'expérimentation ultime pour les technologies de défense et ce, même si la plupart des contributions se sont plutôt focalisées sur la nécessité d'armées plus « guerrières » que « techniciennes ». Mais cette dernière dichotomie, reflet de celle sous-tendant la variété des débats animant la RMA, tend à évoluer sous la pression de l'introduction des évolutions technologiques. La précision, la létalité, le *tempo*, autant de « méta-expressions » légitimant à des degrés divers la RMA, motivées par les percées technologiques enregistrées,

¹ Owens, W.A and Offley, E., *Lifting the Fog of War*, Ferrar, Strauss and Giroux, New York, 2000 ; Litton, L.L., « The Information-Based RMA and the Principles of War », *Air & Space Power Chronicles*, September 2000.

translatent à la zone de bataille urbaine ce qui devait initialement se cantonner au combat conventionnel¹. Les technologies, dans ce cadre, doivent devenir capacitanes et soutiennent tout le processus de planification et d'exécution des opérations. La possibilité de suivre en direct les troupes amies permet ainsi d'optimiser leur déploiement tactique et en limitant la possibilité de tirs fratricides ; la multiplication des capteurs terrestres et aéroportés permet de localiser l'adversaire (du moins, en théorie et dès lors que les informations peuvent être rafraîchies, transitant par des réseaux offrant suffisamment de bande passante)² ; les tirs de précision et la disposition d'équipements adaptés (comme les missiles *Javelin* ou *Eryx*) doivent permettre de disposer d'une capacité d'appui-feu utilisable depuis des bâtiments.

Au-delà, le MOUT motive une bonne partie des efforts de recherche actuellement menés par les industries de défense. L'utilisation de systèmes de contres-mesures anti-IED (*Improvised Explosive Device*) ou les recherches portant sur, par exemple, les blindages électriques pourraient, à terme, offrir des solutions efficaces aux combattants. Il en est de même en matière de traduction en temps réel, une problématique sans doute sous-estimée en opérations et cruciale pour le renseignement comme pour les opérations de stabilisation³. Mais il ne faudrait pas se leurrer. Disposer d'un équipement adapté ne permet pas nécessairement de mener un combat adapté. Dans ce cadre, le combat urbain, en plus de s'appuyer sur les principes de la guerre « classiques »⁴ implique de prendre en compte un certain nombre de ses spécificités, afin d'appliquer des conceptions qui lui serait plus particulières. Deborah Elek note ainsi que les principes de la guerre classiques peuvent être insuffisants en MOUT, même lorsqu'ils sont correctement appliqués⁵, d'autres indiquant qu'ils sont différents dans le contexte de guérilla qui, si des opérations militaires de basse ou de moyenne intensité sont lancées, serait celui des opérations urbaines⁶. Quatre de ces conceptions sont plus particulièrement à mettre en évidence : les notions de légitimité, d'isolation, d'interdiction et de persistance.

¹ Sur cette question, voir Henrotin, J., *RMA. La technologisation du discours stratégique américain*, à paraître.

² Hahn, R.F. and Jezior, B., « Urban Warfare and the Urban Warfighter of 2025 », *Parameters*, Summer 1999.

³ Alors que le recrutement de traducteurs devant accompagner les patrouilles peut poser problèmes, plusieurs solutions sont en cours de développement. Dans le cas américain, la combinaison de caméras et de micros relayant via satellite une interview à des traducteurs interprètes restés aux Etats-Unis semble appropriée mais a un coût élevé. Des traducteurs informatiques automatiques sont en cours de développement – et sont favorisés par le Pentagone – mais leur précision peut légitimement être critiquée.

⁴ Pour reprendre leur acception américaine : offensive, économie des forces, masse, surprise, sûreté, unité de commandement, unité d'effort,

⁵ Elek, D. E., *Unconventional Warfare and the Principles of War*, Combat Studies Center, Leavenworth, 1994.

⁶ Ayalon, A., « Advantages and Limitations of the Principles of War », *Military Review*, July 1987.

Si ces conceptions ne peuvent être vues comme des principes de la guerre, elles peuvent néanmoins être considérées comme les quatre éléments structurels au sein desquels seront appliqués les principes de la guerre :

- Dans le premier cas (qui tend également à s'appliquer à d'autres types d'opérations que les urbaines ou la contre-insurrection), la légitimité permet d'intervenir en s'assurant le soutien des opinions publiques (des pays dont sont issus les forces intervenantes que des populations locales). Elle forme un cadre facilitant largement la conduite des engagements comme la phase de stabilisation post-conflit ;
- Deuxièmement, l'isolation doit permettre de regrouper territorialement l'adversaire en des zones spécifiques de la ville, contribuant à rompre ses liens avec des populations amies pouvant les soutenir mais aussi à limiter sa zone d'action¹. Peu à peu isolé dans des zones spécifiques, les autres étant ensuite pacifiées, l'adversaire peut également être plus facilement traité, limitant les risques de dommages collatéraux, tout en le plaçant dans une condition extrêmement défavorable, propice aux redditions. Dans le même temps, il s'avère moins apte à mener des opérations coordonnées d'envergure ;
- Troisièmement, corollaire logique de la proposition précédente, l'adversaire, une fois isolé, ne doit pouvoir recevoir aucun soutien matériel, moral ou idéologique, faisant ainsi l'objet d'une stratégie d'interdiction. La ville n'est en effet nullement séparée de son environnement géographique – alors que les analystes ont par trop tendance à se focaliser sur le combat urbain en soi – et alors que cet environnement peut irriguer la première en matériels mais aussi drainer vers elle de futurs combattants ;
- Quatrièmement, la persistance vise quant à elle à assurer la permanence des forces sur le théâtre d'opération, stabilisant dans le temps les trois conceptions précédentes et ce, dans une optique plus européenne (et ambitionnant de faciliter les opérations de stabilisation post-conflit) qu'américaine.

DE L'EMPLOI DES FORCES AÉRIENNES DANS LES OPÉRATIONS URBAINES

Appliquer ces conceptions aux forces aériennes dans le contexte d'un combat aerurbain de seconde génération reste délicat pour plusieurs raisons. Premièrement, l'utilisation en ville des forces aériennes dans ce cadre implique une pression d'une nature plus tactique que stratégique auquel les forces aériennes US, par exemple, tendent à se distancier culturellement (les opérations stratégiques étant privilégiées²) et génétiquement (les nouveaux matériels reflétant

¹ Schwartz, N.A. and Stephan, R.B., « Don't Go Downtown Without Us: The Role of Aerospace Power in Joint Urban Intervention », *Aerospace Power Journal*, Spring 2000.

² Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

les conceptions préférées¹). Deuxièmement, ces conceptions peuvent être sociologiquement difficiles à mettre en œuvre. En France, par exemple, les missions de *Close Air Support* (CAS) – celles qui pourraient être le plus souvent mobilisées dans le contexte d'un combat urbain – sont remplies par des hélicoptères dont la vulnérabilité peut être importante en ville². Le pouvoir politique pourrait donc, en vertu d'une tension vers le « zéro-mort », hésiter à les utiliser de façon persistante. De même, la crainte de dégâts collatéraux peut motiver une utilisation parcimonieuse des forces aériennes. Notons toutefois que le couplage de l'utilisation d'armes guidées de précision, du fait que les opérations aerurbaines ne se cantonnent pas à la frappe (pour inclure des opérations de surveillance et de transport) mais aussi de la perception d'une relative bénignité des opérations des forces aériennes en ville par les populations les habitants tendent à minimiser cet aspect des résistances sociologiques à l'emploi en zone urbaine de la puissance aérienne³.

L'expérience historique du combat aerurbain

Dans le même temps, plusieurs expériences historiques montrent des applications intéressantes de cette puissance sur tout un spectre d'engagement, desquelles plusieurs leçons sont à retirer. Mais durant la Seconde Guerre mondiale, l'application de la puissance aérienne en zone urbaine, au travers d'actions CAS sur Stalingrad, Aix-la-Chapelle, Monte Cassino ou Caen montre que la précision des attaques est essentielle. Dans ces villes, leur déficit a souvent été la cause de dégâts collatéraux importants pour une efficacité opérationnelle minimale. Dans le cas de Stalingrad, 2 000 sorties de la *Luftwaffe* les 23 et 24 juillet 1942 tueront 40 000 civils, les débris des immeubles touchés limitant par ailleurs l'aptitude des forces terrestres allemandes à progresser, renforçant *in fine* la posture défensive des soviétiques. A Caen, le manque de précision détruira la ville (5 000 civils y trouveront la mort) et, dans certains cas, ensevelira des unités amies. La configuration des zones d'emploi de la puissance aérienne s'avère alors déterminante du succès des forces, de sorte que les missions CAS menées sur Cherbourg, dans la foulée du débarquement de Normandie, auront une certaine efficacité, certains analystes indiquant qu'elles auraient réduit la prise de la ville à 48 heures.

¹ On a ainsi évoqué à plusieurs reprises le retrait de l'appareil de *Close Air Support* (CAS) A-10 *Thunderbolt II* qui, finalement, connaîtra, avec l'A-10C, une revalorisation importante (mais tendant à le rendre plus polyvalent, dans le sens des opérations stratégiques). Les nouveaux appareils, comme le F-22 et le F-35, rapides et peu blindés, ne semblent guère appropriés au combat urbain, sauf à les utiliser à distance de sécurité.

² Aux tirs d'armes de petits calibres (qui avaient occasionné le plus de pertes d'hélicoptères US au Vietnam), il faut à présent ajouter la prolifération des MANPADS (*Man-Portable Air Defense Systems*) et l'utilisation de lance-roquettes. Promé, J-L., « L'hélicoptère de combat, une étonnante faculté d'adaptation », *Défense & Sécurité Internationale*, n°10, décembre 2005.

³ Assez remarquablement, les frappes sur Belgrade en 1999, sur Gaza entre 2000 et 2006 et sur Bagdad en 2003 ont conduit à des résultats paradoxaux, les populations poursuivant majoritairement leurs activités traditionnelles en dépit des frappes.

De même, les attaques de P-48 sur les positions allemandes entourant Bastogne en décembre 1944 se montreront efficaces, contribuant à la progression de la 101st Airborne mais révélant que l'appui aérien rapproché est le plus efficace lorsque les forces amies sont en position défensive, d'autant plus que les Allemands avaient adopté une posture les mettant en danger¹. Des conditions climatiques difficiles ont toutefois limité le nombre de sorties de l'aviation, notamment lorsqu'il s'agira de ravitailler la ville par l'intermédiaire de parachutages, une pratique qui sera appelée à se répéter. Durant la bataille de Hué, en 1968, les forces aériennes américaines ne sont pas capables d'apporter un soutien effectif aux forces terrestres, engagées dans un combat offensif face à des Vietnamiens en position défensive². Les bombes au napalm seront considérées comme des plus utiles, en raison de l'imbrication des combattants américains et vietnamiens. Plus tard, l'appréhension de cette leçon conduira au développement par les Etats-Unis (en retard, comparativement à la Russie), d'armes thermobariques. Toutefois, une forte présence civile a dicté des règles d'engagement très précautionneuses, de sorte que l'appui aérien rapproché a été utilisé avec parcimonie, d'autant plus que les conditions météo ne se sont guère révélées favorables. Par ailleurs, l'utilisation d'observateurs avancés embarqués comme des hélicoptères s'est montrée délicate en raison du feu antiaérien vietnamien. De la sorte, le combat de nuit a été considéré comme plus sûr par les Américains. *In fine*, en résultait la leçon qu'en zone densément urbanisée, le CAS s'avère peu efficient comparativement à l'emploi de forces terrestres.

C'est alors que l'évolution technologique permet de compenser les déficits de la puissance aerurbaine. Dans l'opération de défense d'An Loc (Vietnam, 1972), l'emploi d'AC-130 *Spectre* à la périphérie immédiate de la ville a été plus qu'utile, détruisant parfois des bâtiments au sein même de la ville sans tirs fratricides ; des B-52 participant en outre à des attaques sur les positions vietnamiennes à l'extérieur de la ville. Là aussi, les forces aériennes ont préféré conduire des frappes de nuit, les appareils non-dotés de systèmes tels que les FLIR ayant une précision inférieure. Les opérations sur An Loc montrent une faculté d'adaptation de la pensée tactique, les appareils ayant jusque là été utilisés dans des missions d'interdiction nocturnes sur la piste Ho-Chi-Minh. Au-delà, An Loc a également été ravitaillée par voie aérienne, l'utilisation de systèmes de guidage radar au profit des C-130 s'est montré relativement précis (les zones de réception étant très restreintes), avant que les Vietnamiens ne déploient des missiles SA-7. Les appareils de transport ont alors effectué leurs largages à haute altitude, éventuellement de nuit, en utilisant des systèmes de guidage développés pour des missions tous-temps et de nuit. Toutefois, les charges larguées étaient préparées par du personnel insuffisamment formé, de sorte que les matériels délivrés étaient souvent inutilisables. De ce point de vue, une des

¹ En choisissant de laisser leurs blindés sur les routes plutôt qu'en les dispersant, afin de ne pas ralentir la progression vers la Meuse. De même, ils ne feront qu'un usage limité de leur DCA.

² Hammel, E., *Fire in the Streets: the Battle for Hue, Tet 1968*, Pacifica Press, Pacifica, 1991.

principales leçons d'An Loc réside dans la nécessité d'appréhender le combat urbain de façon globale, tel un *continuum* d'aptitudes humaines et technologiques.

Durant *Urgent Fury* (Grenade, 1983), des AC-130 et des hélicoptères AH-1 seront également utilisés avec succès, le choix de l'hélicoptère résultant d'une recherche de précision et de la constatation du faible niveau de menace sur les appareils¹. Toutefois, les attaques ont montré des déficiences en matières de commandement, de communication et de contrôle, les appareils de la *Navy* étant peu coordonnés avec les *Rangers* et les membres des forces spéciales sur le terrain. De même, les pilotes des *Marines* auront des difficultés à communiquer avec ceux de l'*Air Force*, soulignant la nécessité d'une action en totale synergie, sous peine de générer un haut niveau de frictions. En 1989 à Panama, l'utilisation de la puissance aerurbaine a impliqué de nombreuses composantes de la puissance aérienne avec succès. Après un parachutage massif de troupes sur les aéroports de Torrijos et de Rio Hato, des AC-130 *Spectre* seront utilisés pour détruire le complexe *Commandancia*, centre de commandement des forces panaméennes, tandis que des F-117 dotés d'armes guidées laser ont frappé d'autres casernes, participant à l'isolation des forces panaméennes. Dans le même temps, les hélicoptères de l'*US Army* ont favorisé la mobilité des forces US, tandis que des EC-130H ont brouillé les communications des stations de radio et TV mais aussi celles des forces panaméennes contribuant à les désorganiser. L'opération, visant à capturer le général Noriega sera un succès².

A ce stade, les états-majors hésitent encore à employer les forces aériennes dans les centres urbains, les cantonnant aux atterrages des villes, voire aux zones péri-urbaines toutefois avec succès. Ainsi, durant la bataille de Khafji, la seule contre-offensive irakienne notable durant *Desert Storm* (1991), un E-8 *Joint-Stars* détectera la progression de deux brigades de la Garde républicaine, guidant sur elles une série de raids avant que les forces irakiennes ne parviennent à saisir la ville, opérant de la sorte une interdiction urbaine³. L'aptitude à voler et combattre de nuit s'est avérée aussi déterminante que l'efficacité des contrôleurs au sol, qui ont guidé les appareils sur leurs cibles. Toutefois, de larges avenues et des bâtiments ayant une faible hauteur constituaient un environnement plutôt favorable aux opérations aerurbaines. De même, la détermination de *kill boxes* s'est avérée une mesure permettant de drastiquement limiter le nombre de tirs fratricides. En conséquence, les forces aériennes et terrestres alliées ne se sont pas retrouvées dans un combat d'imbrication.

Durant les guerres des Balkans, Sarajevo sera l'objet d'un pont aérien humanitaire (opération *Provide Comfort*), 160 000 tonnes de fournitures étant délivrées via l'aéroport – représentant

¹ Adker, M., *Urgent Fury: The Battle for Grenada*, Lexington Books, New York, 1989.

² Flanagan, E.M., *Battle for Panama: Inside Operation Just Cause*, Brassey's, Washington D.C., 1993.

³ Grant, R., « The Epic Battle of Khafji », *Air Force Magazine*, February 1998.

85% de l'approvisionnement de la ville – dans des conditions parfois extrêmement difficiles. Les nombreux tirs dont feront l'objet les appareils de transport (93 appareils visés, un appareil abattu) aboutiront à leur modification¹, alors que les Serbes de Bosnie avaient déployé des armes antiaériennes qui auraient pu être utilisées massivement. Le pont aérien sera ainsi interrompu – lorsqu'un G-222 italien sera abattu alors qu'il était en approche – avant de reprendre. De ce point de vue, le soutien aérien à Sarajevo aura constitué un succès par défaut dès lors que les Serbes de Bosnie auraient pu l'interrompre complètement, dans l'hypothèse d'une radicalisation du conflit et alors même que la détermination politique occidentale à mettre un terme au siège de Sarajevo pouvait être remise en question. Du moins, avant le déclenchement de l'opération *Deliberate Force*, en octobre 1995. Elle permettra, par la pression combinée de l'artillerie et de l'aviation, de faire en sorte que l'artillerie serbe cernant la ville quittera ses positions, 75% des cibles visées étant situées dans un environnement urbain. Utilisant des munitions de précision dans une proportion jamais égalée, les forces aériennes ne provoqueront aucun dommage collatéral, l'opération conduisant, ultimement, à la conclusion des accords de Dayton. Toutefois, notons également que la portée de l'expérience reste limitée, les frappes consistant essentiellement en des missions d'interdiction sur des positions adverses surveillées par un dispositif ISR complexe.

De facto, les interventions dans les centres urbains s'avèrent plus délicates. En 1993, à Mogadiscio, deux UH-60 utilisés en appui d'une opération visant à la capture du chef de guerre somalien M. F. Aïdeed seront abattus, faisant perdre l'initiative aux forces US et bousculant leurs plans². A Grozny, en 1994-1995, la Russie provoquera de nombreux fratricides (on parle d'un taux de pertes équivalent à celui découlant de l'emploi de mortiers par les forces tchétchènes) et pertes civiles³ lorsqu'elle utilisera des Su-24 et -25 dans des missions d'appui rapproché. Certes partiellement fondées sur l'emploi de munitions de précision, elles se sont heurtées à des conditions météo difficiles et au manque de capacités de ciblage suffisamment discriminantes⁴. Au final, malgré quelques succès⁵, l'emploi mal conçu de la puissance aerurbaine (14 000 sorties

¹ Des plaques de Kevlar seront ainsi utilisées afin de blinder les postes de pilotage des appareils.

² Bowden, M., *Black Hawk Down: A Story of Modern War*, op cit.

³ En août 1995, les 40 000 à 50 000 pertes civiles semblaient toutefois plus dues à l'emploi de l'artillerie que de l'aviation.

⁴ Signe d'une évolution de la stratégie génétique, les Su-25 *Frogfoot*, pourtant expressément conçus pour des missions CAS, seront considérés comme moins efficaces que les Su-24 *Fencer* conçus pour des missions d'interdiction. Les *Frogfoot* ne disposaient en effet pas de la capacité à lancer des armes guidées de précision.

⁵ Dont la frappe, par 7 Su-25, visant le palais présidentiel occupé par des troupes tchétchènes, le 17 janvier 1995 mais aussi l'élimination de Dzhokar Doudaïev, lorsque les services de renseignement parviendront à localiser sa position via son téléphone par satellite, dirigeant sur lui des appareils.

seront effectuées) contribuera à la perception d'un échec russe à Grozny – il faudra trois mois pour prendre la ville, les Russes déplorant plus de 5 000 morts – et participera de la mobilisation internationale contre la guerre. En fait, il ne semble pas avoir existé de réel plan d'engagement de la puissance aérienne russe ; elle n'a pas réellement été utilisée en appui des forces terrestres et semble surtout avoir été employée afin de terroriser les civils.

Les forces russes étaient également trop peu organisées, aucune structure de commandement *joint* n'ayant été mise en place, rendant l'emploi d'hélicoptères en appui des troupes extrêmement délicat¹. Durant la deuxième bataille de Grozny, en 1999, la Russie rasera littéralement Grozny, tâchant d'éviter le combat d'infiltration précédemment utilisé. La puissance aérienne n'y sera pas mieux utilisée² alors qu'au 2 Su-25, 1 Su-24MR et deux hélicoptères seront perdus³. Dans le même temps, les tactiques tchéchènes visèrent également la neutralisation de la puissance aérienne russe. L'installation de combattants dans les hôpitaux, les écoles et les zones résidentielles confinait à la pratique des boucliers humains ; des intrusions dans le réseau radio russe ont permis de diriger des appareils sur les troupes de Moscou ; et l'utilisation d'une DCA comptant des missiles SA-13 et SA-16 de même que des canons guidés par radar et des RPG s'est révélée très efficace contre les hélicoptères russes (14 abattus, 30 endommagés en mai 1996), qui, de ce fait, n'ont plus été affectés à des missions de combat⁴. Des déficits politiques, doctrinaux, tactiques et technologiques majeurs ont, *in fine*, fait de la Tchétchénie une région effondrée, enlisant la puissance russe.

IRAQI FREEDOM I ET II : UN TOURNANT ?

L'emploi de la puissance aerurbaine se montrera par contre plus efficace dans Bagdad, en 2003, les frappes restant toutefois essentiellement limitées aux attaques stratégiques du début des opérations, dans le cadre de la campagne *Shock and Awe*, et utilisant des missiles de croisière comme des bombes guidées par GPS contre les centres décisionnels de la capitale. Par la suite, lorsque les forces coalisées approcheront de la ville, la prise de l'aéroport, ensuite utilisé comme base logistique arrière (permettant de renforcer un approvisionnement des forces terrestres déforcé par la rapidité de leur poussée en Irak) peut être considérée comme une opération décisive pour la conduite de la conquête de Bagdad. La conduite de frappes en appui des forces terrestres dans Bagdad sera limitée, autant par peur de dégâts collatéraux que par la rapidité

¹ Au sein des forces russes, les hélicoptères de combat appartiennent à la force aérienne.

² Fulghum, D., « Air War in Chechnya Reveals Mix of Tactics », *Aviation Week & Space Technology*, 14 February 2000.

³ 24 autres appareils auraient subi des dommages. Komarov, A., « Chechen Conflict Drives Call for Air Force Modernization », *Aviation Week & Space Technology*, 14 February 2000.

⁴ Lieven, A., *Chechnya: Tombstone of Russian Power*, Yale University Press, New Haven/London, 1998.

d'une progression terrestre qui ne nécessitera pas de prolonger les combats durant la phase dite « d'opérations majeures ». L'utilisation d'appareils tels que les A-10 ou des hélicoptères sera toutefois nécessaires, un *Thunderbolt* étant abattu par un tir de SA-7, les Irakiens déplorant en outre des pertes civils du fait de l'installation en zone urbaines de batteries de missiles qui, lancés sans atteindre leurs cibles, retombaient sur des habitations¹. Dans un certain nombre de cas, des bombes inertes mais chargées de béton ont été utilisées pour détruire par impact cinétique des chars irakiens stationnés en pleine ville. Les antennes de la télévision irakienne seront également détruites à coup de missiles *Hellfire* lancés par des drones *Predator*. L'utilisation de l'arme permettra d'éliminer les capacités de transmissions irakiennes sans pour autant détruire les studios, dont la préservation était considérée comme essentielle pour l'après-guerre. Ces opérations ne pourront réellement faire de Bagdad un exemple pertinent de la conduite d'opérations aerurbaines.

En effet, le choix irakien d'une défensive statique comme l'attitude des forces irakiennes, promptes à se rendre, a conduit à une clôture rapide des « opérations majeures », d'autres exemples de combat semblant toutefois plus utiles à la compréhension des évolutions de la puissance aerurbaine américaine. Avant et durant la seconde bataille de Falloujah (opération *Phantom Fury* – novembre 2004), des opérations de frappe contre des positions et des habitations d'insurgés étaient quotidiennes et souvent couronnées de succès², au point que l'opération sera considérée comme exemplaire³. Afin d'éviter des pertes civiles, les habitants avaient été invités à quitter la ville, 1 200 sur 280 000 étant effectivement restés. Comptant 39 000 bâtiments, Falloujah avait été soigneusement cartographiée et photographiée, les *Marines* progressant ensuite méthodiquement. Appuyés par des AC-130 mais surtout par leur armement collectif (mortiers et lance-roquettes), les forces US avaient également incorporé des équipes FAC demandant chacune au moins 2 appuis aériens par jour. Les résultats ont été considérés par les Américains comme excellents. Souvent, les frappes étaient menées à moins de 200m des positions de l'infanterie, les bombes de 227kg guidées par GPS (GBU-38 JDAM) étant préférées et alors que des appareils survolaient continuellement la ville, de façon à réduire drastiquement le temps s'écoulant entre une demande de frappe et sa conduite effective.

A ce stade, l'appui aérien a joué le rôle d'une artillerie de précision voir aussi d'une arme d'appui collective, au sens terrestre du terme. A une occasion, une équipe de *sniping* insurgée installée sur un minaret sera éliminée avec une bombe guidée laser sans que la mosquée adjacente ne soit

¹ Henrotin, J., « « No plan survives the start line ». L'interaction des plans de guerre et de la doctrine durant Iraqi Freedom » in RMES (Dir.), *Iraqi Freedom. Analyse géopolitique, stratégique et économique de la troisième guerre du Golfe*, L'Harmattan, Paris, 2006.

² West, F.J., « The Fall of Fallujah », *Marine Corps Gazette*, Vol.89, n°7, July 2005.

³ Schanz, M.V., « Air Lessons from Fallujah », *Air Force Magazine*, October 2005.

détruite¹. L'utilisation de drones et d'hélicoptères affectés à des missions de surveillance, quotidienne, tend à prouver l'utilité et la persistance des missions ISR en environnement urbain, qui pouvaient constituer plus de 50% des sorties effectuées. Cette observation a été réifiée dans le cas de la bataille de Falloujah, considérée comme exemplaire dans l'emploi de la puissance aerurbaine. Toutefois, plusieurs commentateurs pointent le problème de « déconfliction » qui en résulte, l'espace aérien urbain étant surchargé d'appareils en tous genres. L'utilisation du principe des *grid boxes*, où l'espace aérien est découpé en zones de vol, semble avoir effectivement fonctionné. De même, la combinaison de pods de ciblage et d'observateurs avancés installés sur les toits aurait grandement favorisé le succès des opérations CAS². Au final, plus de 300 bâtiments seront totalement détruits par l'emploi de l'aviation. Mais l'ensemble des combats touchera tous les bâtiments de la ville, de sorte que la phase la plus importante d'une bataille aéroterrestre en zone urbaine pourrait bien être, comme ailleurs, la reconstruction, la stabilisation et la reprise d'une vie normale.

L'expérience israélienne

Mais au-delà de l'expérience américaine, l'évolution des conceptions israéliennes pourrait marquer un tournant plus important encore dans l'application de la puissance aerurbaine. Déjà au Liban, à partir de 1982, la *Heyl Ha'Havir* a mené avec succès des frappes à l'encontre de positions de l'OLP, en plus de l'appui qu'elle donnera à Tsahal et de la défaite qu'elle infligera aux forces aériennes syriennes³. L'utilisation de drones, d'hélicoptères de combat AH-1 et MD-500 voire d'appareils de combat a donné d'excellents résultats tactiques – y compris en ville⁴ – mais de faibles résultats politiques⁵. Mais la focalisation sur l'OLP plutôt que sur les mouvements Chiites – alors que l'objectif était de réduire le nombre d'attaques des guérillas issues des deux mouvements – et l'incapacité à créer la peur d'une escalade comme un calcul coût/bénéfice favorable aux organisations visées n'a pas contraint les adversaires à réduire le nombre d'attaques menées sur les forces israéliennes. Au demeurant, la structure des groupes de combat du Hezbollah, ne se regroupant que peu, empêchait de désigner des cibles lucratives pour la force aérienne israélienne ; il se montrait difficile à infiltrer et les activistes éliminées étaient

¹ Grant, R., « The Fallujah Model », *Air Force Magazine*, February 2005.

² Schanz, M.V., « Air Lessons from Fallujah », op cit.

³ Nordeen, L.O., *Air Warfare in the Missile Age*, Smithsonian Institution Press, Washington D.C., 2002 ; Van Creveld, M., *The Sword and the Olive*, Public Affairs, New York, 1998.

⁴ Ainsi, 137 missiles TOW seront tirés, 99 atteignant leur cible, détruisant notamment 29 chars, 56 véhicules et 4 radars. Corum, J. and Wray, J., *Airpower and Small Wars*, Lawrence University Press, Lawrence, 2003.

⁵ Schow, K.C., *Falcon's Against the Jihad. Israeli Airpower and Coercive Diplomacy in Southern Lebanon*, School of Advanced Airpower Studies, Maxwell AFB, 1994.

rapidement remplacés¹. A ce stade, l'emploi par Israël d'une impressionnante panoplie technologique n'a pas permis d'atteindre les objectifs assignés, la stratégie choisie – une coercition s'appuyant sur un engagement graduel – s'avérant d'emblée déficiente².

Dans une certaine mesure, ces observations s'avèrent moins vraies dans le contexte de la seconde Intifada, lorsque la puissance aérienne israélienne sera utilisée contre des organisations combattantes palestiniennes, en plein cœur de Gaza, une zone concentrant 1,1 millions de Palestiniens sur 360km²³. S'appuyant sur des règles d'engagement strictes (une leçon découlant des opérations au Liban⁴) afin d'éviter toute perte civile – elles seraient perçues comme contre-productives -, Israël devra se battre contre des mouvements combattant, cette fois, essentiellement pour l'indépendance de la Palestine et qui étaient, contrairement à la première Intifada (1987-1997), armés. La puissance aérourbaine, dans un tel contexte, devenait centrale dans des engagements aux ressorts non plus tactiques mais bel et bien stratégiques. L'emploi de la puissance aérienne aurait alors ambitionné de :

- Dissuader les Palestiniens de mener de futures attaques terroristes ;
- Les punir pour les attaques déjà menées ;
- Forcer l'Autorité palestinienne à contrôler ses éléments les plus radicaux⁵.

Considérée comme moins vulnérable que les forces terrestres, la puissance aérienne israélienne a été très rapidement employée, dès octobre 2000, lorsque des AH-64 ont été engagés. Jugés plus aptes aux frappes discriminantes que les AH-1, ces hélicoptères étaient utilisés dans des éliminations ciblées (plus de 60 militants entre octobre 2000 et décembre 2001), là où des F-16 et des F-15I étaient utilisés contre des infrastructures. La logique de l'assassinat ciblé est, quant à elle, imparable. S'appuyant sur un réseau très dense d'informateurs, Israël a systématiquement visé des personnes-clés dans un processus qualifié « d'autodéfense » et qui renvoie,

¹ Phinney, T.R., *Airpower Versus Terrorism: Three Case Studies*, School of Advanced Air and Space Power Studies, Maxwell AFB, June 2003.

² Yonay, E.. *No Margin For Error: The Making of the Israeli Air Force*, Pantheon Books, New York, 1993.

³ Cordesman, A.H., *Israel Versus the Palestinians: The Second Intifada and Asymmetric Warfare*, CSIS, Washington D.C., February 2003.

⁴ Où le soutien des opinions publiques s'est rapidement retourné contre *Tsahal*, notamment au terme des massacres de Sabra et Chatilla. Cette préoccupation pour le soutien des opinions publiques a transcendé toutes les opérations dans les Territoires palestiniens. Tant Israël que la Palestine ont mené des opérations d'instrumentalisation des médias mais aussi de guerre informationnelle, ciblant des sites internet adverses tout en mettant en place des sites de « contre-propagande ».

⁵ Phinney, T.R., *Airpower Versus Terrorism: Three Case Studies*, op cit.

pratiquement, à la multiplication d'attaques préemptives au niveau individuel. Le travail de renseignement que cette stratégie a impliqué a été extrêmement lourd mais a été considérablement facilité par le fait que *Tsahal* s'est très rapidement perçue comme étant en guerre ; mais aussi par la structure même des forces israéliennes, qui limitait les frictions comme les intérêts particuliers des institutions de sécurité. Tactiquement, cette préoccupation pour le renseignement a également fait en sorte que ce sont les UAV qui ont fait la différence. On rapporte ainsi plusieurs cas de lancement de roquettes visant le territoire israélien, détectés par des drones, les équipes de lancement étant ensuite suivies, toujours par l'intermédiaire des mêmes drones. Dans les minutes qui suivaient leur entrée dans une maison, cette dernière était détruite à coup de missiles guidés de précision guidés par l'opérateur de l'UAV¹. Durant l'occupation de l'église de la Nativité, un ballon sera utilisé afin de donner une couverture ISR persistante, de jour comme de nuit, ne nécessitant donc pas d'exposer outre mesure des troupes israéliennes.

Lorsque sera déclenchée l'opération *Bouclier défensif* en Cisjordanie, le 29 mars 2002, et que les forces israéliennes livreront une bataille très dure dans Jénine, elles s'engageront dans un durcissement des opérations où l'autorité palestinienne a expressément été considérée comme l'adversaire. Visant l'élimination des réseaux terroristes palestiniens, l'opération ambitionnait également de détruire les infrastructures de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Derrière les manœuvres médiatiques de part et d'autre sur la légitimité de l'opération (il semble que l'Autorité palestinienne ait présenté plusieurs combattants abattus comme des civils), les acquis israéliens seront importants, récupérant 1 300 fusils d'assaut, 387 fusils de précision, 49 RPG, 256 mitrailleuses, 58 bombes et plus de 30kg d'explosif. Des hélicoptères et des appareils de combat interviendront en soutien des forces terrestres. Durant toute la durée des opérations dans les Territoires, Israël appliquera une pression continue sur Y. Arafat, éliminant notamment les bâtiments des *Tanzim* et de la *Force 17*, des groupements proches de l'Autorité mais dont le rôle dans la seconde Intifada est resté trouble, protégeant tour à tour Arafat et certaines factions radicales. Le nombre de succès tactiques fut important – comprenant notamment l'élimination du Cheikh Yassine et de son successeur –, validant la proposition suivant laquelle la combinaison ISR/capacités de ciblage/armes de précision s'avère déterminante au niveau tactique. Mais les forces aériennes à elles seules ne permettront pas de réduire significativement les attaques du Hamas ou de la branche armée du Fatah. Au contraire – mais c'était là la méthode et l'objectif israélien – c'est au travers d'une synergie entre forces terrestres et aériennes que des résultats ont été engrangés².

¹ Eshel, D., « Israel Hones Intelligence Operations to Counter Intifada », *Janes Intelligence Review*, September 2002.

² Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

Si l'expérience israélienne reste très particulière (du point de vue du statut des Territoires palestiniens, limitant l'application du droit de la guerre ; de celui de l'excellente connaissance de la zone par Israël, passant notamment par les réseaux d'informateurs), limitant la portée de ses enseignements, elle porte en elle les germes d'évolutions plus radicales. Ainsi, aux plans opérationnel et stratégique, l'approche peut être considérée comme ayant été validée. La réduction drastique du nombre d'attentats sur le sol israélien permet de confirmer la justesse des vues. Si *Tsahal* aura à supporter des pertes, elles seront toutefois infiniment moindres que les ratios de pertes traditionnellement considérés comme acceptables en MOU. Mais c'est au niveau politico-stratégique que l'approche israélienne peut être considérée comme étant la plus porteuse de leçons, que l'on peut diviser en deux catégories :

- Premièrement, Israël n'a pas eu la supériorité médiatique/d'influence à laquelle elle prétendait, la Palestine ayant généré plus de sympathie dans le chef des opinions publiques. Ainsi, c'est la visite d'A. Sharon sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem, est généralement présentée comme ayant déclenché la seconde Intifada, alors que les racines de cette dernière sont largement plus complexes. La frustration palestinienne, résultant d'années d'occupations et, dans un certain nombre de cas, d'humiliations, a certes joué un rôle important. Mais le fait que Yasser Arafat ait refusé les propositions d'E. Barak durant les négociations de Camp David (qui auraient permis d'accélérer conséquemment le rythme des négociations), en 2000, peut également être considéré comme ayant eu un impact décisif sur l'évolution de la situation, conduisant à sa dégradation et à la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées ;
- Deuxièmement, Israël a systématiquement cherché à lutter contre toutes les factions palestiniennes, sans tirer parti optimalement des divisions existant entre elles. En particulier, la focalisation des actions israéliennes sur Y. Arafat a sans doute privé Tel-Aviv d'une marge de manœuvre dans la lutte menée contre les factions les plus « dures » présentes en Cisjordanie et à Gaza.

Au final, le retrait israélien des Territoires palestiniens et l'évacuation des colonies, couplée à un dispositif sécuritaire complexe (Mur de sécurité, réseaux de capteurs, etc.) sanctionnera l'incapacité des deux parties à trouver une solution favorable. Israël y regagnera toutefois en supériorité médiatique en acceptant *de facto* une autonomie palestinienne, de même que les élections de 2006, qui conduiront à la victoire du Hamas. A cet égard, l'attitude israélienne (blocus des points de passage, non-rétrocession de droits de douanes dus, limitation à l'embauche de Palestiniens, etc.) est de nature à laisser fermenter une situation délétère, au risque de laisser le Hamas prendre militairement le dessus sur le Fatah. *In fine*, les avantages militairement gagnés durant l'Intifada (à commencer par la disposition d'un réseau étendu d'informateurs comme par l'impact des frappes sur les structures et les fournisseurs du Hamas) pourraient ainsi être définitivement perdus par des positionnements politiques inadéquats, au même titre que la stratégie générale adoptée par les Etats-Unis au Vietnam et en Irak a effacé les succès tactiques et opérationnels engrangés.

DES LEÇONS DE L'EMPLOI DE LA STRATÉGIE AERURBAINE À SA THÉORISATION

Dans un tel contexte, derrière les succès israéliens ou celui de Falloujah se cachent au moins trois écueils majeurs pour le futur de la puissance aerurbaine. Le premier est celui du risque de mythification dont ces expériences pourraient être l'objet, les opérations pouvant être considérées comme des applications parfaites de la puissance aerurbaine, au même titre que *Desert Storm* avait en son temps été considéré – jusque dans les plus hautes sphères politiques – comme l'expression d'une révolution dans l'art de la guerre, l'opération tendant à être considérée comme un mythe fondateur¹. Le second est le risque de la réification de la focalisation – surtout aux Etats-Unis – sur les seules opérations de combat, au détriment d'une approche plus holistique, incorporant les phases de stabilisation/pacification. La prégnance d'un Jomini très tacticien dans la culture stratégique américaine comme la dynamique propre d'une RMA constituant un nouvel art opérationnel aux fondements technologiques tend ainsi à pousser à une « tacticisation » des points de vue, des décisions politiques mais aussi des analyses. Résultat, il existe une certaine tentation, dans l'évolution du débat américain de ces dernières années, à la considération de la lutte contre-insurrectionnelle comme étant le cœur des opérations de stabilisation.

Le troisième écueil, consubstantiel au second, est celui d'une fascination technologique où la seule disposition de capacités ISR, de ciblage et de frappe de précision serait à considérer à la fois comme l'objectif principal de la stratégie américaine (mais aussi européenne), confondant dès lors stratégie des moyens et stratégie opérationnelle, et à la fois comme la meilleure façon de parvenir à une notion de victoire que les combats asymétriques et urbains peuvent remettre radicalement en question². En découlerait le risque d'une surestimation du potentiel du combat aerurbain, où ce dernier serait envisagé comme une solution adéquate et pratique, risquant de favoriser, à l'instar du contexte induit par la technologisation des forces US – par l'intermédiaire de la RMA – des prises de décision politiques hasardeuses en matière d'intervention. Ainsi, après la guerre de 1991, la perception d'une supériorité stratégique et technologique participant d'une nouvelle conception des relations internationales (le *new world order*) a amplement motivé la décision américaine de modifier les objectifs des forces US durant les opérations en Somalie et de se lancer dans la traque des chefs de guerre somaliens, avec les conséquences que l'on connaît³. Cependant, ces questionnements, s'ils resteront sans doute pendants (et qu'ils innervent dans une large mesure les débats sur la RMA), cachent également des potentialités

¹ Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

² Henrotin, J., *RMA. La technologisation de la stratégie américaine*, à paraître.

³ Bowden, M., op cit.

importantes qu'il convient également d'explorer et de raffiner et aux quatre niveaux tactique, opérationnel, technique et stratégique.

Les critères tactique et opérationnel du succès

Les différents exemples examinés préalablement tendent à montrer que l'efficacité tactique de la puissance aérourbaine dépend de trois facteurs principaux. Premièrement, la géographie de la zone dans laquelle l'intervention sera menée est déterminante non seulement de la précision et d'un ciblage efficace mais aussi de l'aptitude des troupes amies à mener des opérations défensives et offensives sans tomber dans un combat d'imbrication généralisé. L'étendue des zones urbaines est également cruciale en ce qu'elle nécessitera une déconflition de l'espace aérien plus ou moins importante, alors que le volume des informations recueillies par les variétés des capteurs utilisés dépendra également de la concentration des zones à surveiller. Deuxièmement, les conditions météorologiques restent cruciales pour la réussite des opérations, malgré les évolutions technologiques. Pour ne reprendre que cet exemple, les forces américaines n'auraient sans doute pas pu afficher le même degré de persistance au-dessus de Bagdad ou de Falloujah si ces conditions n'avaient pas été, globalement, favorables. Dans le cas de Grozny, elles ont influé sur le nombre d'opérations conduites comme sur la précision des tirs. Troisièmement, l'aptitude à mener des frappes de précision – impliquant des armes adéquates comme des systèmes de ciblage efficaces – est essentielle à plus d'un titre. Elle permet de radicaliser l'économie des forces mais aussi de limiter le nombre de tirs fratricides ; de limiter les pertes civiles et, ultimement, de participer au processus de légitimation en ne s'attirant pas l'opprobre des opinions publiques. Mais, si cette aptitude dépend d'un niveau technologique sur lequel nous reviendrons, elle dépend également d'un entraînement particulièrement exigeant et incluant les forces terrestres.

Au plan opérationnel et dans un contexte de RMA, une application correcte de la puissance aérourbaine implique prioritairement d'objectiver ce qu'elle représente. Ainsi, elle ne doit pas être considérée sous le seul angle du combat, au risque de lui faire perdre une partie de ses atouts. L'aptitude à ravitailler une ville par voie aérienne est ainsi stratégique à plus d'un titre. Dans le cas de Berlin, le pont aérien a eu des impacts stratégiques et a représenté une victoire psychologique pour les Alliés, face à l'URSS. La capacité à mener des missions de renseignement est quant à elle cruciale, que des frappes aériennes soient ou non menées. La frappe aérienne en environnement urbain ne devrait, quant à elle, représenter qu'une option parmi les autres et devrait pouvoir être évitée si elle ne peut être optimalement maîtrisée. Au-delà, en plus d'une application efficace des principes évoqués *supra* et tenant compte du spectre des missions aérourbaines, les forces doivent également pouvoir générer des effets opérationnels qui peuvent

être différents de ceux traditionnellement visés lors de la conduite d'*Effects-Based Operations* (EBO)¹ :

¹ Sur l'évolution, les principes et les questionnements inhérents aux EBO : Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

Effets opérationnels comparés entre des opérations classiques et aerurbaines

En opérations classiques	En opérations aerurbaines
Réduire	Isoler
Détruire	Prendre
Interdire	Confisquer
Retarder	Imposer
Interrompre	Recouvrir
Retenir	Evacuer
Détenir	Protéger
Contenir	Démontrer
Restreindre	Assister

Ces différents effets constituent le spectre d'effets dans lequel devra se situer la puissance aerurbaine. Résultant à la fois directement et indirectement des actions menées, ils ne peuvent le plus souvent être générés que lorsque la puissance aérienne est utilisée synergistiquement avec la puissance terrestre, dans la mesure où les effets de la puissance aérienne ne sont que transitoires s'ils ne sont consolidés par une emprise spatiale. A bien des égards, le MOUT reste en effet un combat terrestre¹, de sorte que la puissance aérienne appliquée au combat urbain pourrait surtout prouver son utilité dans le fait d'interdire à l'adversaire l'accès à la ville, dans une optique préclusive (traitement préemptif de l'adversaire asymétrique par la supériorité informationnelle). Ce type d'utilisation, dans Khafji mais aussi dans Beyrouth, en 1982, s'est montré très efficace, contrairement à l'expérience russe dans Grozny. Au sein de la ville elle-même, la puissance aerurbaine dépendrait essentiellement de la perspective des troupes au sol, dont la protection – ainsi que celle des civils – doit rester prioritaire² et ce, dans pratiquement toutes les publications traitant de cette question. La configuration même de la ville, relevant du niveau tactique, aura ainsi, on le comprendra, des impacts directs sur la conduite des opérations aerurbaines au plan opérationnel.

¹ Vallance, A.G.B., *The Air Weapon: Doctrines of Air Power Strategy and Operational Art*, St. Martin's Press, New York, 1996.

² Callard, J.R., « Aerospace Power Essential in Urban Warfare », *Aviation Week & Space Technology*, 6 September, 1999.

Reste néanmoins que la puissance aerurbaine, si elle est indéniablement en mesure de générer des effets au niveau tactique, doit pouvoir voir ces derniers impacter le niveau stratégique. Si c'est le cas, elle peut aspirer à devenir une composante de l'utilisation de l'aviation dans les missions stratégiques. Sinon, elle oeuvrera en soutien des forces terrestres, renvoyant alors au paradigme tactique de l'utilisation de l'aviation. Or, il faut ici distinguer l'attaque d'objectifs urbains, expressément conçue dans le cadre d'une offensive stratégique (*i.e.* le ciblage des ministères serbes dans Belgrade, durant la guerre du Kosovo) des attaques visant la réduction du potentiel adverse. Dans le premier cas, la stratégie aérienne est considérée comme structurante de l'action stratégique et renvoie aux conceptions notamment développées par Warden et les théoriciens des EBO, augurant de d'une tendance à l'autonomisation de la puissance aérienne (en ce qu'elle serait seule capable d'emporter la victoire). Selon cette vision, les effets doivent être directement stratégiques, renvoyant à la recherche de guerres courtes, selon des approches soit graduelles, soit décisives¹. Dans le second cas, le cumul de la multitude des effets tactiques doit pouvoir conduire à des effets stratégiques dans un contexte où les combats tendraient à se prolonger. S'il n'est, en cette matière, point de vérité absolue, une approche tactique de la puissance aerurbaine correspondrait ainsi, plus spécifiquement, à une stratégie d'usure plus que de manœuvre.

Il n'empêche, cette dualité, encore prégnante durant *Allied Force*, pourrait bien se voir dépassée par la complexité des opérations contemporaines, la puissance aerurbaine pouvant, sous la pression de la disposition de nouvelles technologies, être employée tant au sein d'une stratégie de manœuvre que d'usure. Utilisable aussi bien lors d'une usure que d'une manœuvre, en position offensive ou défensive, la puissance aerurbaine semble d'autant plus appelée à se développer que le resserrement des dispositifs terrestres consécutif à la mise en œuvre d'une RMA plus technologiquement qu'humainement intensive impose de disposer d'une architecture ISR mais aussi d'appui plus performants et, surtout, plus flexible que par le passé. Pour autant, ces évolutions ne présentent rien de linéaire. Le développement de la puissance aerurbaine reste conditionné par la volonté politique de l'utiliser – avec les risques qu'elle comporte (de sorte qu'elle serait plus facilement utilisée lorsque les enjeux sont perçus comme plus importants) – qui peut elle-même être considérée comme le produit d'une culture stratégique volontariste en matière d'emploi de la force mais qui favoriserait également la recherche de la plus grande puissance de feu. Reste cependant que l'utilisation de la puissance aérienne en zone urbaine peut constituer une tentation pour des Etats ayant vu un accroissement notable de leurs capacités.

¹ L'opposition entre ces deux approches reste quelque peu théorique, tant il est vrai qu'un conflit comme le Vietnam, par exemple, a tantôt vu l'application d'une approche graduelle, tantôt celle d'une approche décisive. Sur les débats entourant ces approches et leurs conséquences : Henrotin, J., *L'Airpower au 21^{ème} siècle*, op cit.

Le niveau technologique de la puissance aerurbaine

Les opérations aerurbaines sont technologiquement déterminées, en ce qu'elles se révéleraient délicates à mener sans l'équipement idoine, peut être plus encore que d'autres types d'opérations aériennes. En particulier, l'emphasis sur les moyens de ciblage et de frappe de précision apparaît déterminante, avec pour conséquence de faire évoluer les forces aériennes européennes et certaines forces asiatiques – particulièrement impactées par le processus de - *Transformation* technologiquement intensif – vers une capacité virtuelle (en ce qu'elle demeure en puissance) de combat aerurbain. Cet élargissement des aptitudes des forces s'appuie largement sur la diversification des gammes de munitions, tant dans leurs modes de guidages que dans leur charge militaire. Aux munitions Electro-Optiques (EO) et laser (bombes et missiles) se sont en effet adjoint des munitions à guidage GPS, utilisant un radar millimétrique voire celles disposant d'une capacité de reconnaissance automatique de cible (ATR – *Automatic Target Recognition*) utilisant un système de visualisation EO ou LADAR (laser-radar) couplé à une bibliothèque de cibles. Chaque type de guidage présente ses avantages et ses inconvénients propres en combat urbain, que nous pouvons schématiser de la sorte :

Avantages et inconvénients des munitions aériennes utilisées en combat urbain

Type	Avantages	Inconvénients
EO/TV (<i>Walleye, Maverick, AS-13, etc.</i>)	Précision, flexibilité (changement d'objectif possible), aptitude au traitement de cibles mobiles.	Coût, mobilisation du pilote, dépendance à des systèmes de visualisation adaptés, bâtiments pouvant faire obstacle aux liaisons arme/avion et au ciblage.
Laser (GBU-12, KAB, AS-30L, <i>Maverick, Hellfire, etc.</i>)	Précision, flexibilité (changement d'objectif possible), aptitude (plus faible) au traitement de cibles mobiles.	Sensibilité aux conditions météo, nécessité d'une désignation embarquée ou au sol, bâtiments faisant obstacle à la désignation laser.
GPS (JDAM, AASM, KAB, etc.)	Faible coût, facilité de programmation/utilisation.	Précision moindre, impossibilité de traitement de cibles mobiles, réduction possible de la couverture GPS en environnement urbain.
Radar millimétrique (<i>Brimstone</i>)	Facilité d'utilisation, tir <i>fire and forget</i> , aptitude au traitement de cibles mobiles.	Sans intervention humaine (i.e. délimitation de <i>kill boxes</i>), faible capacité discriminante.
ATR (LAM, AGM-84K)	Facilité d'utilisation, tir <i>fire and</i>	Coût potentiellement élevé,

	<i>forget</i> , aptitude au traitement de cibles mobiles.	risque d'erreurs de discrimination, nécessité d'une infrastructure ISR importante.
--	---	--

Au-delà de ces considérations, plusieurs tendances sont observées ces dernières années en matière d'armements aériens. Premièrement, la réduction des charges militaires est considérée comme une compensation face à l'augmentation de la précision. Mesure d'économie des forces permettant d'augmenter le nombre d'armes par avion – et donc le nombre de cibles traitées – cette évolution a également pour conséquence de faciliter la conduite d'opérations urbaines. Le montage de kit JDAM sur des bombes lisses de 227kg permet ainsi de considérablement réduire les effets de souffle résultant des explosions et de réduire ainsi – bien évidemment, sans l'éliminer – le risque de dommages collatéraux. Le développement des *Small Diameter Bomb* (SDB), de 125kg, répond à la même rationalité. Deuxièmement, l'installation de têtes thermobariques sur les missiles *Hellfire* – un hélicoptère AH-64 peut en emporter 16 – permet d'appliquer une puissance de feu importante contre des caves, des égouts et des pièces d'habitation. L'installation de missiles *Hellfire* sur des drones *Predator* relève d'une logique identique, si ce n'est que la persistance sur zone de ce type d'appareil est plus importante et que leur éventuelle perte du fait de l'adversaire poserait moins de problèmes politiques¹. Plusieurs projets d'augmentation de la charge utile de combat – c'est, pour l'heure, l'un de leur point faible – de ces drones sont actuellement en cours de développement.

Troisièmement, les questionnements inhérents au combat urbain ont suscité un regain d'intérêt pour les armes non-létales. Globalement, il en existe quatre catégories. Les armes antipersonnel cherchent à imposer un comportement à des individus et recourant, par exemple, aux munitions à micro-ondes pour le contrôle des foules². Les systèmes de contre-mobilité visent à arrêter les véhicules. Les systèmes d'interdiction de zone, comme les bombes chargées de béton guidées par GPS utilisées contre des blindés irakiens durant la prise de Bagdad, ont pour but d'éliminer des positions ou des matériels adverses par la seule énergie cinétique, en minimisant le risque de dégâts collatéraux. Enfin, les systèmes de destruction d'infrastructures, à l'instar de certaines armes à énergie dirigée ou de la « bombe à graphite » BLU-114/B, sont prévus pour incapaciter les réseaux de commandement et/ou les réseaux électriques, temporairement ou définitivement. Mais si ces équipements sont largement perçus comme constituant l'avenir des armements utilisés en zone urbaine, force est aussi de constater que, plus que d'être non-létaux,

¹ Ajoutons-y qu'un *Predator* s'écrasant est susceptible de causer moins de dégâts au sol – et donc de pertes parmi les populations civiles – qu'un hélicoptère de combat lourd.

² Voire, afin de littéralement effacer la mémoire à court terme des personnes visées. (Vizard, F., « Do Microwave Weapons Kill ? », *Scientific American*, 18 February 2003). Cependant, comme bien souvent dans l'analyse d'armements avancés, il existe une certaine tendance à la surestimation de leurs effets et de leurs capacités.

ils devraient être considérés comme « à létalité réduite ». Par ailleurs, l'expérience de leur emploi en combat aerurbain est pour le moins restreinte, de sorte que leurs apports semblent pour l'heure essentiellement limités aux forces terrestres dans des missions de contrôle de foule. Enfin, indiquons également que plusieurs de ces équipements sont plus adaptés aux villes occidentales – notamment lorsqu'elles sont conçues afin d'incapaciter les réseaux de commandement et de contrôle – qu'aux villes de pays en voie de développement, pourtant considérées comme les zones d'engagement futures¹.

CONCLUSION : PUISSANCE AERURBAINE ET CONFLITS FUTURS

Si l'on conviendra que l'expérience du combat aerurbain reste, pour l'heure, relativement limitée comparativement à l'emploi des forces aériennes, faut-il en déduire qu'il connaîtra nécessairement des mises en œuvres de plus en plus systématiques ? Manifestement, l'examen des publications sur la question montre que l'intérêt pour la puissance aerurbaine ne fait que croître alors que la tendance à mener des conflits endéans des durées plus courtes et dans des environnements urbains semble avérée, certes dans le cas américain, mais alors qu'elle pourrait également toucher les Etats européens². Il en résulterait un attrait plus grand des opérations aerurbaines. Mais, surestimées dans leur efficience tant tactique que stratégique et pouvant être restreintes aux seules opérations de frappes, ces opérations pourraient bien ne constituer qu'un leurre. Pratiquement, les opérations aerurbaines sont consubstantielles à la diversité des missions aériennes et impliquent la reconnaissance et les missions ISR, la supériorité aérienne, le bombardement/la frappe stratégique, le *close air support*, le *battlefield air interdiction*, les transports tactique et stratégique, les évacuations de ressortissants ou, encore, les opérations de soutien humanitaires. Une approche équilibrée et saine voudrait donc que l'entraînement et la conceptualisation des opérations aerurbaines se produisent dans le cadre plus large des catégories de missions susmentionnées, et non en regard du combat aerurbain lui-même.

Toutefois, en constituant un des environnements d'opération les plus difficiles pour les forces aériennes, la zone urbaine constitue un excellent cadre de référence pour l'entraînement des pilotes ou des opérateurs de drones. Reste cependant que le développement d'aptitudes au combat aerurbain n'est pas donné en soi pour les forces européennes, dans la mesure où, risqué pour les populations civiles, malgré les progrès enregistré en missilerie et en ciblage, ce type de combat n'est pas politiquement encouragé. L'adoption de règles d'engagement contraignantes

¹ Pourtant, le général Fogelman, ancien chef d'état-major de l'USAF, pouvait déclarer que « *les armes DEW (Directed Energy Weapons) sont l'opposé des armes de destruction massives – elles sont les armes non-létales les plus prometteuses que nous ayons* ». Schwartz, J., *Et alii.*, « Tactical High Energy Laser », *SPIE Proceedings on Laser and Beam Control Technologies*, 21 January 2002, pp. 1-6.

² Henrotin, J., « « On est dessus dans combien de temps ? » Quelques réflexions sur la chronostratégie », *Défense Nationale*, n°5, mai 2006.

dans les derniers conflits où la puissance aérienne européenne a été impliquée peut ainsi limiter l'emploi de la puissance aerurbaine aux seules opérations de transport, d'évacuation, ISR et, selon la nature des zones dans lesquelles les forces aériennes seront amenées à opérer, à l'interdiction en zone péri-urbaine. Au-delà de cette vision opérationnelle de la question, il faut également indiquer que le développement des opérations aériennes en zone urbaine devrait faire l'objet d'un examen plus attentif que ce n'est actuellement le cas en Europe. Véritable laboratoire des évolutions technologiques et doctrinales que connaissent les forces armées, la ville est un terrain d'étude encore trop peu compris par les forces. Car si la conduite d'opérations militaires peut être comprise comme un échec politique, il n'en demeure pas moins qu'en sortir le plus rapidement et dans de meilleures conditions que celles les précédant doit pouvoir rester la première des motivations. Si ce n'était le cas, le chaos urbain dessiné par Kaplan pourrait bien devenir une norme éthiquement comme politiquement coûteuse.

ACTUELLEMENT EN VENTE

Défense & Sécurité Internationale n°17 Juillet 2006

LES NOUVEAUX PORTE-AÉRONEFS
ASIE, OCÉANIE, EUROPE...

- Maintien de la paix
- NCW et Terrorisme
- Le Jean Bart



5,50
euros



8,50
euros

Technologie & Armement n°2 Juillet-Septembre 2006

LE FUTUR DE LA GUERRE
TERRESTRE

- Robotique
- BOA
- Technologie et contre-asymétrie
- Les BPC *Mistral*



Plus d'information sur : <http://www.areion.fr>

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Evolution, révolution ou radicalisation : les postures doctrinales de la Stratégie de sécurité nationale et de la revue quadriennale de défense

Tanguy Struye DE SWIELANDE

Chercheur Senior au Centre d'Etudes des Crises et
Conflits Internationaux (CECRI) et Consultant
(<http://www.cdsa-consult.org>)

Alain DE NEVE

Chargé de recherches au Centre d'Etudes de Défense de l'Institut
Royal Supérieur de Défense (Bruxelles)



Pour les Etats-Unis, la donne internationale actuelle crée une nouvelle grille de lecture géostratégique, récemment exposée dans la nouvelle Quadrennial Defense Review (QDR) publiée le 6 février 2006¹. La QDR réitère avant tout la doctrine américaine visant, simultanément à gagner une guerre de manière décisive et à exécuter une action dite de maintenance (*holding action*) destinée à contrer un agresseur dans un premier temps et à obtenir la victoire dans un second temps. Aussi, les Etats-Unis ont-ils adopté le concept *win-hold-win*. On parlera dans le jargon militaire du « 1-4-2-1 » : Le « 1 » faisant référence à la défense du territoire ; Le « 4 » renvoyant à quatre opérations de paix de petite taille dans quatre parties du monde ; Le « 2-1 »

¹ Tous les quatre ans, le Congrès exige du département de la Défense une évaluation de la vision et des programmes de sécurité et de défense.

faisant, enfin, référence aux deux conflits régionaux, dont l'un se caractérise par une victoire rapide. Le document fixe par ailleurs quatre grandes lignes : 1) défaire les réseaux terroristes ; 2) Défendre le territoire américain ; 3) prévenir les Etats et acteurs non-étatiques d'acquérir des armes de destruction massive et enfin 4) former les choix des puissances montantes. Les forces armées se réorganisent en conséquence selon quatre quadrants : guerre conventionnelle, guerre irrégulière, catastrophes et turbulences (cyberguerre). Dans les années à venir, les forces armées devront pouvoir agir indépendamment dans les quatre quadrants. Pour le général Schoomaker, « *our formations and our transformational effort have to be such that we grow pentathletes. In other words, multi-skilled leaders who will be effective across the spectrum of military operations. We also have to build an Army that is manned and led by Soldiers who understand the Army's values and who live the Warrior Ethos. Our Soldiers today are meeting that challenge. They believe in the mission and they believe it's bigger than themselves* »¹.

VERS UNE REDISTRIBUTION DES CARTES ?

Déjà mentionné dans le cadre de la QDR de 2001, le glissement des priorités de l'Atlantique vers le Rimland et le Pacifique est confirmé. S'ensuit une reconfiguration des forces militaires américaines basées à l'étranger afin de rendre le déploiement des forces militaires plus rapide, plus agile et plus flexible dans les différents théâtres régionaux à partir de bases avancées. La présence américaine en Europe devrait passer de 112000 à 68500. Si l'essentiel des unités stationnées en Allemagne retournera aux Etats-Unis d'où elles seront projetées en vue d'intervenir sur des théâtres d'opération éloignés, certaines d'entre-elles s'établiront en Roumanie, en Hongrie et en Pologne. La Roumanie accueillera plus ou moins 2000 hommes répartis entre quatre bases. Les forces blindées, stationnées en Allemagne seront remplacées par une brigade légère aéromobile *Stryker*, supposée plus facile à déployer (3800 hommes). Il est également envisagé de relocaliser les forces spéciales présentes en Europe sur une base militaire en Espagne, permettant ainsi un accès direct vers la Méditerranée et le continent africain. Toutefois, après trente-trois ans de présence, les Etats-Unis ont annoncé à l'Italie le démantèlement de la base navale de Santo Stefano (Sardaigne).

¹ Michael Negard, « Schoomaker: Army must fight in 4 quadrants », in *Army News Service*, November 22, 2005.

La seconde région affectée est l'Asie du Sud-Est. La présence américaine en Corée du Sud passera de 37 000 à 25 000 militaires américains. En outre une partie des forces américaines sera repositionnée à 60 km au Sud de Séoul (Pyongtaek-Osan). Dans le contexte du redéploiement américain en Corée du Sud, les deux gouvernements se sont également accordés pour que la force américaine puisse servir de force de réaction rapide en Asie du Nord-Est. Concernant la présence des forces américaines au Japon, les nouveaux accords entre Washington et Tokyo conclus en octobre 2005 consacrent le retrait de 7000 Marines d'Okinawa vers Guam (faisant passer de la sorte la présence des Marines sur l'île de 18 000 à 11 000 hommes), prévoient le déploiement d'un porte-avions nucléaire au Japon ainsi qu'une plus grande coordination entre les deux pays dans les domaines de la défense antimissile et des drones. Les Etats-Unis et le Japon ont également convenu du développement d'un centre opérationnel commun à la base aérienne de Yokota avec pour objectif d'accroître l'interopérabilité et la coordination entre les forces américaines et japonaises. Avec la réduction des forces militaires américaines présentes sur le sol japonais et sud-coréen, il est plus que probable que l'île de Guam gagnera en importance dans le repositionnement des forces militaires. Trois sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire y ont déjà trouvé leur port d'attache¹, ainsi qu'une flotte de 6 bombardiers B-2. Une fois les transformations à la base d'Andersen terminées plusieurs drones Global Hawk, ravitailleurs KC-135 et avions de chasse seront déployés.

Washington envisage dorénavant trois modalités de déploiement de ses forces à l'étranger. La première repose sur le recours aux *Cooperative Security Locations*. Celles-ci serviraient pour une mission circonscrite et concerneraient principalement l'Afrique. La seconde modalité s'articule autour des *Forward Operations Bases* qui permettraient aux forces américaines de se déployer, à moindre coût, pour des exercices ou des interventions réelles et ce de façon temporaire, selon un processus de rotations (sans que toute la logistique et la famille accompagnent). C'est par exemple déjà le cas des bases en Afghanistan et au Tadjikistan. La dernière modalité recourt aux *Main Operating Bases* qui représentent des bases permanentes établies dans des points stratégiques répartis à travers le globe (à l'exemple du Japon, de la Corée du Sud et de l'Allemagne). Il est, cependant, utile de souligner qu'une nette préférence est actuellement marquée à l'endroit des forces navales prépositionnées. De nombreux systèmes sont d'ailleurs à

¹ Trois sous-marins de la classe Los Angeles : le Corpus Christi, le Houston et le Buffalo.

l'étude. Enfin, les capacités dites de *Reach-Back*, c'est-à-dire les capacités qui ne sont pas indispensables sur le théâtre d'opération (à l'instar de l'évaluation des dommages de combat) se retrouveront dans des lieux reculés et sécurisés ne mettant pas en danger la vie d'opérateurs ou l'intégrité des installations militaires d'où elles sont appelées à exécuter leurs missions¹. A l'avenir, l'armée américaine se concentrera principalement sur la nécessité d'avoir des postes d'opération avancés et des facilités d'accès dans certains pays de l'arc de crise. Washington s'est de la sorte installé ces dernières années entre autres à Djibouti, en Géorgie, en Roumanie, en Bulgarie, en Afghanistan, au Tadjikistan, en Australie, en Equateur, en Colombie et demain, probablement, en Azerbaïdjan et au Cape Vert. Pour D. Feith, ancien numéro trois du Pentagone, la nouvelle approche peut être résumée comme suit : « *Notre objectif est d'être positionné pour gérer l'incertitude, avec un nombre de forces approprié, les bonnes relations, les bonnes autorités et les capacités d'exécuter nos missions dans et à travers les régions (...) Les forces militaires américaines doivent être gérées de manière globale de façon à nous permettre de déployer rapidement un plus grand pourcentage des forces partout dans le monde où cela est requis. Les Commandements régionaux ne « possèdent » plus de forces (propres) dans leurs théâtres d'opération. Le président et le secrétaire à la Défense répartissent les forces selon les besoins, les prenant partout dans le monde en fonction des circonstances* »². Ce redéploiement s'articule, tout logiquement, dans la nouvelle stratégie du *Homeland Security* se définissant par le « *forward-deployed active-layered defense* », la première défense étant les postes avancés. Il faut, en d'autres termes, affronter l'adversaire le plus loin possible des Etats-Unis. En visant la destruction en amont (à la source) de la menace, Washington applique une politique proactive. Aussi les coalitions sont-elles construites en fonction d'objectifs bien déterminés, et définies de telle sorte qu'elles puissent garantir la plus grande flexibilité et vélocité. La permanence des alliances cède désormais la place à des rapports plus lâches entre partenaires. Et c'est sans aucun doute en termes de moyens et de capacités que les divergences transatlantiques se révèlent les plus notoires. Pour les Etats-Unis, l'Alliance représente désormais un réservoir de coalitions fondées sur la nature des missions à opérer. Washington s'écarte donc de la valeur générale et abstraite de l'agrément de défense collective pour préférer des structures d'intervention plus

¹ *The National Defense Strategy of the United States of America*, Department of Defense, March 2005, p. 23.

² Statement of Douglas J. Feith, Under Secretary of Defense for Policy before the House Armed Services Committee, June 23, 2004.

circonstanciées et adaptées selon les cas de figure. La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis est d'ailleurs particulièrement claire sur ce point: « *America will implement its strategies by organizing coalitions – as broad as practicable – of states able to promote a balance of power* [intégration de la notion d'équilibre des forces] *that favors freedom* » (The National Security Strategy of the United States of America, VIII Develop Agendas for Cooperative Action with the Other Main Centers of Global Power, § 1¹).

DES STRUCTURES DE FORCES RÉNOVÉES

Ce passage comporte des implications fondamentales tant en termes de structures d'intervention multilatérales que de capacités à acquérir et à déployer. Pour les Etats-Unis, l'Alliance atlantique doit impérativement développer de nouvelles structures et de nouvelles capacités (travail conduit au sein de l'Allied Command for Transformation). Elle doit être en mesure d'agir là où ses intérêts sont menacés, de créer des coalitions sous mandat de l'OTAN, ainsi que de contribuer à d'autres coalitions. A cette fin, la Stratégie de sécurité nationale envisage plusieurs solutions :

1. l'élargissement de l'OTAN (permettant de pouvoir compter sur un plus grand nombre d'Etats désireux de contribuer à des coalitions) ;
2. s'assurer que les forces militaires des Etats membres de l'Alliance disposent des contributions de combat appropriées ;
3. développer des processus de planification permettant aux diverses contributions de constituer des forces de combat multinationales effectives ;
4. tirer tout le bénéfice des nouvelles opportunités technologiques qui permettront tout à la fois de réaliser des économies d'échelles dans les contributions à l'OTAN, de réduire les vulnérabilités des forces et de conduire à l'édification d'une capacité militaire nettement supérieure ;

¹ Il est intéressant de souligner que c'est dans le cadre de ce chapitre (relatif aux coopérations à mener avec les autres centres de la puissance globale) que les Etats-Unis envisagent la *Transformation* de l'Alliance atlantique ; une Alliance qui est perçue que comme l'un des nombreux viviers dans lesquels les Etats comptent recruter leurs futurs alliés.

5. accroître la flexibilité des structures de commandement ;
6. et maintenir une capacité de travail et de combat conjoint en tant qu'alliés.

La SDN américaine explicite, quant à elle, l'importance de la relation que les Etats-Unis entretiennent avec leurs alliés et amis. Si la SSN ne semble retenir comme membres potentiels de coalitions futures que les Etats ayant à la fois la volonté politique et les capacités adéquates pour intervenir dans une structure collective, la SDN se montre plus fédératrice. Elle rappelle ainsi, parmi ses « objectifs stratégiques », la nécessité de renforcer les alliances et les partenariats entre des nations qui partagent avec les Etats-Unis des valeurs communes qu'ils entendent défendre ensemble.

Vu le nombre de menaces potentielles, il est plus intéressant pour Washington de rapatrier ses forces sur le continent (d'où elles seront projetées pour d'éventuelles interventions sur les théâtres d'opération extérieurs tout en s'appuyant sur des bases ou postes avancés), que d'avoir un nombre important de forces militaires dans une région précise. C'est un modèle s'appuyant sur l'évaluation des capacités militaires (capacity-based), le mode de combat adopté par un ennemi, plutôt que sur son identité et le théâtre potentiel (theater-based). En recherchant la destruction en amont (à la source) de la menace, Washington applique une politique pro-active. Aussi les coalitions sont-elles construites en fonction d'objectifs bien déterminés. Elles se veulent également flexibles et adaptables.

TRANSFORMATIONS EN COURS

La marine américaine mettra la priorité sur le développement de la stratégie littorale. Ces inflexions doctrinales se sont déjà traduites par l'acquisition d'un destroyer d'attaque à objectifs terrestres, le DD-X, qui devrait entrer en service vers 2010, et de navires amphibies LPD-17. Quatorze sous-marins Trident continueront à remplir leur rôle en matière de dissuasion nucléaire. Quatre autres sous-marins Trident seront transformés d'ici 2007 afin de leur permettre l'engagement de missiles de croisière Tomahawk et le transport de forces spéciales. Vingt-deux des vingt-quatre tubes ont été convertis afin que chacun d'eux comprenne 7 missiles pour un total de 154 missiles. Les deux tubes restants ont été transformés de telle façon à ce que les forces spéciales (soixante-six au total) puissent quitter et rejoindre le sous-marin alors qu'il est en immersion. L'US Navy pourrait également sortir un ancien projet de ses tiroirs qui consisterait à

équiper certains sous-marins Trident de missiles à têtes multiples à haut potentiel explosif et ce, afin de pouvoir frapper tout endroit dans le monde à tout instant, et avec faible préavis.

Les forces spéciales américaines, bien qu'elles totalisent actuellement un montant de 52 000 hommes, devraient monter en puissance pour atteindre 60 000 dans les années à venir. Le corps des Marines rejoindra d'ailleurs l'U.S. Special Operations Command à travers le Marine Special Operations Command. Cette force sera composée de 2600 Marines et comportera trois éléments. L'élément le plus large formera une force opérationnelle. Un second élément comportera 400 Marines et sera responsable d'opérations de soutien (elle comprendra entre autres des analystes, des interprètes et des interrogateurs). Enfin, le dernier élément, comportant également 400 hommes, se préoccupera principalement de la formation de militaires étrangers¹. L'US Air Force établira encore une escadrille de drones sous commandement USSOCOM.

Les grandes lignes de la réorientation des forces terrestres, exprimées au travers du programme *Future Combat System*, s'orientent en direction de forces réduites, de hiérarchies plus souples, de modes d'engagement de précision et d'une diffusion horizontale de l'information (numérisation/digitalisation des forces terrestres). On ne parlera, en outre, plus de divisions, mais de Support Brigades et de Brigade Combat Teams. La diversité des scénarios d'engagement conduit les armées américaines à se considérer comme un réservoir unique de forces. L'armée de terre fera passer ses forces de combat de 48 à 70 brigades, tout en réduisant à peine le total du contingent d'active (à 482 000 soldats).

La nouvelle QDR encourage également l'accélération de l'acquisition de nouveaux bombardiers d'ici 2018 (alors que le besoin initialement formulé précisait une date de mise en service fixée à 2037). Dans ce contexte les B-2 et F-117 seront maintenus, les exemplaires B-52 ramenés à une cinquantaine d'exemplaires et les programmes J-UCAS n'entreront pas dans la ligne de production. Mais la technologie continuera à être développée car 35 % de la flotte de bombardiers devrait être composée d'avions sans pilotes. Pour répondre aux menaces conventionnelles à long terme, les programmes F-22 et F-35 seront maintenus. On peut également interpréter ce choix en raison des pressions internes exercées sur l'Administration pour le maintien en vie des susdits programmes. Sous la pression des représentants du Congrès

¹ Bradley Graham, «Elite Marine Unit to Help Fight Terrorism», in *The Washington Post*, November 2, 2005.

qui n'ont pas souhaité couper dans les budgets consacrés aux nouvelles technologies, car synonyme d'emplois dans la majorité des Etats américains, les nouvelles plateformes sont conservées. Et ce, au risque de faire passer un document comme la QDR 2006 pour un simple exercice de réorganisation managériale. Avec une dépendance de plus en plus marquée des forces armées aux systèmes de satellites (observation, communication, localisation, interopérabilité, etc.), l'espace est devenu un enjeu géostratégique à part entière et intègre les autres composantes de la puissance militaire (terre, mer, air).

Par rapport aux précédentes QDR, la version 2006 mentionne, enfin, et de manière très explicite, l'importance des opérations de stabilisation. Aussi le Pentagone prévoit-il une série de mesures concrètes :

1. l'investissement dans les Foreign Area Officers qui fournissent aux commandants et aux niveaux inférieurs des analyses politico-militaires, des connaissances linguistiques et adaptations culturelles ;
2. l'envoi d'officiers auprès des armées étrangères ;
3. l'envoi de traducteurs ;
4. le développement de programmes d'immersion et d'échange pour accroître la connaissance des langues et cultures étrangères ;
5. l'établissement d'un Civilian Linguist Reserve Corps de 1000 personnes ;
6. la modification des plans tactiques et opérationnels pour améliorer l'apprentissage des langues avant un déploiement à l'étranger ;
7. l'investissement dans la communication (affaires publiques, diplomatie publique, opérations psychologiques, informations) ;
8. l'augmentation éventuelle des militaires spécialisés dans les affaires civiles, ainsi que dans les opérations psychologiques.

Bien que la QDR ait été rendu public en février 2006, le sous-secrétaire à la Défense England a ordonné dès décembre 2005, de continuer à examiner huit domaines :

1. le DOD Institutional Reform and Governance (réformes institutionnelles) ;
2. la Building Partnership Capacity (partenariat avec les autres branches du gouvernement) ;
3. le Sensor-based management of the ISR [Intelligence, Surveillance and Reconnaissance] enterprise (capacités de senseurs) ;

4. la guerre non-conventionnelle (Irregular warfare) ;
5. les Authorities (suggestions de changements législatifs afin d'assurer l'efficacité des opérations) ;
6. le processus Locate, Tag, Track (et le développement de nouvelles technologies qu'il implique) ;
7. le Joint Command and Control (capacités de contrôle et de commandement conjointes dépassant les querelles interservices et interarmes) ;
8. les Strategic Communications (affaires publiques, diplomatie publique)¹.

LA CONFIRMATION D'UNE POSTURE DOCTRINALE

Les récentes éditions de la QDR et de la Stratégie de sécurité nationale américaines témoignent d'une continuité relative dans l'expression des perceptions des différents paramètres stratégiques sur lesquels se base la posture doctrinale de l'outil militaire – et, dans une certaine mesure, diplomatique – américain. Cette persévérance dans l'attitude – renforcée par les propos de la Stratégie de défense nationale et la Stratégie militaire nationale – se traduit, notamment, au travers de l'aveu d'une certaine difficulté à appréhender le contexte sécuritaire. La Stratégie de sécurité nationale américaine souligne, en effet, la difficulté d'anticiper l'ensemble des configurations de crises susceptibles d'émerger. « *No doctrine can anticipate every circumstance in which the U.S. action – direct or indirect – is warranted.* » (The National Security Strategy of the United States of America, IV Work with Others to Defuse Regional Conflicts, § 2). C'est, d'ailleurs, dans la plus grande cohérence avec la SSN que la Stratégie de défense nationale (SDN) des Etats-Unis évoque le caractère incertain de l'environnement stratégique contemporain. Pour les rédacteurs de la SDN, « *Uncertainty is the defining characteristic of today's strategic environment. We can identify trends but we cannot predict specific events with precision* ». La SDN achève son argumentaire en soulignant que la planification se réalise aujourd'hui dans un contexte de surprise. La stratégie européenne de sécurité, pour sa part, annonce clairement qu'« [...] une agression de grande envergure contre un des Etats membres est actuellement improbable. En revanche, l'Europe est confrontée à de nouvelles menaces, qui sont plus variées, moins visibles et moins prévisibles. » (Stratégie européenne de sécurité, I. L'environnement de sécurité : défis

¹ Jason Sherman, "DoD Plans for Life After the QDR", in *NewsStand*, InsideDefense.com, January 12, 2006.

mondiaux et principales menaces, §7). La QDR 2006, pour sa part, expose une vision plus détaillée de ce que sera, selon le DoD, l'état de l'équilibre militaire international de demain. La préface du susdit document évoque, en effet, la poursuite d'une guerre longue, mobilisatrice de moyens : « *The United States is a nation engaged in what will be a long war* ». La longévité du conflit, envisagée par les responsables du DoD, constitue une annonce qui cadre mal avec une culture stratégique traditionnellement portée sur une gestion « technique » des conflits et tablant donc sur l'espoir de campagnes militaires brèves.

Il est une chose d'évoquer la nature foncièrement imprévisible des relations internationales et stratégiques, il en est une autre, bien plus complexe, d'identifier les sources et les facteurs d'instabilité, de crise ou de guerre qui sont de nature à affecter les équilibres géopolitiques et militaires de demain. La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis reste imprégnée de la crainte d'opérations terroristes. Elle associe étroitement le terrorisme aux notions d'Etats voyous (abritant des groupements terroristes) et d'armes de destruction massive (ADM). L'identité de la principale menace affectant la sécurité des Etats-Unis et, dans un second temps, la sécurité des Etats libres et démocratiques (faisant ou non partie de l'Alliance) est claire et sans équivoque. Le texte de la Stratégie de sécurité nationale l'exprime explicitement : « *The United States of America is fighting a war against terrorists of global reach. [...] The enemy is terrorism – premeditated, politically motivated violence perpetrated against innocents.* » (The National Security Strategy of the United States of America, III Strengthen Alliances to Defeat Global Terrorism and Work to Prevent Attacks Against Us and Our Friends, § 1). Mais, au-delà du terrorisme lui-même, l'ennemi est également incarné par l'ensemble des Etats qui hébergent (*harbor*) de tels groupements.

Une attention toute particulière est également mentionnée à l'endroit des Etats faillis (qu'il s'agit de différencier des Etats voyous¹) : « *America is now threatened less by conquering states than we are by failing ones.* » (The National Security Strategy of the United States of America, I Overview of

¹ L'Etat voyou est défini par la stratégie de sécurité nationale comme une entité politique dont les caractéristiques principales sont : (1) la brutalité du pouvoir, (2) l'absence de toute considération à l'égard du droit international, (3) la détermination du régime en place à acquérir des armes de destruction massive et des technologies militaires de pointe, (4) le soutien aux activités terroristes de par le monde et (5) le rejet des valeurs humaines fondamentales de même que la haine des Etats-Unis et de tout ce qu'ils peuvent représenter. (The National Security Strategy of the United States of America, V Prevent Our Enemies from Threatening Us, Our Allies and Our Friends with Weapons of Mass Destruction, § 4).

America's International Strategy, § 3). La Stratégie militaire nationale procède à un approfondissement intéressant des perspectives envisagées par la SSN et la SDN. Pour ses rédacteurs, les Etats-Unis sont désormais confrontés à des menaces multiples et diffuses qu'il importe de ne pas déconsidérer. Ces menaces imposeront aux forces armées de procéder à des adaptations rapides et fondamentales dans leur manière d'aborder l'environnement stratégique. La SMN évoque quatre catégories de nouveaux défis en matière de sécurité (Joint Chiefs of Staff, *The National Military Strategy of the United States of America*, 2004, p. 4) :

1. les défis traditionnels regroupent les risques posés par des Etats qui font emploi de forces militaires identifiées dans des configurations de conflits connues et établies ;
2. les défis *irréguliers* proviennent de groupes ou d'acteurs faisant usage de méthodes non conventionnelles. Cette stratégie asymétrique vise la déstructuration d'un adversaire technologiquement supérieur à travers l'emploi systématique de contre-mesures ;
3. les défis *catastrophiques* sont générés par des acteurs faisant emploi de moyens de destruction à grande échelle (armes de destruction massive, chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires) ;
4. les défis *disruptifs* sont posés par des adversaires étant parvenus à s'adapter en opérant un saut technologique. Ce nivellement technologique par le haut fait de ses acteurs des compétiteurs pairs à même de s'attaquer aux fondements de toute puissance technologique.

La QDR 2006, pour sa part, tirant les leçons des quatre années de conflits qui, en Afghanistan et en Irak, visaient le démantèlement d'arrière-bases terroristes, porte son attention sur la montée en puissance des réseaux : « *The enemies we face are not nation-states but rather dispersed non-states networks.* »

Cette affirmation de la QDR 2006 a des conséquences importantes sur les rapports qu'entretiendront à l'avenir et toujours selon le *Department of Defense* (DoD), les Etats-Unis avec le reste du monde. Le DoD indique en effet que la dispersion des réseaux hostiles à travers la planète exigera des Etats-Unis qu'ils interviennent – en ce compris militairement – au sein de

territoires d'Etats avec lesquels Washington n'est pas formellement en guerre, dans le sens donné par le droit international.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

QDR 2006 : rupture ou évolution paradigmatique ?

Toute entreprise doctrinale est fille de son temps. Il importe de se souvenir que c'est dans un contexte marqué par un certain enlissement des opérations contre-insurrectionnelles en Irak qu'a été conduite la revue quadriennale de défense américaine. Cet exercice est destiné à procéder à un passage en revue des principales orientations doctrinales et programmatiques des forces armées des Etats-Unis en vue d'adapter la vision stratégique du DoD aux contingences de crise de demain. Les débats sur la QDR sont toujours le lieu de vastes controverses relatives aux postures stratégiques (redéploiement des forces américaines dans le monde et redistribution ou réorganisation des bases), aux choix politico-militaires opérés et aux décisions programmatiques adoptées par le DoD. Sur ce dernier point, on retiendra que les discussions entourant la QDR avaient été le théâtre de divergences profondes entre les services et les experts au sujet de la survivance de certains programmes. Il ressort de la finalisation des discussions tenues que les principaux programmes de systèmes de forces américains subsisteront avec, bien sûr, quelques aménagements appelés à compresser les dérives survenues en matière de coûts. En d'autres termes, alors qu'elle fut initialement perçue comme un document destiné à réaliser un « nettoyage » majeur dans les programmes engagés, la QDR apparaît davantage comme une invitation à rationaliser les procédures managériales et d'acquisition du Pentagone.

Plus concrètement, le programme F-22 (avion de combat furtif de supériorité aérienne) sera maintenu avec une extension du calendrier de production et un système de contrats d'achat étendu sur plusieurs années. Le programme de plate-forme navale de *Littoral Combat Ship* fera, pour sa part, l'objet d'un processus d'accélération destiné à réduire les coûts résultant de la durée du programme. La QDR procède, en outre, à une mise en exergue des forces spéciales qui se sont révélées constituer un instrument fondamental dans le démantèlement et la lutte contre le réseau Al-Qaida en Afghanistan. On connaît la préférence accordée par le Secrétaire à la Défense des Etats-Unis, Donald Rumsfeld, aux forces légères, mobiles et flexibles. C'est cette attitude qui semble expliquer la prévision d'accroissement de 15 % des forces spéciales américaines. Il est également prévu une augmentation des moyens destinés aux opérations de guerre psychologique

(PsyOps). Enfin, on soulignera la décision du DoD d'établir, sous la responsabilité de l'US Air Force, une escadre de drones. On voit, ici, une transition claire de l'USAF vers la mise en œuvre de systèmes aériens inhabités tant pour la reconnaissance que le combat.

L'ensemble de ces décisions s'inscrit dans un cadre doctrinal qui, bien que ne se démarquant pas substantiellement des postures de l'édition 2001 de la QDR, se distingue toutefois par les radicalisations opérées en matière d'engagement de forces. La nouvelle QDR s'inscrit dans une logique résolument capacitaire (consacrée par la QDR 2001). Elle porte une attention toute particulière aux capacités de frappe des forces américaines. Ainsi, le DoD envisage-t-il le développement d'une nouvelle génération de systèmes à long-rayon d'action¹. L'objectif poursuivi par le DoD est l'extension de ses capacités de frappe stratégique (Global Strike). D'ici 2025, le DoD espère doubler ses capacités de frappes à long rayon d'action. A cet effet, il est prévu d'étendre les moyens de surveillance et de contrôle des forces armées américaines. Ils résideront principalement dans la mise en œuvre d'une plus large gamme de drones.

Il convient de ne pas sous-estimer l'effort que consent le gouvernement américain à la faveur de telle capacités de frappe. Ce ne sont pas moins, en effet, de deux milliards de dollars qui seront ainsi injectés, au cours du prochain exercice fiscal, en vue d'entamer au cours des deux prochaines décennies des recherches destinées à renforcer l'aptitude des forces armées à engager des cibles sur de longues distances à l'aide de moyens conventionnels². Mais cette démarche s'accompagne également d'une accélération du processus de dotation des forces aériennes. Prévu

¹ U.S. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington D.C., February 2006, p. 6.

² Indiquons que parmi les options imaginées pour le développement d'un nouveau bombardier à long rayon d'action figure le développement d'un drone de combat. Le programme *Joint Unmanned Combat Aerial Vehicle* (J-UCAS), qui reposait sur les démonstrateurs technologiques X-45 de Boeing et X-47 de Northrop Grumman, a récemment été clôturé en vue de procéder à sa réorganisation. Conduit originellement par la Defense Advanced Research Project Agency (DARPA), l'U.S. Navy et l'U.S. Air Force, le J-UCAS avait récemment été transféré sous la responsabilité d'une Direction commune détachée de la DARPA. Actuellement, le DoD envisage un dédoublement des technologies issues du J-UCAS. Une version navale, dont l'envergure serait celle d'un avion de combat de la marine, serait optimisée pour des missions opérées depuis des porte-avions. Une version propre à l'U.S. Air Force reposerait sur une plate-forme de plus grande envergure disposant d'une plus grande capacité d'emport de munitions. « \$2B To Boost U.S. Global Strike », *Defense News*, volume 21, numéro 6, 6 février 2006, pp. 1 et 8.

originellement pour une mise en service opérationnel aux environs de 2037, le programme de recherche et développement d'un nouveau système à long rayon d'action est conçu en vue d'une mise en œuvre vers 2018.

La nouvelle QDR a d'ores et déjà fait l'objet de diverses critiques¹ portant notamment sur :

1. le choix des plus discutables de préserver une approche seulement capacitaire tandis que l'identité de futurs nouveaux adversaires (dont la Chine) semble se confirmer ;
2. la volonté (utopique ?) de développer des instruments militaires devant permettre de répondre à toute configuration de crise (symétrique ou asymétrique) ; ce qui, à terme, pourrait se révéler couteux ;
3. la décision évidente de reporter – sans doute entre les mains de la prochaine Présidence – les discussions relatives tant à l'opportunité politico-stratégique qu'aux dérives budgétaires de certains programmes militaires (F-22, système satellitaire de communications avancées *Transformational Satellite* T-Sat, Future Combat Systems de l'armée de terre, croiseur naval de dernière génération DDX, etc.).

SSN 2006 : la poursuite des efforts engagés

En dépit du retard qu'elle semble avoir connu pour sa parution, la nouvelle SSN apparaît néanmoins concomitante à la QDR qui la précéda au début du mois de février. Ce rapprochement calendaire, qui coïncide également avec la fixation des montants budgétaires de la Défense pour 2006/2007, a été expressément voulu par l'Administration américaine.

À l'instar de la QDR 2006 qui prolonge dans une certaine forme de pérennité les engagements pris au travers de l'édition 2002, la SSN de 2006 reprend comme base de travail les concepts et doctrines développés dans sa version précédente. On soulignera néanmoins l'insistance de l'Administration sur la complexité croissante de la menace globale que représente, pour les rédacteurs de la SSN 2006, le terrorisme. Poursuivant sur l'axe déjà établi par la version de 2002, la SSN 2006 indique que la guerre contre le terrorisme (*War on Terror*) représente tout à la fois

¹ Jim Lobe, « Fighting on All Fronts », *Asia Times*, 9 February 2006, cf. http://www.atimes.com/atimes/Front_Page/HB09Aa01.html.

une bataille d'armes et une bataille d'idées. En d'autres termes, la SSN affirme clairement la double dimension de la guerre qu'entendent conduire les Etats-Unis. Celle-ci nécessite des moyens « cinétiques » et « non cinétiques » ; la lutte existante implique un combat physique et une lutte dans le champ cognitif (*The National Security Strategy of the United States of America*, Titre III « Strengthen Alliances to Defeat Global Terrorism and Work to Prevent Attacks Against Us and Our Friends », point C « The Way Ahead », p. 9).

De même, on ne s'étonnera point de l'emphase avec laquelle les rédacteurs de la nouvelle SSN abordent la « préemption ». La nécessité de prévenir les attaques des réseaux terroristes avant que celles-ci n'aient lieu constitue toujours l'axe dominant de la praxéologie stratégique américaine. Cette stratégie de l'action est réitérée dans le champ de la lutte contre la prolifération dont le chapitre qui lui est consacré rappelle la nécessité d'adopter une vision nouvelle de la dissuasion : « *The new strategic environment requires new approaches to deterrence and defence. Our deterrence strategy no longer rests primarily on the grim premise of inflicting devastating consequences on potential foes. Both offenses and defenses are necessary to deter state and non-state actors, through denial of the objectives of their attacks and, if necessary, responding with overwhelming force.* » (*The National Strategy of the United States of America*, Titre V "Prevent Our Enemies from Threatening Us, Our Allies, and Our Friends with Weapons of Mass Destruction", point 4 "The Need for Action", p. 22). La dissuasion nucléaire seule ne peut plus suffire, des moyens d'action destinés à empêcher une puissance tierce de disposer de capacités de destruction massive doivent être définis et activés en amont.

La SSN 2006 constitue donc un prolongement de la doctrine établie quatre ans plus tôt par la même Administration qui lui adjoint, toutefois, des précisions quant à la nature de la menace perçue et aux moyens qu'il s'agit de mobiliser pour s'en défendre le plus efficacement. La « préemption » reçoit toujours un soutien indéfectible, notamment rappelé dans le cas de la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive. Au final, la SSN 2006 s'instaure comme un document de la continuité, alimentée par une actualité marquée par le conflit contre-insurrectionnel et les retours d'expérience d'Irak.

Quel impact pour la relation transatlantique ?

Si elle n'énonce pas de réelles ruptures doctrinales, la nouvelle QDR révèle néanmoins des radicalisations importantes qui sont autant de confirmations des tendances amorcées voici plus de dix ans. Les perspectives inscrites dans la nouvelle mouture de la QDR sont de nature à

accroître encore le différentiel capacitaire et technologique entre l'Europe et les Etats-Unis sur le plan militaire (même si, du côté américain, le creusement du déficit budgétaire pourrait venir altérer les plans de développement de certaines capacités). La QDR inscrit sa vision dans une logique capacitaire – héritage renouvelé de sa précédente version de 2001 -, confirmant par là la posture d'attente stratégique sur base de laquelle les Etats-Unis envisagent leur action dans un environnement de sécurité incertain. On assiste donc au développement de deux visions de plus en plus opposées des opérations militaires. Aux Etats-Unis, la progression vers une vision post-humaine du champ guerrier repose sur l'accumulation et l'intégration des réseaux informationnels, eux-mêmes couplés aux plates-formes inhabitées de surveillance, observation et bientôt (?) de combat. Le *Global Reach* représente toujours l'objectif des forces armées américaines portées par un processus de *Transformation* dont les fondements technologiques doivent permettre une contraction des espaces et du temps en vue de frapper plus loin, plus vite et plus fort. En Europe, bien que des avancées en termes de capacités aient été opérées, des incertitudes demeurent autour de la question de l'interopérabilité future des forces armées européennes avec celles des Etats-Unis ; la question sous-jacente consistant à s'interroger sur les aptitudes respectives – tant des Européens que des Etats-Unis – à coordonner de missions communes.

Et cette interrogation est posée avec une plus grande emphase encore lorsque l'on s'attache à l'énoncé de la SSN 2006. Car, en dépit des propos consensuels qu'elle peut contenir, des radicalités marquées se constatent quant à la signification réelle du rapport transatlantique sous l'angle opérationnel du côté américain. Certes, le SSN 2006 rappelle que l'OTAN demeure le pilier vital de la politique étrangère américaine. L'Alliance, rappelle la SSN 2006, a œuvré comme un instrument de paix et de stabilité en accroissant le nombre de ses partenariats. La SSN souligne, de la même manière, la transformation – qualifiée d'historique – opérée au niveau des structures, capacités et procédures de l'OTAN. Des conditions de partenariats très sévères sont néanmoins émises par les Etats-Unis qui insistent sur l'idée selon laquelle la coopération internationale dans les différents niveaux d'engagement que représentent la prévention et la résolution des conflits, l'intervention et la stabilisation post-confliktuelle implique des partenaires pleinement capables, sans qu'il s'agisse pour autant d'affirmer clairement si, selon les Etats-Unis, l'OTAN répond à de telles conditions. Certes, la généralité des propos que peut contenir, de par sa nature, la SSN n'élude pas, pour autant les incertitudes graves et pesantes qui entourent la perspective de capacités d'action conjointes futures.

En conclusion, les forces armées des Etats-Unis cherchent à tirer parti de cinq attributs qui seront essentiels pour gagner les guerres du XXI^{ème} siècle : les connaissances (culturelles, linguistiques et technologiques) la rapidité d'exécution, la flexibilité, la précision et la furtivité. L'objectif étant de réduire la boucle « OODA » (Observation, Orientation, Décision, Action) et de renforcer les Effect Based Operations (EBO) en privilégiant l'agilité afin de viser le champ cognitif de l'adversaire plutôt que ses moyens physiques (même si la destruction de ses derniers peut, éventuellement, servir l'atteinte d'objectifs ressortant de la guerre psychologique).

Aperçu d'un atelier de recherches : les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité (Partie II)

Christophe WASINSKI

Maître de conférence Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur / Assistant Université Libre de Bruxelles



4. L'ETAT DÉCHIRÉ PAR LA VIOLENCE : LES CONFLITS INTERNES ET LES INTERVENTIONS

« Conflits ethniques », « conflits de basse intensité », « guerres de guérilla », « guerres révolutionnaires », « guerres insurrectionnelles », etc. Il existe de très nombreux qualificatifs capables de désigner les violences qui se déroulent à l'intérieur d'un Etat ; M.L.R. Smith en dénombre pas moins de 19¹. La recherche portant sur ces définitions n'est pas anodine. Le fait de refuser à un conflit le statut de guerre peut être une façon d'en réfuter son contenu politique

¹ M.L.R. Smith, "Guerrillas in the Mist: Reassessing Strategy and Low Intensity Warfare", *Review of International Studies*, vol. 29, 2003, pp. 19-37.

et de délégitimer ses combattants de manière à les rabaisser au simple rang de bandits¹. La dénomination du conflit, par tel ou tel acteur, peut donc faire partie d'une stratégie bien précise que l'approche critique se devra d'analyser².

Par-delà l'épineux problème de la qualification, les conflits considérés comme « ethniques » ont fait l'objet de trois grandes hypothèses explicatives. La première est l'hypothèse « primordialiste » : l'identité ethnique est une donnée incontournable. Elle ne peut être mise en question car elle existe depuis des temps immémoriaux et continuera d'exister pour aussi longtemps. La seconde hypothèse est l'hypothèse instrumentaliste selon laquelle l'identité n'est rien de plus qu'une sorte de propagande dont les « entrepreneurs politiques » se sont accaparés (c'est-à-dire des individus capables d'introduire la problématique dans le champ politique) à leur profit, en vue de gagner en pouvoir. La troisième hypothèse, l'hypothèse constructiviste postule, elle, que l'identité n'est qu'une construction sociale évolutive dotée d'une certaine souplesse³. Il est à noter que chacune de ces interprétations conduit à envisager des solutions différentes au conflit ; avec l'interprétation « primordialiste », il y a peu à faire, le conflit doit s'éteindre de lui-même, suite à une victoire militaire par exemple ; avec l'interprétation instrumentaliste, il faut provoquer des négociations entre les entrepreneurs politiques ; avec l'interprétation constructiviste, il faut agir sur les représentations des intérêts des acteurs impliqués de manière à les extraire d'une conception de type « jeu à somme nulle ».

Il existe néanmoins un intervalle, prenant appui sur les différentes hypothèses, ce que montre l'ouvrage dirigé par Beverly Crawford et Ronnie D. Lipschutz⁴. Les analyses contenues portent sur des conflits internes (ou de violences politiques internes) aussi divers que ceux rencontrés en ex-Yougoslavie, en Algérie, au Cachemire, en Egypte, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Bulgarie, etc. Les auteurs partent de l'idée que les conflits des années 1990

¹ La question se pose ainsi pour la France vis-à-vis de l'Algérie et le refus de la métropole de dénommer « guerre » les événements qui s'y déroulaient. Claire Mauss-Copeaux, *Appelés en Algérie – La parole confisquée*, (préf. de Philippe Joutard), Paris, Hachette, 1998.

² Voir aussi Roland Paris, "Kosovo and the Metaphor War", *Political Science Quarterly*, vol. 117, n°3, automne 2002, pp. 423-450 ; Hidemi Suganami, "Narratives of the War Origins and Endings: A Note on the End of the Cold War", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 26, n°3, 1997, pp. 631-649.

³ Amir Pasic, *Culture, Identity, and Security: An Overview*, Project on World Security, Rockefeller Brothers Fund, 1998 (disponible sur <http://www.rbf.org/publications/sec.html>) ; Charles-Philippe David, "Visions constructivistes et réalistes de la consolidation de la paix en Bosnie", *Revue française de science politique*, vol. 49, n°4-5, août - octobre 1999, pp. 545-571 ; Joseph Ruane et Jennifer Todd, "Communal Conflict and Emancipation: The Case of Northern Ireland" dans Ken Booth (dir.), *Critical Security Studies and World Politics*, op. cit., pp. 237-255.

⁴ Beverly Crawford et Ronnie D. Lipschutz (dir.), *The Myth of "Ethnic Conflict": Politics, Economics, and "Cultural Violence"*, Berkeley, University of California – International and Area Studies Research Series, n°98, 1998.

prennent leurs racines dans un contexte international économique difficile. Le contexte trouverait en grande partie son origine lointaine dans l'affaiblissement du système de Bretton Woods. A défaut de choisir des politiques mercantilistes, tournées vers l'intérieur de l'Etat, pour un monde moins riche mais doté de plus de cohésion, les Etats se dirigent vers le néolibéralisme (ouvrant la voie à la « *globalization* »). Il en résulte une concurrence économique accrue entre eux. Dans cette dynamique, les prérogatives (sociales) de l'Etat sont en régression, les risques d'appauvrissement commencent à se faire jour et la contestation se profile de façon latente. La lutte pour des ressources étatiques de plus en plus limitées devient plus rude. Il est alors tentant pour des entrepreneurs politiques de profiter de cette situation. En exploitant le mécontentement, deux possibilités se dessinent pour eux : (1) soit passer à la tête de leur Etat, (2) soit créer un nouvel Etat, plus compétitif, dont ils prendront la direction en manipulant la notion « d'ethnie ». On le voit, l'explication privilégiée est, jusqu'à présent, celle de l'instrumentalisation de l'identité. Toutefois, les possibilités de cette instrumentalisation ne sont pas infinies¹. Il faut prendre en compte l'existence de dispositions, légales ou réglementaires principalement (il s'agit de dispositions fondant des conseils communautaires, assurant des règles de protection des minorités, garantissant une représentation officielle à divers niveaux de pouvoir, etc.), mais également culturelles et populaires, qui peuvent favoriser l'expression politique du désaccord en termes ethniques. L'existence de ces dispositions pourra dans certains cas favoriser la canalisation du mécontentement, pour peu qu'un minimum de ressources y soient consacrées. Dans d'autres cas, au contraire, il y aura formalisation et renforcement de l'identité qui conduiront éventuellement à un durcissement du conflit. Les normes jouent par conséquent un second rôle explicatif. Leur présence ou leur absence conditionnent les possibilités d'instrumentalisation pour les acteurs politiques.

Les considérations évoquées jusqu'à présent se sont cantonnées à l'aspect interne à l'Etat des problèmes de sécurité. Toutefois, ces violences internes peuvent se voir adjoindre un second versant lorsqu'il y a décision d'intervenir des acteurs internationaux. Diverses contributions des écoles sociale constructiviste, critique et postmoderne éclairent la problématique. Bien entendu, on peut tenter d'expliquer une intervention par des hypothèses semblables à : « il existait un intérêt pour l'Etat X d'envoyer des troupes dans l'Etat Y », « l'opinion publique a fait pression pour que le gouvernement agisse en expédiant un contingent », « les troubles se déroulaient dans la zone d'influence de l'Etat W », etc. Cependant, ces raisonnements impliquent que l'univers social (de la politique internationale) fonctionne de la même manière que l'univers des phénomènes physiques (si X se déroule, alors il en résultera Y). C'est cette position que contestent les travaux postmodernes (ou « postpositivistes »). Il faut rejeter les explications en termes de relations étroites de cause à effet et leur privilégier des analyses interprétatives. C'est-

¹ Voir aussi Consuelo Cruz, "Identity and Persuasion – How Nations Remember Their Pasts and Make Their Future", *World Politics*, vol. 52, n°3, avril 2000, pp. 275-312.

à-dire qu'il faut se demander « quelles sont les conditions qui ont rendu possible le fait d'intervenir dans le pays X ? ». Il doit exister des dispositions par lesquelles la question de l'intervention est devenue un problème doté d'une visibilité politique, des dispositions par lesquelles il existe une croyance qu'une intervention sera utile, des dispositions par lesquelles un Etat se sent normativement investi d'une responsabilité d'intervention, etc. En suivant la démonstration de Roxanne Lynn Doty, il fallait que les Etats-Unis créent une série de conditions préalables pour pouvoir intervenir aux Philippines alors que la guérilla communiste y sévissait au début de la guerre froide. Il fallait rendre l'intervention à la fois nécessaire (ce qui fut matériellement des plus discutable) et imaginable au sein d'un Etat qui venait de gagner son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis – consacrant un statut d'infériorité sur le plan étatique au niveau international¹. Ces dispositions sont autant de constructions normatives, discursives, intersubjectives obligatoires si l'on veut rendre acceptable une action politique. Chez Lynn Doty, on constatera que l'accent est mis sur le langage ; comment des « chaînes de sens » peuvent se constituer par association de concepts ; en guise d'illustration : Etats-Unis – démocratie – liberté – intervention. Il faut mettre à jour des codes de langage en droite ligne de ce que des travaux de linguistique (de Roland Barthes par exemple) ont recommandé.

Dans le domaine des études sociales constructivistes classiques, Martha Finnemore a également apporté des éléments de discussion pour expliquer les interventions, en particulier dans le domaine humanitaire². Selon elle, ces interventions s'expliqueraient par l'existence d'une norme internationale humanitaire. Une pareille norme permettrait de mieux comprendre la logique justifiant ces actions que la référence étroite à l'intérêt national étatique ; cet intérêt rendrait difficile la compréhension des actions en Somalie ou au Cambodge par exemple. Par conséquent, il faut partir à la découverte des discours qui désignent quels êtres humains méritent d'être assistés et comment identifier les victimes. Finnemore remarque qu'il existait en tout cas une norme d'intervention au XIX^e siècle. Elle est mise en évidence par les interventions conduites par des puissances européennes pour soutenir l'indépendance de la Grèce lors de sa guerre de 1821-1827, en 1860-1861 pour défendre les Catholiques de Syrie (futurs Libanais), pour assister les

¹ Roxanne Lynn Doty, "Foreign Policy as Social Construction: Post-Positivist Analysis of U.S. Counterinsurgency Policy in the Philippines", *International Studies Quarterly*, vol. 37, n°3, septembre 1993, pp. 297-320. Voir aussi le raisonnement assez proche de Jutta Weldes et Diane Saco, "Making State Action Possible: The United States and the Discursive Construction of the 'Cuban Problem'", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 25, n°2, 1996, pp. 361-395. L'analyse discursive, dans un registre moins linguistique, est également envisageable par l'étude de prises de positions politiques et de leurs liens avec les raisonnements philosophiques et juridiques. Barbara Delcourt, "Usage de la force et promotion des valeurs et normes internationales. Quel(s) fondement(s) pour la politique européenne de sécurité et de défense ?", *Etudes internationales*, vol. XXXIV, n°1, mars 200, pp. 5-24.

² Martha Finnemore, "Constructing Norms of Humanitarian Intervention" dans Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security – op. cit.*, pp. 153-185.

Bulgares dans leur lutte contre les Ottomans entre 1876 et 1878, pour aider – sur un mode déclaratif se limitant à menacer d’user de la force, il est vrai – les Arméniens également opposés aux Ottomans (1894-1917). Au total, la norme a agi en défense de populations chrétiennes au sens large. Plus récemment, cette norme d’intervention et d’humanité s’est élargie, de manière concomitante à l’abolition de l’esclavage et la fin des colonies d’abord. Depuis 1945, la norme s’est davantage étendue, à la fois dans une perspective unilatérale et multilatérale. D’un point de vue unilatéral, c’est par exemple l’intervention par l’Inde au Pakistan de l’Est en 1971 (futur Bangladesh), par la Tanzanie en Ouganda en 1979 ou par le Vietnam au Cambodge en 1979. Mais la légitimation des interventions, d’après la norme, passe de plus en plus exclusivement par le multilatéralisme. L’ONU possède une place maîtresse dans ce dispositif, comme lors des actions militaires menées contre l’Irak au cours des années 1990 (jusqu’avant l’opération américaine unilatérale *Iraqi Freedom* de 2003). Alors que le multilatéralisme du XIX^e siècle est qualifié de « stratégique », il est motivé par un désir de garder un œil sur l’Autre lorsque cet Autre intervient à travers le monde ; il serait maintenant devenu plus politique et bénin. C’est dans ce contexte normatif que l’emploi de la force sur le plan international se justifie le plus facilement. A la lueur des événements en d’Irak en 2003, on pourra cependant estimer que l’aspect multilatéral de la norme d’intervention est moins solide, mais loin d’être absent, qu’il n’y paraît. Pour terminer, chez Finnemore, la norme n’est pas une idéologie dominante au service des Etats les plus puissants mais un discours qui a des effets potentiellement contraignants sur l’ensemble des acteurs internationaux. Par cette prise de position, elle se distancie de la théorie critique inspirée par Gramsci.

Ceci nous conduit à évoquer ce que les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité peuvent apprendre à propos d’interventions dont la classification est plus ciblée : les actions de *peacekeeping* et *peacebuilding* (soit maintien et construction de la paix). L’une des premières constatations formulables à ce propos est que ces notions reposent sur une construction identitaire particulière de la fonction militaire. Si ce genre d’opérations a connu un franc succès dans les armées d’Europe, tel n’a pas été le cas aux Etats-Unis. Par conséquent, il faut s’intéresser, comme certains chercheurs dans le domaine de la sociologie militaire l’ont fait, à la construction sociale d’une culture militaire tournée vers les opérations de paix, par opposition aux opérations de guerre classique¹.

Ensuite, les recherches constructivistes de Roland Paris ont soulevé une série de questions relatives à l’exportation des valeurs et normes politiques, sociales et économiques « occidento-centrées » vers les destinataires de ces opérations. Selon lui, il faut absolument voir plus loin que le seul aspect technique des actions militaires de paix et se demander comment les organes

¹ David R. Segal, Mady Wechsler et Dana P. Eyre, “The Social Construction of Peacekeeping in America”, *Sociological Forum*, vol. 7, n°1, mars 1992, pp. 121-136 ; Sandra Whitworth, “Militarized Masculinities and the Politics of Peacekeeping” dans Ken Booth (dir.), *Critical Security Studies and World Politics*, op. cit., pp. 89-106.

internationaux qui suivent les militaires font office de « missions civilisatrices » sur place (dans une version nettement plus bénigne que lors de la colonisation malgré tout). Depuis 1989, la « communauté internationale » est intervenue en Namibie, en Angola, au Mozambique, en Sierra Léone, au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, au Cambodge, etc. A chaque fois, à travers la participation du Fond Monétaire International (FMI), de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de la Banque Mondiale, des Organisations Non Gouvernementales (ONG), des agences nationales d'aide, etc. ces sociétés se sont vues soumises à des transformations normatives « à l'occidentale ». Les résultats ont été variables selon les situations ; parfois mauvais, souvent plutôt positifs, rarement complètement satisfaisants¹. Mais, il s'avère difficilement contestable que ces actions participent la plupart du temps à la reproduction d'un ordre international visant à assurer les standards étatiques « westphaliens » même là où leur application n'est peut-être pas toujours à recommander (Paris mentionne la situation de certains pays d'Afrique à cet égard). Paris n'est pas opposé, faute de mieux, au recours à la tutelle (« *trusteeship* ») qui maintient une plus grande liberté d'options pour l'avenir (le Kosovo correspond jusqu'à un certain point à cet état de fait) et ne fait pas de la création de l'Etat l'unique voie politique. Toutefois, il constate les résistances culturelles à la diffusion d'une telle solution². Il n'est pas inutile de compléter le regard de Paris par celui de Michael Pugh. D'après ce dernier, l'un des problèmes essentiels des opérations de paix est qu'elles sont mises en œuvre par une nébuleuse faite d'ONG, d'acteurs régionaux, de politiques plaçant en retrait la fonction de l'ONU. La norme internationale « libérale » qui justifie l'action de cette nébuleuse permet de cacher ce qui est en fait, encore une fois, une nouvelle mission civilisatrice menée par des acteurs publics et privés³.

La question de l'intervention a également été posée, sur un mode postmoderne, par rapport à la doctrine d'action préventive de l'administration américaine. Dans une approche inspirée par Michel Foucault, Jean Baudrillard et Cynthia Weber, Barbara Delcourt remet en cause les explications traditionnelles et rationnelles à propos des interventions⁴. Elle part de l'existence d'un discours international qui fixe la signification et la pratique des interventions. C'est un

¹ Roland Paris, "Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism", *International Security*, vol. 22, n°2, automne 1997, pp. 54-89 ; id., "Broadening the Study of Peace Operations", *International Studies Review*, vol. 2, n°3, automne 2000, pp. 27-44 ; id., "International Peacebuilding and the 'Mission Civilisatrice'", *Review of International Studies*, vol. 28, octobre 2002, pp. 637-656.

² Id., "Peacekeeping and the Constraints of Global Culture", *European Journal of International Relations*, vol. 9, n°3, 2003, pp. 441-473.

³ Michael Pugh, "Peacekeeping and Critical Theory", *International Peacekeeping*, vol. 11, n°1, printemps 2004, pp. 39-58.

⁴ Barbara Delcourt, "Pre-emptive Action in Iraq: Muddling Sovereignty and Intervention?", *Global Society*, vol. 20, n°1, janvier 2006, pp. 47-67.

discours qui existe de longue date et qui a joué un rôle dans l'action du gouvernement G.W. Bush en Irak. Ce discours a un rôle important à jouer dans la détermination de la souveraineté. Il crée une distinction entre la population détentrice de la souveraineté et les chefs politiques qui l'usurpent. Dans ce contexte, les Etats-Unis doivent, dans leurs discours en faveur d'une intervention, parler au nom de la population ; ils doivent produire une représentation de la population en faveur de l'intervention, sans que la population ne s'exprime véritablement. De cette façon, une équivalence est établie entre la souveraineté et l'intervention, l'intervention devenant le moyen d'asseoir la souveraineté. Les Etats-Unis inventent donc une « volonté populaire » qui doit ensuite être avalisée par une communauté interprétative (l'ONU, l'OTAN, un groupe de pays de la région). Dans le cas de l'Irak en 2003, la production d'une volonté populaire distincte de celle de Saddam Hussein s'avéra difficile à élaborer (utilisation de la diaspora comme moyen de dernier ressort). Elle s'avère plus que tout une « fonction alibi », une simulation aux fondations illusoires avec une communauté interprétative surtout limitée aux Etats-Unis.

Il y a donc amplement matière à critiquer les interventions. Pourtant, les bilans peuvent s'avérer contrastés selon les Etats et les types d'interventions bien entendu. De plus, si on peut effectivement cibler la reproduction d'un ordre social donné ou l'imposition de valeurs, on ne manquera pas de remarquer que la socialisation aux normes libérales peut avoir un effet très bénéfique dans la pacification. Comme le soulignent Mark Peceny et William Stanley dans leur étude sociale constructiviste, la pénétration de ces normes au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador pendant les années 1990 a contribué à la pacification¹. Les auteurs reconnaissent l'importance des interventions armées dans les cas très difficiles. Mais ils pensent que dans de multiples cas, la diffusion des idées libérales par des instances au niveau international peut suffire. Selon eux, dans leur triple étude de cas, le processus se déroule en trois phases : (1) un acteur local prend position en faveur des normes libérales (par exemple, un gouvernement autocratique se dit en faveur de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de l'état de droit, etc.) dans un but tactique, pour blanchir sa réputation internationale ; (2) un médiateur international de l'ONU intervient auprès des parties et s'engage à « garantir » la modification du comportement de l'acteur local (l'acteur local se trouve fortement incité à respecter les normes auxquelles il s'est attaché) ; (3) l'ONU et éventuellement d'autres acteurs internationaux (les Etats-Unis, l'Organisation des Etats Américains par exemple) s'engagent dans des efforts concrets, sur le terrain, pour le respect des normes nouvellement adoptées (surveillance d'élections, promesses d'accords de libre échange, communications avec les populations locales pour les aider à défendre leurs droits fondamentaux, arbitrages, organisations de commissions de vérité, etc.). Il y a modification de ce que les acteurs considèrent être de leur intérêt.

¹ Mark Peceny et William Stanley, "Liberal Social Reconstruction and the Resolution of Civil Wars in Central America", *International Organization*, vol. 55, n°1, hiver 2001, pp. 149-182.

L'engagement dans une politique de coopération, sur un mode libéral, devient plus avantageux pour tous.

5. UNE VIOLENCE POLITIQUE NOMMÉE « TERRORISME »

D'un point de vue général, en suivant le raisonnement de Mikkel Vedby Rasmussen, le terrorisme tel qu'il est (ré)apparu depuis 2001, entrerait dans une nouvelle vision de la sécurité, une conception plus « assurantielle » centrée sur la construction sociale de la notion de « gestion du risque ». Le risque, dans cette logique, est pris comme une émanation de Soi, de notre mode d'être, de vivre, de nous organiser, etc. Il n'est pas un ennemi classique résultat d'un processus que l'on situe (mythiquement) ailleurs, indépendamment de ce que nous faisons et de ce que nous sommes. Le risque contient l'idée d'effet boomerang. Sa gestion repose ensuite sur une vision qui ne se réduit plus à une logique objectif résolution fin du problème mais plutôt objectif résolution effets collatéraux nouvel objectif. Dans ce schéma, la gestion sécuritaire impliquerait tout autant les actions préventives contre le terrorisme que l'application du principe de précaution semblable à celui qui est mis en avant dans les accords de Kyoto¹. En ce sens, loin d'être une sorte d'épiphénomène ou même une question isolée, le terrorisme serait une problématique qui s'inscrirait dans une nouvelle structuration de la problématique sécuritaire, structuration où les adversaires principaux seraient l'instabilité et l'incertitude. Par ce biais aussi, le terrorisme serait envisagé dans un traitement sans « fin ultime », sans victoire définitive².

Si cette conception de la sécurité est indéniablement intéressante, et si les liens avec les risques et les questions « assurantielles » sont également à approfondir, il n'en reste pas moins que le concept même de terrorisme reste encore aussi problématique. Le terrorisme n'existerait-il pas ? C'est la question qui sert de point de départ à l'analyse de Denis Duez sur la remise en cause de la valeur même de la notion. Le « terrorisme » recouvre des situations historiques tellement multiformes qu'il a donné lieu à des tentatives pléthoriques en matière de typologies en sciences politiques. Certes, celles-ci ne sont pas dénuées d'intérêts, mais elles ne parviennent pas à éclairer ce qui fait la spécificité incontournable du terrorisme. Le problème en matière législative (les travaux des Nations Unies, la législation française, la définition de l'Union

¹ Mikkel Vedby Rasmussen, "'It Sounds Like a Riddle': Security Studies, the War on Terror and Risk", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, n°2, 2004, pp. 381-395. Le concept de risque est ici inspiré par Ulrich Beck, *La société du risque – Sur la voie d'une autre modernité*, (préf. de Bruno Latour, trad. de l'allemand), Paris, Alto – Aubier, 2001 (1986).

² Voir aussi James Der Derian, "The Value of Security : Hobbes, Marx, Nietzsche, and Baudrillard" dans Ronnie D. Lipschutz, *On Security*, op. cit., pp. 24-45.

européenne) est assez similaire. A prendre pour « terroriste » n'importe quel acte générateur de terreur, visant des civils, on en viendrait à considérer que nombre d'actions militaires étatiques (Hiroshima, Nagasaki, ...) sont des actes de terrorisme pur et simple (et, par conséquent, à juger l'Etat comme terroriste). L'utilité du concept de terrorisme prend cependant une valeur plus substantielle dans un contexte idéologique et politique. S'inspirant des thèses de Pierre Bourdieu, Denis Duez insiste sur la valeur symbolique inhérente au terme. La capacité de libeller un groupe d'individus du qualificatif « terroriste », c'est déjà rendre illégitime le combat de l'Autre – et placer Ego dans une position favorable. Il existe donc des enjeux quant à savoir qui est habilité à déterminer celui qui est le terroriste. Toujours selon Denis Duez, l'utilité de la notion de terrorisme est des plus discutables sur le plan de la recherche (si ce n'est pour désigner ce que les acteurs étudiés entendent eux-mêmes par « terrorisme ») et discutables aussi sur le plan législatif (car la plupart des actes traditionnellement réalisés par ceux que l'on appelle terroriste sont déjà couverts par des dispositions particulières). En conclusion : « *La référence au terrorisme exprime avant tout une volonté politique de marquer la spécificité d'un phénomène par rapport à d'autres formes illégales de violence. C'est en particulier la dimension politique et plus spécifiquement la dimension contestatrice de cette violence qui est stigmatisée* »¹.

Autant en revenir, sur le plan de la recherche, à la plus classique notion de violence politique (interne ou internationale) – en ayant néanmoins pour obligation de rendre compte des usages politiques du mot « terrorisme ». C'est largement ce que font les auteurs d'une étude sur la légitimation de la violence dans un ouvrage dirigé par David E. Apter². L'analyse ne privilégie bien entendu pas l'explication rationnelle des actes violents politiquement motivés, ni même l'hypothèse selon laquelle les actes de « terrorisme » ne seraient rien de plus que des expressions pathologiques individuelles ou collectives. L'ouvrage, de par ses inspirations intellectuelles (Ricoeur, Bourdieu, Debord, Bataille, Baudrillard, Barthes, etc.), repose sur l'étude des discours violents. Dans l'établissement de son schéma théorique introductif, Apter indique en effet qu'il n'y a pas de recours à la violence politique sans un discours (bien que les producteurs de la violence et les producteurs du sens conféré à la violence ne sont pas toujours les mêmes personnes). Ce discours prend régulièrement la forme de tracts, des messages envoyés aux journaux, d'annonces officielles, etc. L'emploi de la violence nécessite non seulement une forme de communication vis-à-vis de l'Autre mais aussi une communication tournée vers Ego, vers le groupe auquel on se rattache (ou auquel on tente de se rattacher). Les autorités officielles se doivent de communiquer avec leur population et contre les fauteurs de violence. Les fauteurs de violence communiquent leur mécontentement aux autorités mais aussi

¹ Denis Duez, "De la définition à la labellisation : le terrorisme comme construction sociale" dans Katherine Bannelier, Théodore Christakis, Olivier Corten, Barbara Delcourt (dir.), *Le droit international face au terrorisme après le 11 septembre 2001*, Paris, Pedonne, 2002, p. 118.

² David E. Apter (dir.), *The Legitimization of Violence*, New York, New York University Press, 1997.

leurs réalisations à leurs partisans. En particulier dans le second cas, la violence politique peut ainsi s'avérer génératrice d'une communauté, qu'elle soit réellement vécue (un groupe de partisans idéologiquement motivés) ou totalement fantasmatique (appel à un prolétariat qui n'a pas de réelle conscience de classe et ne se reconnaît pas dans l'identité que des extrémistes lui affublent)¹. En fait, le discours a un rôle essentiel à jouer dans l'attribution des fonctions de victime, d'agresseur, de spectateur. Il réifie des groupes humains – les policiers, les bourgeois, les militaires, les politiciens, les patrons, les prolétaires – et leur attribue ensuite une place dans la narration relative à la violence – amis, ennemis, neutres, etc.

Apter ajoute que le qualificatif de « politique » qui va de pair avec « violence » est une condition qui permet de la distinguer de la violence criminelle ou aléatoire. Mais ce qui distingue plus encore la vision de l'ouvrage, c'est la référence au concept de « discours d'inversion » (« *inversionary discourse* ») dont le sens est éclairé par la citation suivante : « *Une fois que la violence commence, elle développe sa propre intériorité, sa propre rationalité. Elle se sépare du reste de la société et se place au-dessus d'elle, le plus souvent en invoquant le nom des plus marginalisés. L'interprétation et l'explication n'ont pas besoin d'être convaincantes pour ceux qui sont à l'extérieur mais uniquement pour ceux qui sont à l'intérieur, les suiveurs et la clientèle qui la soutient* »². En d'autres termes, la violence produit son propre champ de compréhension dans des limites bien établies. En simplifiant le raisonnement, c'est parce que l'on pose une bombe qu'il y a action de représailles et ces mêmes représailles prouveront ensuite l'existence d'un appareil policier disciplinaire qui correspond à l'ennemi.

L'approche théorique mise en évidence est ensuite appliquée dans une série de contributions portant sur des pays très différents. Sont soulignés : l'importance idéologique violente du Sentier lumineux au Pérou ; la violence comme rituel de la « lutte armée » en Italie ; les discours agressifs néo-nazis allemands et leurs connexions avec la mémoire collective ; la mythologie des virulents discours nationalistes au Sri Lanka ; les effets de restructuration des identités de groupe par la violence libanaise ; l'application de règles de limitation dans l'expression de la violence en Irlande ; l'importance de l'élément linguistique dans la violence basque ; et enfin, un cas des plus intéressants, celui de la Colombie où le degré de violence est tel qu'aucun discours ne parvient plus à s'imposer et que le chaos règne sur le plan de la compréhension. Les analyses montrent non seulement comment la violence est un moyen pour fonder une communauté mais aussi comment elle devient prophétie auto réalisatrice : la violence est le moyen qui permet de prouver la réalité de l'idéologie. Elle actualise la confrontation, elle donne de la réalité aux lignes de clivages dans la société (entre patrons et prolétariat, entre l'Etat et la société civile, entre les

¹ Cela a aussi été souligné dans la constitution des identités « ethniques ». James D. Fearon et David D. Laitin, "Violence and the Social Construction of Ethnic Identity", *International Organization*, vol. 54, n°4, automne 2000, pp. 845-877.

² David Apter, "Political Violence in Analytical Perspective" dans *The Legitimization of Violence. Op. cit.*, p. 16.

riches et les pauvres, etc.). Si les violences évoquées portent sur des études internes aux Etats, il ne fait cependant guère de doutes qu'il s'agit d'outils dont l'application sur le plan international s'avérerait des plus intéressante.

En fait, la réactivation du concept de « terrorisme », suite aux attentats du 11 septembre 2001, a donné lieu à de nouvelles interrogations sur la façon dont on élabore populairement l'image de l'adversaire musulman ainsi que sur la construction d'un Nous occidental en recourant à des représentations issues d'un fond historique éculé (les Croisades par exemple)¹. Elle a aussi donné lieu à une réflexion sur l'utilisation de discours guerriers antiterroristes comme moyens de défense d'un ordre économique hégémonique. L'agencement entre les deux dimensions est montré à la lecture des documents officiels de la Maison Blanche. Ceux-ci justifieraient la poursuite du projet américain de diffusion d'un ordre économique capitaliste au niveau planétaire². En Australie, la question du « terrorisme » a servi à justifier le retour en force de représentations classiques, militarisées, étatiques de la sécurité. Elle a également contribué à légitimer une action politique plus musclée dans le domaine des demandeurs d'asile et la participation australienne à la « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan et en Iraq. Bref, la problématique du « terrorisme » a aussi été à la source de la production étatique, dans le discours politique, de l'insécurité³. Enfin, les événements du 11 septembre ont été l'occasion d'une investigation de relations internationales en ce qui concerne les réponses apportées au traumatisme subi. Selon Jenny Edkins, face à l'aspect inhabituel de l'agression, il s'avérerait cependant nécessaire d'en produire un récit, récit qui se influencera ce qu'il convient de faire ensuite⁴. Quatre réponses sont apparues d'après elle, certaines se renforçant mutuellement : (1) la *securitization* avec le renforcement excessif du pouvoir étatique, (2) la criminalisation qui est une version adoucie de la *securitization*, moins militarisée et plus policière, (3) l'esthétisation

¹ Frédéric Ramel, "Presse écrite et traitement immédiat du 11 septembre: un imaginaire occidental réactivé?", *Mots*, n°76, novembre 2004, pp. 113-126 (on consultera avec intérêt le reste de cette livraison consacrée à la guerre et à la paix). Voir aussi Anna M. Agathangelou et L.H.M. Ling, "Power and Play through Poises: Reconstructing Self and Other in the 9/11 Commission Report", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 33, n°3, 2005, pp. 827-853.

² Thierry Lapointe et Isabelle Masson, "Les relations entre le « politique » et « l'économique » dans le discours et les pratiques de la « guerre contre le terrorisme »", *Cultures et conflits*, n°54, été 2004, pp. 81-103.

³ Matt McDonald, "Constructing Insecurity: Australian Security Discourse and Policy Post-2001", *International Relations*, vol. 19, n°3, pp. 297-320.

⁴ Jenny Edkins, "Forget Trauma? Response to September 11", *International Relations*, vol. 16, n°2, pp. 243-256. Dans le domaine de l'histoire immédiate, voir aussi Coral Gluck, "11 Septembre – Guerre et télévision au XXI^e siècle", *Annales HSS*, janvier – février 2003, n°1, pp. 135-162. Sur un plan plus psychologique, on consultera Olivier Roy, "Le terrorisme entre stratégie, métaphysique, psychiatrie et mise en scène", *Critique*, avril 2004, n°683, pp. 255-268. En anthropologie, voir Geoffrey M. White, "National Subjects: September 11 and Pearl Harbor", *American Ethnologist*, vol. 31, n°3, 2004, pp. 293-310.

qui peut être une façon de remettre sur pied des récits héroïco-épiques de la nation, et (4) la politisation qui est le refus des catégories faciles. Cette dernière est bien entendu favorisée car elle permet de penser l'événement selon sa complexité et non en des termes réducteurs. Comme on le perçoit bien, les attentats commis après le 11 septembre 2001 ont donné lieu à une série d'analyses relatives à la manière dont la violence « terroriste » est vécue, pensée, retranscrite dans des discours aux effets politiques toujours difficiles à cerner.

6. DES ALLIANCES ET DE LA SÉCURITÉ PAR LA COMMUNAUTÉ

La sécurité s'envisage tout autant sur un plan national que du point de vue des nombreuses formes de coopérations interétatiques. Les organisations internationales ont acquis une visibilité incontestable dans le domaine, qu'il s'agisse de l'ONU, de l'Union européenne (UE), de l'OSCE, etc. Classiquement, il est vrai que le réalisme avait vu dans l'alliance défensive une des seules véritables expressions de coopération interétatique sur le plan sécuritaire. La « sagesse » classique réaliste fut partiellement ébranlée par la fin de la guerre froide. Les possibilités de coopération semblaient nettement plus importantes avec l'opportunité éventuelle de passer de la défense collective (alliance) à la sécurité collective (par l'ONU et/ou d'autres sortes d'organisations régionales). Par ailleurs, le maintien de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) en l'absence d'un adversaire remettait aussi en cause l'école réaliste¹. C'est de ces éléments qu'est issue une nouvelle réflexion sur les formes de coopération internationale en matière de sécurité, à commencer par la notion de « communauté de sécurité ».

Certes, le concept de communauté de sécurité n'est pas neuf. Il fait appel à des travaux vieux de plusieurs décennies en relations internationales (les communautés de sécurité de K. Deutsch pendant les années 1950). L'idée est qu'il existe des ensembles d'Etats qui entretiennent des relations très fortes entre eux et impliquant des éléments importants en termes de réciprocité. Dans ce contexte, les Etats en question peuvent se sentir intégrés dans une même communauté, partager des valeurs identiques, anticiper les possibilités de coopération. Bien entendu, dans ces groupes d'Etats, les liens transnationaux, pas uniquement étatiques, sont très nombreux sur les plans économique, social, environnemental, etc. En fait, on peut classiquement définir la communauté de sécurité, à partir de Deutsch, comme « *un groupe de personnes qui se sentent intégrées au point qu'il existe parmi ses membres une 'assurance réelle' qu'ils ne se combattent* ».

¹ Nous avons délibérément simplifié le tableau ici présenté, occultant par exemple les importantes approches néolibérales institutionnelles avec leurs régimes de sécurité ou les réflexions bureaucratiques, pour des raisons de place. Cette lacune pourra être comblée par la consultation de Stephen M. Walt, "Alliance Formation and the Balance of World Order", *International Security*, vol. 9, n°4, printemps 1985, pp. 3-43 ; John J. Mearsheimer, "The False Promise of International Institutions", *International Security*, vol. 19, n°3, hiver 1994-95, pp. 5-49 ; Robert B. McCalla, "NATO's Persistence After the Cold War", *International Organization*, vol. 50, n°3, été 1996, pp. 445-475 ; Stephen M. Walt, "Why Alliances Endure or Collapse", *Survival*, vol. 39, n°1, printemps 1997, pp. 156-179.

pas physiquement mais résoudront leurs différends par d'autres manières »¹. La communauté exerce ses effets dans les esprits, cognitivement, par la création de la confiance. Les communautés reposent sur une charpente normative.

Par ailleurs, on le notera dans la définition, l'insistance sur les moyens non guerriers de résolution de conflits est fondamentale. Pour ce faire, lorsqu'elle est mature, la communauté de sécurité fait preuve d'une grande conviction pour le multilatéralisme, a des frontières non fortifiées, connaît des évolutions pacifiantes dans la planification militaire (on ne tient guère compte des scénarii catastrophes d'invasion par ses voisins), produit une définition commune des menaces, élabore un langage communautaire partagé². Pour reprendre les idées d'Ole Waever, la communauté de sécurité implique l'opposé d'un mouvement de *securitization* ; elle entraîne la *desecuritization* et le traitement de toutes les relations sur un plan politique « habituel ». Bref, une situation non pas d'insécurité mais d'*asécurité* (« en dehors » des considérations sécuritaires)³. A partir de là, on peut estimer qu'il existe une communauté de sécurité en Europe formée d'une part par l'OTAN et d'autre part l'OSCE, une communauté de sécurité en Amérique latine, une communauté de sécurité (asymétrique) entre les Etats-Unis et le Mexique, une potentielle communauté de sécurité en Asie du Sud-Est (mais basée sur des Etats non démocratiques) et, *a contrario*, une non-communauté de sécurité dans le Golfe arabo-persique (une « communauté réaliste »).

Certains auteurs ont noté que les ensembles d'Etats libéraux (et démocratiques) ont tendance à devenir des régions puis des communautés de sécurité⁴. On y retrouve des mécanismes de gestion des conflits, des sociétés civiles fortes et des cultures transnationales – sur le modèle de ce qui s'est fait en Scandinavie⁵. Ces deux dernières dimensions sont fondamentales. De plus, au sein d'une communauté, l'Etat se sent menacé non seulement lorsqu'on le vise directement mais aussi lorsque l'on cible la communauté de sécurité dont il fait partie. Enfin, ajoutons que les

¹ Traduit par nous. Emanuel Adler et Michael Barnett, "Security Communities in Theoretical Perspective" dans id. (dir.), *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 6. On lira avec profit l'ensemble des études de cas de l'ouvrage.

² Emanuel Adler et Michael Barnett, "A Framework for the Study of Security Communities" dans *ibid.*, pp. 29-65.

³ Ole Waever, "Insecurity, Security, and Asecurity in the West European Non-War Community" dans *ibid.*, pp. 69-118.

⁴ Emanuel Adler, "Imagined (Security) Communities: Cognitive Regions in International Relations", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 26, n°2, 1997, pp. 249-277.

⁵ Håkan Wiberg, "Security Communities: Emanuel Adler, Michael Barnett and Anomalous Northerners", *Cooperation and Conflict*, vol. 35, n°3, 2000, pp. 289-298.

chercheurs s'accordent, logiquement, à reconnaître que les communautés de sécurité ne sont pas figées. Elles peuvent se développer pour aller vers la maturité mais peuvent aussi dégénérer.

De manière générale, l'apport social constructiviste à la question de la sécurité par le groupe, que ce soit dans le contexte d'une alliance tournée vers un adversaire potentiel extérieur ou à l'intérieur une communauté nettement plus tournée vers la gestion interne de ses problèmes, est que les Etats s'assemblent en fonction de leurs convictions et valeurs¹.

Les contributions contemporaines sur les formes de sécurité impliquant plusieurs Etats ne se limitent cependant pas aux approches sociales constructivistes. Il faut tenir compte des travaux critiques et postmodernes se rapportant à l'OTAN. C'est d'abord la thèse de Bradley S. Klein à propos du rôle de l'organisation en tant qu'élément central dans la représentation de l'Occident. Selon l'auteur, la question de savoir si la menace soviétique était ou non mythique n'est plus essentielle. Ce qu'il convient de prendre en compte c'est que l'OTAN a permis d'élaborer une identité propre face à un Autre. L'OTAN serait un lieu de socialisation où se définissent des valeurs que ses membres s'affirment prêts à défendre. La dimension politique est d'ailleurs nettement plus conséquente que la dimension militaire dans ce processus².

A partir de ce constat, trois hypothèses ont été élaborées, par Mikkel Vedby Rasmussen, par Andreas Behnke et par Michael C. Krause et Iver B. Neumann. Pour Rasmussen, si l'OTAN a réussi à définir une identité occidentale en opposition avec un Autre, elle tente maintenant de prolonger ce mécanisme en se référant à la notion de risque, dernière extension du concept de sécurité³. Les risques sont conçus comme des phénomènes à la fois réels et socialement construits qui pèsent sur les sociétés. Ils peuvent bien entendu prendre la forme d'une catastrophe écologique ou d'une épidémie mais aussi celle de la « prolifération » d'armements. Le discours sur le risque serait devenu le concept opérationnel qui définit la sécurité occidentale et ce au travers de l'OTAN. L'OTAN reste le pivot de l'identité de sécurité de l'Occident mais voit son objectif évoluer ; il n'est plus de faire face à un Autre. Elle est une « *rule altering institution* », soit une institution qui opère en modifiant l'environnement dans le but de contrer l'émergence de risques. Elle est gestionnaire du risque.

¹ Thomas Risse-Kappen, "Collective Identity in a Democratic Community – The Case of NATO" et Michael N. Barnett, "Identity and Alliances in the Middle East" dans Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security – op. cit.*, pp. 357-399 et pp. 400-447.

² Bradley S. Klein, "How the West Was One: Representational Politics of NATO", *International Studies Quarterly*, vol. 34, n°3, septembre 1990, pp. 311-325.

³ Mikkel Vedby Rasmussen, "Reflexive Security: NATO and International Risk Society", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 30, n°2, 2001, pp. 285-309.

La deuxième hypothèse, celle de Behnke, reste plus largement dans la continuité de Klein. Selon Behnke, l'OTAN de l'après guerre froide, a cherché à réarticuler la structure de représentation occidentale en déplaçant l'Autre communiste par un Autre situé au Sud de la mer Méditerranée¹. Il faut penser les initiatives de l'OTAN en direction de la Méditerranée mais aussi vis-à-vis de l'Europe de l'Est – comme le *Partnership for Peace* – sous cet angle. L'évocation de l'existence d'un arc de crise au Sud permet de créer une image d'un Autre. Plus encore, il existe une « securitization » des aspects politiques, sociaux, économiques et religieux des Etats de la région lorsque l'on établit le lien entre ces domaines et le fondamentalisme, le terrorisme, la prolifération, l'instabilité, etc. Ensuite, l'initiative méditerranéenne, sous des dehors de dialogue égalitaire, se noue en fait avec les Etats de la région estimés plus proches de l'Occident (Tunisie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Jordanie, Israël). Le dialogue comporte des conditions préalables, vectrices d'exclusion sur le plan international. Même si la rhétorique est plus diplomatique que militarisée, l'altérité peut se constituer².

Enfin, l'hypothèse de Krause et Neumann met également en évidence la réarticulation des identités après la guerre froide mais en insistant sur la façon dont l'OTAN contribue à définir celle de la Russie³. Ici aussi, le rôle de l'OTAN dans l'affirmation identitaire de l'Ouest n'est pas discuté ; elle se présente en garante militaire d'une série de valeurs telles que la démocratie, la liberté, l'état de droit. L'organisation, de par sa politique d'extension vers les Etats de l'Est de l'Europe, impose à la Russie le choix de sa propre identité : soit une identité arrimée à l'Ouest, qui accepte l'extension, soit une identité basée sur une vision nationaliste qui serait à la source d'une division sur le continent.

Les analyses de Klein, Rasmussen, Behnke, Krause et Neumann ont un point commun important : elles montrent comment l'OTAN participe à la création d'un ordre international « Occidental ». C'est une opération qui se réalise sur un plan politique plus que purement militaire. Elle s'exerce en grande partie au travers d'une série de représentations qui normalisent une certaine identité par rapport à un/des Autre(s). Ces représentations méritent d'être suivies avec attention. En effet, on peut constater que, ces dernières années, la vision américaine de l'OTAN a pris une tournure plus offensive dans les discours présidentiels par exemple⁴.

¹ Andreas Behnke, "Inscriptions of Imperial Order: NATO's Mediterranean Initiative", *The International Journal of Peace Studies*, vol. 5, n°1, printemps 2000 (voir www.gmu.edu/academics/ijps/vol5_1/behnke.htm).

² La proximité avec les thèses d'Edward Said (*Orientalism*, New York, Vintage, 2003) est à noter.

³ Michael C. Krause et Iver Neumann, "From Alliance to Security Community: NATO, Russia, and the Power of Identity", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, n°2, 2000, pp. 357-387.

⁴ Edward Rhodes, "The Good, the Bad, and the Righteous: Understanding the Bush Vision of a New NATO Partnership", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 33, n°1, 2004, pp. 125-143.

7. LA PROBLÉMATIQUE DES ARMEMENTS ?

La discipline des relations internationales et les études stratégiques et de sécurité ont régulièrement montré de l'intérêt pour les questions relatives aux armements, en particulier pour les armements nucléaires. Un corpus non négligeable, datant de la guerre froide, existe en la matière. La variable armement a donc été légitimement considérée comme ayant un impact sur le cours des relations internationales. Dans ce sillage, les approches traditionnelles ont réussi à regrouper une série d'hypothèses permettant de comprendre l'existence ou l'absence d'une course aux armements. Les motivations sous-jacentes devaient être trouvées soit dans un modèle interétatique « action-réaction », soit dans le comportement « rationnel-égoïste » d'acteurs internes (organisations militaires, producteurs d'armements, etc.) ou dans un attrait pur et simple pour les armements les plus modernes lorsque ceux-ci sont matériellement disponibles (notion d'impératif technique). Si ces explications, non exclusives, constituaient une base importante pour comprendre la dynamique des armements sur le plan international, les recherches complémentaires menées dans le cadre des études critiques, postmodernes et sociales constructivistes de sécurité permettaient d'aller plus loin¹. C'est ainsi que des chercheurs se sont demandés quels pouvaient être les effets des conceptions culturelles – stratégiques, politiques, diplomatiques, de sécurité – dans les dynamiques de contrôle de armements, de désarmement, de non-prolifération et ce, principalement, dans des contextes régionaux². Ils ont réussi à mettre en exergue des modalités propres aux pays occidentaux, à l'ASEAN (*Association of Southeast Asian Nations*), à la Chine, à l'Inde, à l'Amérique latine et au Moyen Orient. En guise d'exemple, les idées occidentales en la matière reposent sur l'importance de la dissuasion « rationnelle », l'ASEAN insiste sur les accords informels, l'Inde met en œuvre une culture de sécurité composée d'éléments historiques nationaux et d'éléments extérieurs hérités de sa colonisation, etc.

Pour les chercheurs sociaux constructivistes, mais aussi pour des anthropologues³, la possession d'armements n'est pas sans liens avec les normes d'existence étatique. Le pouvoir symbolique des armes et de leur présentation publique est clairement impliqué. Les Etats du Tiers Monde n'achèteraient plus tant d'armes conventionnelles pour se défendre d'un ennemi potentiel que pour renforcer leur statut d'Etat souverain. Dépourvus d'une armée dotée d'équipements modernes, il existerait un sentiment de faiblesse, de non-appartenance complète à la

¹ On trouvera un bon bilan et une introduction à la réflexion classique, critique, postmoderne et sociale constructiviste en matière d'armement dans Barry Buzan et Eric Herring, *The Arms Dynamic in World Politics*, Boulder et Londres, Lynne Rienner, 1998.

² Keith Krause (dir.), *Culture and Security – Multilateralism, Arms Control and Security Building*, Londres et Portland, Frank Cass, 1999.

³ Eyal Ben-Ari et Sabine Frühstück, "The Celebration of Violence: A live-fire demonstration carried out by Japan's contemporary military", *American Ethnologist*, novembre 2003, vol. 30, n°4, pp. 540-555.

communauté des Etats dignes de ce nom¹. Un raisonnement relativement identique a été élaboré à propos du cas indien. L'importance accordée à l'arme nucléaire serait aussi fonction de l'affirmation, sur le plan interne, du statut international et complètement indépendant de l'Inde. Bien entendu, ces observations se déclinent dans un contexte marqué par un nationalisme ambiant².

A contrario, d'autres normes limitent la diffusion et l'emploi éventuel de certains types d'armes. C'est le cas à propos des armements chimiques et, encore une fois, nucléaires. En ce qui concerne les armements chimiques, on peut retracer généalogiquement l'interdit. Il existe depuis des siècles déjà un dégoût pour les poisons considérés comme insidieux. Les gaz de combat seront progressivement associés aux poisons. Une des origines formelles du tabou date cependant de la fin du XIX^e siècle, avec la conférence de La Haye de 1899 qui bannit les armes asphyxiantes, décision prise avant même l'apparition des gaz de combat modernes donc. Bien que l'interdit connaisse ensuite plusieurs transgressions (pendant la Première Guerre mondiale puis par l'Italie dans ses colonies africaines), il finit par se renforcer (non-emploi pendant la Seconde Guerre mondiale) avant de prendre une forme plus universelle avec la Convention d'Interdiction des Armes Chimiques (CIAC) en vigueur depuis 1997. En fait, paradoxalement, le non-respect de la norme tend à la renforcer. Ceux qui ne se conforment pas à la norme prescrite peuvent facilement être mis en cause sur le plan international. Plus récemment par exemple, l'usage par l'Irak de gaz contre des populations kurdes a contribué à faire de l'utilisateur un paria sur le plan international – et à légitimer (à tort ou à raison) des actions collectives violentes contre lui. Par extension, selon Richard Price, le respect ou le non respect du tabou sert, au niveau des représentations, de point de repère pour définir le degré de civilisation ou de non-civilisation atteint par un Etat. Le tabou s'appliquant à l'arme nucléaire, lui, n'émane pas d'une norme internationale se diffusant au niveau national ensuite mais d'une norme nationale diffusée de façon transnationale dans un second temps. Le tabou repose sur la pratique de la dissuasion, pratique sédimentée en norme stratégique. Cette dernière est d'abord mise en application par les Etats-Unis avant de se répandre à travers le monde dans le contexte de la guerre froide³. Le non-emploi pendant et après la guerre froide confirmerait la solidité du tabou normatif.

¹ Dana P. Eyre et Mark Suchman, "Status, Norms, and the Proliferation of Conventional Weapons: An Institutional Theory Approach" dans Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security – op. cit.*, pp. 79-113.

² David Kinsella et Jugdep S. Chima, "Symbols of Statehood: Military Industrialization and Public Discourse in India", *Review of International Studies*, vol. 27, 2002, pp. 353-373.

³ Richard Price, "A Genealogy of the Chemical Weapons Taboo", *International Organization*, vol. 49, n°1, hiver 1995, pp. 73-703 ; Nina Tannenwald, "The Nuclear Taboo: The United States and the Normative Basis of Nuclear Non-Use", *International Organization*, vol. 53, n°3, été 1999, pp. 433-468.

L'approche sociale constructiviste a également élaboré une explication assez convaincante dans le domaine des mines antipersonnel¹. La Convention d'Ottawa de décembre 1997 d'interdiction de ces mines est en effet un événement inhabituel par rapport aux dynamiques classiques de désarmement. Le désarmement (de manière simplifiée, le fait de se débarrasser d'une catégorie d'armes) et le contrôle des armements (de manière simplifiée également, le fait de négocier des limitations à la quantité et/ou la qualité d'une catégorie d'armes que l'on est en droit de détenir) sont des pratiques couramment mises en œuvre d'Etat à Etat, entre autres au sein d'institutions internationales. Ici, l'interdiction des mines antipersonnel a d'abord été le fait d'une action de la société civile transnationale, constituée d'ONG, qui a été relayée par des Etats dans un second temps. Richard Price montre comment des entrepreneurs transnationaux de moralité (« *transnational moral entrepreneurs* »), parmi des d'ONG (*Handicap International*, le Comité International de la Croix Rouge, etc.), sont parvenus à faire suffisamment de publicité autour de l'inhumanité des mines antipersonnel – qui causaient effectivement des dégâts importants parmi les populations civiles du Tiers Monde. Les entrepreneurs ont réussi à produire une norme en plusieurs étapes : dissémination de l'information, création de réseaux de soutien (plus de 1.000 ONG), greffe de la nouvelle norme sur un corpus plus ancien de manière à lui donner un aspect de « sens commun », renversement de la charge de la preuve. Lors de cette dernière étape, ce n'est plus la société civile transnationale qui doit justifier pourquoi il faut se débarrasser des mines antipersonnel mais les Etats qui désirent les conserver qui doivent s'expliquer et s'exposer au *shaming* (« être pointé du doigt honteusement » sur le plan international). Progressivement, les Etats acceptant les termes de la Convention augmentèrent malgré la résistance de quelques-uns (la plus notable : les Etats-Unis). En dépit de cela, ce que note Price, il est évident que la Convention a ouvert la voie à des recherches industrielles pour un matériel qui permettrait de remplacer les mines en question (c'est apparemment le cas aux Etats-Unis, avec pour objectif, à l'époque, d'adhérer au traité). Par ailleurs, il n'est pas sûr que l'élaboration d'une norme par la société civile transnationale ait toujours assez de puissance pour renverser les logiques en cours.

Après la Convention d'Ottawa, de nombreuses ONG ont tenté de reproduire la dynamique exposée à propos des armes de petits calibres avec un succès nettement plus mitigé (il s'agissait souvent des mêmes organisations d'ailleurs)². Keith Krause indique que la question est une fois de plus centrée sur la production de normes internationales de sécurité émanant non pas des Etats mais d'une « société civile mondiale », de « mouvements sociaux transnationaux », d'une « société civile transnationale », de « communautés épistémiques », etc. Il faut noter l'émergence

¹ Richard Price, "Reversing the Gun Sights: Transnational Civil Society Targets Land Mines", *International Organization*, vol. 52, n°3, été 1998, pp. 613-644.

² Keith Krause, *Norm-Building in Security Spaces: The Emergence of the Light Weapons Problematic*, GERSI/REGIS Working Papers, Québec, 2001.

d'un nouveau contexte sécuritaire, réel et/ou perçu, depuis la fin de la guerre froide. Celui-ci va de pair avec l'apparition d'un discours sur la sécurité humaine (comme cela a été brièvement noté ci-dessus). C'est aussi une attention nouvelle apportée aux conflits communautaires dans lesquels les armes de petits calibres causent des dégâts substantiels – et en bonne partie sur des civils. A partir de là, il était plus aisé de soulever la question de la prolifération non plus uniquement en termes d'armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques mais également pour les armements individuels et d'établir un lien avec le bien-être des individus et la défense des droits de l'homme. La tâche d'entrepreneur moral fut encore une fois remplie par une série d'ONG (*Human Rights Watch*, *Pugwash*, *BASIC*, pour n'en nommer que trois) en interaction avec les Nations Unies. En octobre 1998, une plate-forme commune est établie : l'*International Action Network on Small Arms* (IANSA). Le nombre d'études consacrées au sujet est en augmentation et la visibilité de la problématique de plus en plus évidente. Toutefois, la difficulté en matière d'armes de petits calibres est de produire un consensus quant aux mesures nécessaires pour lutter contre le fléau ; certains pensent qu'il faut les contrôler à l'intérieur de l'Etat, d'autres qu'il faut renforcer les coopérations policières et douanières ou plus de transparence dans les transferts internationaux d'armes. Il est malaisé de produire une norme transnationale dotée d'une série de recommandations simples. Cela ne signifie pas que l'action est dépourvue de toute utilité, loin de là. Le pouvoir d'influence peut avoir des effets locaux forts. Mais le chemin qui pourrait mener à un contrôle efficace des armes personnelles reste certainement long. Ajoutons aussi qu'il est une question de fond essentielle par rapport à la dynamique indiquée : jusqu'à quel point est-elle le résultat de la seule société civile internationale ou d'Etats (Belgique, Norvège, Canada, Suisse) ayant réussi à activer cette même société civile en lui offrant un champ d'action soutenu ?

Enfin, la contribution et la déconstruction de la problématique de la prolifération, principalement mais pas exclusivement dans le domaine nucléaire, par David Mutimer trouvent naturellement leur place dans cette partie¹. Selon Mutimer, le terme de prolifération est un concept qui sert de clef de voûte à une réalité aux multiples facettes. Tout d'abord, il a fallu construire une notion de prolifération que ne recoupe pas celle de commerce des armes. Les armes dites conventionnelles sont sujettes au commerce international alors que les autres armes, elles, sont soumises aux discours relatifs à la prolifération (ceci renvoie aussi à l'étude de Keith Krause reprise ci-dessus). Ensuite, il faut prendre conscience de ce que la prolifération est un concept de type médical, péjoratif par essence, qui évoque par exemple la démultiplication de cellules cancéreuses. Appliquée à une série limitée d'armements au départ, la notion de prolifération a cependant connu une importante extension : on ne parle plus uniquement de la prolifération par rapport aux armes nucléaires, chimiques et biologiques mais aussi à propos des

¹ David Mutimer, *The Weapons State – Proliferation and the Framing of Security*, Boulder et Londres, Lynne Rienner, 2000.

missiles ou des technologies qui sont associées à ces armements. Les tentatives de contrôle de la prolifération prennent donc de l'ampleur. Enfin, les risques inhérents à la prolifération ont été mis en avant dans une série de discours d'origine américaine. Mutimer voit là une stratégie de la part du Pentagone. Dépourvu d'ennemi à la fin de la guerre froide, les militaires américains ont élaboré un discours sur les nouvelles menaces où la prolifération des armes de destruction massive a acquis sa légitimité. Par extension, ces discours sont devenus une matrice justifiant ou contribuant à justifier le recours à la force (que l'on songe à la guerre contre l'Irak en 2003). Ils sont générateurs d'une identité de proliférateur, d'Etat voyou (« *rogue state* ») et, pour finir, d'adversaire. Selon Mutimer, il faut aussi noter que le régime de lutte contre la prolifération a profondément changé de nature. Initialement conçu dans un esprit de désarmement nucléaire futur, il est aujourd'hui un outil qui permet aux Etats détenteurs de l'arme de ne pas se remettre en question. *A contrario*, il permet de remettre en question ceux qui désireraient acquérir l'arme. Le régime de lutte contre la prolifération est devenu conservateur et favorable à quelques-uns ?

Toujours dans le chapitre des armements, il faut également prendre acte de l'apparition de monographies et articles essentiels, à connotation constructiviste dans le sens large, dans la compréhension de l'apparition du matériel. En effet, même le matériel est loin d'être perçu comme un facteur donné d'emblée. Le sens que prend l'arme est, entre autres, construit par ceux qui sont à l'origine de sa fabrication. Mais les principales contributions en la matière, qui insistent de plus en plus sur la place des représentations telles qu'elles se créent au sein de réseaux d'individus souples, restent souvent l'apanage de la sociologie des sciences, de l'anthropologie, de l'histoire¹ et nettement moins des sciences politiques².

8. LA SÉCURITÉ PRODUCTRICE D'INSÉCURITÉ

Comme cela est précisé dans l'introduction, l'articulation entre les thématiques traditionnelles des études de sécurité et celles plus contemporaines apparues dans le sillage de la sécurité humaine est parfois encore fragile. Toutefois, on doit se demander si cette fragilité dépend avant tout de la visibilité de la chose au sein des études ou sur le terrain. Certaines études ont en effet exposé comment les différentes dimensions s'interpénétraient de façon criante dans la

¹ Donald McKenzie et Graham Spinardi, "The Shaping of Nuclear Weapons System Technology: US Fleet Ballistic Missile Guidance and Navigation I: From Polaris to Poseidon", *Social Studies of Science*, vol. 18, n°3, août 1988, pp. 419-463 ; id., "The Shaping of Nuclear Weapons System Technology: US Fleet Ballistic Missile Guidance and Navigation II: 'Going for Broke' – The Path for Trident II", *Social Studies of Science*, vol. 18, n°4, novembre 1988, pp. 581-624 ; Hugh Gusterson, *Nuclear Rites – A Weapons Laboratory at the End of the Cold War*, Berkeley, University of California Press, 1998 ; Michael Sherry, *The Rise of American Air Power – The Creation of Armageddon*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1987.

² Voir tout de même William Genieys (dir.), *Le choix des armes – Théories, acteurs et politiques*, (préf. de Pierre Muller), Paris, CNRS, 2004.

production de l'insécurité. Il y a là une sorte de paradoxe en Occident car, ce qu'a justement noté Michael Williams, le projet libéral est directement connecté avec une vision de sécurisation de la vie¹. Et pourtant, l'agenda sécuritaire est immanquablement créateur de contre-effets plus ou moins fortement déplorables. Par ailleurs, l'agenda libéral repose en bonne partie sur l'acceptation d'une incertitude/insécurité de taille ; celle relative au fonctionnement du marché.

Jef Huysmans a fait remarquer qu'il existe une tension entre le projet libéral – émancipateur dans sa dimension philosophique initiale – qui cherche à pacifier les relations humaines, à privilégier les contacts (entre autres économiques), à réduire la sphère du politique et l'existence d'un discours omniprésent sur la sécurité qui est en fait la contradiction même de ces valeurs². Le domaine de la sécurité, avec ses récurrentes définitions de menaces et d'ennemis, serait la matrice des définitions de la peur. Par voie de conséquence, elle serait aussi celle du renforcement du politique censé être l'instance capable de faire face envers et contre tout, pour le meilleur et le pire³.

On notera sur ce plan la collaboration exemplaire entre anthropologues et politologues de relations internationales quant à la production de « cultures d'insécurité »⁴. Les chercheurs y démontrent comment des événements aussi divers que la crise cubaine des missiles, l'intervention coréenne lors de la guerre froide, le projet que constituent les traditionnelles « études de sécurité », les risques de colonisation du cyberspace, ou l'arabisme peuvent être mis en relation avec la production de formes d'insécurité. Chacun de ces projets a eu pour objectif d'avancer la nécessaire défense de valeurs (les Etats-Unis, l'Occident, etc.) en provoquant des représentations de l'insécurité. En contrepartie, chacun de ces projets a aussi eu pour corollaire des effets concrets plus ou moins désastreux (et, par conséquent, contraires à la sécurité) pour divers groupes sociaux car ils ont pu servir à justifier des mesures politiques radicales (fort différentes selon les cas analysés cependant). L'ouvrage expose aussi comment l'insécurité est le fait de remises en cause des identités. A titre d'exemple, on y signale que les discours vantant les bénéfices du multiculturalisme peuvent servir d'outils au service d'un néolibéralisme aux effets sociaux ravageurs lorsque ces discours se montrent favorables à

¹ Michael C. Williams, "Identity and the Politics of Security", *art. cit.*

² Jef Huysmans, "The Question of the Limits: Desecuritization and the Aesthetics of Horror in Political Realism", *art. cit.*

³ Ronnie D. Lipschutz, "Terror in the Suite: Narratives of Fear and the Political Economy of Danger", *Global Society*, vol. 13, n°4, 1999, pp. 411-439.

⁴ Jutta Weldes, Mark Laffey, Hugh Gusterson et Raymond Duvall (dir.), *Cultures of Insecurity – States, Communities, and the Production of Danger*, (avant-propos par George Marcus), Minneapolis – Londres, University of Minneapolis Press, 1999.

l'importation de travailleurs étrangers « à bon marché » (il s'agit là d'une instrumentalisation maligne de la notion de multiculturalisme).

La question de « l'espace vécu » dans les études de sécurité, si peu traitée par les politologues¹, est également un angle d'approche très important pour comprendre la création de l'insécurité comme, encore une fois, des anthropologues l'ont souligné. C'est dans cette situation que plusieurs études se sont penchées sur la production de l'insécurité sociale, économique, environnementale provoquée par l'installation de bases militaires. L'ensemble du voisinage des grandes bases peut en effet subir des déstructurations énormes dans ces différents domaines. Les liens entre les populations militaires et les indigènes ont, logiquement aussi, fait l'objet d'enquêtes en particulier lorsque les bases se sont installées en pays conquis, comme les troupes américaines à Okinawa². Dans un autre registre, et dans une optique féministe, les effets humainement désastreux de la prostitution massive n'ont pas non plus été oubliés dans le contexte de l'alliance transnationale entre la Corée du Sud et les Etats-Unis. L'alliance impliquait d'importants déplacements de populations militaires mâles, sans leurs épouses car la Corée du Sud est considérée comme zone non complètement pacifiée (l'armistice n'étant qu'une cessation des hostilités), sur des bases éloignées de leur foyer³. Enfin, les effets négatifs des images militaristes dispersées et dispensées au sein des populations civiles du fait de ces installations ont aussi été pris en compte par des anthropologues⁴.

REMARQUES CONCLUSIVES

A défaut de proposer des conclusions fermes, quelques réflexions s'imposent au terme de ce bilan. Tout d'abord, il y a le fait que le projet constructiviste en matière de sécurité est des plus dynamique. Il ne demande qu'à s'étoffer davantage. Ensuite, on peut constater que ce même projet a déjà indéniablement contribué à une vision plus variée de la perspective sécuritaire.

Mais certains points restent encore sous-éclairés par les différentes approches du constructivisme. Des questions précises mériteraient une attention plus soutenue. Le « terrorisme », en particulier dans sa version transnationale, n'a pas trouvé d'interprétations

¹ Voir cependant Bradley S. Klein, "Politics by Design: Remapping Security Landscapes", *European Journal of International Relations*, vol. 4, n°3, septembre 1998, pp. 327-345.

² Masamichi S. Inoue, "We Are Okinawans but of a Different Kind – New/Old Social Movements and the U.S. Military in Okinawa", *Current Anthropology*, vol. 45, n°1, février 2004, pp. 85-104.

³ Katharine H. Moon, *Sex Among Allies – Military Prostitution in the U.S.-Korea Relations*, New York, Columbia University Press, 1997. Il s'agit ici d'un travail de sciences politiques.

⁴ Catherine Lutz, "Making War at Home in the United States: Militarization and the Current Crisis", *American Anthropologist*, vol. 104, n°3, 2002, pp. 723-735 ; Eyal Ben Ari, "The Military and Militarization in the United States", *American Anthropologist*, vol. 31, n°3, 2004, pp. 340-348.

générales dans le champ considéré. La curiosité pour les phénomènes plus « micros », étudiés d'un biais anthropologique, pourrait s'accroître. Si les cultures stratégiques nationales sont analysées, la guerre et la stratégie pourraient être disséquées plus systématiquement. Les liens entre les problématiques classiques de sécurité et les aspects sociaux, économiques et tout ce qui touche à la sécurité humaine restent toujours insuffisamment exposés et articulés au corpus principal. Qu'en est-il par exemple du rôle des sociétés privées multinationales dans l'univers de la sécurité ? Ou des liens entre la définition d'un agenda sécuritaire et les thématiques classiques de l'économie politique internationale ?¹

Les approches constructivistes se refusant à apporter une interprétation globale de la politique internationale, ce que tente par contre le néoréalisme, il est essentiel pour celles-ci de mettre en évidence, au cas par cas, les dispositifs de pouvoir à la source des actions de sécurité. Moins que d'autres théories, les approches constructivistes ne sauraient se contenter de grands schémas théoriques abstraits. L'exploration de cas concrets est absolument nécessaire.

Ajoutons que les ressources des autres disciplines (et sous-disciplines) des sciences humaines méritent d'être mieux exploitées par le constructivisme. On songera en particulier à l'apport potentiel de l'anthropologie, de l'histoire et de l'histoire militaire, de la sociologie et de la sociologie militaire et de celle des sciences. Il y a là une matière empirique qui ne demande qu'à dialoguer avec les relations internationales et de sécurité. Enfin, l'objectif d'émancipation contenu dans le projet, surtout dans les études postmodernes et critiques, est primordial. Il autorise à repenser la sécurité sous un jour à la fois plus utopique et plus sympathique.

¹ Voir cependant l'importante contribution de Roger Tooze, "The Missing Link: Security, Critical International Political Economy, and Community" dans Ken Booth (dir.), *Critical Security Studies*, op. cit., pp. 133-158

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES
Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques
Réseau d'Etudes en politique internationale (REPI)

POST-GRADUATE STUDIES

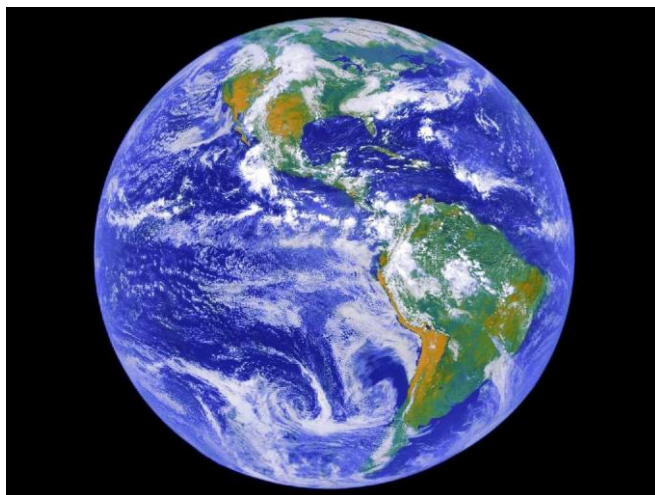
IN INTERNATIONAL POLITICS

***INTERNATIONAL POLITICS**

*** ARAB & MUSLIM SOCIETIES IN INTERNATIONAL POLITICS**

*** EAST ASIA IN INTERNATIONAL POLITICS**

***EUROPE, PEACE BUILDING & CONFLICT RESOLUTION**



ONE-YEAR BILINGUAL (FRENCH-ENGLISH) PROGRAMME

Part-time teaching (Friday evening, Saturday morning)

Lectures, seminars, thematic conferences

Lecturers from European and American Universities

Information :

Phone : 00 32 2 650 27 63 - Fax : 00 32 2 650 39 29

CP 135, avenue F.D. Roosevelt,50, 1050 Bruxelles

Website : <http://www.ulb-mip.be>; E-mail : mip@ulb.ac.be

Washington et la sécurité maritime

Tanguy STRUYE DE SWIELANDE

Senior Fellow au Centre d'Etudes des Crises et Conflits Internationaux (CECRI) de l'Université catholique de Louvain (UCL), membre du Réseau Multidisciplinaire d'Etudes Stratégiques (RMES) et consultant (<http://www.cdsa-consult.org>)



Quelques chiffres dévoilent l'importance que forment les routes maritimes pour notre sécurité : 80% du commerce mondial se fait par voie maritime, plus de 130 000 navires marchands enregistrés dans 195 pays, 12 à 15 millions de conteneurs, dont 230 millions de circulations annuelles, 1 200 000 marins, etc. La navigation de plaisance connaît de surcroît de plus en plus d'adeptes et le commerce maritime ne fait que s'accroître. Pas étonnant dès lors si nous observons que la sécurité maritime devient une question d'intérêt national pour de nombreux Etats.

Quelles sont les menaces les plus importantes à la sécurité maritime et aux lignes de communication maritime ? Quelles mesures ont été mises en œuvre afin de protéger les voies maritimes ? Ce sont entre autres à ces questions que cet article entend donner un début de réponse et cela en particulier à travers les mesures prises par les Etats-Unis.

PIRATERIE¹ ET TERRORISME

Que ce soit le long des côtes indonésiennes (Détroit de Malacca), nigériennes (Golfe de Guinée) ou somaliennes, la piraterie fait un retour remarqué sur la scène internationale depuis une dizaine d'années. Ces pirates font en général parti du crime organisé, car c'est une activité très rentable et qui permet de remplir les caisses de ces organisations. Les dommages causés (perte de navires et des cargaisons, assurances, etc.) concernent d'ailleurs plusieurs milliards de dollars par an. L'accroissement des risques a en outre entraîné l'augmentation des primes d'assurance et par conséquent les coûts de transport.

Au sein de la Chambre Internationale du Commerce, il existe le Bureau Maritime international (BMI) dont un des bureaux, à savoir l'*IMB Piracy Reporting Centre* répertorie depuis 1992, tous les actes de piraterie (déclarés)² dans le monde. Ce centre émet également quotidiennement un bulletin aux navires via Inmarsat C, détaillant les attaques sur les navires, ainsi que les déplacements suspects de certains navires. Ces informations sont également disponibles par internet. Grâce à cette base de données on sait que des centaines d'incidents ont lieu chaque année (entre 300 à 400 incidents déclarés), faisant des dizaines de morts. Il faut toutefois mentionner qu'en 2005 on a relevé moins d'actes de piraterie, que les précédentes années (notamment à cause du tsunami, qui a détruit de nombreux bateaux de pirates), mais qu'ils sont plus violents. Cela étant, cela reste un phénomène inquiétant et qui risque de s'aggraver, car les pirates se professionnalisent, possèdent des vedettes rapides, des téléphones satellites et sont armés jusqu'aux dents.

¹ Selon l'article 101 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, on entend par piraterie l'un quelconque des actes suivants : tout acte illicite de violence ou de détention ou toute déprédation commis par l'équipage ou des passagers d'un navire ou d'un aéronef privé, agissant à des fins privées, et dirigé : contre un autre navire ou aéronef, ou contre des personnes ou des biens à leur bord, en haute mer; contre un navire ou aéronef, des personnes ou des biens, dans un lieu ne relevant de la juridiction d'aucun État; tout acte de participation volontaire à l'utilisation d'un navire ou d'un aéronef, lorsque son auteur a connaissance de faits dont il découle que ce navire ou aéronef est un navire ou aéronef pirate; tout acte ayant pour but d'inciter à commettre les actes définis aux lettres a) ou b), ou commis dans l'intention de les faciliter. Outre la Convention des Nations Unies sur la mer, il existe la Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, adoptée à Rome en 1988 exigeant des Etats qu'ils extradent ou poursuivent les contrevenants qui ont commis des actes illicites à l'encontre de navires, tels que la capture des navires par la force et la pose d'explosifs à bord. D'autres protocoles, élargissent la Convention des Nations unies pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime créent un cadre international pour l'abordage de navires et pour l'interdiction de l'entrée sur un territoire de personnes dangereuses et de cargaisons également dangereuses.

² De nombreux incidents de piraterie ne sont pas déclarés par les compagnies maritimes pour éviter une augmentation des primes d'assurance.

Côtes somaliennes

L'absence d'Etat viable en Somalie depuis 1991, fait de ces côtes de l'Afrique de l'Est un nouvel éden pour les pirates des temps modernes. Ces derniers arrivent en général dans des petites embarcations rapides (de type Zodiac) armés d'armes automatiques et de RPG et ouvrent le feu afin de faire ralentir le navire. Une fois cet objectif atteint, ils montent à bord et prennent l'équipage en otage. Les attaques peuvent également se dérouler quand les navires se trouvent au mouillage. Les pirates prennent alors possession du navire après l'avoir approché à la nage. Sont visés indifféremment des cargos [ex. les cargaisons du Programme Alimentaire Mondial (PAM)], des bateaux de pêche, des paquebots, des bateaux-citernes ou des bateaux de plaisance. Il arrive que l'équipage soit abandonné en mer, ou tout simplement assassiné. Les marchandises et navires sont alors revendus, avec l'appui des douanes ou des polices locales souvent complices.

Une trentaine d'attaques ont eu lieu en 2005, dont la plus médiatisée sera celle contre le paquebot, *MV Seabourn Spirit*. Ce luxueux paquebot faisant route au mois de novembre 2005 vers le port kényan de Mombasa sera attaqué par des hommes armés à bord de vedettes rapides. Il parviendra à en échapper en prenant la haute mer. Selon certaines dépêches les pirates auraient été repoussés par le recours par le personnel naviguant à un système sonore non létal Long Range Acoustic Device (LRAD), produisant un signal sonore de 150 décibels. Cet échec n'a apparemment pas dissuader les pirates puisque les premiers mois de 2006 ont déjà montré que le phénomène ne connaît pas d'apaisements (déjà une vingtaine d'actes).

Jusqu'à présent l'Opération otanienne « Active Endeavour », en cours depuis octobre 2001 escorte des navires non-militaires en Méditerranée et à travers le détroit de Gibraltar pour contribuer à détecter, à décourager les activités terroristes et à assurer une protection contre ces activités, mais elle ne comprend pas la surveillance des côtes somaliennes. Quant à l'armada de la *Joint Task Force 150*, composée de navires américains, français, allemands et parfois italiens et anglais, elle patrouille surtout le Golfe d'Aden et les eaux entourant la Corne de l'Afrique, laissant les côtes somaliennes et kényanes sans surveillance¹. Le problème des pirates devant les côtes somaliennes a par conséquent poussé Washington à faire appel à une société de sécurité privée « Top Cat marine Security » pour patrouiller les côtes somaliennes en lieu et place des autorités somaliennes, incapables de remplir cette tâche. Le contrat porterait sur deux ans et aurait une valeur de 55 millions de dollars². Cela étant, en janvier 2006, le destroyer *USS Winston Churchill* parviendra tout de même à intercepter un navire-pirate somalien dans l'Océan indien. Enfin, l'Union africaine envisagerait une composante navale pour la future force de

¹ Simon Robinson, Xan Rice, « In Peril on the Sea », *Time Magazine*, November 14, 2005.

² « US firm to fight Somali pirates », BBC News, November 25 2005 (<http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/africa/4471536.stm>)

maintien de la paix de l'Union africaine (UA). Quatre bases seraient envisagées : une première en Egypte, pour surveiller le canal de Suez ; une deuxième en Afrique du Sud, pour contrôler le cap de Bonne-Espérance ; une troisième au Nigeria et enfin une au Kenya, pour contrôler les côtes somaliennes¹.

Le détroit de Malacca

Le Détroit de Malacca connecte l'Océan Indien à la mer de Chine par la mer d'Andaman au Nord et par le détroit de Singapour au Sud. Les routes alternatives sont le Détroit de Sunda et de Lombok-Makassar. Le premier est un détroit dont la profondeur n'est pas très importante rendant le passage des gros navires porte-conteneurs et tankers impossible. Le Détroit de Lombok est quant à lui facilement navigable mais rend les trajets plus longs de 3 à 4 jours. En cas d'obstruction de ces détroits, il faudrait passer par les côtes australiennes, rendant le trajet plus long de plus ou moins 15 jours. Or, le détroit constitue la route névralgique pour les matières premières. Chaque année plus de 60 000 navires passent par le détroit de Malacca. Près de 25 % du pétrole et 2/3 du gaz transitent par ce détroit, lequel ne mesure que 2,4 km de large à son point le plus étroit. Il offre en outre une voie de passage très importante militairement parlant, pour des pays comme le Japon, la Corée du Sud et les Etats-Unis. Il permet de la sorte d'acheminer des troupes américaines du Pacifique vers l'Océan Indien et le Moyen-Orient. C'est donc dans cet espace géopolitique et géoéconomique vital où naviguent chaque jour des centaines de navires, que la piraterie s'est largement développée ces dernières années. Ces actes de piraterie en Asie du Sud impliquent des gangs chinois, indonésiens et philippins. Avec respectivement 17 500 et 7 000 îles, l'Indonésie et les Philippines fournissent des bases arrière idéales pour que les pirates ne soient pas repérés.

En novembre 2004, 16 pays (les pays de l'ASEAN, plus la Chine, la Corée du Sud, le Japon, le Bangladesh, l'Inde, le Sri Lanka)², conclurent le *Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia (ReCAAP)*. Si l'initiative sera proposée dès 2001 par le premier ministre japonais Koizumi, il faudra cependant attendre trois ans avant qu'elle ne devienne réalité, à cause des désaccords sur l'endroit où installer le centre d'information, le *ReCAAP Information Sharing Center*. Le centre sera finalement situé à Singapour. La tâche de ce dernier sera de constituer une base de données et de mener des analyses³.

¹ Philippe Perdrix, « Au secours, les pirates reviennent ! », in *Jeune Afrique.com*, 4 juin 2006.

² En avril 2006, 11 pays des seize avaient signé le traité et 7 de ces 11 l'avaient ratifié. (Japon, Laos, Singapour, Thaïlande, les Philippines, Myanmar et la Corée du Sud).

³ John F. Bradford, "The Growing Prospects for Maritime Security Cooperation in Southeast Asia", in *Naval War College Review*, Summer 2005, Vol. 58, No. 3, p. 69.

Sous les pressions exercées conjointement par Tokyo et Washington, les pays de la région ont pris certaines mesures puisque l'Indonésie, la Malaisie, Thaïlande et Singapour organisent des patrouilles maritimes communes depuis 2004 dans le Détroit de Malacca. Depuis août 2005 ces pays ont de surcroît décidé d'organiser des patrouilles aériennes communes (initiative *Eyes in the Sky*). Les quatre pays ont ensuite établi fin 2005 une série de procédures communes quand ils patrouillent le détroit. Chacun des quatre pays peut, dorénavant, poursuivre des navires suspects dans les eaux territoriales de l'autre. Les procédures communes devront également faciliter la communication, ainsi que le partage du renseignement. Cela étant, ces pays continuent à s'opposer à toute présence permanente de l'*US Navy* dans le détroit, estimant cela une enfreinte à leur souveraineté. Devant ces difficultés, Washington a offert à ces pays de les aider à accroître leurs capacités de surveillance et parraine également l'initiative *Regional Maritime Security Initiative* (RMSI), entre l'Australie, la Thaïlande, la Malaisie, le Brunei, l'Indonésie, les Philippines et Singapour pour sécuriser les droits de navigations sur les SLOCs¹. Cette initiative se donne également comme objectif de combattre les menaces transnationales dans les Détroits de Malacca et de Singapour en introduisant des mécanismes de partage d'informations et de coopération. Aussi, malgré, leur absence dans le détroit, les Etats-Unis ont ainsi tout de même renforcé leur collaboration bilatérale avec les pays de la région, en particulier avec les Philippines, la Thaïlande, Singapour et le Brunei mais également, de manière plus discrète avec l'Indonésie et la Malaisie.



Figure 3 : Actes de piraterie dans le monde

¹ Sea Lines of Communications.

Bien qu'une majorité des actes de piraterie sont des attaques d'opportunité, ce qui inquiète de plus en plus les autorités étatiques sont le lien entre la piraterie et le terrorisme : en d'autres termes le terrorisme maritime. Quelques exemples : octobre 2000, l'attaque sur l'*USS Cole*, 18 morts ; octobre 2002 l'attaque sur le navire *Limburg* ; février 2004 attaque sur un ferry philippin, plus de 100 morts. En août 2005, plusieurs roquettes seront tirées contre les navires de la marine américaine, l'*USS Ashland* et l'*USS Kearsarge*, ancrés dans le port jordanien d'Akaba sur la mer Rouge. Les projectiles manqueront cependant leurs cibles. En janvier 2006, les tigres Tamils (*Black Sea Tigers*) feront sauter un patrouilleur de l'armée thaïlandaise, tuant treize de quinze marins à bord¹. Minimum deux autres attentats ont été déjoués visant des navires et ou facilités portuaires, en 2002 à Singapour et en Méditerranée en 2003, les autorités marocaines arrêtant des agents d'Al-Qaïda qui préparaient des attaques contre des navires américains.

Le danger existe encore que des terroristes détournent un pétrolier ou méthanier², le manœuvrent vers un détroit ou un port et le sabordent entraînant un blocage du passage ou une destruction du port, ce qui entraînerait des conséquences importantes dans le domaine de l'économie internationale, mais également écologique. Il suffit de penser aux conséquences économiques, écologiques (le sabordage d'un navire pourrait entraîner des catastrophes environnementales aussi catastrophiques que l'Amoco Cadiz ou l'Exxon Valdez) d'une attaque sur un tanker dans le détroit de Malacca, d'Hormuz ou Bab el Mandeb. De plus en plus de navires sont pour ces raisons équipés de mesures défensives passives : radars, senseurs, clôtures électriques, le système Ship-Loc³, etc. Les compagnies maritimes envisagent également de plus en plus à avoir à bord des armes légères.

¹ Les Tigres Tamils sont accoutumés de ce genre d'action. Cela fait déjà plusieurs années qu'ils y recourent avec succès. Ils sont parvenus à détruire entre un tiers et la moitié de la flotte côtière thaïlandaise.

² L'exemple du méthanier *Dewi Madrin*, qui sera abordé par des pirates en mars 2003 est un rappel du danger qu'il existe, bien que dans ce cas les pirates quitteront le navire n'étant pas intéressés à le transformer en une bombe flottante.

³ Le système ship-loc permet de suivre la localisation du bateau par satellite et de donner l'alerte depuis n'importe quelle mer. pour cela deux boutons ont été installés à bord : l'originalité est que l'un est à portée de main sur la passerelle tandis que l'autre est caché (jamais au même endroit) et connu d'un seul marin [Guillaume Levy, « les mesures de sécurité contre la piraterie progressent », in *News de la mer*, 9 novembre 2005 .

(http://www.marseamer.fr/index~art_id~2726~les+mesures+de+s%e9curit%e9+contre+la+piraterie+progressent.htm)]

De nombreux pays craignent également le positionnement par des terroristes sur des navires commerciaux de drones, missiles de croisière ou balistiques, permettant de frapper des cibles sur le territoire d'un pays sans pénétrer dans les eaux territoriales. Il faut cependant souligner que le danger des deux premiers est moindre vu une charge utile et portée plus réduite. Le danger d'une prise d'otages d'un navire de croisière n'est pas non plus à exclure. Rappelons-nous, l'*Achille Lauro*. En 1985, le Front de Libération Palestinien, prendra le contrôle de ce navire de croisière et prendra ainsi en otage 180 passager et 330 membres d'équipages. La prise d'otage résultera dans la mort du citoyen américain Leon Klinghoffer. Enfin, les Etats appréhendent de plus en plus des attaques contre les plateformes pétrolières off-shore, non seulement en Irak (tentatives d'avril 2004) mais également par exemple dans le Golfe de Guinée, le Delta du Niger ou le Golfe du Mexique.

INITIATIVES ET MESURES PRISES PAR WASHINGTON

En décembre 2004, le Président Bush signera une directive, la *National Security Presidential Directive 41 / Homeland Security Presidential Directive 13*. Elle aborde le développement d'une politique de sécurité maritime, qui résultera dans la *National Strategy for Maritime Security* en septembre 2005. Cette dernière retient trois grands principes : préserver la liberté des mers, seconder et défendre le commerce et faciliter les mouvements des personnes et des biens à travers les frontières, tout en filtrant ces dernières. Le document énumère dans ce contexte cinq menaces : 1) les Etats, 2) les terroristes, 3) les organisations criminelles et la piraterie, 4) la destruction de l'environnement et 5) l'immigration illégale. Le document évoque ensuite les objectifs stratégiques à atteindre : 1) Prévenir des actes terroristes ou criminels ; 2) Protéger les infrastructures critiques et les centres urbains ; 3) Minimiser les dommages et obtenir un redressement rapide ; Et 4) sauvegarder les océans et leurs ressources. Il préconise enfin quatre stratégies d'action : 1) La coopération internationale ; 2) La maîtrise maximale du domaine maritime, 3) L'incorporation des mesures sécuritaires dans les pratiques commerciales, 4) Une sécurité superposée, et 5) Assurer la continuité du transport maritime.

A toutes ces fins le département du *Homeland Security* en collaboration avec les départements d'Etat et de la Défense établissent huit priorités: 1) *Maritime Commerce Security* (Se donne comme objectif d'établir un plan pour sécuriser la chaîne de distribution), 2) *Maritime Transportation Systems Security* (Se préoccupe de l'amélioration du cadre réglementaire national et international), 3) *Maritime Infrastructure Recovery* (Recommande des procédures et des normes pour rétablir les infrastructures maritimes après une attaque ou une quelconque perturbation), 4) *Maritime Operational Threat Response* (Intègre les renseignements disponibles concernant les menaces potentielles envers les intérêts américains dans le domaine maritime), 5) *Maritime Domain Awareness* (Établit les fondements pour une bonne compréhension de tout ce qui est associé au domaine maritime qui pourrait avoir un impact sur la sécurité, l'économie, etc.), 6) *Global Maritime Intelligence Integration* (Intègre les renseignements disponibles concernant les menaces potentielles envers les intérêts américains dans le domaine maritime), 7) *Domestic*

Outreach Plan (Comprend l'input du secteur non fédéral pour aider à développer et réaliser les politiques de sécurité maritime) et 8) *International Outreach and Coordination Strategy* (Un cadre pour coordiner les initiatives de sécurité maritimes entreprises en collaboration avec des gouvernements étrangers et organisations internationales). Toute cette politique est supervisée par un comité interagence : le *Maritime Security Policy Coordinating Committee*.

S'il faudra attendre 2004-2005 pour que l'administration américaine développe une stratégie nationale, de nombreuses mesures et initiatives seront prises dès fin 2001. Depuis les attentats du 11 septembre, les navires de plus de 300 tonnes voulant accoster dans un port américain doivent alerter l'*US Coast Guard*, 96 heures avant leur arrivée, auparavant la limite était fixée à 24 heures. En décembre 2001, sera lancé *Project Shield America*, qui demande aux compagnies engagées dans l'exportation de matières sensibles pour la sécurité nationale de dénoncer toute commande ou action suspecte. En 2002 Washington lancera le *Container Security Initiative*, qui se donne comme objectif de détecter les containers qui posent un risque sécuritaire. Sachant qu'avant le 11 septembre 2001, 2 % seulement des conteneurs qui pénétraient le territoire américain étaient contrôlés, la possibilité existait et existe encore que des terroristes dissimulent une bombe NBCR¹ dans l'un des 15 millions de conteneurs (230 millions de mouvements) qui transitent chaque année dans les différents ports du monde. L'impact d'un conteneur piégé sur l'économie internationale serait dramatique et à long terme, car il entraînerait la fermeture des ports, le contrôle de chaque conteneur, des ralentissements importants dans le ravitaillement des usines et autres. Pas étonnant dès lors, si les containers à destination des Etats-Unis doivent aujourd'hui être (en théorie en tout cas)² contrôlés dans le port de départ (inspection, scan ou vérification des documents). Fin 2005, il y avait ainsi une quarantaine d'accords en place, qui permettent à des agents de la douane américaine d'inspecter dans le pays hôte certains containers.

Egalement en 2002, sera adopté l'*International Ship and Port Facility Security Code (ISPS Code)*. Par cette initiative il sera décidé que les navires au-dessus d'un certain tonnage doivent être équipés d'un système de détection avant décembre 2004. Le *Customs Trade Partnership Against Terrorism (C-TPAT)* est encore une autre initiative. Elle consiste en un partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour faciliter les procédures de douanes. Le privé s'engage à mieux surveiller et vérifier sa marchandise et son origine, en contre partie les douanes faciliteront les procédures administratives. Encore en 2002, le Congrès américain votera la *Maritime Transportation Security Act (MTSA)*. La loi prévoit que le *Coast Guard* rédige des plans

¹ Remarque: Le département de l'Energie a financé et déployé des senseurs mesurant les radiations dans un certain nombre de ports dans le cadre d'un programme intitulé *Megaport Initiative*.

² Seul 5 à 10 % des containers (ceux considérés comme potentiellement dangereux) sont contrôlés. Dans les conditions actuelles, contrôler tous les containers à destination des Etats-Unis n'est pas possible, par manque de temps, de personnel qualifié et de technologie adéquate.

maritimes de sécurité de transport régionaux et nationaux, ainsi que le développement de cartes d'identité pour les marins et employés dans les ports. Un mois après l'adoption de la loi, le *Coast Guard* présentera le *Maritime Strategy for Homeland Security*. Elle énumère cinq priorités : 1) Prévenir tout attaque terroristes dans le domaine maritime ou exploitant ce dernier ; 2) Réduire la vulnérabilité américaine dans le domaine maritime ; 3) Protéger les centres urbains, les infrastructures, les frontières maritimes, etc.; 4) Protéger le transport maritime ; 5) Minimiser les dommages en cas d'attaque dans le domaine maritime¹.

Le président Bush a pareillement annoncé en mai 2003, la *Proliferation Security Initiative (PSI)*, qui consiste en une réponse multinationale face au challenge de la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Les participants au *PSI* s'engagent (1) à prendre des mesures effectives contre le transfert ou transport d'armes de destruction massive, leurs vecteurs, et autres ; (2) à adopter des procédures rapides pour échanger des informations utiles ; (3) à renforcer leurs législations et procédures nationales ; (4) à aborder tout navire suspect dans les eaux internationales, nationales ou ports; etc. En septembre 2003, les signataires se sont mis d'accord sur des directives de base pour sa mise en œuvre. La réunion de Cracovie pour le premier anniversaire de l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération à laquelle 62 pays ont participé, souligne le soutien croissant dans le monde pour cette initiative. Aujourd'hui, ce n'est pas moins de 80 pays qui y participent.

L'amiral Thad Allen qui a pris ses fonctions de commandant de l'*US Coast Guard* en mai 2006 et qui a la responsabilité de la sécurité maritime américaine (plus de 360 ports et 150 000 km de littoral) est en voie de développer une stratégie pour mieux lutter contre la menace de navires de plaisance ou zodiacs, bourrés d'explosifs afin d'éviter un nouveau *USS Cole*. *Northcom*, le commandement d'Amérique du Nord établi en 2002 suite aux attentats du 11 septembre 2001 a pour sa part entre autres comme mission de surveiller la haute mer contre toute action terroriste. L'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (*NORAD*) de 1958, qui forme la pierre angulaire de la collaboration canado-américaine en matière de défense et qui est réexaminé tous les quatre ans, était chargé jusqu'à peu à protéger l'espace aérien des deux pays. Quand en mai 2006 le Canada et les États-Unis renouvelleront le *NORAD* au moyen d'un échange de notes diplomatiques, le nouvel accord élargira les fonctions du *NORAD* en ajoutant la fonction d'alerte maritime aux responsabilités qu'il exerçait auparavant.

Washington s'est enfin engagé à aider certains pays africains à garantir leur sûreté côtière dans toute la zone de production pétrolière du Golfe de Guinée. Dans le cadre de cette initiative, les États-Unis mettront à la disposition des pays de la région des unités navales, des équipements de radar et de communication et des services de formation et de coordination de la garde côtière

¹ John R. Harrauld, « Sea trade and security: an assessment of the post-9/11 reaction », in *Journal of International Affairs*, Fall-Winter, 2005.

pour la prévention de la contrebande, pour la protection des ressources offshore et pour la lutte contre la piraterie et le terrorisme maritime. Les Etats-Unis offriront encore en février 2006 une vedette de surveillance maritime à Sao Tomé et Príncipe pour mieux protéger ses eaux territoriales. En mars 2006, le navire de guerre *USS Carr* visitera l'île du Cap vert. En Irak, le *Coast Guard* et la marine américaine ont, pour leur part recours à des petits navires suréquipés et très manœuvrables dans les eaux littorales et autour des plateformes pétrolières (terminaux d'Al Basra et Khawr Al Amaya) plutôt qu'à leurs destroyers. Ces derniers forment plutôt un cordon sécuritaire plus global autour des plateformes pétrolières et des tankers.

Nous observons, en somme, que de nombreuses mesures (unilatérales, bilatérales et multilatérales) ont été prises par les Etats-Unis. Cela étant, il est aujourd'hui prématuré de ce faire une opinion sur l'efficacité des mesures prises. En particulier, les mesures prises pour les containers apparaissent loin d'être satisfaisantes, quand on sait qu'aujourd'hui seulement une infime partie est contrôlée effectivement. C'est entre autres pour cette raison que le Congrès américain et contre l'avis de l'administration Bush s'est opposé au début de l'année 2006 à la reprise de la firme des Emirats Arabes Unis, *DP World*, de la gestion de six ports américains¹. Cela étant si le contrôle des conteneurs est au centre des préoccupations américaines, des contrôles minutieux et scrupuleux de tous les containers sont aujourd'hui impossible, car ils paralyseraient le transport maritime à cause des délais que cela engendrerait. Aussi, aujourd'hui, le seul contrôle efficace, est celui qui s'appuie sur le renseignement.

En conclusion, il est évident que la sécurité maritime vu le développement du commerce international dans les années à venir, entraînera une obligation de garantir la sécurité des routes maritimes. Toute perturbation de la navigation aurait de graves conséquences sur le plan militaire, commercial... et environnemental.

Si aujourd'hui, les actes de piraterie et de terrorisme en mer restent rares, il ne faut toutefois pas négliger ou ignorer la menace. Il existe en effet des raisons sérieuses de croire que la nébuleuse Al Qaeda, ainsi que d'autres mouvements transnationaux s'intéressent à perturber le secteur maritime. Les canaux de Panama et de Suez, les détroits de Gibraltar, d'Ormuz et de Malacca sont quelques artères maritimes indispensables au commerce mondial sans parler de leur importance militaire et stratégique. Protéger les voies maritimes d'actes terroristes et de pirateries devient de cette façon une priorité pour de nombreux Etats.

¹ Le refus du Congrès apparaît surtout avoir été motivé par le protectionnisme et par des enjeux de politique intérieure et non pas par des raisons objectives.

CDSA

Center for Defence & Strategic Assessment



Visitez notre site Internet
<http://www.cdsa-consult.org>

Le CDSA est un organisme de consultance dont les activités principales de recherche et d'analyse s'articulent autour de diverses thématiques fondamentales dont :

La géopolitique, la géostratégie et la géoéconomie

Les relations entre les grandes puissances

La politique étrangère des Etats-Unis

Le terrorisme

Les menaces asymétriques

La prise de décision

Les questions de défense et de sécurité

La privatisation de la sécurité

Pour plus de renseignements, adressez-vous à :

Tanguy Struye de Swielande

Avenue de Tervuren, 66C, bte 57, 1040 Bruxelles

Téléphone/Fax : ++3227367377

Mobile : ++32476348537

La culture stratégique : évaluation d'un concept et de ses ramifications en relations internationales

CHRISTOPHE WASINSKI

Maître de conférence Facultés universitaire Notre-Dame de la Paix à Namur / Assistant Université Libre de Bruxelles.



Depuis plusieurs décennies, l'utilisation du concept de « culture » est devenue fréquente dans les études stratégiques et de sécurité en relations internationales. Il est maintenant courant d'entendre parler de « culture de guerre », « culture stratégique », « culture de sécurité » ou « culture militaire » (ainsi que, parfois, de « culture de paix »). Dans chacun de ces cas, l'expression se trouve liée, de façon plus ou moins directe, à un champ d'études portant sur l'emploi réel ou potentiel de la violence politique et organisée, souvent dans le contexte étatique. Ceci étant, les façons de concevoir le terme dans ces domaines sont multiples. La référence aux notions de culture stratégique, de sécurité, de guerre ou militaire ne trouve pas place dans une théorie mais plutôt dans une série d'approches théoriques – non des moindres aujourd'hui, le social constructivisme, les études critiques et postmodernes de sécurité. La compatibilité entre ces travaux n'est pas toujours absolue, loin s'en faut, même si des convergences non négligeables apparaissent très régulièrement. Par ailleurs, il est intéressant de noter que les utilisations de la culture dans les domaines de la sécurité et de la stratégie n'ont qu'une partie de leurs origines dans les sciences politiques.

A la lueur de ces considérations, la présente contribution a un double objectif. D'une part, elle désire procurer un éclaircissement généalogique du concept de culture lorsqu'il est employé dans le champ envisagé. Ceci se fera en exposant les origines au sein de la discipline de sciences politiques mais aussi à l'extérieur de celle-ci. D'autre part, un repérage des questionnements où l'usage du culturalisme s'avère fructueux sera réalisé. Il apparaîtra que cet emploi est d'autant plus profitable lorsque l'on intègre des considérations émanant d'autres disciplines des sciences

humaines. Ajoutons que la réflexion qui suit a pour désir de compléter l'utile balisage réalisé par d'autres chercheurs sur une matière très voisine¹.

CARTOGRAPHIE CULTURALISTE

Aux origines

Si le concept de culture stratégique est formellement né durant les années 1970, la référence à la culture comme outil d'explication des phénomènes guerriers, stratégiques et de sécurité est beaucoup plus ancienne². L'idée selon laquelle il existe des styles particuliers, ou des styles nationaux, en matière de stratégie, n'est pas neuve, loin de là. On en retrouve la trace chez les penseurs classiques. Certains écrits de Xénophon y font déjà allusion, de même que ceux de Machiavel, Folard, Puységur, etc aux XVII^e ou XVIII^e siècles. Plus récemment, on peut également citer Alfred Thayer Mahan lorsqu'il aborde les caractères nationaux dans son fameux ouvrage sur l'influence de la puissance maritime à travers l'histoire³. Plus proche encore, l'expression de style dans la conduite de la guerre (« *way in warfare* » ou « *way of war* ») élaborée par des historiens, paraît résolument proche de la notion de culture stratégique. C'est d'abord à l'historien militaire britannique B.H. Liddell Hart que l'on doit d'avoir rendu célèbre ce terme qui s'est ensuite largement diffusé⁴. Ses études envisageaient les particularités nationales stratégiques historiquement fondées. Dans le cas de la Grande-Bretagne, l'approche indirecte, l'utilisation de moyens économiques (blocus) et des forces navales étaient mises en évidence. Le style britannique soulevait également la question des moyens mis à disposition de l'engagement sur le Continent européen. Les idées de Liddell Hart constituent le pivot de nombreuses réflexions historiques contemporaines quant à la stratégie du pays. Le débat est loin d'être clos

¹ Pascal Vennesson, "Idées, politiques de défense et stratégie: enjeux et niveaux d'analyse", *Revue française de science politique*, vol. 54, n°5, octobre 2004, pp. 749-760. En anglais, voir aussi Theo Farrell, "Culture and Military Power", *Review of International Studies*, vol. 24, 1998, pp. 407-416 ; id., "Constructivist Security Studies: Portrait of a Research Program", *International Studies Review*, vol. 4, n°1, janvier 2002, pp. 49-72 ; Jeffrey S. Lantis, "Strategic Culture and National Security Policy", *International Studies Review*, vol. 4, n°3, automne 2002, pp. 87-113. L'objectif est également d'explorer plus en profondeur une réflexion issue de : Christophe Wasinski, "Aperçu d'un atelier de recherches: les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité (Partie I)", *Les cahiers du RMES*, vol. 2, n°2, hiver 2005, pp. 80-84 (www.rmes.be).

² Voir les quelques contributions sur le concept de culture stratégique dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 2000 et Thierry Widemann, "Culture et style stratégiques" dans François Géré, *Dictionnaire de la pensée stratégique*, Paris, Larousse, 2000, pp. 63-65

³ Alfred Thayer Mahan, *The Influence of Sea Power Upon History, 1660-1783*, Londres, Sampson Low, Martson & Co. Ltd., 1918 (1890), pp. 50-89..

⁴ Basil H. Liddell Hart, *The British Way in Warfare, Adaptability and Mobility*, (éd. revue), New York et Harmondsworth, Penguin, 1942 (1932).

et la notion reste très fertile pour les historiens¹. Il en ira de même, plus tardivement, aux Etats-Unis, où Russell F. Weigley publia *The American Way of War*, qui présentait un style américain de la guerre reposant sur l'habitude stratégique de l'anéantissement de l'ennemi². Les travaux de R.F. Weigley vont eux aussi nourrir les débats des historiens militaires sur le passé martial des Etats-Unis³. Il est vrai que l'histoire se prête avec aisance à la démarche de chercheurs comme B.H. Liddell Hart et R.F. Weigley. Leurs travaux montrent un bon équilibre entre une approche de type « sociologisante », encline à la généralisation et moins factuelle, et l'approche « purement » historique, de tendance descriptive et narrative. Cependant, l'enquête sur les particularités nationales de la stratégie mettra du temps avant d'être abordée de façon systématique par les études stratégiques. Comment expliquer cet état de fait ?

Un enracinement difficile

Deux raisons majeures peuvent être avancées pour expliquer la lenteur dans le développement de l'analyse culturaliste. Tout d'abord, la période qui suit la Seconde Guerre mondiale, qui correspond à la gestation et puis au développement des études stratégiques, est marquée par un retrait assez frappant de l'historien militaire. Dans le passé, la pensée militaire, puis stratégique, était fortement liée à l'étude de l'histoire grâce à des concepts tels que les principes de la guerre ou les leçons de l'histoire. L'historien civil ne prendra pas (ou peu) le relais de son collègue militaire au XX^e siècle. Avec l'apparition du mouvement des *Annales*, l'histoire dite « bataille », avant tout factuelle et guère interprétative, fustigée pour son nationalisme, est rejetée par les historiens civils, au profit d'approches sociales et économiques. Le concept de « culture stratégique » pouvait difficilement émerger de ce contexte. La seconde raison touche à l'évolution générale des sociétés par rapport à la technique. Le XX^e siècle s'annonce comme le siècle de la machine, surtout au sein des forces armées. La pensée militaire, mais aussi la pensée en général, connaît une inflexion dans le sens de la technicité. L'histoire se trouve reléguée à une place moindre par rapport à des disciplines qui peuvent prétendre à une meilleure « scientificité », c'est-à-dire celles qui font usage des mathématiques. Ces dernières vont acquérir un droit de cité très important au sein des études stratégiques durant les années 1960. Le développement des études stratégiques n'est d'ailleurs pas sans, ouvertement, rappeler celui de

¹ Hew Strachan, "The British Way in Warfare Revisited", *The Historical Journal*, vol. 26, n°2, juin 1983, pp. 447-461.

² Russell F. Weigley, *The American Way of War - A History of United States Military Strategy and Policy*, Indiana, Bloomington, 1977. On retrouve déjà le concept chez Daniel Ellsberg, "The American Way of War" dans *Papers on the War*, New York, Simon and Schuster, 1972, pp. 238-242 (Daniel Ellsberg était haut fonctionnaire au Pentagone durant la guerre du Vietnam).

³ Don Higginbotham, "The Early American Way of War: Reconnaissance and Appraisal", *William and Mary Quarterly*, vol. 44, n°2, avril 1987, pp. 230-273 ; Carol Reardon, *Soldiers and Scholars – The U.S. Army and the Use of Military History, 1865-1920*, Lawrence, University Press of Kansas, 1990, pp. 89-108.

la science économique de l'époque¹. On y retrouve l'influence des mathématiques dans les études sur le choix rationnel, études basées sur la théorie des jeux et au travers des travaux pionniers de l'économiste Thomas C. Schelling. Il s'agit là d'analyses qui auront un impact durable au sein de la communauté des stratégistes ainsi que chez les politologues de relations internationales². Ces outils intellectuels, s'ils sont utiles, n'en ont pas moins des limitations et des désavantages. Parmi ceux-ci, on peut citer la difficulté à appréhender la formation (culturelle) des choix, un niveau trop élevé d'abstraction qui va de pair avec une moindre importance accordée aux particularités des acteurs. La logique trop universaliste peut s'avérer un obstacle à la compréhension. Le manque d'intérêt de la part des historiens et la tournure mathématisante des études stratégiques vont donc limiter l'enracinement du culturalisme dans le champ stratégique et de sécurité. Il est pourtant d'autres voies par lesquelles la culture se trouve mise en exergue à l'époque.

La culture politique

La méthode culturaliste se développe en effet au sein des sciences politiques internes aux Etats-Unis pendant les années 1960³. L'ouvrage phare sur la question est le fameux *The Civic Culture* de Gabriel A. Almond et Sidney Verba. Les deux auteurs veulent comprendre pourquoi tous les Etats contemporains n'accèdent pas à la démocratie alors qu'ils sont dotés de structures politiques relativement similaires. Cette interrogation se déploie dans un contexte où certains Etats sont en phase de reconstruction après la guerre et d'autres en pleine naissance avec la décolonisation. L'approche choisie se situe à mi-chemin entre les théories systémiques, façon David Easton, et les travaux, influencés par la psychologie, façon Harold Lasswell. La culture politique se positionne à l'intersection des études « macro » et « micro ». Elle tente de combler le fossé entre les deux dimensions. Almond et Verba indiquent qu'ils cherchent à comprendre les comportements des acteurs politiques à partir de leur « carte cognitive ». La culture politique serait la mise à jour des représentations, croyances et connaissances politiques des individus étudiés. Almond et Verba la définissent comme la distribution particulière de modèles

¹ Bernard Brodie, "Strategy as a Science", *World Politics*, vol. 1, n°4, juillet 1949, pp. 465-488 ; Charles J. Hitch, "National Security as a Field for Economics Research", *World Politics*, vol. 12, n°3, avril 1960, pp. 434-452 ; Bernard Brodie, "The McNamara Phenomenon", *World Politics*, vol. 17, n°4, juillet 1964, pp. 672-686 ; P.G. Bock et Morton Berkowitz, "The Emerging Field of National Security", *World Politics*, vol. 19, n°1, octobre 1966, pp. 122-136.

² Thomas C. Schelling, *The Strategy of Conflict*, New York, Oxford University Press, 1963.

³ Michael Brint, *A Genealogy of Political Culture*, Boulder – San Francisco – Oxford, Westview Press, 1991 ; Yves Schemeil, "Les cultures politiques" dans Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, vol. 3, *L'action politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 237-307 ; Lucian Pye, "Political Culture" dans *International Encyclopedia of the Social Sciences*, New York, McMillan, 1968, vol. 12, pp. 218-224.

d'orientation envers les objets politiques au sein d'une nation¹. Pour réaliser leur étude, ils ont recouru à des sondages massifs : pas moins de 5.000 personnes furent interrogées dans cinq Etats (Mexique, Italie, Etats-Unis, Grande-Bretagne et Allemagne) – l'attrait des mathématiques reste encore palpable sur ce front. Ils sont convaincus que la comparaison des données est possible par-delà les frontières². Les informations statistiques remplacent les autres sources de connaissance. L'histoire est quasiment rejetée sous prétexte de ne pas être « scientifique »³. Au total, les conclusions de l'ouvrage établissent une typologie de trois cultures politiques (paroissiale, de sujétion et de participation), en fait des sortes d'idéaux-types.

A première vue, le concept de culture politique tel qu'il est résumé dans ces quelques lignes, est complètement détaché des problèmes de sécurité. Pourtant, cette affirmation doit être très largement relativisée. Il faut rappeler que, lors de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux intellectuels américains vont entrer au service du gouvernement pour soutenir l'effort de défense⁴. Une part non négligeable de ces intellectuels provient du monde des sciences sociales. Pour certains, la collaboration s'interrompt avec le conflit. D'autres décident de poursuivre ce travail tout au long de la guerre froide. Dans cette seconde catégorie, on trouve les noms d'Harold Lasswell, Morris Janowitz, Nathan Leites, Karl Deutsch, Margaret Mead, Clyde Kluckhohn, Klaus Knorr, Daniel Lerner, Lucian Pye et Gabriel Almond. Ces chercheurs mènent des études pour le compte de diverses institutions américaines de sécurité, dont les services de renseignements. Ils travaillent à mieux connaître les spécificités des différentes populations nationales. Leurs réflexions sont, bien entendu, en lien direct avec la lutte mondiale contre la diffusion du communisme. Dans cette optique, la culture politique, tout comme d'autres approches anthropologiques, psychologiques, psychosociologiques, sociologiques, est mise en œuvre dans une perspective d'études stratégiques, bien que cela ne soit pas toujours ouvertement reconnu⁵. Cette reconnaissance viendra un peu plus tardivement (voir *infra*).

¹ Gabriel A. Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture – Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963, pp. 14-15.

² Malgré que les questions posées puissent être interprétées différemment selon les pays.

³ Les auteurs y font tout de même quelques allusions dans leurs conclusions. A titre d'exemple, ils expliquent la situation italienne par l'unification tardive de l'Etat.

⁴ Voir la liste établie par Harvey Walker, "Political Scientists and The War", *The American Political Science Review*, vol. 39, n°3, juin 1945, pp. 555-574.

⁵ John W. Dower, *War Without Mercy – Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon, 1987 ; Ido Oren, "Is Culture Independent of National Security ? How America's National Security Concern Shaped 'Political Culture' Research", *European Journal of International Relations*, vol. 6, n°4, décembre 2000, pp. 543-573.

La crise des études stratégiques des années 1970 et la réorientation des années 1980

A la même époque, le champ des études stratégiques se concentre sur les problèmes de la dissuasion, de la guerre limitée et du contrôle des armements¹. Bien que l'apport soit important, ces thématiques ne couvrent pas les nouveaux défis en cours d'apparition dans les relations internationales lors des années 1970. Les interrogations portent de plus en plus sur le régionalisme, le Tiers Monde, les facteurs transnationaux, l'environnement, la crise pétrolière, la multipolarité, l'interdépendance économique, etc. Plus encore, la détente est difficile à penser par une discipline ancrée dans le paradigme du réalisme politique. L'actualité de la politique internationale a même un impact direct sur les thématiques traditionnelles des études de sécurité. Les théories de la dissuasion semblent entrer dans une sorte de « cul de sac », et ce alors que la rivalité Est-Ouest n'est pourtant pas résolue. Les armes nucléaires et la guerre froide ont imposé une sorte de *status quo* et personne ne voit comment le dépasser. Ensuite, on considère que les études stratégiques ont été improductives dans le cadre de la guerre au Vietnam. Les intellectuels américains de la défense n'ont pas réussi à proposer des idées qui feraient gagner le conflit. Pis, dans certains cas leurs analyses se sont révélées complètement fausses. L'indépendance des chercheurs, souvent rémunérés par le gouvernement, vis-à-vis de leurs employeurs est aussi remise en cause. Leur objectif devient l'objet de doutes. En dernier lieu, on se demande si le nombre de doctorants formés dans ces matières n'est pas trop faible pour pouvoir poursuivre l'œuvre des pères fondateurs². Résultat, à partir des années 1970 environ, les études stratégiques connaissent un déclin.

Il est donc grand temps de faire évoluer les études stratégiques, et éventuellement de remettre en question le réalisme, et d'en réviser les postulats de base, à commencer par celui de l'acteur rationnel en quête d'une puissance mal définie³. Ainsi, dans le domaine des relations internationales, certains travaux commencent à ouvrir une brèche en modérant l'affirmation selon laquelle le comportement des acteurs est purement rationnel – *Perception and Misperception in International Politics* de Robert Jervis peut être cité en exemple⁴. Les choses évoluent également dans le domaine des études stratégiques. Tout d'abord, leur appellation va se modifier. A partir des années 1980, les *strategic studies* ont tendance à prendre le nom de

¹ Par exemple John Garnett (dir.), *Theories of Peace and Security – A Reader in Contemporary Strategic Thought*, Londres, Macmillan St Martin's Press, 1970.

² David A. Baldwin, "Security Studies and the End of the Cold War", *World Politics*, vol. 48, n°1, octobre 1995, pp. 117-141 ; Stephen J. Walt, "The Renaissance of Security Studies", *International Studies Quarterly*, vol. 35, n°2, juin 1991, pp. 211-239.

³ Hedley Bull, "Strategic Studies and Its Critics", *World Politics*, vol. 20, n°4, juillet 1968, pp. 563-605.

⁴ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

(*national* puis *international*, voire *global*) *security studies*¹. Ce changement correspond à un élargissement du champ d'analyse, mais aussi à une dilution, parfois critiquée, de l'intérêt porté aux questions militaires². Quoi qu'il en soit, ces études vont connaître un regain d'intérêt suite à l'arrivée de l'administration de Reagan au pouvoir aux Etats-Unis. Il est alors fait allusion à une « nouvelle guerre froide » et à la faillite de la détente. C'est à partir de cette période que l'histoire militaire revient en force dans les pays anglo-saxons. Le croisement entre cette discipline et les sciences politiques prend de l'ampleur au travers d'études de cas et de démarches comparatives. La psychologie et la sociologie ne sont pas oubliées non plus³.

Enfin, la parution de *Strategy and Ethnocentrism* de Ken Booth doit être mentionnée. Dans cet ouvrage publié en 1979, l'auteur se livre à une critique systématique des études stratégiques⁴. Selon K. Booth, les stratégestes ont généralement fait preuve d'une vision ethnocentrée. De façon récurrente, ils ont construit l'adversaire à partir de préoccupations internes et non pas en fonction de la menace réelle. Toujours selon K. Booth, le stratégeste est trop souvent peu curieux en ce qui concerne son ennemi. Son univers intellectuel est trop étroit et il éprouve des difficultés à se placer « dans la peau de l'autre ». L'auteur milite pour une approche stratégique avant tout centrée sur l'évaluation des intentions et non pas du matériel. Il met en garde contre la tendance à attribuer notre propre « rationalité » à l'adversaire. En conclusion, les stratégestes devaient impérativement en revenir à des études historiques, psychologiques, sociologiques et aux analyses régionales. *Strategy and Ethnocentrism* s'avère un pamphlet en faveur de l'évolution des études stratégiques vers, entre autres, des approches interprétatives. Toutefois, il confirme et précise les lignes de conduite de cette évolution plus qu'il ne les devance. Entre-temps, la culture dans les études stratégiques et de sécurité trouve deux voies d'expression, d'une part au sein de la culture stratégique en sciences politiques, d'autre part au sein de nouvelles recherches historiques.

Les premiers pas de la culture stratégique

L'apparition du concept de culture stratégique remonte formellement aux années 1970. Le terme est dû à une étude réalisée en 1977 par Jack Snyder pour le compte de la RAND Corporation⁵. Il y définit la culture stratégique comme « *la somme totale des idéaux, réponses*

¹ Helga Haftendorn, "The Security Puzzle: Theory Building and Discipline Building in International Security", *International Studies Quarterly*, vol. 35, n°1, mars 1991, pp. 3-17.

² Jean Barrea, "La sécurité, c'est l'"autre"" dans Charles-Philippe David, *Les études stratégiques - approches et concepts*, Montréal, Méridien – FEDN – Centre Québécois de Relations Internationales, 1989, pp. 417-434.

³ Amos Perlmutter et John Gooch (dir.), *Strategy and the Social Sciences*, Londres, Frank Cass, 1981.

⁴ Ken Booth, *Strategy and Ethnocentrism*, Londres, Croom Helm, 1979.

⁵ Jack L. Snyder, *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Operations*, A Project AIR FORCE report prepared for the United States Air Force, R-2154-AF, Santa Monica, RAND, septembre 1977.

émotionnelles conditionnées, et modèles de comportements habituels que les membres d'une communauté nationale stratégique ont acquis au travers de l'instruction ou de l'imitation et qu'ils partagent entre eux par rapport à la stratégie nucléaire »¹. Le terme « stratégie nucléaire » est bien entendu lié au sujet de l'analyse et ne servira jamais à limiter le domaine de la culture stratégique. Il est par contre intéressant de préciser le contexte événementiel de l'apparition de l'étude de J.L. Snyder.

C'est au cours de la guerre froide, et suite à l'apparition d'armes thermonucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux, que se développent les théories de la dissuasion, principalement aux Etats-Unis. Dans cette optique, le but de la stratégie n'est pas de vaincre mais de prévenir la guerre. Le symbole criant de cette idée est le concept de « destruction mutuelle assurée » (M.A.D. – « *Mutually Assured Destruction* »). Le problème, pour les membres de l'OTAN, est de savoir si cette idée est partagée par leur adversaire communiste, ce dont doutent ponctuellement les Américains². Ils estiment que la doctrine Sokolovsky prouve plutôt que les Soviétiques conçoivent l'arme nucléaire comme n'importe quelle autre arme³. En d'autres termes, l'arme nucléaire serait une arme propre à assurer la victoire (conception dite « *war-fighting* » ou « *war-winning* »). Le débat fait rage et le concept de « culture stratégique » apparaît à ce moment pour donner une nouvelle interprétation à ce questionnement. Grâce à cet outil, il est possible de dépasser la simple évaluation du matériel ou les analyses basées sur le choix rationnel. La culture stratégique permet de prendre en compte les intentions au travers des discours et de l'expérience historique.

Suivent une série de travaux réutilisant le concept de manière souple. Les travaux de Colin S. Gray rendent bien compte de l'évolution du débat⁴. Selon lui, la culture stratégique est basée sur l'(auto-)appréciation d'une expérience historique et du caractère national. La culture stratégique telle qu'il l'envisage est un mélange d'histoire, de géographie, de philosophie politique, de culture civique, etc. En fait C.S. Gray présuppose l'existence de cultures stratégiques distinctes. Il les considère comme un environnement qui influence la prise de décision. Toutefois, la réponse à la question de savoir jusqu'à quel point la culture influence précisément ou pas la décision reste mal définie. Ensuite, proche de C.S. Gray et de Ken Booth par sa méthode, David T. Twining affirme que la culture stratégique est fondamentalement importante pour comprendre les intentions de l'adversaire. L'auteur rejette les approches trop centrées sur l'évaluation des

¹ Traduction personnelle. *Ibid.*, p. 8.

² John van Oudenaren, *Deterrence, War-fighting and Soviet Military Doctrine*, Adelphi Papers, n°210, IISS, été 1986.

³ Maréchal Sokolovsky, *Stratégie militaire soviétique*, (traduction du russe), Paris, L'Herne, 1984.

⁴ Colin S. Gray, "Comparative Strategic Culture", *Parameters*, vol. 14, n°4, hiver 1984, pp. 26-33 ; id., "National Style in Strategy", *International Security*, vol. 6, n°2, automne 1981, pp. 21-47.

postures matérielles. La culture stratégique est capable d'aborder des éléments subjectifs comme les mythes. Pour D.T. Twining, le culturalisme doit aider à comprendre l'Autre d'après ses propres critères. Tout comme C.S. Gray, il pense que la culture stratégique est davantage faite de tendances que de déterminants¹. Carnes Lord apporte également des éléments méthodologiques supplémentaires. Selon lui, la culture stratégique est composée de la géopolitique, des relations internationales, de la culture politique et de l'idéologie, de la culture militaire (histoire militaire, traditions et éducation des soldats), des relations civils-militaires dans l'organisation bureaucratique et des équipements, armements et technologies disponibles². On peut néanmoins se demander pourquoi certaines variables sont retenues au détriment, potentiel, d'autres. Et, dans quelle mesure une telle liste est exhaustive ? De plus, la question de la hiérarchisation de ces déterminants est aussi problématique.

Mentionnons enfin un article de Yitzhak Klein publié en 1991. Ce dernier livre, entre autres, des considérations pour une utilisation rigoureuse des informations dans les recherches culturalistes. Il prône un dépouillement systématique des sources qui n'est pas sans rappeler une démarche historienne³. Entre-temps, des publications popularisent le concept dans nombre de revues⁴. Mais, si la notion de culture stratégique connaît une importante diffusion, cela ne se fait pas toujours au profit de l'exigence sur le plan théorique⁵. La culture stratégique menace alors de devenir un véritable fourre-tout qui autorise toute description socio-historique.

La référence culturelle entre sociologie et histoire militaire

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'apparition du mouvement des *Annales* en histoire a pu retarder l'émergence d'une histoire militaire culturaliste. Il est temps de revenir sur cette piste. Fondée par Lucien Febvre et Marc Bloch, le mouvement en question prend son envol après la

¹ David T. Twining, "Soviet Strategic Culture – The Missing Dimension", *Intelligence and National Security*, janvier 1989, pp. 169-187.

² Carnes Lord, "American Strategic Culture" dans F.E. Baumann et K.M. Jensen, *American Defense Policy and Liberal Democracy*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1989, pp. 44-63. Voir aussi George Tanham, "Indian Strategic Culture", *The Washington Quarterly*, hiver 1992, pp. 129-142.

³ Yitzhak Klein, "A Theory of Strategic Culture", *Comparative Strategy*, vol. 10, n°1, 1991, pp. 3-23.

⁴ Alan Dupont, "Is There An 'Asian Way'?", *Survival*, vol. 38, n°2, été 1996, pp. 13-35 ; Rajesh M. Basrur, "Nuclear Weapons and Indian Strategic Culture", *Journal of Peace Research*, vol. 38, n°2, mars 2001, pp. 181-198 ainsi qu'une prise de position politique, François Léotard, "Une nouvelle culture de la défense", *Défense nationale*, 49^e année, juillet 1993, pp. 9-29. En français, on lira le très original, mais aussi très difficilement classable article de Jean Barrea, "Cultures politico-stratégiques de "conviction" et de "responsabilité" : essai d'analyse non stratégique de données militaires", *Stratégie*, 1-90, pp. 49-84.

⁵ Sauf dans la thèse de Bruno Colson, *La culture stratégique américaine – L'influence de Jomini*, Paris, FEDN – Economica, 1993.

Libération. Il correspond à l'entrée en force de questionnements d'inspiration sociologique au sein de la discipline historique. L'histoire telle qu'elle est recherchée par les *Annales* est originellement assez peu intéressée par les faits militaires et les problématiques stratégiques et de sécurité¹. Elle montre une grande affinité pour une façon interprétative, moins centrée sur l'explication qui recourt à des relations de causes à effets automatiques, de raconter le passé. Parfois elle peut aussi s'avérer beaucoup moins matérialiste. L'histoire des *Annales* s'attache souvent à narrer le passé en effectuant des recherches sur les mentalités, les représentations et les significations². L'école aura une influence substantielle sur la façon de penser et d'écrire l'histoire à travers le monde. Elle bloque le développement de l'histoire militaire mais aura, plus tard, un rôle significatif dans le renouveau de celle-ci – on parlera parfois de « nouvelles histoire militaire ».

Au cours des années 1970-1980, on assiste à un regain d'intérêt parmi les historiens pour le phénomène militaire. Ce regain est surtout visible dans les pays anglo-saxons. Sur le plan international, l'évolution correspond au développement de la « nouvelle guerre froide » comme cela a déjà été souligné. A un niveau plus méthodologique, il fait suite à l'essoufflement des outils théoriques formels (comme la théorie des jeux) qui avaient été tant vantés jusque-là dans les milieux de la défense. Les chercheurs reprennent une série d'interrogations de type sociologique, en particulier celles qui ont trait aux bureaucraties militaires et aux groupes sociaux dans l'armée. Cette tendance est renforcée avec l'apparition de revues comme *International Security* ou *The Journal of Strategic Studies* où l'on croise les contributions du politologue, du sociologue et de l'historien³.

C'est de ce contexte qu'émanent des travaux sur la culture organisationnelle et la culture militaire. Ils sont tantôt explicitement de nature historique, sociologique, politologique ou de simples commentaires de praticiens ayant trouvé le label commode à une description de ce qui les entoure⁴. Il est vrai que des auteurs veulent distinguer la notion de culture organisationnelle

¹ Hervé Coutau-Bégarie, "L'histoire militaire entre la pensée stratégique et la nouvelle histoire", *Stratégie*, vol. 28, n°4, 1985, pp. 61-73 ; id., *Le phénomène nouvelle histoire – Grandeur et décadence de l'école des Annales*, (2^e éd., refondue), Paris, Economica, 1989, pp. 192-198.

² William J. Bouwsma, "From History of Ideas to History of Meaning", *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 12, n°2, automne 1981, pp. 279-291.

³ Pascal Vennesson, "Science politique et histoire militaire : comment (mieux) pratiquer l'interdisciplinarité ?" dans Laurent Henninger (dir.), *Histoire militaire et sciences humaines*, Bruxelles, Complexe, 1999, pp. 155-198.

⁴ Frederick M. Downey et Stephen Metz, "The American Political Culture and Strategic Planning", *Parameters*, vol. 18, n°3, septembre 1988, pp. 34-42 ; Martin Antonio Balza, "Changing Argentine Military Culture", *Joint Forces Quarterly*, printemps 1996, pp. 64-66 ; Christopher Dandeker et James Gow, "Military Culture and Strategic Peacekeeping", *Small Wars and Insurgencies*, vol. 10, n°2, automne 1999, pp. 58-79 ; R.A.D. Applegate et J.R. Moore, "The Nature of Military Culture", *Defense Analysis*, vol. 6, n°3, septembre 1990, pp. 302-305 ;

et militaire de la culture stratégique en général. La culture stratégique est appréhendée dans un sens politique et moins strictement en rapport avec le fonctionnement de l'institution militaire. De façon générale, la référence culturelle prend place dans l'histoire militaire. Cela se fait avec, au passage, l'intégration d'une part des questionnements de l'histoire des *Annales*¹. Il est également vrai que la récupération de la notion de culture politique par les historiens facilite aussi ce transfert. Alors (momentanément) tombée en désuétude chez les politologues, la culture politique a permis aux historiens d'interroger toutes les particularités de l'univers politiques, univers que les *Annales* avaient tendance à laisser en friche². Dans le domaine militaire, le concept est l'occasion pour l'historien de souligner comment certaines pratiques guerrières trouvent des origines fondatrices lointaines qui s'expriment encore dans le présent. On assiste à une sorte de rapprochement, en temps différé, entre les politologues et les historiens dans le domaine de la culture appliquée aux questions stratégiques et de sécurité.

Le constructivisme en relations internationales

Une étape supplémentaire est franchie au sein de la discipline des relations internationales avec l'émergence de courants théoriques constructivistes. L'idée selon laquelle la réalité est en fait le fruit de constructions intersubjectives était déjà bien implantée dans de nombreuses disciplines, comme la philosophie et la psychologie³. Le matérialisme reste pourtant longtemps dominant dans l'étude de la politique internationale. Il sera d'abord remis en cause par les analyses portant sur les représentations, les représentations erronées et les images au niveau international. L'influence de la psychologie cognitive n'est pas absente de ces analyses qui font

John Kiszely, "The British Army and Approaches to Warfare since 1945", *The Journal of Strategic Studies*, vol. 19, n°4, décembre 1996, pp. 179-206 ; Karen O. Dunivin, *Military Culture – A Paradigm Shift ?*, Maxwell AFB, AWC, Air University, avril 1996 ; Philippe Richardot, *Végèce et la culture militaire au Moyen Age*, Paris, Economica – ISC, 1998 ; Thomas S. Langston, "The Civilian Side of Military Culture", *Parameters*, vol. 30, automne 2000, pp. 21-29.

¹ John Shy, "The Cultural Approach to the History of War", *The Journal of Military History*, vol. 57, n°5, octobre 1993, pp. 13-26 (on consultera avec intérêt l'ensemble de la livraison intitulée "The History of War as Part of General History") ; id., "The American Military Experience: History and Learning", *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 1, n°2, hiver 1971, pp. 205-228.

² Denis-Constant Martin, "A la recherche des cultures politiques – De certaines tendances récentes de la politologie française", *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXXVII, juillet-décembre 1989, pp. 223-248 ; Glen Gendzel, "Political Culture: Genealogy of a Concept", *Journal of Interdisciplinary History*, XXVIII, n°2, automne 1997, pp. 225-250 ; Ronald P. Formisano, "The Concept of Political Culture", *Journal of Interdisciplinary History*, vol. XXXI, n°3, hiver 2001, pp. 393-426.

³ Paul Watzlawick (dir.), *L'invention de la réalité – Comment savons-nous ce que nous croyons savoir? – Contributions au constructivisme*, (trad. de l'allemand), Paris, Seuil, 1988.

toujours l'objet d'études captivantes à la fois en sciences politiques et en histoire¹. Toutefois, l'étude des perceptions n'est pas fondamentalement une remise en cause du réalisme et du néoréalisme. Ses partisans restent convaincus qu'il faut comprendre les relations internationales à l'aune d'une structure anarchique où les Etats, soit les acteurs principaux, se comportent de façon rationnelle et égoïste sous peine d'être sanctionnés². Le jeu des perceptions peut affecter ces conduites mais pas remettre en cause la nature rationnelle des actions. L'expression de rationalité limitée (« *bounded rationality* ») convient à exprimer cette façon d'envisager le problème. La possibilité même de la rationalité n'est pas renversée. En d'autres termes, l'explication culturelle, dans ce contexte, s'intègre et complète un paradigme théorique large ; celui de l'acteur rationnel. Au cours des années 1980, et surtout des années 1990, apparaît le social constructivisme en relations internationales³. Il s'agit en partie d'une critique du réalisme. D'après le social constructivisme, les acteurs, par leurs interactions, se socialisent à une série de valeurs et de normes. La réalité est intersubjectivement constituée par celles-ci. Celui qui étudie la politique internationale se doit donc d'analyser les croyances, modèles conceptuels, sentiments, idées, images, connaissances, significations, dispositions mentales (« *mind-sets* »), normes, orientations, symboles, valeurs, représentations du monde, ou encore une combinaison entre ces expressions⁴. De façon simplifiée, les normes ont deux types d'effets : (1) des effets constitutifs – les normes sont à la source des identités et des intérêts ; (2) des effets régulateurs – les normes ont un impact lorsqu'elles prescrivent ou proscrivent des comportements. Au total, le social constructivisme va donner l'occasion à des chercheurs de récupérer le concept de culture stratégique ou l'idée de culture nationale de sécurité (par ce biais aussi, l'étude des valeurs peut rentrer dans le cadre de l'analyse cognitive et normative des politiques publiques)⁵. Ainsi, pour Alastair Iain Johnston, la culture stratégique est un système intégré de symboles (comme les structures d'argumentation, le langage, les analogies, les

¹ Par exemple Ralph K. White, "Misperception and the Vietnam War", *The Journal of Social Issues*, vol. XXII, n°3, juillet 1966 et bien sûr Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, *op. cit.* ; Frédéric Ramel, "Images de l'ennemi et limites de l'IEDS dans l'après-guerre froide : l'émergence incertaine d'une fédération européenne", *Arès*, n°44, vol. XVIII, fasc. 1, février 2000, pp. 23-46 ; Thomas Lindemann, *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914*, Paris, Economica / CFHM / ISC, 2001 ; Mark Hewitson, "Images of the Enemy: German Depictions of the French Military, 1890-1914", *War in History*, vol. 11, n°1, 2004, pp. 4-33.

² Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading, Addison Wesley, 1979.

³ Voir l'article phare d'Alexander Wendt, "Anarchy is What States Make of It: the Social Construction of Power Politics", *International Organization*, vol. 46, n° 2, été 1992, pp. 391-425.

⁴ John S. Duffield, "Political Culture and State Behavior: Why Germany Confounds Neorealism", *International Organization*, vol. 53, n°4, automne 1999, p. 769.

⁵ Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security – Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, pp. 216-268 ; Pascal Vennesson, "Idées, politiques de défense et stratégie: enjeux et niveaux d'analyse", *art. cit.*

métaphores) qui agit pour établir des préférences stratégiques et leur donner une formulation. Les préférences en question sont relatives au rôle des forces militaires dans les affaires interétatiques et aux croyances quant à l'efficacité de ces forces. La culture stratégique confère à ces conceptions une aura telle que les préférences semblent indiscutables et des plus efficaces. Elles se manifestent partout dans la stratégie et sur une longue durée. Par extension, la culture stratégique serait en mesure d'expliquer trois types de considérations : (1) la fonction attribuée à la guerre dans les relations internationales ; (2) comment est appréhendé l'adversaire et la menace qu'il pose ; (3) la problématique de l'efficacité de la force pour faire face à la menace¹.

Aux côtés du social constructivisme se développaient ensuite deux autres visions plus radicales du constructivisme : la théorie critique et le postmodernisme². La théorie critique, influencée par Gramsci et l'école de Francfort, considère que les discours sont en fait des idéologies. Ils produisent du « sens commun » qui masque des rapports de force (connectés à l'univers très matériel des rapports de production économique). La culture serait dans cette optique l'artifice avec lequel les dominants sont en mesure d'asseoir leur pouvoir par la construction de la « vérité ». Le décryptage des cultures serait par conséquent un prérequis dans le travail d'émancipation. Le postmodernisme, quant à lui, ne pense pas qu'il existe *ipso facto* des discours dominants et rejette le matérialisme des rapports de production économique. Le postmodernisme s'intéresse cependant, au cas par cas, aux liens qui peuvent surgir entre constitution de sens et de pouvoir. L'acceptation de ce qu'est le sens commun aura indéniablement des effets dans les débats politiques mais ces effets peuvent être plus complexes que ne le prétend la théorie critique souvent très focalisée sur la production de discours étatiques hégémoniques. En ce sens, le postmodernisme est proche du social constructivisme, à ceci près que le statut de la « réalité » est perçu différemment. Pour le social constructivisme, il existe une réalité observable (comme dans un laboratoire de chimie). Pour le postmodernisme, une telle position ne tient pas. Il n'y a pas de réalité séparée de l'observateur. Le monde ne peut être connu que par une série sans fin d'interprétations. Pour le connaître, il convient de s'intéresser à la production des discours. Enfin, les études postmodernes surtout et sociales constructivistes reposent sur une compréhension qui n'est plus celle de l'univers physique, avec des mécanismes de causes à conséquences, mais sur une recherche interprétative où l'on se

¹ Alastair Iain Johnston, *Cultural Realism – Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

² Bradley S. Klein, "Hegemony and Strategic Culture: American Power Projection and Alliance Defence Politics", *Review of International Studies*, 1988, vol. 14, n°2, pp. 133-148 ; id., *Strategic Studies and World Order – The Global Politics of Deterrence*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Keith Krause et Michael C. Williams (dir.), *Critical Security Studies – Concepts and Cases*, Londres, UCL Press, 1997.

demande quelles sont les conditions préalables nécessaires à telle ou telle action¹. Au total, les différentes versions du constructivisme proposent une remise en exergue du concept culturel dans l'explication de l'univers international de la sécurité à travers les normes, valeurs, idées, etc. Cependant, à quels questionnements sécuritaires exactement peut-on appliquer ces considérations culturalistes ?

LA CULTURE POUR QUELS QUESTIONNEMENTS STRATEGIQUES ET DE SECURITE

Culture stratégique et culture militaire au niveau interpersonnel

Il est un premier grand domaine au sein duquel les problématiques d'ordre culturel révèlent leur importance dans les questions de sécurité. Il s'agit du niveau des individus. Les options techniques en matière de défense, de sécurité ou de stratégie connaissent un enracinement au niveau des personnes. Bien entendu, l'impact de ces idées variera selon la position des personnes considérées (officiers supérieurs, diplomates, hommes politiques, etc.). C'est assez logiquement à ce niveau que l'on pourra par exemple s'interroger sur l'influence que la pensée stratégique classique pourra exercer². C'est aussi ici que se posera la question de l'ouverture des élites aux idées nouvelles dans le domaine de la défense³. Toutefois, s'il existe un attrait particulier pour l'étude de la culture stratégique telle qu'elle se déploie dans ces sphères, il faut également prendre en compte la notion de « culture militaire » comme elle est mise en œuvre par les anthropologues, les sociologues et certains historiens. Par des études au plus près des soldats dans leurs conditions de vie quotidiennes, les chercheurs ont été à même de mieux cerner comment les idées, les valeurs, les convictions, les représentations ont des effets sur les hommes (ainsi que sur leur environnement). Les questions peuvent alors porter sur la façon dont ils considèrent leur ennemi, leur perception du rôle du conflit, leur conception de l'identité

¹ Roxanne Lynn Doty, "Foreign Policy as Social Construction: A Post-Positivist Analysis of U.S. Counterinsurgency Policy in the Philippines", *International Studies Quarterly*, vol. 37, n°3, septembre 1993, pp. 297-320.

² Lucien Poirier, *Les voix de la stratégie, généalogie de la stratégie militaire - Guibert, Jomini*, Paris, Fayard, 1985 ; id., *Le chantier stratégique - Entretiens avec G. Chaliand*, Paris, Hachette, 1997 ; Edward Rhodes, "Do Bureaucratic Politics Matter? Some Disconfirming Findings from the Case of the U.S. Navy", *World Politics*, vol. 47, n°1, octobre 1994, pp. 1-41 ; Philippe Garraud, "L'idéologie de la "défensive" et ses effets stratégiques : le rôle de la dimension cognitive dans la défaite de 1940", *Revue française de science politique*, vol. 54, n°5, octobre 2004, pp. 781-810.

³ Emily Goldman, "Cultural Foundations of Military Diffusion", *Review of International Studies*, vol. 32, n°1, janvier 2006, pp. 69-91.

de militaire, la façon dont ils appréhendent la fin de la guerre, la présence ou l'absence de motivations idéologiques, l'idée de communauté militaire rassemblant les soldats et leurs familles, etc.¹ Dans le domaine de l'histoire, l'intérêt sociologique facilite l'ouverture à de telles interrogations.

Ajoutons encore qu'il peut paraître étrange que cette sorte de travaux n'ait guère trouvé d'ancrage dans le domaine des études de relations internationales intéressées par les problèmes de sécurité. L'intérêt dévolu aux petits dispositifs humains est pourtant bien légitime. Transposée dans un autre champ des sciences politiques, ce manque d'intérêt correspondrait, approximativement, à un refus pour les études électorales d'analyser le comportement des électeurs sur un mode qualitatif et les valeurs et mythes présents dans leur esprit.

De la culture stratégique nationale et bureaucratique à la culture et la mémoire de la guerre

Les études des cultures stratégiques ont traditionnellement porté sur des ensembles étatiques. L'existence de cultures stratégiques distinctes pour les Etats-Unis, l'URSS, la France, la Chine, etc. a été ainsi envisagée. Il s'agissait initialement de repérer des particularités opérant au sein d'un Etat dans son ensemble (culture politique, idéologie, situation géopolitique, etc.)². Puis, progressivement, plusieurs travaux ont commencé à décrypter l'existence des cultures stratégiques en se focalisant sur les bureaucraties et l'univers professionnel des militaires. On a évoqué, en sciences politiques et en histoire militaire, l'existence de normes bureaucratiques influençant les choix stratégiques dans le sens de l'attaque ou de la défense, bannissant l'utilisation de certaines techniques de destruction ou déterminant le type de conflit qu'elles préfèrent combattre ou influençant certaines conceptions techniques militaires³. Dans un

¹ Eyal Ben-Ari, "Masks of Soldiering: the Israeli Army and the Palestinian Uprising", *Cultural Anthropology*, vol. 4, n°4, décembre 1989, pp. 372-389 ; id., "The Military and Militarization in the United States", *American Anthropologist*, vol. 31, n°3, 2004, pp. 340-348 ; André Thiéblemont, *Expériences opérationnelles dans l'armée de terre : unités de combat en Bosnie (1992-1995)*, 3 tomes, Les documents du C2SD n°42, novembre 2001 ; Michael Doubler, *Closing with Enemy – How GIs Fought the War in Europe, 1944-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1994 ; Claire Mauss-Copeaux, *Appelés en Algérie – La parole confisquée*, Paris, Hachette, 1998 ; Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004.

² Thomas U. Berger, "From Sword to Chrysanthemum: Japan's Culture of Anti-militarism", *International Security*, vol. 17, n°4, printemps 1993, pp. 119-150 ; Arthur Hoffmann et Kerry Longhurst, "German Strategic Culture in Action", *Contemporary Security Policy*, vol. 20, n°2, août 1999, pp. 31-46 ; John S. Duffield, "Political Culture and State Behavior: Why Germany Confounds Neorealism", *art. cit.* ; Thomas Lindemann, "Les "néo-idéalistes" et l'étude de la guerre", *Revue française de science politique*, vol. 50, n°3, juin 2000, pp. 515-530.

³ Jack Snyder, *The Ideology of the Offensive – Military Decision Making and the Disaster of 1914*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1984 ; Jeffrey W. Legro, "Military Culture and Inadvertent Escalation in World War II", *International Security*, vol. 18, n°4, printemps 1994, pp. 108-142 ; Elizabeth Kier, "Culture and Military Doctrine – France between the Wars", *International Security*, vol. 19, n°4, printemps 1995, pp. 65-93 ; Theo Farrell, "Figuring Out Fighting Organizations: The New Organisational Analysis In Strategic Studies", *The Journal*

registre pas très éloigné, Beatrice Heuser a parlé de conceptions stratégiques (nucléaires) mythologiques prenant appui sur la pensée stratégique professionnelle¹.

Mais par delà les (essentiels) dimensions nationales et bureaucratiques, il ne faut pas oublier l'impact des représentations guerrières au sein de la société dans son ensemble. On peut avoir affaire à une série d'images qui ne dépendent pas, plus, ou plus complètement, de l'appareil étatique officiel. Elles naissent dans la société civile en prenant éventuellement appui sur les productions officielles. Ces représentations, qui constituent en fait une « culture de guerre »², ont principalement été étudiées dans le domaine de l'histoire, de l'anthropologie et des études littéraires. C'est, à titre d'exemple, la culture populaire de guerre qui précède la Première Guerre mondiale. Celle-ci aurait joué un rôle primordial dans la légitimation du conflit – il existe cependant des débats contradictoires sur cette culture, certains historiens y voyant en fait une propagande officielle déguisée³. Cela peut aussi relever de la culture d'anticipation guerrière telle qu'on la retrouve dans les écrits de science fiction et les « prophéties de guerre »⁴. La culture de guerre a pu également s'appuyer sur les discours fatalistes de la violence comme ceux inspirés par le darwinisme social ou l'idée de régénération/revitalisation par la violence aux Etats-Unis⁵. Bien entendu, elle a pu se développer sur base de certaines représentations

of Strategic Studies, vol. 19, n°1, mars 1996, pp. 122-135 ; John D. Waghelstein, "Preparing the Army for the Wrong War, Educational and Doctrinal Failure 1865-91", *Small Wars and Insurgencies*, vol. 10, n°1, printemps 1999, pp. 1-33 ; Thomas Lindemann, "Faire la guerre, mais laquelle ? Les institutions militaires des Etats-Unis entre identités bureaucratiques et préférences stratégiques", *Revue française de science politique*, vol. 53, n°5, octobre 2003, pp. 675-706 ; Joseph Henrotin, "De quelques fondements de la culture technologique américaine", *Les Cahiers du RMES*, vol. 2, n°2, hiver 2005, pp. 25-45 (www.rmes.be).

¹ Beatrice Heuser, *NATO, Britain, France and the FRG: Nuclear Strategies and Forces in Europe, 1949-2000*, Londres, MacMillan, 1997.

Heuser (Beatrice), *Nuclear Mentalities? Strategies and Beliefs in Britain, France and the FRG*, Londres, MacMillan Press, 1998 ; id., *Nuclear Mentalities? Strategies and Beliefs in Britain, France and the FRG*, Londres, MacMillan Press, 1998.

² Pour être complet, voir aussi la notion de « culture de paix » issue de l'UNESCO (www.unesco.org).

³ Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000 ; George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, (trad. de l'anglais), Paris, Hachette, 2003 ; Frédéric Rousseau, *La guerre censurée – Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 2003.

⁴ I.F. Clarke, *Voices Prophesying War - Future Wars 1763-3749*, (2^e éd.), Oxford et New York, Oxford University Press, 1992.

⁵ Paul Crook, *Darwinism, War and History: The Debate over Biology and War from the "Origin of Species" to the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Richard Slotkin, *Regeneration Through Violence – The Mythology of American Frontier 1600-1860*, Norman, University of Oklahoma Press, 1973

chevaleresques populaires héritées du Moyen Age, représentations qui se sont ensuite durablement établies en Europe¹. Enfin, la culture de la guerre a pu compter sur des mises en scène théâtrales comme les manœuvres en public des forces japonaises contemporaines ou les figurations statuaire militarisées à l'époque de Louis XIV². Il s'agit là d'autant d'éléments normatifs permettant de mieux apprécier la façon dont l'ensemble de la société investit la guerre d'une série de fonctions. Par ailleurs, il existe un autre domaine où ces éléments normatifs guerriers ont un rôle immense dans le champ politique ; c'est celui de la mémoire collective. Une forte zone de recoupement peut être délimitée entre le concept de « culture de guerre » (qui peut s'avérer être une culture critique de la guerre et non en faveur de la violence) et celui de la « mémoire collective de la guerre ». Traitée par l'histoire, l'anthropologie, les études littéraires et les sciences politiques, la mémoire collective de la guerre peut jouer un rôle déterminant dans la définition du groupe humain, non des moindres, la nation. La nation, en tant que communauté imaginée, pour paraphraser Benedict Anderson³, peut se servir des guerres comme de moments d'unité nationale mythique. C'est le cas de la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis – mais probablement moins de la guerre de Sécession⁴. Les violences guerrières ont aussi pu devenir des traumatismes « choisis » au sein de certaines sociétés, comme ce fut le cas de la Seconde Guerre mondiale en Yougoslavie ou pour la guerre civile en Espagne⁵. Songeons aussi à la métaphore mémorielle de Pearl Harbor qui suivit les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Son utilisation facilita la définition de la lutte contre le terrorisme en tant que guerre⁶. Il faut également distinguer les mémoires de guerre qui ne s'expriment pas publiquement (ou qui s'expriment surtout dans des cercles privés, comme celle de la Seconde Guerre mondiale en

¹ Franco Cardini, *La culture de la guerre – X^e-XVIII^e siècle*, (trad. de l'italien), Paris, Gallimard, 1992.

² Joël Cornette, *Le roi de guerre – Essai sur la souveraineté dans la France du Grand Siècle*, Paris, Payot, 2000 ; Eyal Ben-Ari et Sabine Frühstück, "The Celebration of Violence: A live-fire demonstration carried out by Japan's contemporary military", *American Ethnologist*, novembre 2003, vol. 30, n°4, pp. 540-555.

³ Benedict Anderson, *L'imaginaire national – Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, (trad. de l'anglais), Paris, La Découverte, 1996.

⁴ Michael C.C. Adams, *The Best War Ever – America and World War II*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1994 ; Richard Slotkin, "“What Shall We Remember?”: Recent Work on the Civil War", *American Literary History*, vol. 3, n°1, printemps 1991, pp. 120-135.

⁵ Bette Denich, "Dismembering Yugoslavia: Nationalist Ideologies and Symbolic Revival of Genocide", *American Ethnologist*, vol. 21, n°2, mai 1994, pp. 367-390 ; Julio Aróstegui, "La mémoire de la guerre civile et du franquisme dans l'Espagne démocratique", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 74, avril - juin 2002, pp. 31-42.

⁶ Geoffrey M. White, "National Subjects: September 11 and Pearl Harbor", *American Ethnologist*, vol. 31, n°3, 2004, pp. 293-310.

URSS) et celles qui servent de base à la recherche d'un dépassement du conflit par le pardon¹. Le souvenir de la guerre est potentiellement un puissant outil idéologique pour les hommes politiques, à condition qu'ils sachent s'en servir. L'utilisation de la mémoire peut cependant conduire au meilleur (mise en place d'une politique de pardon) ou au pire (fragmentation et appel à la vengeance). On est là confronté à un vaste champ d'investigations à partir de la notion de culture de guerre. L'un des points essentiels mis en exergue est l'importance de la narration identitaire au travers de la guerre telle qu'elle est vécue dans la société².

Culture transnationale et culture internationale de sécurité

Si la culture stratégique et de sécurité est affaire d'élites politiques nationales, de la culture militaire au sein des groupes de soldats, de représentations bureaucratiques, nationales et sociétales, elle est aussi fonction de normes transnationales et internationales. Sur ce point, il faut d'abord prendre acte des travaux de quelques historiens qui incitent à penser qu'il existerait une culture stratégique occidentale, apparue pendant l'Antiquité grecque, et qui se serait ensuite diffusée en Europe puis dans l'ensemble du monde occidental. Ce serait une culture inspirée par le modèle de la bataille d'anéantissement tel qu'il était mis en œuvre par la phalange lacédémonienne³. Il faut donc considérer le problème de l'existence d'une norme stratégique militaire transnationale en matière d'anéantissement. L'idée de normes militaires transnationales a également été abordée par de nombreux auteurs dans le domaine du social constructivisme en relations internationales. C'est ainsi que l'existence d'une « culture stratégique de l'OTAN » a été évoquée dans le contexte de la Révolution dans les Affaires Militaires (RMA). La culture stratégique américaine, incorporant l'idée de RMA, put être diffusée de manière transnationale par le biais de l'OTAN. C'est ainsi aussi que l'on évoque de plus en plus souvent le concept de culture stratégique ou de sécurité à propos de l'Union européenne. C'est ainsi enfin que la jeune armée irlandaise, sortie d'une lutte de type guérilla, a été bâtie en

¹ Jay Winter et Emmanuel Sivan (dir.), *War and Remembrance in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; Benjamin Stora, *Imaginaires de guerre – Les images dans les guerres d'Algérie et du Viêt-nam*, Paris, La Découverte, 2004 ; Alon Confino, "Telling About Germany: Narratives of Memory and Culture", *Journal of Modern History*, vol. 76, juin 2004, pp. 389-416 ; Michael Cunningham, "Prisoners of the Japanese and the Politics of Apology: A Battle over History and Memory", *Journal of Contemporary History*, vol. 39, n°4, octobre 2004, pp. 561-574.

² Kevin Foster, *Fighting Fictions – War, Narrative and National Identity*, Londres, Pluto Press, 1999 ; Theo Farrell, "Memory, Imagination and War", *History*, vol. 87, n°267, janvier 2002, pp. 61-73.

³ Adam J. Hirsh, "The Collision of Military Cultures in Seventeenth-Century New England", *The Journal of American History*, vol. 74, n°4, mars 1988, pp. 1187-1212 ; Victor D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre – La bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, (trad. de l'américain), Paris, Les Belles Lettres, 1990 ; Russell F. Weigley, *The Age of Battles – The Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1991.

suivant des normes de professionnalisme militaires étrangères et qui lui étaient très éloignées¹. Enfin, il faut prendre conscience qu'il existe une pléthore de normes internationales relatives aux problématiques de sécurité – portant sur l'interdiction d'utiliser des armes chimiques ou instituant la dissuasion nucléaire en tant que règle – qui ont un impact non pas tant sur une culture internationale de sécurité, qui s'avèrerait floue à définir, mais bien sur la formalisation des cultures stratégiques nationales². Une part de ces normes a été étudiée par le biais du concept des « communautés épistémiques », comme celles qui ont trait au contrôle des armements (« *arms control* »)³. Le terme de communauté épistémique renvoie à l'existence d'un groupe de spécialistes qui sont en mesure de produire et diffuser des idées, des normes, des valeurs, etc. La communauté a un pouvoir de socialisation qui, dans plusieurs cas, peut dépasser les frontières d'un Etat. On parlera à cet égard de communauté épistémique transnationale. Elle s'avère être un vecteur de création culturelle dans le domaine de la sécurité. Quant à l'émergence de normes régionales de sécurité, elle est particulièrement bien mise en évidence avec l'élaboration de « communautés de sécurité » (à ne pas confondre avec les « communautés épistémiques de sécurité » mentionnées ci-dessus) définies comme des groupes de personnes qui se sentent tellement intégrés qu'il existe parmi eux une conviction qu'ils ne se combattront pas physiquement et qu'ils choisiront de résoudre leurs différends par d'autres voies⁴. Ces communautés de sécurité peuvent être considérées comme des communautés d'anti-guerre. Elles reposent sur une série de mesures qui s'instituent en normes, comme la préférence pour le multilatéralisme, des frontières non fortifiées, des changements dans la planification militaire où l'on ne tient guère compte des scénarii catastrophes d'invasions par ses voisins, etc. On

¹ Theo Farrell, "Transnational Norms and Military Development: Constructing Ireland's Professional Army", *European Journal of International Relations*, vol. 7, n°1, 2001, pp. 63-102 ; Sarah Léonard et Thierry Balzacq, "L'impact de la révolution dans les affaires militaires sur la "culture stratégique" de l'OTAN" dans Thierry Balzacq et Alain de Nève (dir.), *La Révolution dans les Affaires Militaires*, Paris, Economica – ISC, 2003, pp. 157-185.

² Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security – op. cit.* ; Theo Farrell et Helene Lambert, "Courting Controversy: International Law, National Norms and American Nuclear Use", *Review of International Studies*, vol. 27, 2001, pp. 309-326 ; Theo Farrell et Terry Terriff (dir.), *The Sources of Military Change – Culture, Politics, Technology*, Londres et Boulder, Lynne Rienner, 2002.

³ Emanuel Adler, "The Emergence of Cooperation: National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control", *International Organization*, vol. 46, n°1, hiver 1992, pp. 101-145.

⁴ Emanuel Adler et Michael Barnett, "Security Communities in Theoretical Perspective" dans leur ouvrage *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 6. On lira avec intérêt l'ensemble des études de cas de l'ouvrage.

n'oubliera pas non plus que la capacité de pénétration des normes transnationales ou internationales est aussi fonction de l'ouverture, au cas par cas, des diverses sociétés¹.

Culture et définition normative de l'adversaire

L'outil d'analyse culturel dans le champ des études de sécurité ne se limite toutefois pas à la problématique, pourtant essentielle, de la compréhension du rôle des normes et des valeurs aux différents niveaux d'analyses évoqués. La compréhension des normes et des valeurs permet de mieux comprendre la façon dont se construit un adversaire, un ennemi, un Autre. La question qui se trouve introduite ici est celle de l'altérité. Traditionnellement, les réflexions sur la thématique sont issues de la psychologie, de la philosophie et de l'anthropologie². Cependant, une certaine naturalisation a pu s'exprimer dans le champ des sciences politiques en particulier à travers la pensée du philosophe politique Carl Schmitt. Voyant l'essence du politique dans l'existence d'une dichotomie entre Ami et Ennemi, Schmitt pose clairement l'idée de la nécessité de l'altérité³. En termes culturels, le problème de l'adversaire peut, de manière générale, être posé de façon différente. Soit on se demande comment un Autre, qui préexiste naturellement, peut être stigmatisé au point de devenir l'ennemi, soit on se demande, radicalement, comment il se fait que l'on accepte l'idée qu'il puisse exister un Autre. Sur le fond, les approches analysant les productions culturelles ont tendance à ne pas prendre pour acquise l'idée que l'Autre est une donnée absolument nécessaire à l'existence du politique. L'Autre est plutôt considéré comme une nécessité possible qu'une nécessité prouvée. Il y a place pour l'argumentation⁴. Par ailleurs, des politologues, des sociologues, des philosophes et des psychologues ont indiqué que l'analyse de ces constructions facilite leur déconstruction et éventuellement la relativisation du conflit. L'apprentissage comporte un enjeu certain en matière de compréhension et de pacification. L'idéal est de faire de l'Autre un horizon de possibilité non déterminé *a priori*, de refuser de le « coincer » dans une série de catégories prédéterminées, ce qui permettra au dialogue de s'épanouir en toute liberté⁵. De façon générale, le problème de l'altérité porte en lui celui de

¹ Matthew Evangelista, "The Paradox of State Strength: Transnational Relations, Domestic Structures, and Security Policy in Russia and the Soviet Union", *International Organization*, vol. 19, n°1, hiver 1995, pp. 1-38.

² Tzvetan Todorov, *La Conquête de l'Amérique – La question de l'autre*, Paris, Seuil, 1982 ; Fernando Coronil, "Beyond Occidentalism: Toward Non-imperial Geohistorical Categories", *Cultural Anthropology*, vol. 11, n°1, février 1996, pp. 51-87 ;

³ Carl Schmitt, *La notion du politique – Théorie du partisan*, (trad. de l'allemand), Paris, Flammarion, 1992.

⁴ Arthur Gladstone, "The Conception of the Enemy", *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 3, n°2, juin 1959, pp. 132-137 ; Shoan Kethleen Murray et Jason Meyers, "Do People Need Foreign Enemies? American Leaders' Beliefs after the Soviet Demise", *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, n°5, octobre 1999, pp. 555-569.

⁵ Z.D. Gurevitch, "The Other Side of Dialogue: On Making the Other Strange and the Experience of Otherness", *The American Journal of Sociology*, vol. 93, n°5, mars 1988, pp. 1179-1199 ; Brett Silverstein, "Enemy Images – The Psychology of U.S. Attitudes and Cognitions Regarding the Soviet Union", *American Psychologist*, vol. 44,

l'identité. Les approches sociales constructivistes en relations internationales ont appréhendé la question d'un point de vue majoritairement étatique. Si l'on reprend les travaux maintenant classiques de Wendt ou Katzenstein, on y retrouve une conception de l'identité et de la différence dans la manière dont l'Etat se perçoit et perçoit les autres Etats¹. Il reste cependant intéressant de reposer la problématique par un biais différent ; celui plus direct de la création normative de l'ennemi dans l'ensemble de la société. Dans ce contexte, l'enquête portant sur les formations culturelles, même si elles ne sont pas toujours entièrement cohérentes en un endroit donné et en un moment donné², permet d'appréhender des phénomènes de négation normative de l'humanité de l'Autre qui ont cours lors des conflits. Ces phénomènes ont été dénoncés lorsqu'ils servent à stigmatiser l'Autre avec, bien souvent, pour corollaire de cette négation, des répercussions en termes de déchaînement de violence. L'Autre devient Autre car il est mauvais, diabolique, sale, bestial, inculte, etc. Ici aussi, c'est principalement aux historiens qu'il faut s'en remettre pour comprendre ces mécanismes. Ceux-ci en ont montré les conséquences variées, principalement lors de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont, en particulier, mis en relief les représentations négatives, l'imaginaire violent et l'idéologie exterminatrice véhiculés au sein de l'Allemagne nazie. Les effets sur les champs de bataille d'Europe de l'Est ou sur les exterminations des populations civiles (y compris et surtout les Juifs) ont été détaillés par ces mêmes études³. D'autres historiens ont ensuite bien éclairé le rôle des représentations racistes aux Etats-Unis dans la campagne du Pacifique, contre les Japonais. Ils ont suggéré la présence de liens – pas unanimement reconnus il est vrai – entre ces images et l'emploi des deux bombes atomiques contre le Japon en 1945⁴. Ils ont enfin démonté les mécanismes de construction de

n°6, juin 1989, pp. 903-913 ; Michael J. Shapiro, *Violent Cartographies – Mapping the Cultures of War*, Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press, 1997 ; Daniel Sibony, *Le « racisme », une haine identitaire*, Paris, Christian Bourgois, 1997.

¹ Alexander Wendt, "Anarchy is What States Make of It: the Social Construction of Power Politics", *art. cit.* ; Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security – op. cit.*

² Ofer Zur, "The Psychohistory of Warfare: The Co-Evolution of Culture, Psyche and Enemy", *Journal of Peace Research*, vol. 24, n°2, juin 1987, pp. 125-134 ; Katherine P. Ewing, "The Illusion of Wholeness: Culture, Self, and the Experience of Inconsistency", *Ethos*, vol. 18, n°3, septembre 1990, pp. 251-278.

³ Omer Bartov, *Hitler's Army – Soldiers, Nazis, and War in the Third Reich*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1991 ; Christopher Browning, *Des hommes ordinaires – Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, (trad. de l'anglais), Paris, Les Belles Lettres, 1994 ; Stephen Fritz, "'We are Trying ... to Change the Face of the World' – Ideology and Motivation in the Wehrmacht on the Eastern Front: The View From Below", *The Journal of Military History*, vol. 60, n°4, octobre 1996, pp. 683-710 ; Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler – Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, (trad. de l'américain), Paris, Seuil, 1997 ; Christian Ingrao, "Culture de guerre, imaginaire nazi, violence génocide. Le cas des cadres du S.D.", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, n°2, avril - juin 2000, pp. 265-289.

⁴ Craig M. Cameron, *The American Samurai – Myth and Imagination in the Conduct of Battle in the First Marine Division 1941-1951*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; John W. Dower, *War Without Mercy – op.*

l'ennemi dans le cas de l'opposition franco-allemande pour la période qui s'étend de 1792 à 1914¹. Pour finir, ils ont souligné que, régulièrement, ces négations étaient en fait des formes de projection de Soi sur l'Autre. L'Autre se voit imputer les démons intérieurs d'Ego. Ainsi, si Ego se sent capable d'agressivité, cela démontrerait que l'Autre s'en sent aussi apte à notre endroit ...² Des anthropologues se sont également lancés dans ce travail de décryptage des identités imputées/imposées en temps de conflit, par exemple dans les situations d'ex-Yougoslavie ou en Somalie pendant les années 1990³. On ne saurait non plus passer sous silence la réflexion d'Edward Said dans le domaine des études littéraires. Celui-ci a mis à jour une série de constructions mentales fondant la vision stéréotypée européenne, et américaine dans un second temps, de l'Orient. Dans la préface de la dernière édition de l'ouvrage, Said établit un lien entre ces figures et la facilité avec laquelle les Etats-Unis ont été à même de diriger leur agressivité contre l'Irak après le 11 septembre 2001⁴. A noter aussi, l'interprétation de J. Michael Dash, adoptant une démarche similaire à celle de Said, pour comprendre la relation entre les Etats-Unis et Haïti. L'objectif est, à travers l'analyse de romans, de mieux comprendre les conceptions mutuelles de qui est l'Autre et ce qui, ultimement, constitue une motivation sous-jacente aux interventions militaires américaines sur l'île⁵. Enfin, il faut noter que ce travail de création culturelle de l'adversaire ne doit pas voiler l'existence d'une production culturelle des amis ou des alliés. La production en question peut aussi être le résultat de processus d'imposition, comme ce fut le cas dans les colonies lors de la Seconde Guerre mondiale. Elle est le pendant direct de la création de l'ennemi. Dans ce registre, Tarak Barkawi a montré comment la Grande-Bretagne a favorisé le maintien d'une identité martiale dans le chef de certaines tribus indiennes, identité dont se détachait pourtant spontanément certaines de ces tribus, dans le but de pouvoir les utiliser lorsque nécessaire. L'identité guerrière n'est pas, ici, auto-générée, mais

cit. ; Edmund P. Russell, "'Speaking of Annihilation': Mobilizing for War Against Human and Insects Enemies, 1914-1945", *Journal of American History*, 82, mars 1996, pp. 1505-1529.

¹ Michael Jeismann, *La patrie de l'ennemi – La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, (trad. de l'allemand), Paris, CNRS Editions, 1997.

² En psychologie, voir Sudhir Kakar, *The Colors of Violence – Cultural Identities, Religion, and Conflict*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1996.

³ Catherine Besteman, "Representing Violence and "Othering" Somalia", *Cultural Anthropology*, vol. 11, n°1, février 1996, pp. 120-133 ; Robert M. Hayden, "Imagined Communities and the Real Victims: Self-Determination and Ethnic Cleansing in Yugoslavia", *American Ethnologist*, vol. 23, n°4, novembre 1996, pp. 783-801.

⁴ Edward Said, *Orientalism*, New York, Vintage, 2003.

⁵ J. Michael Dash, *Haiti and the United States – National Stereotypes and the Literary Imagination*, Londres, St. Martin's Press, 1997.

imposée de l'extérieur pour les colonisateurs qui y trouvent un intérêt¹. Sur le plan méthodologique, le problème de la création de l'ennemi en termes normatifs soulève cependant un problème de taille ; celui de l'inversion. On peut considérer que c'est parce qu'il existe un discours faisant d'une catégorie d'individus des monstres que la violence se déchaînera contre eux. Mais, il faut aussi se demander dans quelles conditions les discours faisant d'un groupe d'individus des monstres n'est pas une construction *a posteriori* qui sert à justifier la violence que l'on produit à leur égard². L'existence d'un mouvement qui va de l'un à l'autre n'est pas exclue. De façon générale, il faut noter que le questionnement des politologues en la matière reste limité aux considérations identitaires étatiques du (social) constructivisme³. Par ailleurs, les politologues ont encore tendance à expliquer la production de l'image de l'adversaire par le rôle de l'opinion publique et de sa gestion par les hommes politiques et les journalistes⁴. *A contrario*, les autres sciences sociales ont élaboré un corpus étoffé de réflexions en la matière. Ces réflexions tiennent particulièrement compte des éléments populaires dans les créations culturelles, éléments que le politologue se devrait d'analyser plus soigneusement.

Culture et définition technique de l'adversaire

Il est enfin un chapitre particulier des créations culturelles de l'adversaire qu'il convient de ne pas passer sous silence ; celui de la définition technique de l'Autre. Plusieurs analyses se sont intéressées à la manière dont l'Autre est produit par la pensée stratégique et de sécurité non pas normative mais professionnelle. Culture stratégique, idéologie stratégique, discours technostratégiques, voire sens commun stratégique⁵, sont producteurs des images de l'ennemi. Il en est ainsi en ce qui concerne l'élaboration, et la formalisation, d'un adversaire par toute organisation bureaucratique de sécurité cherchant à justifier sa raison d'être, à gagner en

¹ Tarak Barkawi, "Peoples, Homelands, and Wars? Ethnicity, the Military, and Battle among British Imperial Forces in the War against Japan", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 46, n°4, janvier 2004, pp. 134-163.

² Voir par exemple Michael Taussig, "Culture of Terror – Space and Death: Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 26, n°3, juillet 1984, pp. 467-497.

³ Indiquons que la question de la création de l'adversaire a été envisagée à partir d'une recherche plus linguistique sur l'emploi du terme « sécurité », entre autres par l'école dite de Copenhague. Nous préférons ne pas en traiter de manière à ne pas perdre le fil conducteur de notre propos. L'évocation de cette approche nécessiterait de trop longs développements pour offrir un aperçu digne de ce nom. Voir Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, *Security – A New Framework for Analysis*, Boulder et Londres, Lynne Rienner, 1998.

⁴ Rune Ottosen, "Enemy Image and the Journalistic Process", *The Journal of Peace Research*, vol. 32, n°1, février 1995, pp. 97-112.

⁵ En s'inspirant de Clifford Geertz, 'Common Sense as a Cultural System' dans *Local Knowledge: Further Essays in Interpretative Anthropology*, New York, Basic Books, 1983, pp. 73-93.

indépendance, en pouvoir, en crédit, etc. Ceci peut aussi être le fait d'un groupe de professionnels du monde de la sécurité qui sont à la fois pris dans des effets de champ intellectuel (et soutien à ce même champ) dans une logique bourdivienne¹. Ils reproduisent alors à l'envi une conception de l'ennemi. Des politologues, des historiens et des anthropologues ont insisté sur le fait que la représentation technique de l'Autre par la pensée stratégique ou de sécurité était bien souvent une « non-représentation ». Les stratégestes nucléaires se sont par exemple abstenus de discuter du sort de leurs ennemis en dehors de tables statistiques ou d'autres moyens tout aussi désincarnés. Ils se sont également abstenus de se représenter ou de s'imaginer les corps des victimes de l'armement. Comme l'ont suggéré, tour à tour, Paul Boyer, Carol Cohn, Bryan C. Taylor et Hugh Gusterson, les effets de refoulement opèrent non seulement sur les populations que l'on cherche à convaincre du bien fondé de la dissuasion nucléaire mais aussi sur les stratégestes nucléaires eux-mêmes². Bref, la figuration de l'Autre (voire celle de son propre camp) en termes militaires techniques dissimule autant qu'elle montre.

Comme plusieurs chercheurs l'ont démontré, il est utile d'étudier ce qui fait la crédibilité de ces discours, de poser la question de savoir pourquoi nous croyons ce que ces discours nous disent même si cela peut nous sembler (intuitivement ?) irrationnel. Cette question se pose non seulement par rapport au fond de la pensée mais également quant à sa forme. Il faut prendre en compte les éléments internes de construction, linguistiques, qui produisent l'assentiment. Le respect de certaines « grammaires narratives » et catégories socialement construites peut faciliter l'acceptation³. La contribution des euphémismes et l'illusion du contrôle du fait d'utiliser d'un langage technique sont aussi mis en évidence par Carol Cohn dans cette dynamique. Des processus de distanciation existent aussi dans la pensée stratégique classique où les représentations géométriques (« cartographiques ») des hommes leur fait perdre leur humanité⁴. Les pratiques discursives de la stratégie et de la sécurité ont fini par transformer les

¹ Didier Bigo, "Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité", *Cultures & Conflits*, automne - hiver 1995 (voir www.conflits.org).

² Paul Boyer, "From Activism to Apathy: The American People and Nuclear Weapons, 1963-1980", *The Journal of American History*, vol. 70, n°4, mars 1984, pp. 821-844 ; Carol Cohn, "Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals", *Signs*, vol. 12, n°4, été 1987, pp. 687-718 ; Bryan C. Taylor, "Nuclear Pictures and Metapictures", *American Literary History*, vol. 9, n°3, automne 1997, pp. 567-597 ; Hugh Gusterson, *Nuclear Rites – A Weapons Laboratory at the End of the Cold War*, Berkeley, University of California Press, 1998.

³ Jennifer Milliken et David Sylvan, "Soft Bodies, Hard Targets and Chic Theories", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 25, n°3, 1996, pp. 321-359. Voir également les réflexions de Michael Sherry, *The Rise of American Air Power – The Creation of Armageddon*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1987

⁴ Christophe Wasinski, "Généalogie de la guerre dans la pensée stratégique" dans Barbara Delcourt, Denis Duez et Eric Remacle (dir.), *La guerre d'Irak – Prélude d'un nouvel ordre international ?*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, pp. 129-151.

individus en objets que l'on peut utiliser à son gré. De telles constructions seraient, d'après Richard Wyn Jones, le fruit de conceptions intellectuelles, remontant environ à la Renaissance, soumettant l'être humain à la rationalité instrumentale¹.

CONCLUSIONS

Ce tour d'horizon n'est aucunement définitif. On y a montré que l'emploi du concept de culture en matière de sécurité et de stratégie remonte loin dans l'histoire de la pensée. Il connaît une première formalisation avec la notion de style national en stratégie (« *ways of war* » ou « *ways in warfare* »). Il trouve une seconde expression dans la notion de culture politique employée par des chercheurs en sciences sociales pendant le début de la guerre froide. Enfin, les limites des outils mathématiques d'analyse des questions stratégiques conduisent à un retour d'études interprétatives, à partir des années 1970, avec l'affirmation de la culture stratégique et de l'histoire militaire culturelle. La culture stratégique connaît, enfin, à partir des années 1990, une reformulation, au sein d'un ensemble large d'approches centrées sur la compréhension des normes et des valeurs en relations internationales. Elle s'intègre dans les trois approches constructivistes (sociale constructiviste, critique et postmoderne). Malgré tout, cela n'empêche pas la continuité ni ne diminue l'intérêt de recherches sur la culture militaire, stratégique, de guerre, principalement en sociologie, histoire et anthropologie. En termes d'éclaircissement des problématiques stratégiques et de sécurité, les recherches actuelles invitent tout d'abord à décrypter la façon dont les influences idéelles s'entrecroisent à de multiples niveaux d'analyse : interpersonnel, bureaucratique, étatique, sociétal, transnational, international. Dans un second temps, elles conduisent à se poser des questions sur la création de l'Autre d'un point de vue normatif et technique. Les canaux de cheminement des savoirs, les conditions qui font que des normes sont jugées recevables ou non, les facteurs qui modifient les idées en cours de route, ce qui facilite leur transposition de société(s) à société(s), ce qui les bloque, etc., sont autant d'éléments sur lesquels les enquêtes portent. Il y a dans cette connaissance un enjeu pour la sécurité que nous voulons pour notre monde.

¹ Richard Wyn Jones, *Security, Strategy, and Critical Theory*, Colorado, Lynne Rienner, 1999.

Introduction au Dialogue Méditerranéen de l'OTAN : Quel symbole de coopération pour quelle politique ?

Benoit BERCK

Licencié en sciences politique et sociales de l'UCL DEA en sciences politique et sociales -relations internationales.



L'objectif que se donne cet article est de voir si une analyse du Dialogue Méditerranéen de l'OTAN, mise en perspective par quelques réflexions sur le caractère symbolique de ce programme de coopération, nous permet d'affirmer qu'il est opportun d'élargir les procédures de sécurité coopérative face aux menaces asymétriques émergeant au Sud de l'Europe? En d'autres termes, il s'agit de s'interroger sur l'impact éventuel des nouvelles menaces sur les relations diplomatico-militaires existant entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et la rive Sud de la Méditerranée¹. Face à un thème si vaste, que le lecteur prête un œil indulgent au caractère synthétique de ce texte, il n'exprime en soit qu'une brève introduction au sujet.

Le nombre de pays impliqué dans le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN, était initialement de 5, soit l'Egypte, Israël, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Il est passé progressivement à 7 ; la Jordanie y prenant part en 1995 et l'Algérie en l'an 2000. Les objectifs du Dialogue

* Nous tenions à remercier très chaleureusement différentes personnes: Monsieur Liégeois, professeur à l'université Catholique de Louvain, spécialiste des questions stratégiques, Monsieur Ait Chaalal, co-directeur du CECRI de l'Université catholique de Louvain, ainsi que Tanguy Struye de Swielande pour m'avoir permis d'écrire cet article. Leurs aides furent extrêmement précieuses. Les éventuelles erreurs de ce texte incombent cependant exclusivement à l'auteur.

¹ Pour une analyse du Dialogue Méditerranéen dans sa partie occidentale: voir BERCK, B., *Le Maghreb et le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN*, Louvain-la-Neuve : UCL, 2005, promoteur Amine Ait Chaalal., p.135. Cet article synthétise l'essentiel de ce mémoire.

Méditerranéen n'ont pas fondamentalement changé depuis sa création en 1994. Le renforcement du dialogue politique, l'interopérabilité, la poursuite de la réforme de la défense, la lutte contre le terrorisme¹,... retiennent l'essentiel des préoccupations stratégiques. Même si il y a eu au fur et à mesure une amélioration qualitative dans la collaboration, elle n'est pas comparable à l'évolution des relations entre l'OTAN et la Russie (Conseil OTAN-Russie) ou avec l'Ukraine (Partenariat OTAN-Ukraine).

LA SÉCURITÉ COOPÉRATIVE ET LE DIALOGUE MÉDITERRANÉEN DE L'OTAN

La théorie du choix stratégique entre la compétition et la coopération présuppose la rationalité et l'utilitarisme des acteurs². La collaboration s'y explique en terme d'intérêt national. Dans une telle situation d'anarchie systémique, des intérêts communs ou complémentaires conditionnent la relation de coopération/négociation. Les arguments éthiques ou culturels sont donc exclus de ce type d'analyse, malgré l'observation d'une rationalité expressive d'une identité dans la tenue des affaires internationales³.

Au niveau conceptuel, l'émergence de la théorie des régimes a été corrélative à la remise en cause des fondements théoriques de l'école réaliste. Krasner définit un régime comme un ensemble de « *principes, normes, règles et procédures de décisions autour desquels convergent des acteurs dans un domaine donné* »⁴. Il apparaît saillant que la sécurité n'y est donc plus réfléchie en des termes exclusivement militaires⁵. Le Dialogue méditerranéen⁶ fait partie de ce type d'approche coopérative à l'égard de la sécurité. Dans le cadre de l'OTAN, elle peut recouvrir différentes formes : le partenariat, la coopération et le dialogue⁷. En terme de sécurité, la particularité de la Méditerranée s'illustre par sa forte interdépendance avec la zone euro

¹ OTAN, *Guide complet du sommet d'Istanbul*, Bruxelles, OTAN, 2004, pp. 107-111.

² BARREA, J., *Théorie des relations internationales ; de l'idéalisme à la grande stratégie*, Namur : Erasme, 2002, pp. 147-156.

³ Illustration à propos des doctrines nucléaires américaine et soviétique durant la guerre froide : *Ibidem*, pp. 320-324.

⁴ KRASNER, S.D, "Structural causes and regimes consequences : regimes as intervening variables", in KRASNER, D. (ed), *International Regimes*, London: Cornell University Press, 1983, p. 2.

⁵ DE NEVE, A., *L'OSCE comme régime de sécurité coopérative*, Louvain-la-Neuve :UCL, promoteur Jean Barrea, 1999, pp. 4-15.

⁶ OTAN, *Manuel de l'OTAN*, Bruxelles : OTAN, 2001, pp. 101-102.

⁷ OTAN, *Le concept stratégique de l'Alliance approuvé par les chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord*, Whashington : OTAN, 23-24 avril 1999, § 33

atlantique. L'Alliance souhaite y voir émerger des conditions politiques, civiles et militaires favorables à davantage de confiance et de coopération entre les deux rives¹. La crédibilité et le bien fondé de cette volonté politique ont naturellement pâti des événements du 11 septembre et particulièrement du 11 mars, puisque les attentats de Madrid ont attiré l'attention internationale sur une importante lacune au niveau de la sécurité en Méditerranée. Face à ces menaces asymétriques², il est important de s'interroger sur la finalité et l'efficacité réelle de l'action de l'OTAN dans la zone sud-européenne au travers de l'opération Active Endeavour³ et le Dialogue Méditerranéen. Ce dernier, généralement moins connu, peut constituer un intéressant point de départ à notre réflexion.

Concrètement, quelles sont les activités qui sont organisées dans le cadre du Dialogue méditerranéen de l'OTAN ? Récemment, l'OTAN a rendu public le programme de travail⁴ pour les années 2002-2003 et 2003-2004. Nous en détaillons les principaux points afin de savoir si l'OTAN a bel et bien les moyens de ses objectifs.

Le programme militaire

C'est au sommet de Sintra en 1997 que l'Alliance décida d'ouvrir une série d'activités militaires aux pays du Dialogue Méditerranéen. Elles sont centrées sur l'éducation et l'entraînement. Le Collège de la défense a développé un programme spécifique pour les partenaires méditerranéens qui inclut des activités académiques et de recherche : soit un cours de General and Flag Officers et un séminaire international de recherche co-sponsorisé par un institut de défense d'un des pays du Dialogue Méditerranéen. L'école de l'OTAN de Oberammergau avait d'ores et déjà un certain nombre de cours accessibles à une participation d'un des pays méditerranéens. De multiples thématiques y sont exposées : le management de crise, les opérations de maintien de la paix, le contrôle des armes conventionnelles, les plans civils d'urgence,... Pour la première fois en 2002, les pays du Dialogue peuvent participer aux premières étapes de certains exercices militaires (planning, conférence, groupe de travail...) organisés par l'OTAN et spécialement ceux du Partenariat pour la paix. Parallèlement, l'Alliance

¹ *Ibidem*, § 38.

² Pour une étude de cette notion, voir STRUYE DE SWIELANDE, T., *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Louvain-la-Neuve : Presse Universitaire de Louvain, décembre 2003, pp 149-199.

³ Voir NATO BRIEFING, *Active Endeavour: combatting terrorism at sea*, Bruxelles: OTAN, avril 2004 ainsi que NATO BRIEFING, *Response to terrorism*, Bruxelles: OTAN, mars 2005.

⁴ Se référer à MEDITERRANEAN COOPERATION GROUP, *Mediterranean Dialogue Work Programme 2003*, Bruxelles, OTAN, 2003. MEDITERRANEAN COOPERATION GROUP, *Mediterranean Dialogue Work Programme 2002*, Bruxelles, OTAN, 2002.

remplit une mission de formation pour les forces maritimes ; la force navale de l'OTAN visite à l'occasion les infrastructures portuaires des pays du Dialogue.

Les réunions de consultations se font dans une forme multilatérale, soit tous les membres de l'OTAN et les 7 pays du Dialogue sous les auspices du Groupe de travail sur la coopération militaire (MCWG). D'une façon générale, le but de ces réunions est d'échanger des points de vue sur la façon la plus appropriée de renforcer la coopération militaire. Ces réunions sont fortement axées sur la diplomatie puisqu'elles permettent aux officiels, aux militaires et aux autorités partenaires de converser avec leurs homologues de l'OTAN. C'est un point essentiel pour mettre en place une relation de confiance. Les décideurs militaires peuvent prendre connaissance plus facilement de certains aspects stratégiques de l'Alliance. Ils connaissent ainsi mieux l'action de l'OTAN et peuvent de cette manière imaginer un plus grand nombre d'actions qui pourraient être réalisées à l'avenir en collaboration avec l'OTAN.

D'autres activités peuvent être réalisées sous la responsabilité des deux commandements stratégiques de l'OTAN. C'est la partie la plus opérationnelle du programme militaire puisqu'il comprend les exercices pouvant être observés par les pays du Dialogue Méditerranéen. Ils sont le plus souvent de deux types : opérations en réponse à une crise particulière et exercice de défense collective. Ce sont les commandements stratégiques qui planifient les visites de la flotte permanente de l'OTAN dans les ports des pays du Dialogue Méditerranéen. Depuis 2002, le programme militaire du Dialogue Méditerranéen comprend des activités qui ne sont pas seulement des activités de l'OTAN, mais aussi des opérations sponsorisées par des membres de l'Alliance ou même des participants du Dialogue Méditerranéen. L'ensemble des activités du programme militaire, à l'exception des activités prises en charge par un membre de l'Alliance, disposent d'un budget visant la réalisation sur le terrain et l'octroi d'une aide financière à d'éventuels participants du Dialogue Méditerranéen¹. De nombreuses informations sont encore fournies à des officiers des pays du Dialogue Méditerranéen. L'OTAN leur expose le déroulement de ces exercices, ces accords de gestion et l'organisation opérationnelle de son centre de situation (SITCEN). Les participants au Dialogue peuvent demander la venue d'experts de l'OTAN.

Stratégie et politique de défense

Des groupes de travail réunissant des spécialistes sont organisés en vue de réunir des scientifiques des pays du Dialogue avec des experts des membres de l'Alliance. On s'y focalise

¹ C'est une faiblesse importante puisque l'intérêt individuel des membres de l'OTAN pour la coopération méditerranéenne fluctue sensiblement et le fossé économique complique la coopération militaire. Pour une analyse de la coopération économique européenne voir KHADER, B., *Le partenariat Euro Méditerranéen vu du Sud*, Louvain-la-Neuve, CETRI, 2000, pp. 13-52 et en ce qui concerne l'état opérationnel des forces du Maghreb voir. CORDESMAN, A.H, *A tragedy of arms: military and security developments in the Maghreb*, Westport, Praeger, 2002, pp. 3-80.

sur certains aspects précis dans les domaines de la stratégie. Ces discussions sont encadrées par la division des plans de défenses et des opérations (DPAO) de l'Etat-major militaire International¹. Cette division établit et coordonne la contribution du Comité militaire à la planification stratégique et à la doctrine de défense de l'OTAN (les concepts stratégiques par exemple). Elle a d'autres responsabilités comme l'étude et les évaluations politico-militaires. Ainsi, l'OTAN invite les pays du Dialogue à participer aux travaux de certains de ces bureaux ou comités d'étude en vue d'améliorer la qualité des forces nationales des pays du Dialogue Méditerranéen. Trois points retiennent l'attention : le stockage et le transport d'armes ou d'explosifs, la destruction d'armes devenues obsolètes ou en excédent, et le contrôle aérien.

L'OTAN apporte en outre son expertise en ce qui concerne les réformes budgétaires des forces armées. En effet, les Etats nations veulent une allocation efficace des ressources dans le domaine de la défense. Par conséquent, l'Alliance conseille les pays du Dialogue concernant plusieurs aspects spécifiques de la restructuration des forces armées : reconversion du personnel militaire, gestion d'anciens sites militaires, impact économique de la lutte contre le terrorisme,...

Sécurisation des frontières

Le développement du terrorisme international, de l'immigration clandestine et du trafic de contrebande entre les deux rives de la Méditerranée a poussé l'OTAN à agir. Le terrorisme peut s'approvisionner en armes auprès du crime organisé, et profite souvent d'activités illégales. L'Alliance considère qu'il s'agit de les combattre de front, le cas échéant en collaboration avec les partenaires méditerranéens². Selon l'OTAN, le contrôle des frontières est primordial pour garantir la sécurité de la région Méditerranéenne. Des séminaires sont donc organisés où des pays membres de l'Alliance peuvent échanger leurs expériences sur la sécurisation des frontières avec leurs partenaires Méditerranéens. Des experts visitent les pays en question afin de faire part de leurs observations ou recommandations sur la façon la plus adéquate de garder ses frontières. L'OTAN y envisage d'avantage de coopérations bilatérales étant donné que les pays du Dialogue Méditerranéen manquent parfois cruellement de matériel qui réponde spécifiquement à cet objectif.

¹ OTAN, *op. cit*, Bruxelles: 2001, pp. 262-267.

² Cette collaboration irrégulière est souvent la conséquence d'une incompréhension mutuelle quand à la perception du risque, ce qui peut générer une certaine instabilité ; voir par exemple. ECHEVERIA, C., *The Mediterranean risk factors*, Madrid, European Security and defence college, 2005, p. 8.

Armement léger, terrorisme et prolifération des armes de destruction massive¹

La DPAO organise des séminaires sur l'armement léger, ainsi qu'une série de cours sur certains sujets précis (les expériences de coopération consécutive aux opérations de maintien de la paix, le stockage des armes légères,...)

Des discussions sur le thème des NBC prendront place entre les experts des pays du Dialogue et des membres de la division des affaires politiques du Secrétariat International. Des réunions bilatérales existent également entre le Conseil de l'Atlantique Nord et les membres du Dialogue sur le terrorisme. Elles ont parfois été étendues à un niveau multilatéral comme en 2001, du 17 au 23 octobre. Il s'agit d'évaluer la menace terrorisme et les meilleurs moyens individuels ou collectifs pour y faire face. Au cas par cas, l'Alliance prévoit la participation des pays du Dialogue à certaines activités anti-terroristes. Des contacts ont déjà été pris avec les services secrets méditerranéens afin d'établir une meilleure relation entre l'OTAN et la rive Sud de la Méditerranée².

Tous les pays participant au Dialogue Méditerranéen ont été invités à signer avec l'OTAN un accord sur la protection de l'information classifiée. Cet accord leur permet, sous la condition que le Bureau de la sécurité l'accepte, d'accéder à une série d'informations classifiées. En effet au vu des possibles développements du Dialogue et de l'augmentation de la coopération dans les secteurs où la majeure partie de l'information est classifiée (contre-terrorisme, aspects militaires de l'Alliance,...), il était nécessaire d'expliquer les procédures de sécurité par rapport à la diffusion de ce type d'information. A cette fin, des officiers supérieurs de l'OTAN visitent les autorités responsables de la sécurité dans chacun des pays du Dialogue Méditerranéen.

Il existe de surcroît une mission d'information, qui est remplie par le bureau de l'information et de la presse (OIP). L'objectif est de créer un réseau d'académiciens, de parlementaires et de leaders d'opinion sensibles au Dialogue de l'OTAN. Un troisième aspect de cette fonction d'information est la visite de l'Etat-major par un public ciblé ; essentiellement des parlementaires et des représentants des médias des pays du Dialogue. En 2001, des points de contacts ont été installés au sein des ambassades des pays du Dialogue en vue de faciliter l'implication mutuelle dans des projets d'information.

¹ A propos de ce type de collaboration, voir NATO BRIEFING, *Weapons of mass destruction*, Bruxelles, OTAN, mars 2005, pp. 6-8.

² Pour plus de détails, voir MATHIEU, R., *La lutte contre les terrorismes, domaines de coopération au sein et entre les organisations internationales de sécurité ?* Bruxelles : Institut Royal Supérieur de Défense 2005, Coll. Sécurité et stratégie, n° 89, pp. 120-121

Plans civils d'urgences¹, actions humanitaires et questions environnementales

Leurs réalisations incombent au Haut Comité pour les Plans d'urgence dans le domaine civil (SCEPC). C'est un organe de consultation et d'orientation de haut niveau du Conseil de l'Atlantique Nord à propos des Plans civils d'urgence et des secours en cas de catastrophe. Tout les pays de l'OTAN en font partie. Parallèlement, l'OTAN a mis sur pied le 28 mai 1998, un centre Euro-Atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC). Ce centre est situé au siège de l'OTAN. A sa tête, nous trouvons le Directeur des Plans civils d'urgence. Un agent de liaison de l'ONU travaille en son sein. Dans le cadre du Dialogue, le SCEPC veille à entretenir des relations de coopération avec les pays du Dialogue. Il établit avec eux un programme répondant aux attentes des pays participants. Il comprend trois types d'activités: les séminaires annuels, les contacts directs et la sensibilisation. Concernant les contacts directs, il s'agit d'un travail de communication vis-à-vis de la rive Sud de la Méditerranée. Ces échanges de point de vue portent essentiellement sur les actions organisées par le SCEPC notamment dans leurs aspects les plus techniques. La sensibilisation rentre dans une approche préventive.

L'action humanitaire de déminage est un autre domaine de coopération déjà expérimenté avec d'autres pays² partenaires. Deux séminaires entrent dans cette section ; le premier porte sur le déminage dans la région méditerranéenne et le deuxième se concentre sur l'Europe du Sud-Est. Ils sont respectivement mis sur pied par la Grèce et la Suède (membre du partenariat pour la paix).

Le programme scientifique de l'OTAN est dirigé par le Comité scientifique³. Il a pour but de soutenir individuellement des scientifiques grâce à des bourses. Des ressortissants de pays du Dialogue peuvent introduire une demande de soutien financier depuis 1996. Cette initiative rencontre un certains succès puisque, de 1996 à 2001, le nombre de demandes est passé de 1 à 97. La moitié d'entre elles a reçu une réponse favorable. La région méditerranéenne doit faire face à une série de problèmes environnementaux pouvant, à terme, nuire à sa stabilité. L'appauvrissement des ressources marines présente des conséquences très néfastes sur l'approvisionnement alimentaire des populations. Les ressources en eau potable deviennent également problématiques.

¹ Sur ce sujet, OTAN, *op cit*, Bruxelles : OTAN, 2001, pp 205-210, NATO BRIEFING, *Flood prevention in Ukraine*, Bruxelles, OTAN, mai 2003, NATO BRIEFING, *Earthquake-induced disasters: limiting de damage*, Bruxelles, OTAN, avril 2004.

² Cf. NATO BRIEFING, *The disposal of Albania's anti-personal mine stockpiles*, Bruxelles, OTAN, mai 2003.

³ OTAN, *op. cit*, 2001, p. 318.

UN DIALOGUE MEDITERRANEEN ENTRE ILLUSIONS ET NECESSITES

Pour comprendre l'évolution du Dialogue Méditerranéen, nous pourrions naturellement dissenter sur l'impact des croisades, sur l'existence du caractère déterminé de la rivalité entre les deux civilisations,... Si ces circonlocutions peuvent impressionner, il n'y a souvent qu'en trame de fond des intérêts matériels, et en soit extrêmement tangibles. En ce sens, nous devons examiner la consistance réelle des relations entre les deux rives de la Méditerranée. Nous y distinguons deux niveaux d'analyse : international et interne.

Du point de vue de l'internationaliste, cette apparente incertitude des relations méditerranéennes peut s'expliquer au moyen du nouveau paradigme interprétatif du terrorisme international. Pour le réductionniste, les interactions de part et d'autre de la Méditerranée ne sont que l'ersatz de la problématique israélo-palestinien. La proximité géographique entre l'Europe et l'Afrique du Nord complique la recherche de solution. L'immigration clandestine reste un sujet difficile à aborder. Par conséquent le peu d'écho médiatique du Dialogue Méditerranéen apparaît comme une indifférence affichée face à un sujet qui gêne et qui divise. La présence d'Israël et des Etats-Unis déséquilibre nettement son évolution. Un certain nombre d'observateurs ont souligné que l'OTAN était plus coopérative que les pays qui participent au Dialogue¹. L'Alliance offrirait ainsi d'avantage de coopération que les pays Méditerranéens, à l'exception d'Israël et de la Jordanie. Des efforts importants sont cependant consentis afin de mieux informer les pays de la rive Sud de la Méditerranée sur l'action de l'OTAN.

Au plan interne, les relations entre les deux rives de la Méditerranée reposent la question de la cohabitation entre les communautés maghrébines et européennes. Ce thème comporte un fort potentiel de déstabilisation, surtout pour l'Europe « latine ». Si on considère que la politique étrangère est la continuation de la politique intérieure, une politique d'ouverture face aux pays du Maghreb peut très bien être perçue comme un signe encourageant pour les enfants issus de l'immigration. Le nœud du problème est naturellement la réciprocité de la dynamique de coopération ; la confiance qui est sous entendue dans tout échange quel qu'il soit, « *un donné pour un rendu* ». Pourquoi n'est elle pas assurée ? Sur base des précédentes réflexions, nous pouvons synthétiser les principales difficultés du Dialogue Méditerranéen de l'OTAN :

- 1. Des déséquilibres structurels :** Il est clair qu'entre les pays prenant part au Dialogue et au sein de l'OTAN, les différences sociales, économiques et politiques sont assez importantes. De plus, tous les pays membres de l'Alliance ne sont pas prêts à

¹ BIN, A, *Le renforcement du Dialogue Méditerranéen de l'OTAN*, Bruxelles, OTAN, Mars/avril 2003.

assumer une charge financière supplémentaire pour les pays de la rive Sud de la Méditerranée. L'engagement, aussi bien politique qu'économique, pouvant être accordé au Dialogue varie par conséquent de façon considérable d'un pays à l'autre, ce qui provoque de nombreux blocages. ;

2. ***La concurrence entre organisations internationales*** : Le Dialogue Méditerranéen a toujours été perçu comme une action complémentaire aux programmes des autres institutions internationales. Certains analystes ont fait remarquer qu'il y avait un risque de concurrence entre cette coopération et les autres organisations internationales, essentiellement le processus de Barcelone de l'Union Européenne et l'Initiative Méditerranéenne de l'OSCE. L'OTAN essaye d'améliorer la collaboration avec les autres organisations internationales, par exemple au niveau de la circulation de l'information. Cependant, on ne peut empêcher un certain nombre de doublons et de superposition entre les initiatives ;
3. ***Le contexte international*** : Au vu des récents développements de l'actualité (attentats de New York, Madrid et de Londres), il est difficile pour l'Alliance de faire face à ce type de menace sur son propre territoire. Ce qui est normal, puisque l'OTAN est à la base une organisation internationale habituée à traiter avec des Etats. En effet, pour le moment, ce type d'attaque est une des menaces les plus concrètes pour la sécurité à l'intérieur de la zone euro-atlantique. Cependant, les attaques du 11 septembre 2001 ont paradoxalement renforcé la collaboration entre les deux rives de la Méditerranée¹. La nécessité d'accélérer la coopération devenait évidente. Le sommet de Prague mettra ainsi en avant la nécessité d'organiser des réunions politiques plus régulières, éventuellement à un niveau multilatéral. La coopération s'est donc d'avantage concrétisée. Mais, les réactions d'incompréhension culturelle qui parsèment l'actualité internationale² et l'unilatéralisme de l'intervention américaine en Irak n'offrent pas, à tout le moins, les conditions nécessaires à une meilleure entente des peuples ;
4. ***Les différences de perception*** : Malgré les très nombreux efforts déployés, le Dialogue Méditerranéen est resté relativement en retrait par rapport aux autres programmes de partenariat. Au sein de l'Alliance, le Dialogue a été perçu comme étant plus un programme destiné à améliorer la confiance qu'un véritable partenariat³. Cela est surtout dû à la différence de point de vue des membres de

¹ BIN, A., *op. cit.*, Mars/avril 2003.

² La crise suite aux « caricatures de Mohammed » l'illustre très bien

³ NORDAM, J., *Le dialogue Méditerranéen : dissiper les malentendus et établir la confiance*, Revue de l'OTAN, Bruxelles, OTAN, juillet/août 1997.

l'OTAN sur le développement du Dialogue. Inversement, les pays qui participent au Dialogue ont chacun une perception différente du problème. Chaque pays méditerranéen place l'OTAN au sein de sa politique étrangère de la façon dont il le souhaite. Cela complique donc la collaboration et explique les nombreuses consultations politiques ;

5. ***Un déficit de visibilité:*** De toutes les coopérations de l'OTAN avec les pays non membres, le Dialogue Méditerranéen est sans conteste un des moins connus. Ce n'est que récemment que l'Alliance a fait preuve d'une plus grande détermination à faire connaître ce programme. Une diffusion plus large d'ouvrages sur ce sujet permettrait sans nul doute d'alimenter le débat public.
6. ***La neutralisation des volontés politiques :*** Il n'existe pas de projet politique global pour la Méditerranée qui soit communément accepté par, d'une part les Etats-Unis, les puissances européennes et les pays méditerranéens. Il faut considérer les problèmes actuels de sécurité comme une occasion de régler un certain nombre de question relative à la zone Méditerranéenne, longtemps délaissée au profit de l'Est de l'Europe. Certains sujets particulièrement épineux mettant indirectement en cause la stabilité de l'Europe¹ (pauvreté de la rive Sud de la Méditerranée, immigration illégale, énergie, problème démographique, conflit israélo-palestinien,...) ont été laissés en suspens pendant plusieurs années. La différence de point de vue de part et d'autre du lien transatlantique n'est pas étrangère à cette situation. D'une part, l'Europe est la plus à même de dialoguer avec sa région Sud, mais d'autre part, les divisions à l'intérieur de l'Union Européenne empêchent l'émergence d'un projet Euro- méditerranéen².

Bien évidemment, la principale difficulté des relations entre le Nord et le Sud de la Méditerranée réside dans leur hétérogénéité. Cependant, l'Europe peut-elle éviter une collaboration euro arabe d'envergure, et particulièrement au niveau militaire ? Les opinions sur ce sujet divergent très sensiblement. Les difficultés du processus de Barcelone expriment ce manque de projet commun européen en Méditerranée. Dès lors, quelle est la cohérence du Dialogue Méditerranéen de l'OTAN ? La portée réelle de cette coopération militaire apparaît d'avantage de l'ordre du symbolique. Un symbole en politique internationale est souvent une arme à double tranchant puisqu'il peut naturellement rapprocher les peuples derrières une cause, une

¹ SAID, M.K., *Une évaluation du Dialogue Méditerranéen de l'OTAN*, Revue de l'OTAN, Bruxelles, OTAN mars/avril 2004.

² Voir BISCOP, S., *Euro-Mediterranean security : a research for partnership*, Adlershot : Ashgate, 2003, pp 23-65, ainsi que GOMEZ, R., *Negotiating the Euro-Mediterranean partnership: strategic action in Eu foreign policy ?* , Adlershot: Ashgate, 2003, pp. 95-123.

personne,... ou à l'inverse, cristalliser des oppositions autour d'une seule problématique. Puisque son instrumentalisation peut engendrer des conséquences rapides, la communication politique joue un rôle très important dans la gestion d'une situation à fort caractère symbolique.

L'OTAN fait-elle différemment en insistant, non sur le contenu réel du Dialogue Méditerranéen, mais bien sur son inclinaison à ouvrir un forum d'échange à travers toute la Méditerranée ? L'aspect politique de ce programme est donc essentiel.

UN PARADOXE EN ÉCHO À L'IDENTITÉ EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE ?

De toute évidence, les relations entre les pays du pourtour méditerranéen et l'Alliance Atlantique sont encore trop inégales pour pouvoir imaginer une association globale de part et d'autres de la Méditerranée. Cependant, l'OTAN peut apporter une contribution non négligeable par rapport à certains aspects très techniques des forces armées, pensons à la réforme de la défense, l'interopérabilité et la formation. D'une part, cela permettrait de réduire les coûts des forces armées du Sud, ce qui pourrait très bien produire des externalités positives pour l'Europe. D'autre part, l'aide de l'OTAN leur donnerait l'occasion de garder un niveau opérationnel suffisant pour garantir leur sécurité. En effet, les pays précités, excepté Israël, connaissent des difficultés dans leur développement économique. S'ils veulent améliorer leur sécurité, ils ne pourront éviter des réformes plus importantes en matière de défense. La professionnalisation des armées apparaît comme le début d'un (très) long chemin d'ajustement.

L'OTAN a une histoire extrêmement positive à faire connaître. Elle a maintenu l'Europe en paix pendant toute la guerre froide, alors que le risque de conflits y a longtemps été important. Elle s'est transformée depuis 1989 afin de répondre au mieux aux défis de la sécurité. Elle s'est étendue vers l'Est, en permettant à ses pays d'intégrer une zone de stabilité et de sécurité. Mais qu'en est-il de l'avenir en Méditerranée ?

L'élargissement de ses compétences, par exemple au niveau politique, illustre bien la nature changeante de l'OTAN. La présence israélienne pose certes, de nombreux problèmes, mais elle permet d'augmenter les contacts entre les représentants politiques lors des réunions au siège de l'OTAN, ce qui ne peut être que bénéfique pour tous. Cependant, il est difficile de garantir une homogénéité et/ou une grande cohérence à ce type de programme, puisque les logiques d'action n'y sont pas explicitées clairement ou manquent parfois de crédibilité.

Le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN existe donc tant bien que mal, mais au vu de l'interdépendance entre les deux rives, n'est ce pas à l'Europe d'assumer cette responsabilité ? Nous partageons avec la rive Sud de la Méditerranée une riche histoire commune. Son observation n'est pas difficile puisqu'on peut la découvrir à travers les voyages, les médias, la littérature ou simplement via les yeux de ses propres habitants. Cependant, malgré cette proximité, on peut affirmer que la rive Sud de la Méditerranée est pour une grande partie de la

population encore un territoire inconnu. Les contradictions de la politique internationale expriment par conséquent peut être des blocages internes.

CONCLUSION

Partant de la perspective la plus globale et la plus internationale, nous terminerons cet article sur quelques réflexions sur la cohabitation interculturelle et en définitive, tout l'intérêt d'utiliser l'outil militaire en politique étrangère.

Depuis le 11 septembre, les liens entre le Nord et le Sud de la Méditerranée se sont modifiés, premièrement de façon positive puisque le besoin de résoudre les problèmes à la base du terrorisme est devenu manifeste et deuxièmement de façon négative, puisque ce contexte international n'a pas été favorable à une plus grande confiance. La littérature scientifique sur les conséquences internationales du 11 septembre 2001 prend un caractère presque pléthorique. De l'émergence d'un nouveau paradigme global à l'incident sécuritaire, les avis des analystes divergent souvent sur le sens des actions. Finalement au lendemain des attentats, les conjectures les plus pessimistes des uns ou les arabesques pacifistes des autres ne semblent pas trouver un éclairage favorable à la lumière d'aujourd'hui. Car si la chute des tours a provoqué, bien légitimement, un fort émoi de l'opinion publique, les considérations stratégiques n'ont quant à elles pas été fondamentalement modifiées. Quand l'Europe de la défense existera bel et bien, la question du rapport avec la rive Sud de la Méditerranée sera de toute première importance. Dès lors y utiliser des coopérations militaires comme forme instrumentalisée de politique étrangère est peut être un gage de développement pour l'Union Européenne en tant que puissance globale. Une tactique de coopération pourra produire des bénéfices exploitables sur différents plans pour la politique européenne.

A notre question de départ de savoir dans quelle politique globale se place ce symbole de coopération, notre conclusion sur ce sujet est que le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN, est *un paradoxe stratégique*. En effet, la mise en place d'un Dialogue avec les pays de la Méditerranée par une alliance politico-militaire comme l'OTAN, comporte un certain nombre d'aspects et d'objectifs contradictoires. De plus, cette initiative ne répond pas à une stratégie ou à une logique générale clairement explicitée. Enfin, malgré ces quelques limites, elle représente toutefois un signe encourageant de collaboration pratique dans un des domaines les plus sensibles des relations internationales : la sécurité. Dès lors, ces contradictions sont-elles le résultat d'un consensus entre les différents Etats membres de l'OTAN ou la conséquence d'un manque de volonté politique à s'ouvrir d'avantage vers le Sud ? Ces questions méritent d'être posées puisqu'elles seront des choix stratégiques essentiels pour situer à l'avenir l'Europe dans l'échiquier des relations internationales.

UCL Université catholique de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales et politiques



Le CECRI, Centre d'études des crises et des conflits internationaux de l'Université catholique de Louvain (UCL), y réunit les enseignants et les chercheurs en Relations internationales sous la direction des Professeurs Tanguy de Wilde d'Estmael et Amine Ait-Chaalal.

Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Unité de Science politique et de Relations internationales (SPRI). Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits. L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion (sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple) est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques. Les aires géographiques d'expertise comprennent la Grande Europe, l'Afrique des Grands Lacs, le Moyen-Orient, l'Asie ainsi que l'espace de la Francophonie internationale. Dans cette optique, des liens privilégiés sont établis au sein de l'UCL avec l'Institut d'études européennes, en particulier la Chaire Inbev-Baillet Latour « Union européenne-Russie », le réseau européen NOHA (Network on Humanitarian Action), le CERMAC – Centre d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain et le CISMOC - Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain. En outre, le CECRI a créé en 2004 auprès des éditions PIE-Peter Lang une collection d'ouvrages intitulée « Géopolitique et résolution des conflits » afin d'accueillir les travaux d'analyse des changements géopolitiques ayant marqué la scène européenne et mondiale depuis 1989.

Les membres du CECRI exercent à l'UCL leurs enseignements au sein des programmes de Bachelier, de Licence, de Master et des diplômes de troisième cycle en Sciences politiques, Relations internationales, Actions humanitaires internationales et Etudes européennes.

Ils sont en particulier en charge du Diplôme d'études approfondies en Relations internationales qui articule un programme autour des concepts de politique étrangère, prévention et résolution des conflits. A partir de l'année universitaire 2007-2008, le Master 120 en Sciences politiques, orientation Relations internationales proposera des finalités spécialisées en Diplomatie et Résolution de Conflits et en Action humanitaire internationale.

Les détails de tous ces programmes peuvent être obtenus en consultant les adresses web suivantes :

<http://www.uclouvain.be/pols.html> ; <http://www.euro.ucl.ac.be/> et <http://www.nohanet.org/>

CECRI- Centre d'études des crises et des conflits internationaux (CECRI)

Place Montesquieu, 1/7-8, B-1348 Louvain-la-Neuve

Téléphone (32 10) 47 41 30 Fax (32 10) 47 46 03

Email bacc@spri.ucl.ac.be

Site web : <http://www.cecri.ucl.ac.be/>

Nanotechnologies : quels enjeux industriels, militaires et géostratégiques?

Alain DE NEVE

Chargé de recherches au Centre d'Etudes de Défense de l'Institut Royal Supérieur de Défense (Bruxelles).



INTRODUCTION

Généralement abordées à l'aune des perspectives économiques et de marché qu'elles laissent entrevoir dans le moyen terme – on évoque le chiffre abyssal de mille milliards d'euros d'ici à 2015 –, les nanotechnologies représentent aussi le symbole d'une révolution militaire fondamentale dont les questions éthiques qu'elles recouvrent, les transformations industrielles qu'elles induiront et les répercussions sur les équilibres géopolitiques qu'elles créeront demeurent insuffisamment envisagées par les analystes et prospecteurs stratégiques, principalement en Europe. Les effets d'une telle révolution se traduiront, assurément, par des bouleversements majeurs dans la répartition des centres de pouvoir dans le monde mais aussi par des risques considérables sur l'environnement, les bassins d'emploi et l'intégrité physique de chaque citoyen.

L'une des particularités des nanotechnologies – et qui explique tout à la fois l'âpreté et la nécessité d'un débat à leur endroit – réside dans la pluridisciplinarité des rapports qu'elles supposent avec d'autres domaines, dont la génétique, les biotechnologies, les technologies de l'information et les sciences cognitives. Comme le souligne fort justement Dorothee Benoit Browaeys, « *les nanosciences brouillent les frontières entre les disciplines formelle de la biologie, de la chimie ou de la physique.* »¹ Leurs effets sont, dès lors, plus vastes et gagnent donc en complexité. Tout effort prospectif en la matière implique donc une grande prudence méthodologique de même qu'une ouverture inédite des champs d'investigation. Les nanotechnologies bouleverseront, assurément, les schémas prédictifs qui sont actuellement élaborés. Elles imposent une reconsidération de l'horizon des projections intellectuelles portant

¹ Dorothee Benoit Browaeys, « Pour une géopolitique des nanosciences », cf. <http://www.vivantinfo.com>.

sur l'identification des risques et des technologies supposées appuyer le politique dans son action. Ce constat avait déjà été évoqué, voici plus de dix ans, par le Général David E. Jeremiah, ancien chef d'état-major du Joint Chiefs of Staff américain. Dans une célèbre allocution qui fut présentée au Foresight Institute en date du 9 novembre 1995, celui-ci évoquait précisément l'accroissement du degré d'incertitude des prévisions que pouvaient susciter les nanotechnologies : « *les politiques ne peuvent se préparer correctement au futur qu'à la condition qu'ils acceptent que leurs planifications puissent éventuellement ne recevoir qu'un crédit tout relatif dès lors que des événements totalement imprévus les prennent par surprise.* » Les nanotechnologies font partie des ces technologies qui, au travers de leurs traductions concrètes – faisant elles-mêmes l'objet de prédictions aléatoires -, ont le potentiel de modifier brusquement la structure envisagée des rapports de forces dans le futur.

Cette prudence méthodologique se révèle d'autant plus essentielle que nos sociétés – à tous le moins celles qui appartiennent, pour la plupart, à notre hémisphère – accèdent seulement à l'apogée de la révolution informationnelle et des réseaux, les Etats-Unis disposant, cependant, d'une avance de plusieurs générations dans la maturation des concepts associés aux dimensions informationnelles de la guerre (*Network-Centric Warfare*).

À peine sommes-nous donc sur le point d'assimiler les perspectives nouvelles générées par l'intégration des NTIC¹ dans nos systèmes militaires qu'une révolution nouvelle est sur le point de se produire et dont les conséquences pourraient déboucher sur une transformation radicale des moyens de combat et de défense. On peut, certes, contester cette vue des choses en indiquant que les véritables percées nanotechnologiques qui permettront de conduire à de ruptures stratégiques réelles devront encore être confirmées par l'expérience. Néanmoins, l'une des caractéristiques fondamentales de l'innovation militaire réside dans la période de confinement très longue dans laquelle une rupture technologique peut être étonnement maintenue. L'une des raisons principales venant expliquer cette situation réside dans les mesures de précautions drastiques qu'adopte la communauté scientifique militaire en vue de garantir les plus grandes chances de réussite à une innovation technologique qui devra encore cheminer au travers des différents niveaux de responsabilité hiérarchique en vue d'obtenir une reconnaissance officielle. Pour Terry C. Pierce², il existe deux catégories fondamentales d'innovations militaires. La première, qui regroupe les « innovations disruptives » (*Disruptive Innovations*), est de nature à conduire à des changements radicaux des moyens armés et des concepts d'emploi de ces derniers. La seconde, rassemble les « innovations de soutien » (*Sustaining Innovations*). Celles-ci ne sont pas de nature à générer des transformations radicales. Les innovations de soutien visent, principalement, l'amélioration des capacités existantes en vue

¹ NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication.

² Terry C. Pierce, *Warfighting and Disruptive Technologies: Disguising Innovation*, London, Frank Cass, 2004.

de rendre la conduite des missions plus efficace et plus efficiente. Pour Terry C. Pierce, la stratégie développée par la communauté qui se situe à la base d'une innovation disruptive militaire consiste à faire passer celle-ci, dans un premier temps, sous l'aspect d'une innovation de soutien seulement destinée à intégrer des systèmes d'armes ou des concepts d'emploi de force existants qui ne sont pas sujets à controverses. De la sorte, les résistances au changement susceptibles d'émaner d'une bureaucratie militaire culturellement conservatrice sont contournées. Dès son intégration dans un système technique opérationnel, une innovation disruptive « couverte » ne tardera pas à révéler les ruptures technologiques et militaires radicales qu'elle comporte. C'est à la lumière de ce processus que l'on peut comprendre les raisons qui font que les nanotechnologies n'occupent pas encore le devant de la scène et demeurent insuffisamment débattues dans leur dimension militaire.

GUERRE ET MATÉRIAUX

Il ne saurait exister une Histoire de la guerre qui puisse faire l'impasse sur une réflexion sur les matériaux. Au vrai, les multiples (r)évolutions intervenues dans l'art du combat se confondent, dans une large mesure, avec les progrès réalisés par l'homme dans la maîtrise et la confection des matériaux qui se situent à la base des technologies militaires qu'il sera parvenu à couler dans des doctrines opératoires appropriées. Il est d'ailleurs utile de rappeler que les nanotechnologies font très rapidement leur apparition dans l'histoire au travers de la poudre noire qui apparaît en Chine aux alentours du X^{ème} siècle. En raison de facteurs socioculturels qui leur sont propres, les Chinois ne percevront pas le potentiel d'applications militaires susceptible de découler de cette innovation dans la chimie des matériaux. Ce sont les Européens qui, en important au XIII^{ème} la poudre noire par l'intermédiaire des Arabes, l'envisagent pour des applications militaires. Les premières armes à feu apparaissent un demi-siècle après son introduction. Sans qu'il comprenne exactement le processus chimique spécifique de l'arme nouvelle qu'il venait d'introduire, l'homme est, cependant, parvenu à en maîtriser la puissance et les potentialités. La technologie était, ici, en avance sur la science.

Il est aujourd'hui devenu un lieu commun d'évoquer les liens qu'ont entretenus au travers les âges la *technologie* et la *stratégie*. Et il est vrai de rappeler, comme le souligne Camille Grand, que ce lien est aussi ancien que la guerre elle-même. Fuller pouvait, ainsi, affirmer que 99 % de l'explication d'une victoire militaire résidait dans la supériorité technologique d'un protagoniste sur son adversaire. Néanmoins, l'évocation de la technologie comme l'un des déterminants fondamentaux de l'histoire militaire ne semble pas placer l'attention au niveau le plus pertinent de ce rapport. Car, c'est, à la base, l'évolution même des matériaux, objet de la manufacture humaine, qui nous renseigne le mieux sur les ruptures stratégiques intervenues dans le temps. L'histoire des matériaux – qui rendent possibles les technologies – apparaît indissolublement liée à l'évolution des sociétés et, plus particulièrement, de l'une des ses institutions les plus fondamentales : la guerre. L'art militaire, indépendamment des qualités humaines (aptitudes au commandement, éducation militaire, etc.) qui se situent à sa source, ne saurait être dissociée

d'une certaine science, celle des matériaux et des technologies qui ont servi aux hommes dans leurs confrontations mutuelles. L'historien militaire israélien, Martin Van Creveld, énumère, ainsi, sans véritablement distinguer la matière de la technologie, quatre âges successifs dans l'évolution des rapports entre la technologie et la guerre. L'avènement de chaque âge est immédiatement précédé d'une rupture technologique découlant tantôt d'une innovation dans la fabrication/combinaison ou de l'exploitation des matériaux d'un type nouveau. Le premier, appelé *l'âge des outils* (*Age of Tools*), s'étend des temps anciens à 1500 après J.-C. Le second *âge*, aussi appelé *âge des machines* (entre 1500 et 1830) profite de l'irruption de la révolution de la manufacture et assiste au développement des grands bâtiments de guerre (galions, galères, galéasses, etc.) mais aussi, sur terre, à l'essor de la poliorcétique. Les organisations militaires de ces deux premiers âges font reposer leurs technologies sur le travail des matériaux naturels. L'art et le travail du bois et de la pierre débouchent sur la construction de fortifications aux architectures de plus en plus complexes en vue de contrer les attaques des assaillants. Le travail du bois conduira à l'élaboration d'embarcations maritimes. Limités dans un premier temps au cabotage, les navires européens évolueront vers des bâtiments dont les envergures ne cesseront de croître. Le troisième *âge*, désigné *âge des systèmes* (1830 – 1945), profite de l'industrialisation des sociétés occidentales. C'est l'époque du travail du fer et de l'acier qui rentre dans la composition des cuirassés, bientôt surclassés par les sous-marins dont les systèmes d'armes (torpilles) révèlent au grand jour les vulnérabilités des cuirassés. Avec l'âge des systèmes, la « chair et l'acier » entrent dans une relation étroite qui, sans être symbiotique, conduira inexorablement à une vision cybernétique des rapports entre l'homme et la machine. Côtes à côtes, le combattant et le système d'armes, constituants indissociables de l'ergonomie militaire, seront appelés à fusionner pour ouvrir la voie de *l'âge de l'automatisation*. L'automatisation, pour sa part, est rendue possible grâce à l'irruption du silicium et au développement des premiers ordinateurs. *L'âge de l'automatisation* est, également, perçue comme la première étape de l'ère informationnelle qui conduira vers la conception des premiers réseaux informatiques (il est inutile de rappeler le rôle de l'ARPA dans la mise au point du premier réseau militaire, ARPANET, ancêtre de l'actuel Internet).

Sans doute manque-t-il l'évocation d'un terme le mieux à même de décrire la période particulière, assurément charnière, que nous vivons dans le domaine de la stratégie. Alvin et Heidi Toffler, célèbre couple de futurologues américains, ont, à cet effet, classifié l'histoire de la guerre en trois grandes vagues. La première vague, dite agraire, correspond à peu de choses près à l'âge des outils introduit par Van Creveld. La seconde vague, dite industrielle, se réfère aux premiers systèmes d'armes bâtis grâce aux procédés de manufacture à plus ou moins grande échelle et, plus tard, aux techniques industrielles. L'âge industriel désigne également les levées en masse des citoyens soldats et la mobilisation de moyens considérables dans la conduite des opérations militaires. Partant de l'idée selon laquelle les sociétés détruisent de la même manière qu'elles produisent, les Toffler affirment qu'aux procédés de destruction et de production de masse, typiques de la seconde vague, succède, aujourd'hui, la troisième vague, dite

informationnelle, dans laquelle la destruction ciblée représente l'expression militaire de la consommation ciblée en vogue dans les économies. La troisième vague n'inclut pas seulement les technologies informationnelles comme moyens nouveaux de la guerre, mais demeure ouverte aux multiples évolutions qui, selon les Toffler, contribueront à étoffer les perspectives d'applications et les opportunités d'emploi des technologies à base informationnelle.

LES EFFORTS DE R&D MILITAIRE DANS LE DOMAINE DES NANOTECHNOLOGIES : VERS DES DISPARITES INELUCTABLES ?

Une mise en perspective des débats ayant trait aux domaines d'application réels ou envisagés des nanotechnologies laisse transparaître des disparités évidentes selon les secteurs d'activité considérés. Si l'essentiel des discussions porte principalement sur l'implémentation des nanotechnologies dans le domaine de la médecine et de l'informatique, celles concernant les possibilités d'emploi militaire des agents nanotechnologiques demeurent encore trop lacunaires. Un tel constat recouvre, cependant, des variations intimement liées aux politiques de recherche scientifiques qui guident les Etats, voire au différentiel de sensibilité des communautés politiques aux prises de risques. Sur une échelle globale, il importe de reconnaître que la fracture numérique (de l'ère informationnelle) s'accompagne aujourd'hui des germes d'une « fracture nanotique ». Comme le soulignait récemment un rapport de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, « *le passage à l'ère des nanotechnologies peut être très traumatisant et aggraver les clivages entre ceux qui y ont accès et les autres. Les écarts pourraient être extrêmement prononcés [...]¹* ». Actuellement, trois ensembles politiques dominent inégalement le secteur des nanotechnologies : les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne. Cependant, au sein même de l'hémisphère occidental, des écarts marqués pourraient voir le jour. En Asie, les pays les plus actifs, hormis le Japon, sont la Chine, la Corée du Sud, Taïwan et Singapour. On soulignera que Pékin a inscrit les nanotechnologies comme un secteur dont les avancées se révéleront critiques. La Chine investit de façon croissante dans les activités de R&D en rapport avec ce secteur. La croissance chinoise des investissements consentis dans le domaine de la recherche nanotechnologiques est, avant tout, le résultat d'une mobilisation de fonds publics par le gouvernement central. Les projets que développe la Chine s'articulent autour de la production de masse de matériaux et de revêtement en nanodiamant, les nanotubes et les nanocâbles en carbone, les systèmes de réseaux de capteurs pour la surveillance en matière de sécurité, les nanomatériaux propices aux économies d'énergie, les capteurs chimiques et biocapteurs. On le voit, les champs d'investigation de la recherche chinoise reposent, dans une large mesure, sur le développement de systèmes à finalité sécuritaire ou de défense. Il serait cependant une erreur de sous-estimer les perspectives commerciales des recherches nanotechnologiques en Chine. Le

¹ Lothar Ibrugger, *Les implications des nanotechnologies pour la sécurité*, projet de rapport de la sous-commission sur la prolifération des technologies militaires de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Secrétariat international, 15 avril 2005, 065 STCMT 05 F, p. 4.

pays représente, en effet, sur ce créneau de production, un marché estimé à plus de €4,5 milliards. Ce chiffre pourrait, très probablement, s'élever à €120 milliards d'ici 2015.

Les Etats-Unis représentent, de loin, le premier investisseur dans les programmes de recherche militaire des NT. Si l'ensemble des nations industrialisées a donc soutenu plus activement les activités exploratoires dans ce secteur, elles ne peuvent, pour autant, s'enorgueillir d'avoir à leur disposition un instrument aussi fédérateur que celui de la *National Nanotechnology Initiative* (NNI). La NNI représente, aux Etats-Unis, l'instrument institutionnel structurant de la recherche dans le domaine des nanotechnologies. Sa rationalité repose sur une vision inter-piliers rendue incontournable du fait de la perspective transdisciplinaire des moyens technologiques mobilisés pour la mise en œuvre des recherches en NT.

La recherche nanotechnologique aux Etats-Unis profite d'une culture de l'innovation spécifique, marquée par une grande tolérance à la prise de risques. En outre, plusieurs éléments permettent d'expliquer la position de leader qu'occupe la recherche américaine dans ce domaine. Parmi eux, on citera : la planification par objectif, la constante progression des crédits ou encore la concentration des budgets dans certains secteurs cibles¹. Un autre atout de la recherche nanotechnologique aux Etats-Unis réside dans le fait que la NNI finance une très large gamme de recherches. Les universités et les instituts de recherche réalisent près des deux tiers de la R&D avec un appui marqué de la NNI. Ce soutien peut revêtir différentes formes (subventions, accords de coopération, contrats avec les agences engagées dans le programme NNI, etc.)². Ce qui frappe, toutefois, le lecteur est la part prise par le DoD dans ce secteur d'applications technologiques. L'investissement consenti par la Défense aux Etats-Unis ne trouve pas de correspondant en Europe. Depuis les années 1980, en effet, les militaires américains ont témoigné d'une curiosité certaine à l'endroit des perspectives d'implémentation militaire des nanotechnologies. En 1996, les NT étaient élevées au titre de « domaine de recherche stratégique » en matière de défense³. La priorité des instances de recherche militaire des Etats-Unis a été le développement de la micro-électronique submicronique. Mais une extension des domaines d'application des NT est aujourd'hui constatée. Réitérée avec force au travers de la

¹ Alain BILLON, Jean-Loup DUPONT et Gérard GHYS, *Le financement des nanotechnologies et des nanosciences. L'effort des pouvoirs publics en France. Comparaisons internationales*, rapport fait à Monsieur le Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, à Madame la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies au nom de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, janvier 2004, n° 2004-002.

² Roland HÉRINO, *La politique de R&D en nanotechnologies aux Etats-Unis*, rapport de la Mission pour la Science et la technologie du Consulat général de Houston (Ambassade de France aux Etats-Unis), mai 2005, p. 5.

³ Jürgen ALTMANN, "Military Uses of Nanotechnology: Perspectives and Concerns", *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 1, 2004, pp. 61 – 79.

dernière *Revue quadriennale de défense* américaine, datée du 6 février 2006, l'objectif visant l'extension des moyens de surveillance permanent et en temps réel impliquera, assurément, une mobilisation des activités de R&D dans le domaine des NT. Le degré extrême de miniaturisation des capteurs et circuits intégrés promis par les nanotechnologies (*Cf. infra : The Mesh and the Net*) est de nature à favoriser, à un moindre coût, la diffusion des systèmes de surveillance. Il reste, à l'évidence, à savoir de quelle manière les nanocapteurs envisagés par certains prospecteurs et développeurs militaires américains parviendront à réellement communiquer tant les embûches techniques paraissent, pour l'heure, difficilement surmontables.

Cette évolution technologique militaire s'inscrit, néanmoins, dans une culture stratégique américaine profondément imprégnée par la conviction de s'assurer la maîtrise des espaces communs (*Commons*). Nation insulaire, les Etats-Unis ont développé, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une stratégie de maîtrise des océans. A l'ère de l'exploration spatiale, cet objectif de maîtrise de l'environnement géostratégique est passé par le principe de *Space Control*. Récemment, l'âge informationnel a conduit le DoD à poser le principe de *dominance informationnelle*, mais aussi de la domination de l'ensemble du spectre électromagnétique et de l'espace cybernétique. Les champs exploratoires à l'échelle nanométrique représentent aujourd'hui, pourrait-on dire, le nouveau *Far West* de la conquête militaire américaine. A l'instar de la stratégie américaine dans le champ spatial circumterrestre, une politique militaire axée autour de l'exploration de l'infiniment petit et l'exploitation/intégration des nanotechnologies dans les systèmes de forces ne saurait être pensée en d'autres termes que ceux d'une domination complète du champ technologique concerné (*cf. infra*).

Le rapport NBIC, édité par la NSF, permet de rendre compte, avec davantage de précisions, des percées attendues dans le domaine des nanotechnologies lorsqu'elles sont envisagées dans une perspective de convergences technologiques (c'est-à-dire associées aux progrès des biotechnologies, des technologies de l'information et des sciences cognitives). Le point « E » du susdit rapport aborde exclusivement les questions de sécurité nationale liées aux technologies convergentes. Plus précisément, un ensemble de sept domaines d'applications militaires susceptibles de bénéficier des technologies NBIC sont énumérées :

1. La liaison de données, l'anticipation des menaces et la préparation ;
2. Les véhicules inhabités de combat ;
3. L'éducation et l'entraînement du combattant ;
4. La détection des – et la protection contre les – agents RNBC et les explosifs ;
5. Les systèmes de soldats¹ ;

¹ Le concept de « system soldier » est apparu avec le développement de concepts technologiques destinés à mieux équiper le soldat débarqué (dismounted soldier) et en vue d'intégrer celui-ci dans le réseau des réseaux

6. L'accroissement des performances humaines sans recours aux adjuvants pharmacologiques ;
7. L'interface cerveau/machine.

La vision posée par les rédacteurs du rapport NBIC s'inscrit dans une conception typiquement américaine de la technique, envisagée comme un moyen de structuration et d'accroissement des performances humaines et de résolution des ruptures politiques induites par le phénomène guerrier. On peut, en effet, comme le fait Dorothée Benoit Browaeys, porter des interrogations essentielles sur les finalités du rapport NBIC. Comme nous aurons l'occasion de le voir dans la suite de cette analyse, le recours systématique à la technique par les instances politico-militaires américaines s'explique, dans une large mesure, par le parcours historique des Etats-Unis et, plus encore, par la typicité du rapport que le peuple américain a entretenu avec ses élites¹.

L'approche adoptée par l'Union européenne dans le secteur de la recherche nanotechnologique se démarque foncièrement du techno-optimisme américain et préconise davantage un équilibre dans la définition des nouveaux rapports de force et de pouvoir qu'induirait le passage à l'ère nanotique. C'est en date du 12 mai 2004 que la Commission européenne publie une communication officielle intitulée *Vers une stratégie européenne en faveur des nanotechnologies*. L'objectif affiché par le document consiste à lancer, au niveau institutionnel, un débat afin que des mesures cohérentes soient prises :

- « *accroître les investissements en faveur de la R&D et renforcer la coordination de ces activités afin d'intensifier l'exploitation industrielle des nanotechnologies, tout en maintenant le niveau de l'excellence scientifique et de la concurrence ;*

militaires. Les Etats-Unis, dans le cadre des concepts Land Warrior et Future Force Warrior, évoquent l'idée d'un « soldat as a system » (cf. *infra*).

¹ Telle est, en effet, la thèse de Richard Hofstadter rapportée par Desmond Saunders-Newton et Harold Scott. Selon les propos des auteurs, le débat politique américain serait sujet à une dérive paranoïde, héritée des facteurs qui ont conduit à la révolution et à l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique vis-à-vis de la Couronne d'Angleterre. Ces facteurs ont inscrit dans la conscience collective américaine une méfiance quasi-congénitale du peuple américain à l'égard des conseillers des élus qui, en ayant été choisis en dehors de tout processus de sélection démocratique, se sont néanmoins vus attribuer des pouvoirs décisionnels trop importants. Or, la complexité croissante des affaires (qu'elles soient d'ordre intérieur ou d'ordre internationale) a assisté à la montée en puissance des conseillers externes qui ont, à certaines étapes de l'histoire, subi les critiques du peuple américain. Ceci explique les raisons qui ont poussé les élites politiques américaines à recourir aux systèmes informatiques d'aide à la décision. Cf. Desmond SAUNDERS-NEWTON et Harold SCOTT, « "But the Computer Said!" Credible Uses of Computational Modeling in Public Sector Decision Making », *Social Science Computer Review*, Vol. 19, No. 1, Spring 2001, pp. 47 – 65.

- *mettre en place des infrastructures de R&D capables de soutenir la concurrence mondiale (« pôles d'excellence ») et tenant compte des besoins des industries et des organismes de recherche ;*
- *promouvoir l'enseignement et la formation interdisciplinaires pour les personnels de recherches, et favoriser davantage l'esprit d'entreprise ;*
- *ménager les conditions favorables au transfert de technologies et à l'innovation pour s'assurer que l'excellence européenne en matière de R&D se concrétise sous la forme de produits et de procédés générateurs de richesses ;*
- *intégrer une réflexion concernant les incidences sur la société à un stade précoce du processus de R&D ; aborder de manière franche les risques potentiels pour la santé publique, la sécurité, l'environnement ou les consommateurs [...] ;*
- *compléter les activités précitées par une coopération et des initiatives adaptées au niveau international.¹ »*

Plus récemment, le Plan d'action de la Commission adopté le 7 juin 2005 a cherché à mettre en œuvre les objectifs détaillés par la stratégie de 2004. Les rédacteurs du Plan d'action ont souhaité définir une série d'actions intégrées, interconnectée, permettant un lancement rapide des projets exposés, le tout selon une attitude responsable et éthique. Plus précisément, la Commission européenne souhaite² :

- stimuler le financement des nanotechnologies dans le 7^{ème} programme cadre ;
- mettre en place des infrastructures de recherche compétitives, de rang mondial, et des pôles d'excellence ;
- créer les conditions favorables pour que l'industrie de l'UE concrétise ses recherches sous forme de produits et de services utiles ;
- faire en sorte que les principes éthiques soient toujours respectés et que les préoccupations et attentes des citoyens soient prises en compte ;
- aborder, au stade le plus précoce possible, les risques pour la santé publique, la sécurité et l'environnement ;
- réévaluer la législation communautaire en place ;

¹ Vers une stratégie européenne en faveur des nanotechnologies, communication de la Commission européenne (Direction Générale Recherche), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004, p. 3.

² Milosaf Ransdorf, *Rapport sur les nanosciences et les nanotechnologies : un plan d'action pour l'Europe 2005 – 2009*, rapport présenté au nom de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen, 22 juin 2006, FINAL A6-0216/2006, p. 11.

- soutenir la création d'archives libres de publications scientifiques consacrées à ce domaine ;
- promouvoir l'éducation et la formation interdisciplinaire des chercheurs et des ingénieurs ;
- renforcer le dialogue international sur des questions communes.

Tableau 1 : Ventilation par agence des budgets américains consacrés aux nanotechnologies

Agences	Budget 2001	Budget 2002	Budget 2003	Demande de budget 2004	Budget réel 2004	Budget estimé 2005	Demande de budget 2006
NSF ¹	150	204	221	241	256	338	344
DoD ²	123	224	243	222	291	257	230
DoE ³	88	89	133	197	202	210	207
HHS/NIST ⁴	40	59	65	70	108	145	147
DOC/NIST ⁵	40	77	66	62	77	75	75
NASA ⁶	22	35	33	31	47	45	35
EPA ⁷	5	6	5	5	2	3	8
DHS/TSA ⁸	0	2	2	2	5	5	5
USDA ⁹	1,5	1	1	1	2	2	2

¹ National Science Foundation.

² Department of Defence.

³ Department of Energy.

⁴ Health and Human Services/National Institutes of Health.

⁵ Department of Commerce/National Institute of Standards and Technology.

⁶ National Aeronautics and Space Administration.

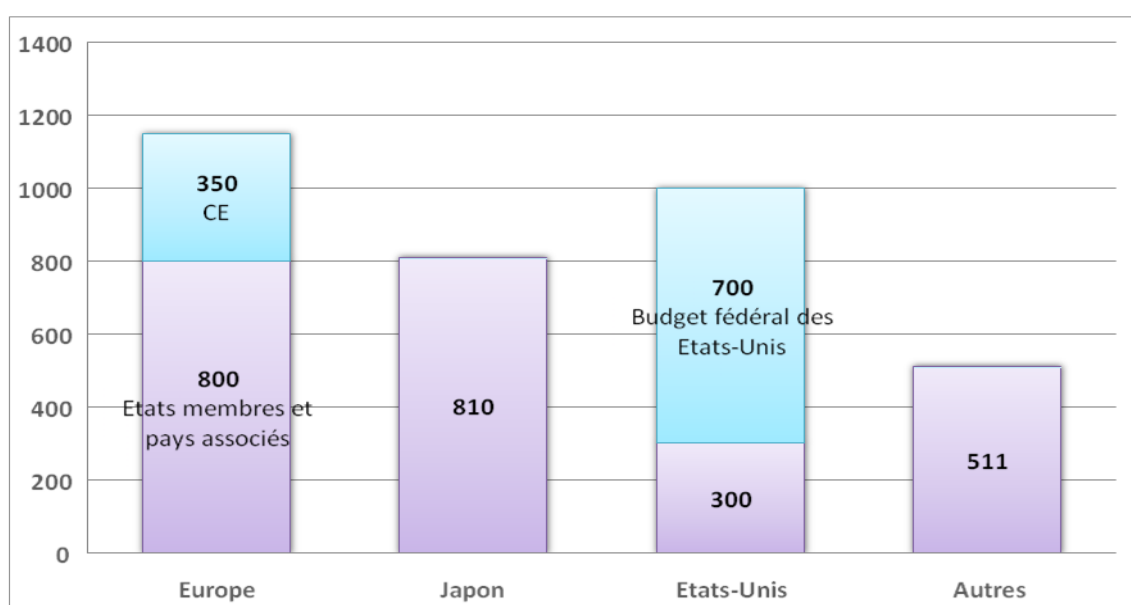
⁷ Environmental Protection Agency.

⁸ Department of Homeland Security/Transportation Security Administration.

⁹ US Department of Agriculture.

DoJ ¹	1,5	1	1	1	1	1	1
Total	489	698	770	849	991	1081	1054

Commentaire : le tableau de ventilation par agence des budgets alloués au secteur de la recherche nanotechnologique aux Etats-Unis est révélateur des priorités de la National Nanotechnology Initiative (NNI). Le Département de la Défense apparaît comme le second bénéficiaire des sommes attribuées par la NNI à la recherche dans ce secteur. Notons, également, que, sur base d'une demande budgétaire initiale de 222 millions de dollars en 2004, les chiffres publiés par la Maison Blanche en 2006 laissent apparaître que le DoD a réellement disposé d'un montant de 291 millions de dollars, soit une augmentation de 69 millions de dollars ou une hausse de 3,1% sur la demande initiale.



Source : <http://www.whitehouse.gov>.

Figure 4 : Niveaux globaux des dépenses publiques en faveur des nanotechnologies en 2003. Chiffres donnés pour l'Europe (y compris la Suisse, Israël, la Norvège et les pays associés au 6ème programme cadre), le Japon, les Etats-Unis et les autres pays.

Bien qu'affichant, en termes absolus, un montant de dépenses publiques supérieur (1150) à celui des Etats-Unis (1000), l'Union européenne souffre, dans le domaine des nanotechnologies, d'un manque de coordination évident de ses activités de R&D. « *L'efficacité des efforts européens, souligne un rapport de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, est compromise par les différences culturelles (certains pays européens sont plus réservés que d'autres) et des doubles emplois.* » Il convient, ensuite, de rappeler que les montants de dépenses européennes évoqués par la Commission regroupent, hormis les données en provenance des Etats membres, des chiffres

¹ Department of Justice.

issus de pays non membres de l'Union européenne (Suisse, Norvège, Israël + pays participant au programme cadre). La communication de la Commission a, il est vrai, tenté de résorber les fragilités inhérentes au cadre structurel de la recherche européenne dans ce secteur stratégique. Le 6^{ème} Programme Cadre (PC) de la Commission avait déjà, entre 2002 et 2004, inscrit les nanotechnologies comme la troisième priorité des activités scientifiques pour lesquelles il convenait de fournir un appui financier et institutionnel. Plus exactement, un budget d'un montant de €1,3 milliards fut consacré aux nanotechnologies, la science des matériaux et leur fabrication, ainsi que d'autres technologies fondées sur les sciences biologiques ou environnementales. Dans cette somme totale, €700 millions furent consacrés aux seules nanotechnologies.

On doit, cependant, regretter l'absence, au sein des discussions et initiatives de la Commission, d'une prise en compte des aspects sécuritaires et de défense des nanotechnologies, la communication de la Commission se limitant par exemple à évoquer, en la matière, les progrès susceptibles d'intervenir dans les systèmes de détection caractérisés par une sélectivité élevée et permettant une alerte rapide en présence d'agents chimiques ou biologiques. Certes, les questions touchant aux politiques de sécurité et de défense de l'Union européenne (organe intergouvernemental) ne ressortent pas, formellement, des compétences de la Commission (organe communautaire). C'est là, toutefois, une interprétation limitative des moyens de sensibilisation, voire d'action, de la Commission sur l'ensemble de ces thématiques. Les efforts réitérés par Bruxelles en vue de s'inscrire dans le débat sécuritaire sont réels. Déjà, en 1991-1992, la Direction Générale Commission pour l'Industrie avait-elle publié trois études sur les moyens de préserver la compétitivité du secteur européen de l'armement. Il est à souligner, également, la parution de réglementations communautaires relatives aux biens à double usage civil et militaire. Or, la nature foncièrement duale des nanotechnologies permettrait à la Commission de disposer d'un prétexte légitime afin d'en aborder les aspects de sécurité et défense. Comme le laissait sous-entendre Hélène Masson, la Commission pourrait disposer de leviers d'action puissants dans des domaines caractérisés par une dualité civile-militaire évidente. Or, à côté du domaine aéronautique et spatial, ce sont les nanotechnologies qui, par définition, sont appelées à recevoir des applications aussi bien civiles, commerciales que militaires. Et il n'est pas interdit de penser que, à terme, cette dualité puisse permettre à la Commission de jouer un rôle normatif dans l'ensemble des secteurs concernés par les nanotechnologies. Peut-être, cette immixtion de la Commission dans les aspects sécuritaires touchant aux nanotechnologies se confirmera-t-elle un peu plus à l'occasion du lancement du 7^{ème} PC. Mais il est, cependant, peu probable qu'une réelle mobilisation des moyens de recherches et d'évaluation puisse être envisagée dans un contexte marqué par une stagnation globale des efforts de R&D en Europe. Un récent rapport *Eurostat* sur la R&D européenne mettait en évidence l'absence de hausse significative des dépenses de recherches des Etats européens, les investissements privés ayant même reculé d'un point. Très éloignée des objectifs de

Barcelone (qui fixait un objectif de 3% du PIB pour la R&D)¹, l'Europe ne se situe pas dans une position favorable en vue d'aborder sereinement – et avec les capacités financières appropriées – les dimensions sécuritaires (et de défense) des nanotechnologies. L'heure étant, avant tout, à la gymnastique budgétaire entre les DG, il est plus qu'improbable qu'un examen approfondi de ces aspects voie prochainement le jour.

ATOUTS ET VULNERABILITES DES NANOTECHNOLOGIES MILITAIRES

En dépit du nombre important de publications qu'il suscite, le secteur des nanosciences et des nanotechnologies semble avoir été, pour l'heure, insuffisamment exploré à l'aune des perspectives d'applications militaires qu'il contient en puissance et des risques sécuritaires larges qu'il pourrait renfermer au travers de mises en œuvre volontaires ou incontrôlées. Certes, de célèbres communications produites par des scientifiques et développeurs de renom évoquent, à plus d'un titre, les dangers immanents des nanotechnologies et, plus précisément, dans leur principe de convergence avec les biotechnologies et les technologies informationnelles. Pourtant, pour nombre d'experts, les nanotechnologies conduiront, indubitablement, à la prochaine course aux armements. Une incertitude plane, cependant, sur l'identité des protagonistes de cette course nouvelle d'ores et déjà jugée inéluctable. En effet, à côté des Etats ou des ensembles d'Etats qui se sont ouvertement engagés sur la voie du développement des nanotechnologies, des acteurs émergents pourraient très rapidement acquérir un savoir-faire scientifique et industriel qui serait, à terme, susceptible de remettre en cause l'avance dont auront pu, entre-temps, disposer les Etats pionniers. Cette difficulté d'anticipation contraint les autorités gouvernementales et européennes, de même que les bases scientifiques et industrielles des pays pionniers à faire preuve d'une attention toute particulière en matière de publications des brevets et de transfert des technologies. La création d'un système de surveillance européen ou mondial des brevets apparaît comme une condition indispensable dès lors que les Etats pionniers souhaitent disposer d'un moyen de vérification des emplois qui seront faits des NT. Aux Etats-Unis, la crainte d'un emploi biaisé des nanotechnologies se situe au cœur des préoccupations des stratèges du Pentagone. Certains experts considèrent que dans une cinquantaine d'année, la question des armements nucléaires – au sens où on les entend aujourd'hui – ne représentera plus la priorité des régimes de contrôle d'armements².

¹ Simona Frank, R&D Expenditure in Europe. First preliminary Data: EU-25 R&D Expenditure as a Share of GDP Stable at 1,9% in 2004, Statistics in Focus, Science and Technology, 6/2006, cf. http://epp.eurostat.ec.eu.int/cache/ITY_OFFPUB/KS-NS-06-006/EN/KS-NS-06-006-EN.PDF. La Finlande est le seul pays répondant aux critères de Barcelone avec une part du PIB équivalent à 3,51% consacré à la R&D en 2004.

² Maryann Lawlor, « Small Matters (Nanotechnology could lead to the next arms race; experts debate how to prepare) », Signal, AFCEA's International Journal, July 2005, p. 47.

On note, à cet égard, des études intéressantes sur les bénéfices militaires de nano-agents et nano-armes de même que des rapports étoffés sur les menaces susceptibles d'émerger des nanotechnologies. La RAND Corporation a, ainsi, édité un rapport sur les avantages pouvant découler du recours aux nanotechnologies dans le domaine de la logistique militaire. Un autre rapport, rédigé par un chercheur de la RAND, évoque, parmi les menaces émergentes des années à venir, la possible maîtrise, par de futurs adversaires, des nanotechnologies dont les procédés de fabrication et de contrôle viendraient à proliférer.

D'une façon générale, le principal effet attendu des nanotechnologies sur le plan militaire réside dans l'inversion complète des référents connus. Ainsi, les équipements de combat qui s'avèrent, aujourd'hui, coûteux, se révéleront, demain, accessibles au plus grand nombre d'Etats ou d'acteurs (groupes terroristes, mouvements irrédentistes, organisations criminelles, etc.) ; les plates-formes de grande envergure aux aptitudes opérationnelles les plus étendues apparaîtront, à l'avenir, frappées d'obsolescence et condamnées à l'inefficacité la plus totale, tandis que des myriades de systèmes mécaniques micro-électroniques (MEMS) rempliront les missions traditionnelles avec des moyens nouveaux, et en se caractérisant par une meilleure efficacité et, surtout, par une plus grande discrétion ; les limites opérationnelles rencontrées par les hommes au combat, du fait de leurs contraintes métaboliques céderont la place à des combattants aux capacités augmentées grâce à l'adjonction d'interfaces machine/vivant ou à l'absorption d'adjuvants pharmacologiques ciblant de façon précise les carences et besoins des combattants individuels ; enfin, au caractère permanent – et rassurant – des équilibres militaires contemporains (profitant largement aux sociétés occidentales), se substituera, demain, un système international basé sur des équilibres instables.

L'objet du présent rapport vise à offrir des illustrations des perspectives d'emploi des nanotechnologies à des fins sécuritaires et militaires que nous catégoriserons par ensembles de « capacités », et ce par souci didactique. Mais parce que les technologies sur lesquelles les puissances militaires sont bâties participent, paradoxalement, à l'émergence des vulnérabilités nouvelles en raison desquelles de telles puissances viendraient à être défaites, nous tâcherons, également, de lever le voile sur les risques et menaces que peuvent comporter les nanotechnologies sur l'équilibre militaire global.

LES BENEFICES ATTENDUS

Des matériaux intelligents, adaptatifs, résistants et non-prohibitifs

L'aptitude à projeter des capacités militaires, des dispositifs logistiques et des centres de commandement et de contrôle (C2) sur des théâtres éloignés avec un délai de préavis limité est actuellement l'un des critères déterminants pour qualifier une force de combat moderne. La projection et le soutien (dans la durée) des forces expéditionnaires entraînées à exercer un recours à la force tout à la fois efficace, proportionné et décisif impliquent la réunion d'un

ensemble de dispositifs et de compétences que nos systèmes stratégiques ne maîtrisent qu'imparfaitement. Cette situation est due, pour une grande part, aux propriétés physiques des différents composants qui entrent dans la constitution des plates-formes et qui sont de nature à réduire la réactivité ou les options stratégiques de nos organisations militaires.

Il est important de ne pas sous-estimer l'impact des configurations des matériels de combat sur la disponibilité des forces. La transition que tentent aujourd'hui d'opérer nos systèmes de défense – et qui repose sur l'abandon de structures lourdes au profit de moyens d'intervention plus légers – se heurte aux limites des performances physiques des matériels existants. L'un des exemples les plus notoires de ces difficultés réside dans les écueils du programme *Future Combat System* (FCS) de l'armée de terre américaine. Le FCS est idéalement appelé à compléter, dans un proche avenir, les moyens classiques de l'armée de terre (aussi appelés *Legacy Force*) afin de rendre cette dernière globalement plus agile, versatile et plus facilement projetable (on évoque, à ce titre, un délai de déploiement de 96 heures entre la phase d'alerte et la phase de présence des premières unités sur le terrain des hostilités). Grâce à une masse unitaire située entre 17 et 19 tonnes, une plate-forme FCS est prévue pour un emport par C-130 ou C-17. Afin de permettre de telles performances, les ingénieurs américains n'ont eu d'autres choix que de sacrifier la protection au bénéfice de la projection. Le réseau informationnel qui reliera l'ensemble des plates-formes et des équipages du FCS est censé combler le déficit de protection physique que confèrent les véhicules aux opérateurs et combattants. Mais l'expérience contre-insurrectionnelle irakienne, à l'occasion de laquelle des brigades intérimaires de véhicules *Stryker* (préludes au FCS) furent déployées, semble avoir démontré les limites d'un tel concept avec le degré actuel de maturité des technologies¹. Et les développeurs militaires n'écartent pas la possibilité d'y adjoindre un blindage plus épais. Quelques observateurs des affaires militaires vont même jusqu'à affirmer qu'il serait sans doute moins coûteux de travailler à la réalisation de nouveaux moyens de transports aériens militaires adaptés aux caractéristiques logistiques des éléments du FCS plutôt que de s'acharner à réduire la masse des plates-formes embarquées.

Les nanotechnologies pourront, sans doute, remédier à ces inconvénients et accroître le degré de réactivité et d'adaptabilité des infrastructures déployées en octroyant, par la même occasion, aux armées qui en disposeront, des matériels plus légers, mais aussi plus résistants et hautement adaptatifs aux conditions de terrain. Les exemples d'applications de nanomatériaux susceptibles d'entrer, demain, dans la composition des revêtements et des sous-systèmes des plates-formes et armements ne manquent pas. On songera, tout d'abord, aux avantages que pourront conférer les matériaux composites nanostructurés. Des équipements intégrant des métaux renforcés par des cristaux nanométriques accroîtront l'élasticité et la résistance d'un revêtement tout en allégeant la masse des plates-formes. D'une manière générale, le degré de solidité conféré par de tels nanomatériaux sera proportionnel à la finesse des grains entrant

¹ Serge Gadai, « La "transformation" de l'armée américaine », *Stratégie*, numéros 86 & 87, pp. 77 – 98.

dans la composition de ces derniers¹. Les nanomatériaux seront, aussi, caractérisés par des tolérances plus grandes aux chocs cinétiques générés par des explosifs classiques ; ils permettront d'assurer tout à la fois une meilleure qualité et une plus grande sécurité de la conductivité électrique entre les éléments électroniques de la plate-forme. Il convient, également, de songer aux gains considérables – tant en termes opérationnels que financiers – pouvant être engendrés du fait d'une résistance plus grande des matériels à la corrosion ou, plus généralement, aux dégradations découlant d'une exposition de trop longue durée à un environnement naturel et, le cas échéant, de combat. De telles performances garantiraient, très certainement, une réduction sensible des rotations des équipements pour des besoins d'entretien. Cette dimension logistique des conditions de déployabilité et de maintien en situation des infrastructures de combat sur théâtres n'est pas à négliger dans la mesure où, selon toute vraisemblance, un nombre toujours plus grand d'opérations que nos forces seront amenées à réaliser se tiendront précisément dans des espaces géographiques dont les caractéristiques climatiques et topologiques éprouvent sévèrement les matériels (Afrique centrale et sub-saharienne, Asie centrale, Moyen-Orient).

En prolongement de ce raisonnement, précisons qu'une standardisation des matériaux nanostructurés entrant dans l'assemblage des plates-formes militaires garantirait une meilleure convertibilité des systèmes d'armes et, partant, une meilleure polyvalence d'emploi. On sait, par exemple, que l'adaptation d'un aéronef de combat initialement prévu pour des missions air-sol en vue de lui permettre de réaliser des opérations depuis la mer implique un renforcement de divers sous-systèmes (plus grande résistance de l'ensemble de la machine à la corrosion maritime, meilleure endurance des munitions et équipements électroniques aux poussées exercées par les catapultes d'un porte-avion, etc.). Il n'est pas impossible que, à l'avenir, des plates-formes de combat aériennes puissent, en raison de l'extrême solidité des matériaux qui les composeraient, se prêter à la conduite de missions d'une grande diversité, même depuis la mer, sans que des considérations de coûts ne viennent affecter la polyvalence d'emploi des systèmes, elle-même gage d'une plus grande flexibilité politique dans la désignation de cible et l'application de la force.

L'institution militaire nourrit également d'importantes attentes à l'endroit des matériaux dits « intelligents » et actifs. La propriété de tels matériaux est de pouvoir changer de forme dans les conditions environnementales requises ou sous l'exercice d'une impulsion électromagnétique précise. De tels systèmes piézoélectriques qui autorisent les « mémoires de forme » ont d'ores et déjà été développés mais attendent encore de déboucher sur des perspectives opérationnelles concrètes. Quelles pourraient-elles être ? Les matériaux à mémoire de forme sont, par exemple,

¹ C. Koch, « Bulk Behaviour of Nanostructured Materials », dans R.W. Siegel, E. Hu et M.C. Roco, (dir.), Nanostructure Science and Technology – A Worldwide Study, Baltimore, WTEC, Loyola College, cf. <http://www.wtec.org/loyola/pdf/nano.pdf>.

appelés à équiper les futurs fantassins en accompagnant les efforts musculaires du combattant par l'entremise d'une combinaison de type exosquelette ou exomuscle. On songe également à l'emploi de matériaux piézoélectriques dans la composition des revêtements de plates-formes de combat, participant à la réduction des différents types de signatures (dont la signature électromagnétique) des véhicules militaires. Actuellement, l'adjonction de propriétés furtives à certaines catégories d'appareils, à l'exemple des aéronefs de combat, est réalisée au détriment de la manœuvrabilité du système¹. C'est le cas de l'avion de combat F-117. Or, si le l'appareil atteste d'une faible observabilité radar (le F-117 générerait un signal équivalent à celui d'un moineau), il n'en est pas de même quant à sa furtivité visuelle. Et il est utile de rappeler que ce modèle de chasseur aérien a été abattu au-dessus de l'ex-Yougoslavie par les batteries de défense antiaérienne serbes à l'occasion de la guerre du Kosovo de 1999 (opération *Allied Force*). Pour pallier à ces vulnérabilités, les ingénieurs en armements imaginent l'adjonction de nanoparticules absorbantes aux sections de l'appareil les plus exposées aux signaux radars. Une telle solution n'imposerait pas une soumission des conditions de manœuvrabilité de l'appareil aux impératifs de furtivité ; les deux propriétés pouvant s'adjoindre sans que l'une n'exige le sacrifice de l'autre.

Les techniques et procédés de camouflage pourraient de la même manière bénéficier des recherches nanotechnologiques. Il n'est pas improbable que nous puissions assister, demain, à la confection de revêtements intelligents dont les propriétés chromatiques pourraient être modifiées au gré des caractéristiques du milieu d'intervention. Ainsi, imagine-t-on des engins terrestres modifiant leurs textures et couleurs selon les conditions environnantes. Précisons, cependant, que le projet de rendre invisible un combattant ou une plate-forme militaire ressort du domaine de la science fiction tant il se heurte à des problématiques physiques difficilement surmontables. Néanmoins, les matériaux nanophotoniques absorbeurs de lumière permettront très certainement d'atteindre un degré de performance encore jamais atteint dans le domaine de la dissimulation².

Vers des systèmes de propulsion de nouvelle génération ?

Les conflits du XXI^{ème} siècle exigeront de la part des organisations militaires des nations industrialisées les plus avancées de pouvoir mettre en œuvre des moyens d'intervention capables de se projeter rapidement sur la zone de la crise qu'il s'agira de circonscrire et d'y soutenir des activités durant une longue période de temps. Cet impératif de réactivité impose lui-même la détention de dispositifs et de plates-formes à haute autonomie. A cet effet, les

¹ Daniel Ratner & Mark Ratner, *Nanotechnology and Homeland Security. New Weapons for New Wars*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2004, p. 61.

² Jürgen Altmann, *Military Nanotechnology : Potential Applications and Preventive Arms Control*, New York, Routledge, Contemporary Security Studies, 2006.

travaux de recherche conduits dans le domaine des explosifs et des propergols solides devraient considérablement accroître les performances des systèmes de propulsion équipant les appareils de combat.

L'ingénierie moléculaire et les technologies de nanostructuration se combinent, aujourd'hui, pour offrir des solutions nouvelles en matière d'amélioration des propriétés énergétiques des matériaux entrant dans la composition des propulseurs. De tels assemblages nanostructurés seront susceptibles de profiter aux technologies de missiles mais également aux lanceurs spatiaux. Les applications qui en découleraient autoriseraient les plates-formes de combat à réaliser de véritables performances opérationnelles. Il suffit de songer aux avantages considérables que retireraient les forces aériennes en permettant à un avion – de préférence inhabité – à quadriller en permanence une zone de crise afin de lui permettre d'engager l'adversaire sans préavis. Lors de la guerre d'Irak (opération *Iraqi Freedom*), les F-15E de l'U.S. Air Force ont assuré des missions dont la durée d'exécution pouvait s'étendre à plus de huit heures. Ravitaillés en vol, les chasseurs-bombardiers américains assuraient une permanence dans le ciel irakien et recevaient au fur et à mesure de l'évolution des combats au sol les coordonnées de nouveaux objectifs. Ces missions de longue durée, qui attestent de la manifestation d'un besoin nouveau chez les militaires, permettent également aux appareils d'assurer une grande polyvalence d'actions. En Irak, par exemple, les F-15E avaient été occasionnellement affectés à des opérations d'interdiction aérienne (en embarquant, outre les munitions air-sol, des armements air-air de moyenne portée).

Aujourd'hui, le fait pour les états-majors de pousser les appareils et les équipages à leurs limites structurelles et vitales n'est pas sans incidence logistique et opérationnelle. Assurer une permanence au-dessus d'un théâtre d'opérations requiert un dispositif logistique capable d'exécuter des ravitaillements fréquents, mais aussi de compter sur des équipes de pilotes endurants. Il pourrait advenir que les performances que permettent les propergols avec additifs nanostructurés ne se heurtent aux limites morphologiques et physiologiques du pilote. Cette situation pourrait venir s'ajouter aux arguments qui sont avancés en vue d'opérer une déshumanisation des plates-formes de combat. Dans le domaine aérien, on pense, évidemment, aux avantages qui pourraient être retirés de drones (de reconnaissance, armés ou de combat) dont les systèmes de propulsion seraient améliorés par de tels adjuvants.

Des capacités de détection pérennes, en temps-réel et activables sur demande

L'une des préoccupations majeures des organisations militaires consiste à s'assurer d'une connaissance la plus parfaite qui soit de l'adversaire. Il s'agit, pour paraphraser les termes du célèbre théoricien de la guerre que fut Carl Von Clausewitz, de lever le « brouillard de la guerre », c'est-à-dire d'éliminer le champ d'incertitudes jusqu'à présent considéré comme

immanent à la guerre elle-même. La révolution informationnelle militaire contemporaine, articulée autour des technologies des ordinateurs et réseaux, a assisté à la multiplication des systèmes de détection, au travers, notamment, d'une dotation en hausse en avions de surveillance et de reconnaissance ou, encore, de mises en orbite de satellites radars ou à imagerie. Le concept de guerre réseaucentrée (*Network-Centric Warfare*) – en vigueur, sous des formes variables, dans la grande majorité des institutions militaires occidentales – suppose l'interconnectivité des diverses formes de senseurs et capteurs en vue de dresser une image aussi fidèle et à jour que possible des théâtres d'opérations. Aux Etats-Unis, le concept de réticulation des éléments constitutifs d'une force de frappe militaire a atteint le statut de valeur structurante et est porté comme le vecteur d'une transformation fondamentale du système de force américain. Le concept NCW est de nature à générer de profonds changements tant dans les stratégies d'acquisition de matériel du Département de la Défense que dans les rapports interservices, interarmées et multinationaux. Sur le plan des acquisitions d'infrastructures militaires, la tendance des industriels de défense d'axer leurs stratégies de développement autour de l'élaboration, la fourniture et la prestation de solutions en matière de systèmes réseaucentrés est clairement confirmée. Cette orientation, qui se dégage donc de la construction de plates-formes de combat pour y associer des solutions réseaucentrées affectera les modalités de production qui ont, jusqu'à présent, été en vigueur parmi les industriels américains. Cette évolution impactera, indubitablement, sur les

La récente revue quadriennale de défense (*Quadriennial Defense Review*) américaine, publiée en date du 6 février 2006, souligne la nécessité pour les Etats-Unis d'investir dans un réseau de surveillance et de reconnaissance susceptible d'offrir une capacité de contrôle permanent et en temps réel des zones de crise ou relevant d'un intérêt stratégique national.

L'idée de la constitution d'un vaste réseau intégré et planétaire de surveillance avait déjà été projetée par Martin C. Libicki, dans le cadre de son ouvrage *The Mesh and the Net*. L'auteur, dans une approche résolument prospective, dresse l'hypothèse d'un monde dans lequel les plates-formes de combat, telles que nous les connaissons aujourd'hui, viendraient à s'effacer au profit de systèmes de détection et d'intervention miniaturisés, autonomes et disposant de capacités de discrimination d'attaques performantes. Le scénario développé par Libicki se constitue de trois phases successives qui correspondent à des états donnés et futurs des technologies dont pourraient disposer les Etats-Unis.

Une première phase de cette évolution, selon Libicki, a trouvé une illustration au travers de la première guerre du Golfe (Irak, 1991). L'opération *Tempête du désert* a été la traduction d'un *pop-up warfare*. Dans une telle configuration, les adversaires disposaient de capacités similaires, essentiellement constituées de plates-formes lourdes (notamment terrestres). La seule différence ayant permis aux Etats-Unis de surclasser leur adversaire a découlé de la furtivité avec laquelle les engagements de forces, sur le champ de bataille, ont été opérés. La réduction, du côté américain, des signatures (électromagnétiques, visuelles, radars, etc.) de certains

systèmes d'armes critiques, adjoints à la supériorité des infrastructures de renseignement U.S. ont permis aux armées coalisées de déterminer les termes de la bataille ; l'ennemi étant généralement résigné à subir les effets de surprise imposés par les Etats-Unis.

La seconde phase de cette évolution que Libicki désigne par le terme de *maillage* (Mesh) correspond, peut-être à l'état actuel des doctrines existantes dans le domaine des opérations réseau-centrées. En vue de contrer des adversaires qui développeront des stratégies visant à éviter toute forme de confrontation symétrique (de type force contre forces), les nations occidentales font reposer leurs appareils de défense sur une intégration étroite des systèmes de surveillance et de reconnaissance existants en vue d'acquérir des cibles opportunes pour des frappes à l'aide de munitions guidées de précision. L'objectif premier du réseau repose, en effet, sur la détermination et l'obtention de cibles et d'objectifs. L'une des principales difficultés de la dernière campagne d'Irak avait, justement, résidé, dans le manque d'objectifs susceptibles d'être engagés, limitant, par conséquent, les possibilités offertes à la coalition de produire les effets désirés sur le plan opérationnel et politique. Le maillage des systèmes de senseurs passe actuellement par l'incorporation progressive au sein d'un vaste « système des systèmes » d'une large diversité de plates-formes habitées (aéronefs de reconnaissance, de guerre électronique et de combat par engagement) et inhabitées (réseaux de satellites d'imagerie, de renseignement électronique, de géopositionnement, drones de reconnaissance, senseurs inhabités de combat ou de bombardement). Le *maillage* est, avant tout, une période transitoire durant laquelle sont mariés de vastes dispositifs éprouvés à des infrastructures de dernière génération, ces derniers étant caractérisés par une plus grande flexibilité et une meilleure discrétion. L'une des principales difficultés rencontrées par les systèmes militaires « maillés » réside dans la gestion et l'analyse des flux d'informations. Les aptitudes humaines révèlent, ici, leurs limites naturelles.

Toutefois, selon Libicki, la vétusté croissante des plates-formes de combat, associée aux contraintes opérationnelles des systèmes existants seraient de nature à paralyser la stratégie des principales puissances, dont les Etats-Unis. L'auteur voit dans le déversement d'une multitude de robots miniaturisés l'un des moyens les plus prometteurs en vue d'opérer une surveillance constante de tout adversaire potentiel. C'est là la troisième phase de l'évolution stratégique qu'il dessine et évoque sous le vocable de *Fire-Ant Warfare*. Les principaux attraits de tels dispositifs autonomes miniaturisés reposent sur leur faible coût de développement et de déploiement. Tout adversaire cherchant à annihiler de telles capacités se verrait très rapidement confrontés à des difficultés opérationnelles (comment, en effet, s'assurer de la destruction de l'ensemble des éléments constitutifs d'un vaste réseau de surveillance ?), technologiques et budgétaires. Toujours selon Libicki, de tels réseaux pourraient être élaborés à partir d'une multitude de senseurs et d'émetteurs dont la tâche résiderait dans la détection des diverses formes de signatures susceptibles d'alerter de la présence de tout objet d'intérêt militaire. L'intérêt d'une telle architecture serait de récolter une large variété d'informations sur l'évolution d'une zone stratégique ou d'un espace de bataille. Les micro-senseurs renseigneraient sur les multiples variations indiquant les moindres modifications intervenant

sur une aire d'opérations. Toutes manœuvres, machines ou leurs équipages pourraient, ainsi, être détectés par une myriade de dispositifs distribués et interconnectés, offrant, de la sorte, une plus grande variété d'informations. De telles solutions s'avéreraient particulièrement utiles dans des zones d'intervention denses et mal couvertes par les dispositifs de renseignement existants, à l'instar des zones urbaines ou des espaces naturels sauvages (forêts tropicales ou tempérées, jungles, etc.).



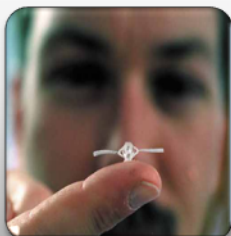
Pop-up Warfare

- **Structure de forces** : massive et statique
- **Equipements** : chars de combat, navires, aéronefs pilotés de combat et de surveillance, missiles de croisière, anti-missiles, logiciels de géolocalisation, drones, etc.
- **Objectif** : réduire la signature de nos forces et accroître celle de l'adversaire
- **Principe d'action** : destruction physique, attrition
- **Difficultés rencontrées** : forces statiques prévues dans une optique de défense; projection difficile sur des théâtres lointains



The Mesh

- **Structure de forces** : réduite, flexible et discrète, articulation des systèmes d'armes en réseau, développement des capteurs et senseurs;
- **Objectif** : constitution d'un réseau de capteurs
- **Principe d'action** : domination informationnelle, rédition de l'adversaire sans combat (combat sans engagement)
- **Difficultés rencontrées** : surcharge d'informations non traitées, confusion méthodologique entre "information" et "renseignement"



Fire-Ant Warfare

- **Structure de forces** : miniaturisée, robotisée et interconnectée, nano-capteurs et nano-activateurs, micro-machines intelligentes et autonomes avec aptitude à la prise de décisions tactiques, capacités d'infiltration de tous types d'environnements géographiques
- **Objectif** : constitution d'un réseau distribué de senseurs capables d'alimenter en informations des armes autonomes sans intervention humaine, constitution d'un système de métacontrôle universel et furtif
- **Principe d'action** : relier les organisations militaires à des architectures de senseurs miniaturisés et d'armements en état de veille et réactivables sur demande politique.
- **Difficultés susceptibles d'être rencontrées** : localisation exacte et en temps-réel des senseurs; connaissance précise de leur état de fonctionnement; communications entre les senseurs

Systèmes experts, intelligence amplifiée et intelligence artificielle

Face à un environnement de sécurité protéiforme et compte tenu de la complexité croissante des missions militaires, la somme des informations nécessaires à la conduite des opérations exigera le recours à des infrastructures cybernétiques avancées devant permettre le traitement des multiples données issues tout à la fois des moyens de renseignement humains que d'une variété

de capteurs électroniques déployés¹. De même, l'opérabilité des plates-formes de combat (habitées, télépilotées ou opérant grâce à des logiciels de navigation autonome) qui constitueront les arsenaux futurs des organisations militaires avancées reposera-t-elle plus que jamais sur des infrastructures d'analyse dynamique à haute réactivité face aux changements de l'environnement stratégique ou à l'évolution de l'aire de bataille. Aussi, les organisations militaires qui seront parvenues à un tel stade de développement technologique ne disposeront-elle d'aucune autre alternative crédible que celle qui consistera à recourir à des ordinateurs puissants tant en termes de stockage de données que de vitesse de travail.

Or, on sait, aujourd'hui, que la loi de Moore, qui a régi le développement de l'informatique depuis l'invention des processeurs, atteindra, d'ici peu, ses limites². Son application exigera, demain, des principes technologiques nouveaux pour lesquels les nanotechnologies se révéleront fondamentales.

Les Etats-Unis travaillent depuis de nombreuses années à l'intégration de systèmes experts au sein de leur appareil de défense. Le projet controversé du Missile Defense, censé abriter les Etats-Unis, mais aussi leurs alliés et partenaires, de frappes adverses, est appelé à reposer sur une architecture informatique d'analyse très poussée et caractérisée par une grande autonomie. Toutefois, cette perspective ne laisse pas sereinement présager de la faisabilité technologique d'un tel système. L'état de maturité relative des technologies qui sont appelées à composer le Missile Defense ne suffirait pas à garantir l'efficacité globale du système³. Dans l'état présent du développement du bouclier américain, rien ne permet d'assurer que le système parviendra à contourner les contre-mesures que d'éventuels adversaires pourraient lui opposer. Cette situation, bien que préoccupante, a été insérée dans la ligne argumentaire de l'Administration américaine qui entend, dans un premier temps, mettre en œuvre un embryon de systèmes

¹ Un tel ensemble d'aptitudes n'est pas sans générer certaines contestations. Cf. Mark Alpert, « The Fog of War: Can High-Tech Sensors Fight the Insurgency in Iraq? », *Scientific American*, 9 February 2004.

² Selon la célèbre loi de Moore, tous les dix-huit mois, le nombre de transistors sur la surface d'une puce électronique double et les dimensions des grilles de transistor diminuent par un facteur 1,3. Si la loi de Moore s'est, jusqu'à présent, toujours vérifiée, les capacités de miniaturisation des composants sur silicium se heurtent aujourd'hui à des difficultés d'ordres physique et technologique qui s'avèrent de plus en plus difficiles à résoudre. En 200, les compagnies Intel et AMD mettaient sur le marché les premiers processeurs fonctionnant à 1 GHz, affirmant par la même occasion que de semblables performances pouvaient pleinement satisfaire les besoins du marché pendant une longue période de temps. Mais la concurrence et la lutte sévère à laquelle s'adonnent les compagnies pour le contrôle des marchés a inévitablement conduit à un accroissement des capacités des processeurs, ceux-ci pouvant désormais atteindre les 3,2 GHz. Cet accroissement des performances des processeurs rencontre actuellement des limites physiques difficilement contournables compte-tenu de l'état actuel des technologies.

³ Bertel Heurtin, « Missile Defence in the United States », dans Bertel Heurtin et Sten Rynning, *Missile Defence: International, Regional and National Implications*, New York, Routledge, 2005, p. 65.

antimissiles interconnectés – fut-il imparfait¹ – pour, dans un second temps, espérer intégrer les avancées technologiques qui surviendront incontestablement et permettront de renforcer l'efficacité globale du système.

L'accroissement des capacités de calcul des superordinateurs qui équiperont, sans doute demain, les infrastructures de défense antimissile des principales puissances occidentales permettra-t-elle d'éviter de futurs drames à l'instar de la destruction opérée « par erreur », en date du 3 juillet 1988, du vol IranAir 655 ? A la base de ce tragique événement, l'USS *Vincennes*, un croiseur américain équipé du système de défense antimissile *Aegis* avait engagé erronément un vol civil que le système d'analyse électronique du dispositif avait pris pour un chasseur F14 iranien. Cet incident causa la mort de 290 civils iraniens. La raison qui vient appuyer l'explication de ces événements tient à la capacité de discrimination d'une intelligence synthétique dans le processus d'engagement de forces et de déclenchement du feu. Actuellement, l'U.S. Air Force travaille sur le développement d'un système aéroporté de nouvelle génération de recueil et de traitement de l'information et du renseignement. L'E-10A MC2A BMC2 s'articule autour d'un aéronef bardé de technologies de recueil et d'analyse de dernier cri. Appelé à remplacer les vieillissants JSTARS et AWACS américains, le projet E-10A comportera un système d'intelligence artificielle, le « cerveau » BMC2, qui limitera considérablement l'intervention des opérateurs humains dans les processus de corrélation de données et de transmission des renseignements.

Pour Thomas K. Adams, les systèmes militaires occidentaux tendront irrémédiablement vers de telles radicalités. Les nouveaux systèmes de combat qui composeront les architectures de défense des nations les plus avancées se révéleront bien trop rapides, miniaturisées dans leurs composants et nombreuses que pour pouvoir être correctement administrées par des organisations à composante humaine. La complexité croissante des armements et des infrastructures infocentrées aura pour effet d'exclure progressivement, mais inéluctablement, les hommes du processus de décision². Loin de représenter un scénario de science-fiction, cette tendance se confirmerait déjà dans les faits, les systèmes de combat contemporains et projetés atteignant d'ores et déjà un niveau de complexité extrême. Et l'auteur d'ajouter que la différence qui existe, pour l'heure, entre, d'une part, une machine assistant l'homme dans ses décisions stratégiques et, d'autre part, une machine qui prend ses propres décisions n'est qu'une affaire de niveau de programmation. Lorsque, profitant des avancées qui seront entre-temps intervenues dans le domaine de l'informatique moléculaire, les ordinateurs atteindront des capacités de

¹ Il n'en demeure pas moins que le lieutenant général Henry A. Obering III a récemment affirmé qu'un système de défense antimissile fiable, robuste et pleinement opérationnel était sur le point de voir le jour.

² Thomas K. Adams, "Future Warfare and The Decline of Human Decision Making", *Parameters*, Vol. XXXI, No. 4, pp.

stockage et de traitement intelligent de l'information sans commune mesure avec la puissance relative des dispositifs cybernétiques existants, la perspective d'une disjonction complète entre l'institution politico-militaire et la machine sera résolument consommée.

On s'interrogera, cependant, sur la finalité ultime de l'intelligence artificielle dans le processus d'analyse situationnelle et décisionnel des armées technologiquement avancées. Un tel débat suscitera des positions divergentes, voire contraires, tant il demeure intriqué dans des considérations relatives au poids des cultures stratégiques sur nos perceptions de la guerre comme institution sociale. Pour les Etats-Unis, la guerre constitue une aberration dans l'ordre du monde, une période et un lieu marqué par l'absence de rationalité. Aussi, la logique mise en œuvre par les systèmes d'intelligence artificielle (ou amplifiée) est-elle censée réintroduire du « sens » là où règne le chaos. L'IA est appelée à structurer un champ d'intervention militaire délaissé par l'ordre et de la logique. Pour la grande majorité des Européens, la guerre est loin de représenter une rupture dans le cours des événements et du politique mais, plutôt, un « continuation de la politique par d'autres moyens » - pour reprendre la célèbre Formule de Clausewitz. C'est, d'ailleurs, la différence existant entre les modalités des rapports politique/militaire qui pourraient déterminer, dans une large mesure, certains Etats à recourir aux modes de traitement synthétique des situations conflictuelles tandis que d'autres éviteraient l'adoption de telles capacités logicielles. Parce qu'elle constitue, de fait, une situation située hors du champ politique et qu'elle incarne, par conséquent, une affaire devant essentiellement être « conduite par la technique », il pourrait exister, aux Etats-Unis, moins d'inhibition à convoquer l'IA en appui des décisions militaires (sans préjudice, cependant, du respect des conditions d'emploi de la force inscrites dans le droit de la guerre). En Europe, en revanche, pareille appréciation de la « guerre » conduit à des considérations d'un ordre autrement différent et suppose, en dépit du passage d'une situation de paix à une situation de guerre, la préservation du lien inaltérable entre l'institution politique et l'organisation militaire.

Du soldat au cyborg ?

Comme le souligne Christopher Coker dans son ouvrage, *Postmodern War*, « les armes ont toujours joué un rôle important dans la guerre [...] Aujourd'hui, cependant, le soldat n'est pas seulement influencé par les armes qu'il emploie ; il est désormais (re)construit et (re)programmé afin de s'intégrer pleinement au système d'armes [...] Le corps humain est devenu le lieu même de ces altérations.¹ » Ce sont, plus exactement, les composants mêmes de son métabolisme, de sa psyché qui sont constamment retravaillés, remodelés afin de permettre au combattant de dépasser les limites de ses aptitudes physiologiques. C'est afin de repousser les obstacles de ses aptitudes naturelles et, peut-être, d'outrepasser les difficultés rencontrées dans le développement de l'automation, que le combattant est conduit à évoluer vers un rôle d'interface

¹ Christopher Coker, *Postmodern War : The New Politics of Conflict*, New York, The Guildford Press, 1997, pp. 195 – 197.

homme/machine, certes déjà expérimenté et développé par le passé (le pilote en est le meilleur symbole), et devant le propulser vers le statut d'organisme cybernétique.

Une part importante des recherches nanotechnologiques qui intéressent la communauté militaire consiste à interfacer des microsystèmes d'analyse avec le vivant. Les projets de fusion entre le combattant et le système d'armes revêtent différents aspects qui vont de la protection accrue du soldat au développement de l'intelligence amplifiée. D'une manière générale, l'objectif principal que poursuivent les prospecteurs militaires réside dans l'intégration du soldat au sein d'un système de combat dont il ne constituerait, au final, qu'un point nodal parmi d'autres, à cela près qu'il serait l'unique représentant d'une gamme de moyens constitué de chair. Mieux. Le soldat pourrait même incarner un système à lui seul, à l'instar de ce que constitue, aujourd'hui, système d'arme.

Plus prosaïquement, les solutions nanotechnologiques envisagées pour l'assistance du soldat dans ses missions opérationnelles s'articulent, dans un premier temps, autour d'une gamme de senseurs adjoints à sa combinaison. De tels nanocapteurs pourraient, en permanence et en temps réel, procéder à des évaluations des données métaboliques du combattant (température du corps, rythme cardiaque, transpiration, blessures, etc.), transmettre les informations récoltées aux centres de commandement, à charge de ces derniers – éventuellement automatisés – de décider du maintien en conditions opérationnelles du combattant ou du retrait de ce dernier de l'espace de bataille. Dans le cas où une défaillance métabolique viendrait à être rencontrée, des traitements à distance pourraient être envisagés par des équipes d'assistance. Des injections de composés pharmacologiques, de solutions énergisantes pourraient, dès lors, être réalisées en vue d'accroître la concentration et les aptitudes physiques du combattant. Des composés nanotechnologiques sont, également, appelés à entrer dans la composition des matériaux d'exosquelettes ou d'exomuscles en soutien des efforts du soldat. De telles recherches sont d'ores et déjà conduites sous la responsabilité de l'Institut for Soldier Nanotechnologies, aux Etats-Unis. L'ISN s'est donné pour mission d'explorer les perspectives d'implémentation de systèmes nanotechnologiques dans le cadre de 37 projets de recherche spécifiques, répartis en plusieurs équipes (7 au total) auxquelles correspondent, pour chacune d'elles, des champs d'investigation technologiques précis. Parmi les domaines de recherche abordés, figurent, entre autres, *les matériaux à absorption d'énergie, les matériaux et appareillages mécaniques actifs, les systèmes de senseurs et de contre-mesures, les dispositifs d'analyse diagnostique, les processus et matériaux de simulation et de modélisation (pour une meilleure compréhension des diverses propriétés des matériaux nanométriques), etc.*

On évoque, dans un second temps, le développement de systèmes nanotechnologiques invasifs. Cette pratique, si elle devait rencontrer des applications concrètes pour des raisons autres que purement médicales, poserait des questionnements fondamentaux de nature éthique et aurait pour effet de remettre en cause les principes mêmes qui assurent l'intégrité physique des individus. Parmi les projets envisagés, figurent les interfaces de contrôle homme/machine,

principalement destinés à accroître – et non plus seulement assister depuis l'extérieur – les performances des combattants. Les solutions développées reposent sur l'administration de composés pharmacologiques ou hormonaux destinés à contrôler les cycles de sommeil – et ainsi permettre à un soldat d'opérer pendant plus de 72 heures sans repos –, à réduire l'anxiété, à augmenter l'agressivité du soldat ou à accroître ses capacités de concentration dans un environnement éprouvant. Mais l'une des principales pistes envisagées pour le futur consiste à interfacer des composants microélectroniques biocompatibles avec les cellules nerveuses, voire le cerveau. Ce champ de recherches revêt une importance fondamentale en ce qu'il vise à réduire au minimum le temps de réaction séparant la perception humaine d'un danger lors du combat, d'une part, de l'action prise en vue de contrer ce danger, d'autre part.

Des armes autonomes

Les opérations de guerre réseaucentrée américaines recourent abondamment aux systèmes militaires robotisés. Ces derniers regroupent, en vérité, une large variété de plates-formes dont les états de développement s'avèrent très inégaux. On distinguera, dans un premier temps, les véhicules inhabités selon le milieu dans lequel ils sont appelés à évoluer. Ainsi, les véhicules inhabités aériens (aussi désignés, selon la terminologie anglaise, *unmanned aerial vehicles* [UAV]) se présentent comme les plus avancés dans la gamme des systèmes robotiques. A l'inverse, les véhicules inhabités terrestres (*unmanned ground vehicles* [UGV]) et maritimes (*unmanned surface [underwater] vehicles* [USUV]) connaissent des difficultés d'implémentation du fait de manque d'homogénéité des espaces d'intervention dans lesquels ils sont appelés à opérer.

On différenciera, dans un second temps, de tels systèmes selon le degré d'autonomie que les ingénieurs humains parviennent à leur conférer. Trois grandes catégories de gestion de conduite des véhicules inhabités existent pour l'heure : la *télé-opération* suppose de la part de l'opérateur qu'il fournisse au système robotique l'ensemble des données précises concernant une mission ; le *contrôle supervisé*, pour sa part, implique une plus grande autonomie du système dans la mise en œuvre des informations qu'il reçoit de l'opérateur concernant sa mission ; enfin, l'autonomie, qui s'avère, pour l'heure, plus théorique qu'opératoire, suppose l'intégration au sein de la cellule robotique d'une véritable intelligence artificielle (IA).

Il est aujourd'hui un lieu commun de préciser que ce sont les drones aériens – de reconnaissance, de reconnaissance armée¹ et de combat – qui ont été au cœur des avancées les plus significatives. L'homogénéité du milieu aérien s'est magnifiquement prêtée à

¹ Les drones de reconnaissance armée résultent d'une extension des capacités fournies par les drones de reconnaissance classiques (appelés aussi Intelligence, Surveillance, Target Aquisition and Reconnaissance Unmanned Aerial Vehicles – ISTAR-UAV) et ne peuvent être considérés comme une plate-forme de rupture par rapport aux missions traditionnelles qui leur sont dévolues. Le drone de combat (Unmanned Combat Aerial Vehicle), à l'inverse, est de nature à introduire une révolution de grande ampleur dans l'aéronautique militaire.

l'expérimentation et, plus tard, à la mise en œuvre de tels appareils. La grande majorité des nations disposant – ou ayant disposé – d'un savoir-faire et de compétences notoires en matière aéronautique (à l'instar des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de la Suède) s'est investie dans la confection de programmes de drones de reconnaissance et de combat de dernière génération.

C'est, cependant, aux Etats-Unis que les avancées les plus significatives en matière de cellules aériennes de combat inhabitées ont été réalisées. Plus précisément, le programme *Joint Unmanned Aerial Combat System* (J-UCAS), initialement conduit par la DARPA, l'U.S. Navy et l'U.S. Air Force (avant d'être confié, dès le moins de septembre 2005, à l'Air Force sous la direction d'un officier de... la Navy), constituait jusqu'il y a peu la vitrine des recherches américaines en la matière. L'objectif affiché par ce programme de démonstrateur technologique – articulé autour des cellules aériennes X-45 de Boeing et X-47 de Northrop Grumman – était de tester la faisabilité et l'utilité opérationnelle d'un système de combat aérien autonome pour la réalisation de missions limitativement définies (senseurs armées, suppression des dispositifs de défense antiaérienne ennemies, tirs de missiles guidés de précision, évaluation après frappes, etc.). C'est, officiellement, en raison de l'atteinte des objectifs assignés au programme que le J-UCAS a été dissous au début de l'année 2006. Il est, cependant, évident que des divergences de visions entre les services, portant notamment sur la suite des évolutions à envisager pour les cellules aériennes X-45 et X-47, ont conduit le Département de la Défense américain à scinder le système. L'hypothèse des limites inhérentes aux technologies existantes pourrait, enfin, venir alimenter les explications sur les facteurs ayant conduit à la dissolution du programme J-UCAS. L'un des derniers objectifs opérationnels du démonstrateur technologique interarmées résidait dans la validation d'un scénario de mission en patrouille associant, au sein d'un même système de vol, des aéronefs inhabités avec des avions de combat pilotés. Peut-être, a-t-il été admis que la parfaite garantie opérationnalité et sécurité d'un tel système de forces impliquait des avancées plus grandes en matière d'intelligence artificielle et ce afin de permettre tant la réussite de la mission que la sécurité des pilotes accompagnant les aéronefs robotisés.

En ouvrant la voie au développement d'intelligences artificielles aux capacités de calcul plus puissantes, les nanotechnologies offrent également des possibilités nouvelles aux systémiers et intégrateurs de défense. L'une des principales pierres d'achoppement se situant sur la mise au point de logiciels complexes et hautement performants (destinés à mimer les aptitudes humaines au pilotage et au combat) a trait aux problèmes d'intégration des composants hardware. La perspective d'arrivée sur le marché de systèmes électroniques et d'ordinateurs tout à la fois plus performants, miniaturisés et légers génère d'importants espoirs pour la confection de drones de combat autonomes ou de robots prenant en charge les aspects

logistiques du combat (ravitaillement, air-to-air refuelling, etc.), traditionnellement dénigrés par les militaires mais mettant, néanmoins, en danger la vie de soldats et d'équipages¹.

Il importe, cependant, d'émettre quelques réserves quant à la pertinence, sur le long terme, d'un système de forces associant, dans le domaine aéronautique, des aéronefs pilotés à des cellules aériennes inhabitées. L'espace aérien représente, comme nous l'avons précisé, le milieu le plus approprié pour l'engagement de plates-formes autonomes de combat. Le fait d'associer un équipage humain (pilotant des aéronefs habités) à des robots aériens pose, en effet, question. Aussi, sommes-nous en droit de nous demander si de telles capacités de combat autonomes ne se révèlent pas foncièrement mal adaptées à la conduite de la guerre et à la stratégie qui demeure, quoi que l'on en dise, une affaire essentiellement humaine, une « *dialectique des intelligences* (humaines s'entend)² ». Les risques de friction, associés aux dangers inhérents au brouillard de la guerre (c'est-à-dire aux incertitudes grevant toute prétention d'une connaissance parfaite de l'espace de bataille) ne pourraient, dès lors, être correctement anticipés, quelles que soient les avancées technologiques – fussent-elles liées aux développements des nanotechnologies – par des machines. En d'autres termes, une IA intégrée à un système de combat autonome ne pourrait assurément disposer d'une marge de manœuvre dans la prise de décisions, même de niveaux opératifs ou tactiques, en raison des aléas immanents au comportement humain.

Enfin, à la guerre, l'intelligence, qu'elle soit humaine ou synthétique, ne suffit point. La part de volonté qui doit être prise pour la mise en œuvre des raisonnements théoriques dans un cas d'application concret, s'avère fondamentale. Ainsi que le rappelle fort justement Hervé Coutau-Bégarie, « *[l'intelligence] est impuissante sans [la volonté].* » Si elle se limite à la simple reproduction de modèles d'action enseignés, voire intégrés dans des logiciels (aussi performants puissent-ils apparaître), l'action stratégique non soumise au jugement de la Raison et non soutenue par la volonté d'agir ne peut, à terme, que rencontrer des écueils.

Des organismes hybrides

Face aux contraintes auxquelles sont confrontés les ingénieurs dans le développement de systèmes de combat autonomes dotés de facultés d'analyse proches de celles détenues par l'homme, la mise au point de systèmes bio-techniques hybrides pourrait se révéler une

¹ Jürgen ALTMANN, « Military Uses of Nanotechnology : Perspectives and Concerns », *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 1, p. 66.

² La définition intégrale de la stratégie par le Général André Beaufre se présente comme suit : « *la stratégie est la dialectique des intelligences, dans un milieu conflictuel, fondée sur l'utilisation ou la menace d'utilisation de la force à des fins politiques.* » Cf. Général André BEAUFRE, *Introduction à la stratégie*, 4^{ème} édition, Paris, IFRI & Economica, 1985, p. 16, cité par Hervé COUTAU-BÉGARIE, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 5^{ème} édition, 2003, p. 77.

alternative intéressante pour les organisations militaires. Pourquoi, en effet, ne pas transformer un insecte ou, plus encore, un animal en système interfacé avec l'électronique auquel des missions militaires seraient confiées. L'animal dispose, en effet, des ressources énergétiques nécessaires au fonctionnement des différents « capteurs » qu'il possède et des membres qui assurent sa mobilité. L'objectif serait, dans ce cas, de pouvoir contrôler un animal à distance afin de l'amener à opérer une mission précise à des fins militaires. Au-delà, les leçons qui seraient éventuellement extraites de telles opérations permettraient de mieux comprendre les mécanismes cognitifs complexes qui régissent le vivant en interaction avec son milieu. Certaines recherches envisagent d'adjoindre certains organes dans des systèmes artificiels. Un robot pourrait, de la sorte, comporter un organe sensoriel olfactif de type animal lui permettant d'accroître ses capacités de détection.

Les missions confiées à des organismes bio-techniques hybrides ne se limiteraient pas, seulement, à des opérations de reconnaissance ou de recueil d'informations, mais pourront être également envisagés pour des attaques. Certains insectes, à l'instar du moustique, de l'abeille ou de la guêpe, disposent d'organes leur permettant de pénétrer le corps humain en vue de procéder à une injection issue de sécrétion. Comment ne pas craindre, dès lors, que ne soient développés des insectes bio-techniques qui se verraient télépilotés afin d'infiltrer dans le corps de combattants adverses des substances autrement plus toxiques que ne le sont les venins naturels ?

Nanotechnologies et maîtrise de l'espace

L'espace représente aujourd'hui, assurément, un multiplicateur de force pour tout Etat dont l'organisation militaire, la communauté scientifique et la base industrielle parvient à en assurer la maîtrise technologique. Néanmoins, et en dépit des performances dont les principales puissances historiques (Etats-Unis, Russie, Europe) se sont rendues capables, l'espace représente toujours, tout à la fois, le lieu de tous les défis techniques qu'il s'agit de continuellement surmonter et le théâtre d'une compétition sans cesse plus ardue et élargie dans laquelle des nouveaux et plus récents arrivants talonnent les puissances établies (Inde, Chine). Pour ces dernières qui souhaitent maintenir leur rang au niveau mondial dans un segment capacitaire hautement convoité, il importe de rechercher des moyens technologiques nouveaux, plus efficaces et plus efficients permettant d'étendre une domination incontestable tant en termes militaires que de parts de marché. C'est à ce titre que les nanotechnologies entrent dans le champ spatial.

Les nanotechnologies qui agrémenteront, demain, les systèmes spatiaux (lanceurs, satellites, etc.) offriront de nombreux avantages, déjà évoqués lors de précédentes sections. La réduction de la taille des composants, des dispositifs électroniques, à laquelle s'adjoint la réduction de masse globale des systèmes et sous-systèmes, conduira à une diminution sensible des risques que suppose le lancement de toute plate-forme spatiale (navette, fusée, satellite). Les nanotechnologies autoriseront, par conséquent, une augmentation du rendement des lancements

(en projetant sur orbite un plus grand nombre de satellites plus petits), ce qui ne sera pas sans conséquence sur un marché des lanceurs et des satellites déjà caractérisé par une concurrence très serrée entre les constructeurs et les agences spatiales. A plus long terme, le remplacement des fusées de lancement par un ascenseur spatial (*space elevator*) bâti sur base de nanotubes de carbone constituerait une hypothèse de développement futur, qui interviendrait dans la seconde moitié du XXI^{ème} siècle. Ce projet a reçu une nouvelle lecture suite à la désintégration de la navette Columbia en 2003. Composé à partir de matériaux nanostructurés, l'ascenseur spatial serait caractérisé par une résistance lui permettant de tolérer la vitesse de rotation de la terre et d'être insensible aux débris spatiaux. En cas de dommages intervenant sur la structure du système, il est imaginé de laisser le soin à des nanobots de procéder aux réparations nécessaires.

On peut raisonnablement penser que des micro et nano-satellites, présentant des tailles entre 1 et 20 cm, opéreront, demain, en essaim notamment en vue d'applications radar. Les nano-satellites sont également envisagés pour le contrôle, voire la réparation, de satellites plus massifs et plus complexes, et ce afin d'en étendre les durées de vie.

Il importe, cependant, de préciser les risques susceptibles de découler de l'envoi en orbite de nano-satellites. L'espace circumterrestre est un lieu particulièrement encombré, parsemé, certes, de satellites en fonction et hors-fonction (avant leur destruction dans l'atmosphère conséquent à la dérive hors orbite), mais aussi – et surtout – de débris divers dont la cartographie s'avère malaisée, sinon impossible (les Etats-Unis disposent, cependant, d'un état des lieux avancé des divers débris spatiaux existants). De par leurs propriétés physiques, les nano-satellites se révéleraient difficilement détectables, renforçant, par conséquent, les risques d'un lancement et d'une mise en orbite de nouvelles plates-formes spatiales. Leur identification exigerait des moyens de surveillance avancés. Enfin, sur le plan militaire, le fait pour un Etat d'envisager l'activation de nano-satellites serait de nature à générer un climat de suspicion généralisé au sein de la communauté internationale.

Risques et vulnérabilités

Toute innovation technologique militaire entraîne, dans son sillage, des vulnérabilités nouvelles, elles mêmes sources d'instabilités inédites – et trop souvent mal anticipées – au cœur des équilibres militaires tout provisoires au sein desquels s'inscrit cette innovation ; c'est là une règle désormais connue et mise brillamment en évidence par le théoricien/stratégiste Edward Luttwak au travers du concept de « logique paradoxale de la stratégie »¹. Toute innovation qui offre un avantage militaire indéniable à la nation qui la conçoit et/ou la met en œuvre est de nature à générer, dans le chef de l'adversaire, des contre-mesures qui peuvent même conduire à une remise en cause des bénéfices provisoirement acquis du fait de l'exploitation opératoire de

¹ Edward T. Luttwak, *Le grand livre de la stratégie : de la paix et de la guerre*, Paris, Odile Jacob, coll. Sciences humaines, 2002.

la susdite innovation technologique. Pour autant que nous acceptions de nous projeter dans un avenir de court, moyen et long terme, il convient d'affirmer que les nano-armements, lorsque ceux-ci équiperont les arsenaux des puissances militaires parvenues à s'assurer de leurs technologies constitutives, n'échapperont pas à ce principe. Ainsi, les améliorations qualitatives dont pourraient bénéficier les dispositifs de forces des nations faisant partie de la révolution industrielle nanotechnologique, risquent-elles de s'effacer, très probablement, à la faveur d'un rééquilibrage du système international du fait de l'aptitude que développeront d'autres acteurs internationaux (étatiques ou non étatiques) à engranger leur propre révolution nanotechnologique.

Demain, l'homme dominé par la machine et ses semblables ?

Les tentatives d'anticipation intellectuelle des risques que pourraient engendrer les nanotechnologies sur un double plan militaire et sécuritaire ont trop longtemps été l'objet d'un sous-investissement. Dans ce « silence ambiant », quelques initiatives méritantes ont, toutefois, vu le jour. Bill Joy, ancien Chief Scientist de la société Sun Microsystems et co-auteur du langage informatique *Java*, fut parmi les premiers à dénoncer les dérives susceptibles de découler, à l'avenir, des avancées dans le domaine des nanotechnologies. Si ses propos ne visent pas exclusivement le domaine militaire, des déclinaisons intéressantes de ses hypothèses revêtent des connotations militaires évidentes. C'est, en réalité, au sortir d'un échange de vues avec Ray Kurzweil et John Searle, portant sur les développements futurs des technologies convergentes, que Bill Joy s'émeut des dangers que contiendrait, selon lui, le principe d'une poursuite des recherches dans certains domaines du fait de leurs potentialités destructives et de leur caractère dual¹. Dans un célèbre article paru dans la revue *Wired Magazine*, Bill Joy, à la manière d'un Robert J. Oppenheimer se voulant « philosophique », évoque les menaces extraordinaires qui, selon lui, découleraient d'une dépendance accrue des hommes aux machines, allant même jusqu'à affirmer que la seule alternative réaliste est de renoncer aux perspectives offertes par les GNR (*génétique, nanotechnologies, robotique*) et de restreindre la recherche dans le domaine des technologies qui sont trop dangereuses ; une alerte qui n'est pas sans rappeler les conjectures à la base de célèbres long-métrages de science-fiction (*Les trilogies Terminator et Matrix*). C'est, pourtant, dans le cas d'espèce, d'un ingénieur de haut rang qu'émane cette hypothèse. Plus exactement, Bill Joy évoque deux futurs possibles des rapports qu'entreteniront, demain, l'homme et la machine. Dans un premier cas de figure, l'auteur s'interroge sur ce que deviendra l'autonomie de la communauté humaine sitôt qu'elle aura laissé les machines opérer leurs propres décisions du fait d'un processus évolutif qui aura, progressivement, conduit les responsables humains à abandonner leur autonomie de décision à des systèmes artificiels

¹ Il nous faut, toutefois, admettre que l'argument de la dualité d'une technologie ne suffit pas à justifier le principe de non emploi systématique de cette technologie. L'usage d'une technologie est à différencier du principe technique qui permet le fonctionnement de cette technologie. En d'autres termes, l'emploi qu'il sera fait d'une technologie dépendra, essentiellement, du cadre normatif et social dans lequel celle-ci sera intégrée.

intelligents. Selon les termes mêmes de Bill Joy, « *si les machines sont amenées à pouvoir prendre leurs propres décisions, il ne sera plus, dès lors, envisageable de dresser la moindre conjecture quant aux conséquences de cette situation, car il sera devenu impossible de savoir quel pourra être le comportement de telles machines.*¹ » De là à considérer que l'Humanité puisse rentrer en confrontation directe avec les machines, le glissement du discours peut être facilement opéré. Dans une seconde hypothèse, fondée elle-même sur la supposition de la capacité humaine à restreindre l'autonomie décisionnelle des machines, Bill Joy affirme que la connaissance et la maîtrise des technologies complexes – dont les nanotechnologies – appartiendraient à un groupe restreint d'élites tentées d'imposer leur ordre sur le reste de la civilisation humaine, aliénant ainsi leurs semblables en restreignant considérablement leurs libertés fondamentales.²

Le scénario dénonçant l'aliénation future de la condition humaine, tel que développé par Bill Joy, rejoint en de nombreux points les essais de conjecture élaborés par Eric Drexler dans son ouvrage *Engines of Creation*. Drexler y expose, plus exactement, ses considérations futurologiques fondées sur l'hypothèse de la convergence prochaine des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle et des organismes autorépliquants. Pour le fondateur du Foresight Institute, les bienfaits de ces nouvelles technologies dépendront, principalement, de la nature de l'autorité politique qui en assurera la gouvernance. Les nanotechnologies, aidées en cela par des systèmes d'intelligence artificielle auront, demain, la capacité d'altérer fondamentalement l'art de gouverner les peuples. Or, l'histoire nous montre, affirme Drexler, que les Etats ont traditionnellement excellé dans la recherche des moyens d'oppression et de contrôle absolu les plus efficaces. La possibilité qu'offriront demain les nanotechnologies et les systèmes d'intelligence artificielle n'autorisent pas que nous puissions, aujourd'hui, attendre tranquillement leur survenance tout en persistant dans une attitude contemplative et attentiste. Des agents autorépliquants nanométriques, combinés à l'IA, rendront possible l'exercice d'un contrôle total sur les territoires et les êtres qui les habitent. Contrairement aux armements existants, aussi sophistiqués puissent-ils présentement apparaître, les nanomachines pourront, demain, être employées en vue d'infiltrer, d'appréhender ou de modifier l'environnement (naturel et humain).

Toujours selon Drexler, toutes les modalités de gouvernance que compte la planète peuvent être classées selon l'orientation du rapport d'assujettissement existant entre l'Etat et le peuple. Soit l'Etat est au service de son peuple, soit ce dernier est au service de l'Etat. Dans la première hypothèse le peuple qui aura constitué l'Etat se sera assuré d'orienter les institutions de ce dernier vers la satisfaction des besoins humains. Dans un tel Etat, régi par des institutions « démocratiques », les nouvelles technologies évoquées par Drexler, peuvent grandement servir

¹Bill Joy, « Why the Future Doesn't Need Us », *Wired Magazine*, 8.04, cf. <http://www.wired.com/wired/archive/8.04/joy.html>. C'est nous qui traduisons.

² *Ibid.*, cf. <http://www.wired.com/wired/archive/8.04/joy.html>.

la cause humaine et sociale. Dans l'hypothèse inverse, les choses ont tendance à se compliquer. Un Etat qui aura fondé son développement sur le principe sommaire de l'exploitation des citoyens qu'il compte en son sein, aura une prédisposition à affecter ces nouvelles technologies à la recherche de méthodes plus efficaces en matière de contrôle politique.

Des armes de reproduction massive

Plus prosaïquement, certains passages des arguments soutenus par Bill Joy dans *Wired Magazine* traitent, toutefois, directement des aspects militaires des technologies convergentes, même si les considérations exprimées se limitent à une analyse générique. Parmi les questions que soulève l'auteur, figure celle venant à s'interroger sur les différences pouvant exister entre les technologies développées au cours de XX^{ème} siècle et celles qui émailleront le XXI^{ème} siècle. En effet, la bombe atomique n'est-elle pas, déjà, l'expression la plus redoutable des inventions militaires issues de l'ingénierie humaine ? Pour Bill Joy, la réponse est « non ». En guise d'explication, l'ancien Chief Scientist de Sun Microsystems soutient que les armes développées au cours du siècle dernier, fussent-elles à charge nucléaire, sont seulement appelées à exploser, tandis que les systèmes d'armes nanotechnologiques seront très certainement caractérisés par des capacités d'autoréplication¹ multipliant à l'infini leurs possibilités et champs d'emploi². Cette capacité est de nature à annihiler les schémas connus de la dissuasion – nucléaire et conventionnelle – de même que tout processus de contrôle d'armements. Selon Bill Joy, si la question de la maîtrise par les Etats des technologies entrant dans la confection d'armes de destruction massive représente déjà un défi d'une ampleur étonnante pour la communauté internationale et les institutions en charge de la sécurité collective (comme le prouve, au demeurant, la crise internationale autour du potentiel nucléaire iranien), elle n'est rien à côté des dilemmes de sécurité que poseront, demain, les nano-armements. En effet, l'élaboration d'un arsenal nucléaire, chimique ou biologique exige, non seulement, l'accès à des informations secrètes et jalousement gardées par les Etats, mais aussi la possession de matières premières rares et le développement de vastes installations (bien souvent repérables par satellites). Dans le cas des nano-armements, de tels obstacles viennent à disparaître du fait même des propriétés physiques des nano-objets. Combinés aux développements présents et à venir de la génétique et de la robotique et du fait de leur production répondant à des protocoles hautement standardisés

¹ Les termes « nanoréplicateurs », « nanobots », « nanorobots », « assembleurs moléculaires » sont souvent évoqués de manière interchangeable, contribuant de la sorte à susciter une confusion sémantique.

² Dans leur ouvrage *Guerre et contre-guerre: survivre à l'aube du XXI^{ème} siècle*, les Toffler rapportent les propos avancés par un physicien de la RAND Corporation selon lesquels on approcherait, techniquement, des machines de guerre qui se reproduisent. D'ici une génération, indique le scientifique, « nous commencerons à voir des détecteurs [...] capables de fouiner dans les systèmes de communications, ou des détecteurs qui pourront dormir une vingtaine d'années en continuant à battre, prêts à être réactivés. Ils pourraient être de la taille d'un minuscule grain de sable brillant sous la terre. » Cf. Alvin et Heidi Toffler, *Guerre et contre-guerre : survivre à l'aube du XXI^{ème} siècle*, Paris, Fayard, 1994, p. 173.

et accessibles « sur étagère », les nano-armements, seront accessibles à un bien plus grand nombre d'acteurs internationaux, qu'ils soient étatiques ou non-étatiques (groupements terroristes, individus). De même, l'élaboration de tels nano-armements n'exigera aucune forme d'installation de grande ampleur (n'évoque-t-on pas, d'ailleurs, la possibilité d'existence de laboratoires moléculaires ?), ni même de ressources disponibles en rare quantité dans la nature. Seul, le « savoir » suffira à élaborer de tels systèmes d'armes nanotechnologiques.

Intervenant dans le cadre d'un débat initié par le CRN, Brian Wang, futurologue, envisage les conséquences auxquelles pourrait conduire le développement futur de nano-réplicateurs. L'auteur s'attache, plus particulièrement, aux effets des nano-usines (*nano-factories*) en matière de confection de systèmes d'armes. Pour Brian Wang, l'élaboration de tels nano-réplicateurs est une inéluctabilité. La seule incertitude réside dans l'appréciation de l'horizon temporel au terme duquel de tels systèmes verront le jour. L'arrivée sur le marché de nano-réplicateurs pourrait considérablement altérer les structures connues des processus de R&D militaire. Dans l'état actuel de maturité des technologies, un programme de développement d'une arme nouvelle s'échelonne sur une période de 20 à 30 ans. Ce délai englobe la formulation du besoin, les études amont, le développement d'un concept, l'élaboration et la validation de prototypes (démonstrateurs technologiques) et, enfin, la production du système d'armes finalisé qui sera, à son tour, évalué aux fins de la meilleure intégration possible dans un système de forces. Durant l'ensemble de ce cycle, les ingénieurs seront, en outre, confrontés au problème – bien connu, au demeurant, dans le domaine aéronautique – de l'obsolescence des technologies. Des réévaluations et mises à jour régulières des composants électroniques seront donc requises et généreront des coûts supplémentaires mal ou non anticipés (à l'exemple du F-35 Joint Strike Fighter). Ce délai, particulièrement long, et qui s'explique dans une large mesure par la complexité croissante des connaissances et des savoir-faire industriels nécessaires à la mise en œuvre d'un nouveau système de combat, cadre mal avec les capacités de prévision des états-majors et des cellules d'anticipation politique. Trop souvent, le temps de politique diffère du temps du militaire et du temps de l'industriel. Les nano-réplicateurs pourraient, très certainement venir altérer les référents temporels avec lesquels les scientifiques et ingénieurs sont aujourd'hui habitués – et souvent contraints – de travailler. La perspective d'une émergence à venir des nano-usines contribuerait à opérer une compression inédite des cycles de développement des systèmes de combat. Sur un plan théorique, les nano-usines permettraient à une nation disposant d'un arsenal militaire avancé de concevoir un système d'armes final à un niveau de coût similaire à celui du développement d'un prototype et en un temps record que certains analystes (Gubrud, Altmann) évaluent en jours, voire en heures ! Il convient, en outre, de préciser que de tels cycles de production seraient amenés à se réduire dans la mesure où les nano-usines pourraient s'auto-répliquer. En théorie, un état pourrait entamer un cycle de production d'armements en fondant la fabrication sur base d'une molécule d'assemblage pour très rapidement connaître une prolifération des systèmes d'usinage nanotechnologique. Les choix de conception finale, opérés en vue d'assurer au système envisagé les meilleures

performances opérationnelles, seraient, en outre, assistés, sinon entièrement réalisés, par des dispositifs d'intelligence artificielle dont les capacités exceptionnelles de calcul et de simulation tiendraient, pour l'essentiel, à l'adjonction de composants nanotechnologiques. Dans une approche opérationnelle, de telles perspectives ont de quoi séduire. Il suffit pour cela d'imaginer à quoi ressembleraient, demain, les préparatifs d'une présence ou d'une invasion territoriale à l'exemple des opérations conduites en Irak respectivement en 1991 et en 2003. A propos du processus de génération des forces destinées à l'opération *Desert Storm*, en 1991, plusieurs officiers de haut rang aux Etats-Unis faisaient remarquer que la constitution d'une structure expéditionnaire avait pris plusieurs mois, prêtant ainsi le flanc à d'éventuelles ripostes adverses que les Irakiens n'eurent pas la claire-voyance ou la capacité technique de mettre à exécution. En 2003, ce ne sont pas moins de trois longs mois qui se révélèrent nécessaires afin d'élaborer le dispositif militaire de ce qui allait devenir l'opération *Iraqi Freedom*. Les nanotechnologies pourraient permettre, demain, de réduire un tel délai à quelques semaines, voire quelques jours et faire de l'hypothèse d'emploi de la force une option sans doute plus attrayante qu'elle ne l'est présentement.

Si l'hypothèse d'émergence des nano-réplicateurs et des nano-usines venait à trouver une traduction concrète dans un avenir plus ou moins proche, une altération fondamentale des équilibres industriels et militaires pourrait survenir. Une telle technologie, basée sur des moyens techniques hautement standardisés, serait à la portée de nations aujourd'hui – et provisoirement ? – réputées pour rencontrer des difficultés à associer des moyens à la hauteur de leurs ambitions géopolitiques. Sur le plan industriel, les compétences détenues actuellement par les principales firmes de défense (dont, notamment, des firmes américaines) pourraient, demain, se trouver à la disposition de nouveaux acteurs économiques et industriels et déplacer les savoir-faire et l'expertise vers d'autres centres de pouvoir. Si les brusques renversements des pôles de domination dans les technologies militaires sont des phénomènes rarissimes dans l'Histoire, les possibilités offertes par les nanotechnologies de développer des systèmes de combat à faible préavis et à coût réduit augurent d'une course nouvelle aux armements avec des acteurs plus nombreux et plus variés. Dans un tel contexte, tout Etat ou acteur désireux de recourir aux nanotechnologies pour l'édification de son arsenal militaire aurait pour impératif d'être le premier sur le « marché » ; ce qui aurait pour effet d'initier une course immodérée aux armements.

On observera, enfin, que si elle venait à se préciser, l'émergence des nano-usines provoquerait une révolution sans précédent dans les bassins d'emploi, conduisant à une dépréciation radicale des ressources humaines, amenant des masses de travailleurs à l'inactivité, voire à une précarité qui, si elle ne s'avérait pas rapidement corrigée par un système palliatif, se situerait à la source de troubles sociaux susceptibles de dégénérer et de mener à des grands mouvements de contestation des différents pouvoirs en place à travers le monde. Les nano-usines moléculaires seraient, donc, de nature à altérer gravement les structures économiques d'une grande majorité de nations, dont, en premier lieu, les nations industrialisées.

Une mutation des équilibres militaires

Les Etats-Unis représentent, aujourd'hui, une formidable machine économique. À cette capacité extraordinaire d'influence du marché correspond, et ce n'est pas un hasard, le système militaire le plus puissant que compte la planète. La supériorité technologique américaine, nourrie par un budget de défense colossal (dont une part considérable alimente les activités de R&D), permet aux forces armées des Etats-Unis d'intervenir avec une puissance de feu inégalée sur de longue distance et avec un délai de préavis très court grâce, notamment, aux renseignements divers obtenus par les bases avancées (*Forward Presence*) et une architecture de senseurs terrestres, maritimes et aériens répandus aux quatre coins du globe. Disons le sans le moindre détour, le dispositif stratégique américain représente, actuellement, un méso-système militaire qui s'appuie, non seulement, sur la domination des espaces communs (terre, mer, air) mais aussi sur le contrôle cybernétique (espace et spectre électromagnétique) du système international. Cette capacité d'action et d'influence sans précédent n'est pas sans limites. De même, n'est-elle pas à l'abri de revers stratégiques comme en attestent les opérations contre-insurrectionnelles en Irak. Indépendamment de la question de savoir si le XXI^{ème} siècle sera ou non « américain », des experts militaires de renom, comptant parmi eux des analystes des Etats-Unis, doutent de l'aptitude du système politico-militaire américain de persévérer dans sa posture stratégique. si les critiques qui sont formulées reposent, dans une large mesure, sur l'état d'impréparation des forces armées des Etats-Unis à certaines configurations de crise¹ (insurrections, terrorisme, actions asymétriques, opérations de rétablissement de la paix, etc.), d'autres, s'inspirant des enseignements de l'histoire des empires passés, redoutent l'éventualité d'une surexpansion stratégique².

Au-delà des mises en gardes portant sur la trop grande dépendance des forces armées américaines à l'égard des technologies informationnelles – susceptibles, selon Richard J. Harknett, de favoriser l'instabilité des schémas dissuasifs –, Mike Treder énonce les menaces que pourraient devoir affronter les Etats-Unis dans l'hypothèse où une force étrangère viendrait à

¹ John P. White, *Transformation for What?*, Carlisle Barracks, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, December 2005. L'auteur souligne les retards accumulés par le processus de Transformation de l'armée de terre américaine du fait des revers rencontrés dans le cadre des opérations contre-insurrectionnelles sur les sols irakien et afghan ; Robert S. Bolia, « Overreliance on Technology in Warfare: The Yom Kippur War as a Case Study », *Parameters*, Vol. XXXIV, No. 2, Summer 2004, pp. 46 – 56. plus généralement, des auteurs tels Martin Van Creveld s'interrogent sur la pertinence à long terme des organisations militaires sur-technologisées, jugeant ceux-ci en inadéquation complète avec les configurations de crises les plus répandues à travers la planète et que l'auteur identifie comme le « conflits de basse intensité ». Cf. Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Monaco, Editions du Rocher, coll. L'art de la guerre, 1991.

² Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances : transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie-Aude Cochez et Jean-Louis Lebrave, Paris, Petite bibliothèque Payot, Documents 63, 1991.

s'assurer la maîtrise des nanotechnologies et, en conséquence, à se doter de nano-armements. L'auteur établit un parallèle intéressant entre, d'une part, les facteurs qui ont conduit, il y a 500 ans, à la défaite, puis à l'éradication des civilisations précolombiennes et, d'autre part, les conditions qui, si elles devaient être réunies, pourraient conduire, ni plus ni moins, à l'invasion et à la domination militaire des Etats-Unis. Pour Mike Treder, cinq facteurs principaux expliquent la décimation militaire et sociale des civilisations amérindiennes : 1) les technologies militaires des conquérants ; 2) la vulnérabilité des indigènes aux infections bactériennes importées par les colons ; 3) un système de commandement et de contrôle centralisé et efficace ; 4) des technologies de transport avancées (caravelles, galions, vaisseaux, etc.) et 5) un système de communication écrite. Pour Mike Treder, ce scénario pourrait ressurgir dans un avenir proche à une nation ou un empire qui, convaincue de sa supériorité militaire et politique, viendrait à être concurrencée par une puissance extérieure parvenue à un stade de développement technologique similaire ou supérieur. Le cas des Etats-Unis est, on l'aura compris, en filigrane. Mike Treder indique, à cet effet, qu'un acteur extérieur aux Etats-Unis pourrait se prévaloir des cinq éléments qui avaient, autrefois, permis aux Conquistadores d'établir leur domination absolue sur le continent américain, à savoir : 1) une technologie militaire supérieure au travers des nano-armements, 2) une résistance accrue à l'environnement physique grâce aux effets conjugués des nano et biotechnologies, 3) des capacités de transport par voie aérospatiale, 4) un système de commandement et de contrôle avancé intégrant des technologies de nano-computation et 5) des technologies de communication performants et sécurisés grâce aux applications nanotechnologie (dans le domaine de la cryptographie quantique, par exemple).

Guerre nanotechnique : la fin de la dissuasion ?

Ainsi que nous l'évoquions précédemment, les nanotechnologies, de par leurs caractéristiques physiques, seraient, selon quelques observateurs, susceptibles de remettre en cause les principes fondamentaux de la dissuasion nucléaire. Un effort de prospective est, ici, requis afin de déterminer quels pourraient être les bouleversements engendrés par la nanostructuration de la matière sur l'équilibre de la terreur. Le lecteur comprendra que cette démarche se doit d'être accompagnée de précautions méthodologiques toutes particulières tant les conjectures qui seront évoquées reposent, pour une grande part, sur des ruptures technologiques qui ne sont, actuellement, que théoriquement envisagées.

A. L. Burns propose dans son article « From Balance to Deterrence : A Theoretical Analysis », une définition de la dissuasion, et considère qu'un « *Etat ou un système de dissuasion émergera d'un système d'équilibre des forces chaque fois que le développement de la technologie militaire rend impossible la destruction physique de toutes les forces de l'opposant et, par contre, très aisée la*

destruction physique de son économie » ¹. La compréhension des éléments constitutifs de cette définition est essentielle si l'on veut approcher au mieux les changements profonds que risquent d'introduire les nanotechnologies dans le domaine de la dissuasion. Le premier élément fondamental de cette définition est la composante « technologique » de la dissuasion. La capacité de détruire un adversaire par une frappe de nature nucléaire est, avant tout, une question de développement technologique. En ce sens, seuls les Etats développés disposent de la capacité d'entrer dans le « jeu » nucléaire. La dissuasion implique donc la possibilité matérielle pour un Etat d'annihiler une grande part des infrastructures civiles et militaires d'un adversaire, de même que la faculté d'infliger des dommages considérables à toute forme de vie (biologique et sociale) chez celui-ci. On conviendra aisément que la technologie nucléaire permet à un Etat qui ne dispose pas des moyens économiques et démographiques suffisants afin de lever une armée en nombre de disposer, toutefois, d'un système moderne de sécurité. Cependant, la constitution d'un arsenal nucléaire, fut-elle limitée sur un double plan quantitatif et qualitatif, implique la mobilisation de ressources considérables, d'infrastructures logistiques importantes et de la maîtrise d'un savoir-faire technologique impliquant une formation étendue dans le temps.

Un second élément constitutif de la dissuasion nucléaire repose sur « l'impossibilité de détruire toutes les forces de l'ennemi ». Les techniques d'enfouissement (silo), de mobilité des lanceurs d'engins nucléaires (notamment depuis des sous-marins lanceurs d'engins) ou de dispersion garantissent à l'Etat qui subirait une première frappe les moyens d'opérer une riposte nucléaire avec des moyens certes réduits mais néanmoins réels et opérationnels. Inversement, il convient d'indiquer qu'un Etat nucléaire ne disposera que d'une capacité de ne protéger qu'incomplètement ses infrastructures militaires. L'invulnérabilité totale est déstabilisatrice de l'équilibre sur lequel se fonde la dissuasion nucléaire. Cette question est au cœur du débat entourant le projet du Missile Defense américain.

Un troisième élément de la définition proposée par Burns repose sur la capacité de destruction de l'économie adverse. Si les forces nucléaires ne peuvent être intégralement démantelées, l'ensemble des activités économiques d'un Etat est, pour sa part, à l'entière merci d'une frappe nucléaire. Le nucléaire implique donc la capacité de destruction des moyens conventionnels de défense territoriale. À l'ère de la dissuasion conventionnelle, le poumon économique d'un Etat, à l'abri des champs de bataille sur lesquels se déroulaient les confrontations, représentait une formidable capacité de « régénération » (nous reviendrons plus loin sur ce terme) pour les protagonistes. Le territoire de l'agressé était protégé pour autant que ses capacités de défense soient égales aux capacités offensives de l'agresseur (en tenant compte des pertes de force par éloignement du centre de gravité chez l'agresseur).

¹ A. L. Burns, "From Balance to Deterrence: A Theoretical Analysis", *World Politics*, Vol. IX, No. 4, July 1957, p. 524.

La perspective – théorique, pour l’heure – de guerres nanotechniques bouleverse résolument les schémas sur lesquels s’est établi, jusqu’à présent, la structure sécuritaire du monde. Si la prolifération des centres de puissance nucléaire est, aujourd’hui, perçue comme l’un des plus grands défis auquel le monde aura à faire face, elle n’est, en vérité, que peu de choses en regard des mutations auxquelles pourraient déboucher l’irruption des nanomatériaux dans le domaine de la défense.

Cette perspective a fait l’objet d’une analyse intéressante produite par le Foresight Institute et rédigée par Mark Avrum Gubrud de l’Université du Maryland¹. L’auteur expose, au travers de cet essai, sa vision des profonds changements qui attendent les principales puissances de la planète dès l’instant où les nanomatériaux auront connu une introduction au sein des systèmes militaires conventionnels et nucléaires. Pour Gubrud, la majorité des principaux acteurs militaires tardent à envisager un tel scénario en raison, serait-on tenté de dire, de l’aveuglement que peuvent susciter les technologies informationnelles de la RMA. Considérant la probabilité, à long terme, d’un développement futur d’assembleurs nanotechnologiques auto-répliquants et de l’intelligence artificielle, Gubrud affirme que les implications pour les systèmes de défense infocentrés et, plus particulièrement, pour le Pentagone iront bien au-delà des préoccupations stratégiques actuelles. Plusieurs facteurs de déstabilisation des équilibres stratégiques sont mis en avant par l’auteur. Par exemple, la seule perspective d’assister à des avancées nanotechnologiques révolutionnaires en termes de capacités militaires stimulera la compétition entre les Etats et générera une course nouvelle aux armements, voire à la suprématie militaire absolue. Et un Etat qui disposerait, même provisoirement, d’une avance dans ses recherches nanotechnologiques serait tenté de profiter de cette percée pour développer des nano-armements capables de démanteler les arsenaux de tous ses concurrents (supposés ou avérés).

Des armes de destruction massive nouvelles

Si les capacités de détection avancée qu’offriront, demain, les nanotechnologies laissent à penser que nos sociétés n’auront plus à craindre l’action de terroristes ayant recours à des agents RNBC, réduits à l’obsolescence, c’est, hélas, sans compter les moyens nouveaux – et toujours plus performants – qu’offriront – à faible coût, au demeurant – ces mêmes nanotechnologies à des divers groupes activistes ou organisations criminelles. Les nanotechnologies pourront, en effet, accroître les effets générés par des agents biologiques ou chimiques dans le corps humain. Elles contribueraient à augmenter sensiblement les propriétés infectieuses des divers agents actuellement connus et développés. Et les techniques imaginées afin de parer aux instruments de détection les plus avancés ne manqueront certainement pas. Une première piste envisagée réside dans la mise au point d’agents pathogènes mutants, capables de confondre les systèmes diagnostiques, voire d’agents résistant aux antibiotiques. Pour l’heure, l’une des principales

¹ Cette analyse est disponible en ligne sur le site du Foresight Institute à l’adresse suivante : <http://www.foresight.org/Conferences/MNT05/Papers/Gubrud/index.html>.

difficultés rencontrées dans la manipulation de tels agents tenait à l'incapacité d'isoler une forme d'altération sans générer des altérations dérivées. Ainsi, l'augmentation de la résistance d'un virus (altération recherchée), par l'intermédiaire d'une réduction de la surface protéinique sur laquelle venait s'appliquer le vaccin, conduisait, systématiquement, à une diminution importante de la virulence de l'agent (altération dérivée, non recherchée). Il est probable que, dans un avenir proche, de tels effets secondaires puissent être évités ; ceci permettrait aux scientifiques de modifier de façon maîtrisée l'ensemble des effecteurs d'un agent pour l'élever au rang d'un supervirus.

Un second type de recherches viserait la confection d'agents se propageant plus rapidement sans que leur virulence et leur durée de vie ne soient affectées. Songeons, par exemple, à l'arme redoutable que représenterait un agent biologique qui parviendrait à combiner un haut degré de virulence tout en étant capable de se propager sur de longues distances, sans que sa structure moléculaire et protéinique ne soit altérée.

Imaginons, encore, un troisième type d'applications reposant, cette fois, sur l'élaboration d'agents pathogènes synthétiques. Les perspectives de manipulation de tels agents à l'échelle nanométriques déboucheraient sur des formes de mise en œuvre et d'activation réellement inédites. Des virus synthétiquement créés pourraient se voir attribuer des propriétés infectieuses modulables en fonction des circonstances de leur emploi. Pire, des virus synthétiques pourraient être transformés en agents dormants. Caractérisés par une très grande discrétion une fois implantés dans le corps humain, de tels vecteurs infectieux échapperaient tout à la fois au système immunitaire et aux contrôles diagnostiques externes pour demeurer dans un état latent pendant plusieurs années avant d'être activés à la demande¹.

Une conjecture encore plus inquiétante résiderait dans la mise au point d'agents infectieux à discrimination ethnique. L'amélioration constante de nos connaissances et de nos capacités de retranscription du génome humain, associée aux avancées intervenues dans les biotechnologies et les nanotechnologies permettraient, à moyen terme, de garantir la confection d'armements biologiques dont les effets létaux différeraient selon les caractéristiques génomiques et ethniques des individus².

¹ Kathryn Nixdorff, « A l'attaque du système immunitaire », *Forum du désarmement*, dossier « La science, la technologie et les conventions sur les armes chimiques et biologiques », numéro 1, 2005, pp. 19 – 40.

² Les effets susceptibles de découler de l'emploi de tels armements biologiques sont variés. On songe, notamment, à la stérilisation des aptitudes reproductives de certaines populations cibles en amenant le corps humain à développer des réactions immunitaires contre le sperme.

Des armes d'invasion massive

Les nanotechnologies posent, on le voit, des défis d'une ampleur encore mésestimée en matière de protection des libertés fondamentales et de la vie privée. Nous avons déjà discuté, plus haut, des performances accrues des systèmes de détection des principales puissances militaires de la planète et observé les perspectives opératoires nouvelles qu'offriront très probablement les nanotechnologies aux dispositifs existants. Il convient, cependant, de mettre une emphase toute particulière sur les effets futurs des systèmes de contrôle invasifs qui représenteront, sans nul doute, l'une des hypothèses d'application les plus fertiles pour les gouvernements. Dans un article paru dans la revue *Arms Control Today*, Mark Wheelis parcourt les multiples perspectives d'emploi qu'offriront, à court, moyen et long termes, les nanotechnologies dès l'instant où elles seront associées aux agents biologiques et chimiques. Selon l'auteur, les récentes connaissances accumulées dans le domaine de l'étude du système nerveux humain laissent présager le développement d'agents infectieux qui se révéleront aptes à contrôler le comportement. Les nanotechnologies conféreront à des tels agents biochimiques un meilleur taux de pénétration et de propagation dans le corps, permettant un ciblage très précis des effets souhaités. De tels agents biochimiques de type « nano inside » pourraient donner lieu à des applications d'une efficacité imparable, notamment en vue de soumettre des terroristes – ou des citoyens – à la question. Les agents biochimiques nanostructurés permettraient à ceux qui y ont recours d'influer sur l'équilibre psychique d'un individu faisant passer celui-ci par différents états comportementaux (délires, euphories, sentiments de dépression, de panique, propension à la soumission, etc.). On peut, dès lors, imaginer l'emploi qu'il pourrait être fait de tels agents à des échelles supérieures d'interventions. Dans le but d'éviter, lors de crises internationales, un envoi de troupes dont la sécurité ne serait pas suffisamment garantie aux yeux de l'opinion publique, un gouvernement pourrait être tenté de recourir à des agents qui modifieraient en profondeur les prédispositions psychologiques et cognitives des populations sur place, et donc des combattants¹.

DES INSTRUMENTS DE PRÉVENTION SONT-ILS IMAGINABLES ?

L'arrivée sur les marchés civil et militaire des nanotechnologies pose, le lecteur l'aura compris, des dilemmes fondamentaux en terme savoir-faire industriels, de préservation de l'écosystème, de sauvegarde de la biosphère ou de protection de la vie privée et des libertés fondamentales. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer les multiples risques susceptibles de découler de l'avènement de nanorobots ou de *smart dusts*, sans compter les incertitudes que pourront

¹ Cf. à ce propos Malcolm Dando, « L'utilisation des neurosciences à des fins malveillantes », *Forum du désarmement*, dossier « La science, la technologie et les conventions sur les armes chimiques et biologiques », numéro 1, 2005, pp. 19 – 27 ; E. Baard, « The Guilt-Free Soldiers : New Science Raises the Spectre of a World Without Regret », *The Village Voice*, 22 – 28 janvier 2003.

généraliser les nano-usines moléculaires dont les capacités de production seraient de nature, selon Avrum Gubrud, à renverser la globalité des mécanismes de création et d'échanges.

Sur le plan des relations internationales et des équilibres militaires, les nanotechnologies, dès l'instant où elles seront intégrées à des systèmes de forces, affecteront sensiblement la pertinence et la validité des principaux régimes de contrôle, de limitation ou de prévention des risques de courses aux armements et de conflits. Or, de par leurs propriétés physiques (*cf. supra*), les agents ou matériaux issus des nanotechnologies se prêteront difficilement à une surveillance efficace. Les instruments de contrôle et de suivi prévus et mis en place par les édifices juridiques internationaux se révéleront mal adaptés à l'anticipation des dérives d'emploi des nanotechnologies. Mais ils apparaîtront, également, obsolète pour contrer les multiples incitants qui, même parmi les sociétés démocratiques, tendront à favoriser les postures stratégiques de première frappe et d'attaques préventives. Confrontée à des adversaires sur le point d'acquiescer des systèmes d'armes nanotechnologiques, une puissance militaire dont les moyens d'action sont nanostructurés serait tentée de précipiter l'occurrence d'une opération de désarmement de son adversaire et d'employer, à cet effet, des dispositifs décisionnels automatisés¹.

Il importe donc aux Etats de prendre les mesures les plus appropriées en vue de se préparer aux changements susceptibles d'intervenir dans les équilibres géopolitiques. À cet effet, l'instauration de dispositions destinées à garantir une meilleure transparence des activités de R&D civiles et militaires dans le domaine des nanotechnologies s'avère un instrument fondamental mais qui, à l'évidence, risque d'afficher ses limites dès l'instant où les principes devant régir sa gouvernance ne sont pas admis ou respectés par l'ensemble des Etats concernés par de telles activités.

Pour le physicien Jürgen Altmann, des mesures de confiance et de sécurité dans le domaine de la R&D nanotechnologique s'avèrent des vecteurs appropriés afin d'établir une transparence dans les activités touchant à ce domaine. À l'instar des dispositions développées, du temps de la guerre froide, dans le contexte du processus d'Helsinki, il pourrait être imaginé de procéder, au niveau international, à des échanges d'observateurs, de scientifiques, d'ingénieurs et de militaires. Cependant, le caractère non-contraignant de semblables formalités peut hypothéquer l'efficacité du régime de contrôle et d'échange en question. Aussi, apparaît-il essentiel de combiner de telles procédures informelles à des procédures de révision des traités qui régissent actuellement le contrôle et/ou la limitation des armements. On citera, entre autres, l'intégration de la problématique des nanotechnologies dans la Convention sur les armes chimiques et

¹ Jürgen Altmann, "Military Uses of Nanotechnology: Perspectives and Concerns", *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 1, pp. 61 – 79.

biologiques¹, une interdiction globale des armes spatiales incluant des dispositions spécifiques à l'endroit des microsattellites et de leurs vecteurs de transport ; une prohibition des robots « tueurs » ; des restrictions particulières concernant les systèmes artificiels mobiles (en y incluant les dispositifs hybrides bio-techniques) ; et, enfin, un moratoire renouvelable et adaptable relatif aux bio-implants qui ne sont pas spécifiquement destinés à des fins médicales et incorporant des agents nanotechnologiques destinés à l'amélioration des capacités motrices humaines.

Bien que louables, de telles dispositions n'en comportent pas moins des limitations évidentes. Quelques exemples permettront d'illustrer notre propos. L'intégration de la problématique des nanotechnologies dans les Conventions sur les armes chimiques et biologiques n'affecte en rien – et cela est heureux – la liberté d'un Etat signataire de la Convention de développer des activités chimiques et biologiques pour autant qu'elles ne concernent pas un emploi banni par cette même Convention. Il est, en effet, utile de rappeler que dans son article 6, la Convention sur les armes chimiques s'attache à préciser que les dispositions de la Convention ne visent pas à entraver le développement économique ou technologique des Etats parties. Cette mesure préserve, d'ailleurs, la capacité des Etats parties à entretenir une base scientifique et technologique nécessaire à l'établissement de dispositifs de contrôle et de détection d'armes chimiques et biologiques. Or, l'application de telles mesures à des systèmes nanotechnologiques susceptibles d'accroître l'efficacité d'armes chimiques et biologiques s'avère plus problématique. La détection de tels agents nanotechnologiques pourrait exiger le développement, parmi les Etats membres d'une telle Convention, de systèmes artificiels... nanotechnologiques. Le même constat s'impose à l'endroit de l'interdiction des « robots tueurs » autonomes. Plusieurs interrogations entachent, a priori, la pertinence d'une telle mesure. On citera, notamment, la difficulté de définir l'autonomie d'un système.

Si les experts s'accordent à penser que des armements structurés par les nanotechnologies ne verront pas le jour avant 5 ou 15 ans, l'accélération des percées technologiques, éventuellement susceptible de réduire ce délai à un peu moins de 10 ans, ne semble pas avoir été prise en compte. Or, l'instauration de mesures de contrôle et/ou de limitation, telles que celles formulées

¹ Il est, toutefois, utile de souligner que les dispositions de la Convention sur les armes chimiques intègrent dans ses termes, mais sans l'évoquer explicitement, les nanotechnologies. Et, en particulier, l'article 2 dans ses alinéas a) et b) : « *On entend par armes chimiques les éléments ci-après, pris ensemble ou séparément : a) les produits chimiques et leurs précurseurs, à l'exception de ceux qui sont destinés à des fins non interdites par la présente convention, aussi longtemps que les types et quantités en jeu sont compatibles avec de telles fins ; b) les munitions et dispositifs spécifiquement conçus pour provoquer la mort ou d'autres dommages par l'action toxique des produits chimiques toxiques [...], qui seraient libérés du fiat de l'emploi de ces munitions et dispositifs ; c) tout matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi des munitions et dispositifs définis à l'alinéa b).* » Cf. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, *Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction*, article 2, alinéas a), b) et c), p. 2, disponible sur le site http://www.opcw.org/docs/cwc_fr.pdf.

sous forme de propositions par Jürgen Altmann, exigera des négociations au plus haut niveau qui draineront dans leur sillage d'inévitables transactions complexes. Compte tenu du temps que nécessitera l'adoption d'un accord autour de telles mesures, il n'existe aucune garantie que les Etats disposant d'un savoir-faire dans le secteur des nanotechnologies ne se lancent dans une ultime course « technologique » contre la montre. Une telle fuite en avant sera principalement destinée à réunir le plus grand nombre de connaissances et à générer le plus de percées technologiques possibles avant que ne soient placées des bornes aux applications industrielles et systémiques.

IRAQI FREEDOM
ANALYSE POLITIQUE, STRATEGIQUE ET
ECONOMIQUE DE LA TROISIEME
GUERRE DU GOLFE

